Fleures locales / Radio-Telévision

- DIMANCHE 26 - LUNDI 27 SEPTEMBRE 1993

## Le retour du sourire khmer

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15136 - 7 F

MIEN n'est jamais acquis à l'homme », a chanté le poète... Mais il faut reconnaître qu'après une périodée d'incertitude, l'ONU a fait du bon travail au Cambodge. C'est un pays transformé qu'elle a remis à ses habitants le 24 septembre, dernier jour officiel de sa mission dans un Etat qui était «entré en tragédie» en 1970 avec l'éviction de Norodom Sihanouk par une droite sous influence américaine, et plus encore après la victoire des hommes de Pol Pot en 1975, sans oublier, en 1978, l'invasion des troupes de Hanoi, prélude à une quérilla de dix ans. Déjà, les Khmers ont un peu retrouvé de ce sourire qui, naguère, était tenu pour un de leurs charmes. La France, qui a pris une part importante au processus, ne peut que s'en réjouir.

Un pays déchiré entre ses factions, au point d'apparaître voué à l'absorption par ses voisins indochinois, renaît sur des bases démocratiques : une assemblée élue par plus de 90 % de la population a adopté une Constitution : une monarchie parlementaire est en place, dont le titulaire, Norodom Sihanouk, jouit à l'évidence du soutien de ses compatriotes une population est à nouveau réunie, après le rapatriement des 350 000 réfugiés qui croupissaient à la frontière thailandaise.

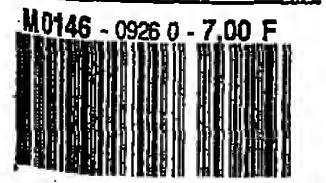
Ly a certes de l'ironie à ce retour en fanfare d'un bomme dont les palinodies ont assoé tout le monde un jour ou l'autre, paré de surcroît d'un titre de crois qui a eu l'heur d'irriter les représentants de la première puissance du moment, les Etats-Unis. Au moins doit-on reconnaître à Shanouk le mérite d'une vision qui, pour confondre son destin avec celui de son peuple, n'en a pas moins sauvé le Cambodge.

Tout est loin d'être joué, certes. Ainsi, malgré leur victoire électorale, les royalistes, emmenés par le prince Ranaridah, fils de Norodom Sihanouk, omt-lis dû accepter de gouverner en coalition - une formule nécessairement fragile wec les néo-communistes de Hun Sen, puisque ceux-ci «tiennent» encore les forces armées et l'ad-

AAIS l'ombre la plus inquié-tante est, bien sûr, celle mjetée par les Khmers rouges. Politiquement annihilés par leur refus de participer à une consultation très populaire et contraints, de lors, de mendier une position de « conseillers » auprès des nouvelles autorités, battus en août dans leur fief du Nord-Ouest par les troupes du gouvernement pro-visoire, puis affaiblis par quelque 2 000 défections ces dernières semaines, les gens du « Parti du Kampuchéa démocratique », comme ils s'entêtent à se nommer, ne font plus très bonne

Mais les chefs et les cadres moyens des Khmers rouges, haïs de leurs concitoyens, ne sont sans doute pas prêts à désarmer. Ils demeurent, ainsi, en embuscade. ils seront sans doute prompts à mettre à profit les faiblesses du nouveau rágime, à dénoncer l'éventuelle - et hélas i probable corruption de dignitaires, à attiser les déceptions populaires qui ne manqueront pas dans un pays accablé par la pauvreté. Raison de plus pour que les Nations unies ne s'anêtent pas en si bon chemin, et prolongent, comme elles l'ont d'ailleurs promis, leur action politico-militaire des dix-huit derniers Mois par une substantielle assistance économique.

Lire nos informations et le portrait du prince Ranariddh per Jean-Claude Pomonti page 5



## Détente à Johannesburg

# est en discussion

En visite aux Nations unies, Nelson Mandela président du Congrès national africain (ANC) a demandé la levée des sanctions économiques encore en vigueur contre l'Afrique du Sud. Le même jour, à Johannesburg, l'ANC a confirmé qu'elle était en discussion avec le Front du peuple afrikaner (AVF, regroupant une vingtaine d'organisations blanches d'extrême droite) pour examiner sa revendication d'un « Etat afrikaner » et « satisfaire les intérêts du peuple sud-africain tout entier».

### **JOHANNESBURG**

de notre correspondant

Dans le climat tendu qui caractérise les relations du Congrès national africain (ANC) avec l'extrême droite blanche, la rencontre entre une délégation du Front du peuple afrikaner (AVF) et le mouvement de Nelson Mandela était a priori hautement improbable. Elle a pourtant eu lieu, à la demande, semble-t-il, du chef de l'AVF, le général Constand Viljoen qui, depuis la mi-août, aurait vu une demi-douzaine de fois des représentants de l'ANC conduits par Nelson Mandela et Thabo Mbeki, respectivement président et président national du mouvement.

Le communiqué conjoint, rendu public vendredi 24 septembre, ne s'étend pas sur les circonstances de ces entretiens, qui

auraient eu lieu dans une atmosphère « de franchise, de respect mutuel et de sincérité », dans le but d'éviter des « affrontements, voire une guerre qui ne serait dans l'intérêt d'aucune des parties, ni dans celle du pays».

Les discussions, provoquées dans le souci de « ne négliger aucun moyen pacifique qui permette d'éviter les violences et l'anarchie », auraient porté sur « un large éventail de problèmes concernant la situation politique en Afrique du Sud » et, notamment, sur le désir de l'AVF de disposer d'a un Etat clairemen délimité où le peuple afrikaner [pourrait] virre en tant que

> **GEORGES MARION** Lire la suite

## Tandis que les députés conservateurs restaient encerclés au Parlement

## M. Eltsine a reçu le soutien des chefs d'Etat de la CEI

début de soirée, - il ne s'agit

encore que de dissuader et sans

doute de faire peur. Mais dans la

nuit, quelques incidents éclate-

ront, et samedi matin, le bouclage

sera hermétique: les hommes de

la division Dzerjinski font étaloge

de leur force. Pas question de lais-

ser les «anti-eltsiniens» profiter

du week-end pour aller réconfor-

ter les occupants de la «Maison

Blanche », qui ont passé la nuit à

la chandelle. Les générateurs,

apparemment, ont cessé de fonc-

tionner. Et, très mauvais pour le

moral des troupes, déjà épuisées

par le manque de sommeil, il n'y

a plus grand-chose à manger.

Même les journalistes, désormais,

ne passent plus. Seuls sont encore

autorisés à franchir les barrages

ceux qui, selon la version offi-

cielle, ne sont pourtant plus que

Alors que la Conférence constitutionnelle, composée de quelque six cents représentants des forces politiques, sociales et religieuses russes entamait ses travaux, les députés conservateurs hostiles à Boris Eltsine occupaient toujours, samedi matin 25 septembre, le Parlement privé de téléphone et d'électricité et encerclé, depuis la veille, par des troupes

d'élite. M. Eltsine a exclu le recours à la force contre les frondeurs. D'autre part, le président russe a reçu le soutien des chefs d'Etat de la Communauté des Etats indépendants (CEI), réunis en sommet, vendredi à Moscou. A cette occasion, neuf des onze pays membres de l'ex-URSS ont signé un accord-cadre don-

### MOSCOU de notre correspondant

«Vous savez, au moins, que le président, maintenant, c'est Routskoi? L'officier de police ne bronche pas. Pas la peine, lui, il obéit à Clinton... » Devant ce qui fut l'une des «barricades» des défenseurs de la «Maison Blanche» (Parlement), mais que contrôle désormais la police, quelques dizaines de personnes invec-

tivent les hommes en unisorme. La pression monte. On pousse un peu, et les policiers, avec une grimace, finissent par laisser passer le groupe de sympathisants du Parlement qui veut aller rejoindre ceux qui campent depuis trois iours sous le balcon de la «Maison Blanche». Un peu partout, des troupes du ministère de l'intérieur, casquées, armées, et vêtues et nos informations page 5 de gilets pare-balles, ont pris posi-

nant naissance à une Union économique. tion. A cette heure - vendredj en

des citoyens comme les autres : les «ex-députés». Boris Elisine lui-même avait assuré, la veille, qu'il n'y aurait pas d'a assaut " contre le Parlement. Mais il avait aussi donné l'ordre de confisquer leurs armes aux défenseurs de la « Maison Blanche ».

A cette heure là, en fait, les kalachnikov avaient disparu, remisées à l'intérieur du bâtiment. mais prêtes à être utilisées. Le ministre de l'intérieur, le général Viktor Erine, se déclarait lui aussi favorable à l'utilisation de « moyens pacifiques », non sans ajouter, dans un interview à la radio russe : « Les orérations de force ont aussi leurs partisans. mais je ne pense pas que le moment soit encore venu.»

> JAN KRAUZE Lire la suite page 3

## Un grand marché nord-américain

L'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada « est inévitable », nous déclare le président du Mexique

Le président mexicain, Carlos Salinas de Gortari, est en visite en Europe afin de renforcer les liens politiques et commerciaux entre son pays et le Vieux continent. M. Salinas a accordé à Bruxelles un entretien au « Monde », dans lequel il insiste sur le grand dessein de son mandat : faire entrer dans la réalité l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), qui doit créer, à partir de l'an prochain, un vaste marché commun de 370 millions de consommateurs entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Dans l'esprit du président mexicain. l'ALENA doit rendre irréversibles les réformes libérales qu'il a entreprises depuis son élection, en 1988, qui rompent avec la tradition à la fois dirigiste et protectionniste de son pays. Le Canada a été le premier à ratifier

AMIN

ROMAN

MAALOUF

Le Rocher de Tanios

l'ALENA. Le traité va être prochainement examiné par le Congrès des Etats-Unis et. s'il passe cette épreuve difficile, le vote du Parlement mexicain n'étant ensuite qu'une sormalité, entrer en application le la janvier 1994. Mais l'opinion américaine est réticente. Pour beaucoup d'Américains, surtout parmi les travailleurs les moins qualifiés, l'ALENA risque de faire suir les emplois au sud du rio Grande, là où les salaires sont cinq fois inférieurs à ceux du nord et les normes anti-pollution nettement moins bien respectées.

le Congrès des Etats-Unis signisierait un grave revers personnel pour le président Salinas, Actuellement, un vote positif du Sénat paraît probable, mais la situation est nettement plus incertaine à la Chambre des représentants, où Richard Gephard, leader de la majorité démocrate, vient de faire connaître publiquement son

"La subtile et trouble poésie orientale dans un fabuleux roman."

Un échec de l'ALENA devant

opposition. Que ferait donc M. Salinas si son grand projet se brisait sur les marches du Capi-

« Pour nous, l'ALENA est inévitable dans la mesure où le Mexique et les Etats-Unis ont déjà des rapports commerciaux très intenses. Ce traité représente l'avenir. Le monde va vers une plus grande intégration économique. Nous sommes savorables au succès des négociations du GATT, et l'ALENA est le volet régional de l'accord commercial global que nous poursuivons de nos vœux », répond le président mexicain.

Le ton a pourtant un peu changé depuis cet été. « Nous avons un très large éventail de réformes économiques, politiques ei sociales, et l'ALENA est seulement un élèment de ce cadre général. »

DOMINIQUE DHOMBRES et MARTINE JACOT Lire la sulte et nos informations pages 4 et 5

## Des sans-abri provisoirement relogés grâce à l'abbé Pierre



page 16

## Les plans de la mort

A l'aide des archives du KGB, un historien français démonte la « machinerie du meurtre de masse », autrement dit les camps d'extermination créés par les nazis. page 7

## La GMF va mal

La Garantie mutuelle des fonctionnaires serait en passe de manquer de fonds propres. Un plan de sauvetage est à l'étude, sur fond de mise en cause de son président, Jean-Louis Pétriat.

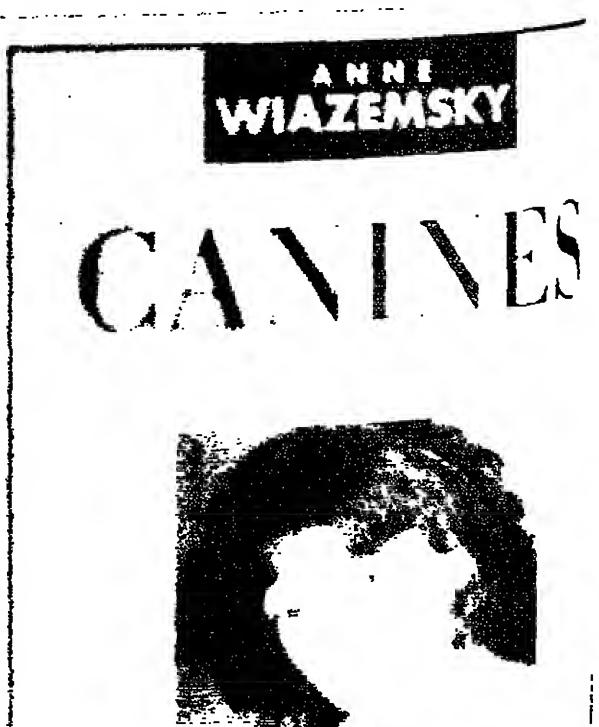
## Alain Carignon invité du « Grand jury RTL-le Monde »

Alain Carignon, ministre de la communication, est l'invité de l'émission hebdomadaire le «Grand jury RTL-le Monde», dimanche 26 septembre à 18 h 30.

A L'ETRANGER: Marot. 9 DH; Turusia, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autricha, 25 ATS; Balgiqua, 45 FB; Canada, 2,25 S CAN; Antiles: Réumon, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD, Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; A L'ETRANGER: Marot. 9 DH; Turusia, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autricha, 25 ATS; Balgiqua, 45 FB; Canada, 2,25 S CAN; Antiles: Réumon, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD, Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; A L'ETRANGER: Marot. 9 DH; Turusia, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autricha, 25 ATS; Balgiqua, 45 FB; Canada, 2,25 S CAN; Antiles: Réumon, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD, Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 f; Italia, 2 400 L; Luxambourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénágal, 450 F CFA, Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (pithers), 2,50 S. Irlande, 1,20 f; Italia, 2 400 L; Luxambourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénágal, 450 F CFA, Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (pithers), 2,50 S.

Grasset

André Brincourt



Mistan Name :

(Man Part 1994) (A 1994年) (日本) (西) (西) (日本)

Complete Complete Billion Complete Statement of the

Service of the contract of the

大田 いまな かんしん 神 かって なる いっとう

But the same through the time was a subsect that the time of

grad transfer tige with the first transfer to the state of the state o

The state of the state of the state of

作解原國 电,治也没有引进各种企业者 一大 一、

· "我们的是一大家,不是他们的特别,这样们也许说的,就是一个人也是什么。"

croque-morts

THE STATE OF THE PARTY OF THE P

Control that a Partial agent is a second of the control of

the track are given to be the track. The same tracks

THE STATE OF THE S

gall for a company that arguments by a few data. That is a first

日 北京 本部 アーコーキーキャラ では ごはかき (成集集) ニュー・カッチ ニックス

The second companies of the control of the control

The last in the property was the series of a common to a

Standard St

京海 建铁铁矿 医毛头

Replace & Board

Burgar A. Branger

for al part of the real

yan in ha<del>gis</del> <del>teyri</del> in th

益 如野北 海海 治療

1.000 actes 多年の かた!

فالماد فالمجافة بالمرافقين ماداة

المنظمة المستحديث المستحديث المستحدد

973 an 1. Sa

त् *्रिक्स*क्ष्यं क्राह्म र

الم المعاملين المعامل الما الما الما الما

y garage side one in the

The state of the state of

Section of the sectio

SET TO SEE TO THE THE

المعالمة الم

Butter - Little .

galant (the first a city)

g was the state of

Commence of the Control

the golden goden in The

CONTRACTOR CONTRACTOR

De GRALE : TO POST

and a suffer

ृष अस्तान्त्र है स्वरूपः

(连一) 经证明证据 "一点,」

in the company of the property of the contract of the contract

and the second of the second o

(4) 1844年 1864年 1

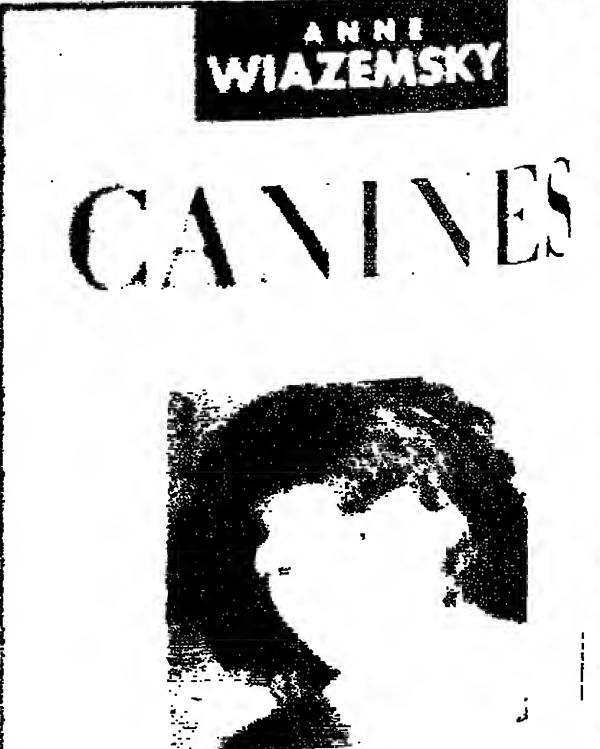
graduation in the second of th

artiste

· 2000年度 2000年度 4

「他 Manage Front on またーでを通り 無などのがまり、から、

唐明成中部 龍 中的大本島



THAT BEEN ARD

ADM/NISTRATION : PLACE HUBERT-BEUVE-MER' 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620 000 F Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». «Association Hubert-Beuve-Méry» Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Entreprises.



M. Jacques Lescume, gérant.

Président directeur général Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros Membres du comité de direction Jacques Guiu, Isabelle Tsaīdi 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75902 PARIS CEDEX 15 TEI: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F Téléfas : 46-62-98-73. - Société l'Atale de la SARL le Mondr et de Médias et Rèpes Europe SA. (morimeriu du « Monde » 12. r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Codex

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE Tensaignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE Composez 36-16 - Tapez LEMONDE Le Mande - Documentation 36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

**ABONNEMENTS** place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARLE	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXENB PAYS-BAS	AUTRES PAYS role pormale	
3 mais 536 F 6 mais 1 038 F		572 F	190 F	
		1 123 F		
] w	1 899 F	2 966 F	2960 F	

**ETRANGER:** per voic acrierate tarif our demande. wan and apparent continues to polletin accompagné de votre réglement a l'adresse ci-desses sa par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

e LE MONDE » (USPS - pending) is published duty for \$ 892 per year by a LE MONDE » I, place Hubert-Beuve-Mery - 94852 Ivry-sur-Sense - France. Second class pos-tage paid at Chromphain N.Y. US, and additional maning offices. POSTPASTER: Send address changes to IMS of NY - Box 1518, Champhan N.Y. 12919 - 1518. Proof its abonnements sometits aux USA INTERNATIONAL MEDIA SERVACE, Inc. 3330 Pacific Avenue Some QM Virginia Beach, VA 23451 - 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisaires : nos abonnes sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

R	OFFELIE	1					
D'AB	D'ABONNEMENT						
DUR	ÉE CHO	ISIE					
3 mois	6 mois	i an					
Nom :							
Prénom : _							

Code postal Localité

Adresse:

Veuille: avoir l'obligeance d'ecrire tous les noms propres en capitales d'imprimene.

Le Monde

Edité per le SARL Le Monde Comité de direction Jacques Lesoume : géram directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la redection Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Lucbert

Rédacteurs en chef Jean-Marie Colomban Robert Sole (adjoints au directeur de la rédaction)

secrétaire général

Thomas Ference Bertrand La Gendre Jacques-François Simon **Daniel Vernet** (checter

des relations internationales) Anciens directeurs Hubert Beuve-Mery (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

1 .

Il y a vingt-cinq ans

par Bertrand de la Grange

TINGT-CINQ ans après les tragiques événements qui firent, le 2 octobre 1968 plus de trois cents morts au cours d'une manifestation d'étudiants en plein cœur de la capitale, les Mexicains s'interrogent encore sur les raisons du massacre de la place des Trois-Cultures.

La décision avait-elle été prise froidement par le président Gustavo Diaz-Ordaz et son ministre de l'intérieur, Luis Echeverria, qui voulaient un retour à l'ordre avant l'ouverture des Jeux olympiques, le 12 octobre? Ou bien l'armée et la police, du fait de leur présence massive sur les lieux du meeting, avaient-elles provoqué involontairement la confusion qui allait les amener à tirer sur la foule?

Guet-apens ou accident? Les deux thèses seront analysées par la Commission de la vérité, récemment créée par une vingtaine d'intellectuels décidés, un quart de siècle plus tard, à obtenir enfin l'ouverture des archives sur cette période troublée. « La biessure est encore ouverte, soutient l'historien Lorenzo Meyer. L'Etat doit donner une explication aux citoyens pour justifier la mort de tant de personnes innocentes : la société, le gouvernement étaient-ils en danger? Il ne s'agit pas de rechercher des coupables ni o de les juger. La société a besoin de savoir, de connaître son Histoire, pour progresser et pour que cela ne se reproduise plus. »

Le doute est levé depuis longtemps sur les véritables coupables, et le président Diaz-Ordaz avait accepté, un an après les faits, d'en assumer toute la responsabilité. Aujourd'hui, l'ancien président du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929), Alfonso Martinez, reconnaît que la thèse officielle de la « conspiration internationale » communiste défendue à l'époque par les autorités était fausse et que le gouvernement a fait usage d'une a sorce excessive ». « Certains secteurs du pouvoir, ajoute-1-il, étaient opposés au dialogue avec les étudiants. Mais il est encore trop tôt pour révêler des noms. »

### « Une fête permanente »

Tout avait pourtant si bien commencé... Dans la foulée des grands mouvements qui avaient secoué l'Europe et les Etats-Unis au cours du premier semestre de 1968. les étudiants mexicains n'avaient pas voulu être en reste. La répression exercée lors d'une manifestation en faveur de la révolution cubaine, le 26 juillet, accélère le processus de mobilisation des étudiants, qui décident de se mettre en grève. Les organisations de gauche - le Parti communiste est clandestin - participent au mouvement dans la mesure de leurs faibles moyens et lui donnent un contenu plus poli-

a C'étail avant tout un mouvement libertaire, une sete permanente, rappelle un des dirigeants de l'époque, Marcelino Perello. Nous partagions une idée avec les jeunes Français, les Berlinois et les étudiants américains : le meilleur gouvernement est celui qui n'existe pas. » Le gouvernement mexicain prit la menace très au sérieux lorsque plusieurs centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes marcherent jusqu'au a Zocalo ». l'immense place où se trouve le Palais national. Les manifestants venaient de rompre le tabou qui interdisait la contestation sous les fenêtres du prési-

La sète allait se terminer dans le sang quelques semaines plus tard sur une autre place mythique, construite sur les ruines de l'imposant marché aztèque de Tlatelolco, « lieu géographique des grandes tragédies mexicaines ». Déjà en 1521, au cours du siège de Tenochtitlan par les conquistadors, les Aztèques avaient immolé des prisonniers espagnols sur la pyramide de Tiatelolco qui se trouve aujourd'hui au centre de la place des Trois-Cultures, baptisée ainsi en référence au Mexique « à trois étages » (précolombien, his-

panique et ère moderne). « Le verdict populaire est clair : les sorces de l'ordre ont massacré des centaines de civils parce que le gouvernement tenait absolument à organiser des Jeux olympiques « propres ». » L'auteur de cette remarque, Luis Gonzalez de Alba, représentait la faculté de philosophie et de lettres au sein du Conseil national de grève (CNH, selon le sigle espagnol) qui allait tenir le pays en haleine pendant quatre mois, organisant des mani-



festations de plus en plus gigantesques dans les rues de la capi-

« Je ne crois pas pour autant. ajoute-t-il, que l'armée avait reçu l'ordre de faire un massacre. Tout indique que l'objectif des troupes était de disperser brutalement les quelque dix mille personnes réunies le 2 octobre, vers 17 h 30, sur la place de Tlatelolco et d'arrêter les dirigeants du CNH qui occupaient la tribune installée sur la galerie du troisième étage de l'immeuble Chihuahua, sace à l'esplanade. Quitte à ce qu'il y ait quelques morts, car je suis convaincu aue l'armée avait carte blanche pour mener à bien cette opéra-

tion. » L'importance des forces déployées – cinq mille policiers et soldats, trois cents tanks, véhicules blindés et transports de avait décidé de frapper très fort pour mettre un terme définitif à l'agitation. En arrivant sur la place, plusieurs dirigeants estudiantins avaient constaté la présence anormalement élevée des forces de l'ordre. Craignant une provocation, ils avaient décidé d'annuler la marche prévue ce jour-là en direction des installations de l'Institut polytechnique, occupé par l'armée.

### La mission du bataillon «Olimpia»

Les événements allaient pourtant se précipiter. Au moment précis où un étudiant annonce l'annulation de la marche – il est un peu plus de 18 heures et la nuit commence à tomber - un hélicoptère surgit au-dessus de la foule et lâche deux feux de bengale. C'est le signal. Les premiers coups de feu retentissent, provoquant la panique sur la place, malgre les appeis au calme lancés de la tribune. Simultanément, des hommes en civil, cachés jusqu'alors dans les apartements de l'immeuble, surgissent sur la tribune, revolver au poing et gant blanc dans l'autre main en signe de reconnaissance.

Le bataillon «Olimpia», un corps d'élite créé pour assurer la sécurité pendant les Jeux, passe, pour la première fois, à l'action. Sa mission: arrêter les dirigeants estudiantius. « J'ai vu les hommes de l'« Olimpia » tirer, depuis la tribune, quelques coups de feu au hasard dans la foule pour terroriser les gens, raconte Luis Gonzalez de Alba. L'armée, qui encerclait les manifestants et avait commencé à avancer sur la place, a semblé surprise par les tirs et a aussitôt riposté, provoquant un certain flottement dans les rangs du bataillon Olimpia. J'ai eu l'impression que l'armée n'était pas au courant de l'opération secrète menée par ce bataillon, ce qui expliquerait la confusion et l'ampleur du massacre. Le fait que le général José Hernandez, qui commandait les troupes régulières, ait été blessé des les premières minutes de l'affrontement semble confirmer cette hypo-

La version officielle, complaisamment reprise par la quasi-totalité des journaux du 3 octobre,

affirme pourtant que le général est tombé sous le feu des « francstireurs » installés sur le toit des immeubles entourant la place. Sous la torture – les simulacres d'exécution et de castration furent largement utilisés - quelques étudiants « avoueront » qu'ils disposaient d'armes. Ils donneront même les noms de cer-CNH et aujourd'hui député du tains dirigeants politiques, y com-Parti de la révolution démocratipris de la formation au pouvoir, que (PRD, opposition de gauche) qui auraient participé à un « complot visant à renverser le régime ».

### Des blessures à la baïonnette

Ces « aveux » ne convaincront

personne.

La plupart des témoignages sur cette période concordent en effet : le mouvement étudiant était sondamentalement pacifique et les quelques armes saisies à l'issue de la fusillade – appartenaient-elles vraiment aux étudiants? - étaient insignifiantes face à la force de feu des troupes régulières qui sirent usage de mitrailleuses lourdes et même d'un bazooka.

Il y a plus troublant encore. Selon le quotidien Universal du 4 octobre, les autopsies pratiquées par les médecins légistes officiels montrent que « la plupart des victimes (y compris des énfants) sont décèdées des suites de blessures infligées par les baïonnettes des soldats ou par des coups de seu tirés à très courte distance».

Pourquoi cet acharnement?

« La remise en question de l'autorité du président et du pouvoir absolu de l'Etat était intolérable pour les dirigeants du pays qui n'étaient pas habitués à la contestation. Tout cela devait justifier le massacre du 2 octobre », soutient Raul Alvarez, à l'époque délégué de l'Institut polytechnique au

Le grand écrivain Octavio Paz compare le massacre des étudiants à une « vengeance divine ». ordonnée par le «tlatoani» (empereur aztèque et, par extension, le président de la République) dont les étudiants avaient osé contester le pouvoir « magique ». Atterré par la tragédie de Tlatelolco, le futur Prix Nobel de littérature démissionna de son poste d'ambassadeur à New-Pelhi. Ce fut la seule personnalité du régime à protester ouvertement. « Pourquoi ce massacre? écrivit-il cinq ans plus tard dans les colonnes du quotidien Excelsior. Depuis 1968, les Mexicains se posent la question. Tant qu'il n'aura pas la réponse à cette question, le pays ne retrouvera pas la constance dans ses dirigeants et dans ses institutions. »

Octavio Paz s'insurge face à la « surdité et à l'aveuglement » du pouvoir qui refuse obstinément de répondre aux demandes, pourtant « modérées », des étudiants. Après tout, a ils veulent ce que tous les Mexicains désirent depuis

la Révoluțion de 1910 : la démocratisation (...). La pauvre Révolution a été victime d'une double confiscation: la confiscation par le parti gouvernemental, qui a plus d'une ressemblance avec les bureaucraties d'Europe de l'Est; et la confiscation économique et sociale par une oligarchie financière étroitement liée aux multinationales américaines.»

Les masques tombent. La dicta-« révolutionnaire » et des institutions faussement démocratiques la contradiction est inscrite dans le nom de la formation au pouvoir, le parti « révolutionnaire institutionnel » – apparaît sous son vrai jour. L'alternance au pouvoir est un leurre (c'est encore le cas aujourd'hui) et les élections sont de simples formalités, un rituel destiné à confirmer tous les six ans la victoire du candidat officiel.

-: .-

F-----

### La revanche des classes moyennes

La même constatation s'applique au plan social. De 1945 à 1968, le taux moyen annuel de croissance du produit national brut est exceptionnellement élevé: 6 %. Mais le pouvoir d'achat des salariés baisse pendant la même période! Le taux de croissance démographique, 3,6 % par an, l'un des plus élevés de la planète, n'explique pas tout. L'enrichissement spectaculaire d'une petite minorité, qui contrôle également le pouvoir politique et n'hésite pas à recourir à la répression, se fait au détriment des secteurs les plus pauvres, tandis qu'une classe moyenne, en plein développement, exige sa part de la richesse nationale.

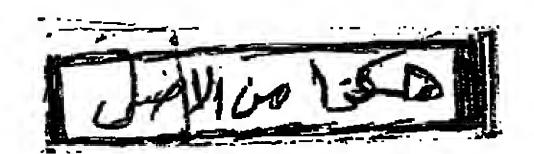
Ce sont précisément les enfants de cette classe moyenne qui, ayant accédé à l'Université, vont exprimer dans la rue leur frustration face à un système politique incapable de tenir compte de leurs aspirations. La répression brutale (les dirigeants du mouvement étudiant et plusieurs professeurs seront condamnés à de très lourdes peines de prison mais bénéficieront par la suite d'une amnistie) et la capacité du régime à récupérer les opposants en leur offrant des postes et des prébendes apaiseront finalement les jeunes rebelles.

Quelques-uns se joindront pourtant aux divers mouvements de guérilla qui feront parter d'eux dans les années 70, en particulier dans les montagnes de l'Etat du Guerrero, tout près de la célèbre station balnéaire d'Acapulco. Ils seront impitoyablement pourchassés et massacrés jusqu'au dernier. dans l'indifférence générale.

### BIBLIOGRAPHIE

Seul ouvrage disponible en français: Mexico, le pain et les jeux, par Claude Kiejmann et Jean-Francis Held, Le Seuil, 1969. (Claude Kieimann était la correspondante du Monde à Mexico en 1968.)





## High Charles

## des étudiants à Mérico



Between the transfer and the second

Aggraphic Control of the Control of

But the state of t

## THE PRINCEY'S

TA LANCE OF STREET

e le belonement The statement of the statement when the con-是我们有种种的人。 (A.M. ) 在《自己》 (A.M. ) (A.M. ) Contains the second of the second of the second of particular defends to the an experience of the Frankling - State William - State Co. Burthaften trade Trans. 2008 Bridge tradetie have been been ्या संस्था । संबंधक प्रवासन्ति । party from the transfer अंद्रेक्टिय को अल्लाहरू है कर अहते व कहा The state of the second profession for the second second FREEDRICH LAND MARTENING CONT. CO. CO. to the state of the second of the contract of The state of the second Bur ib bietering auf beite bie . w. Same and the same and the same and The state of the second of the Subject with the state of the state of The state of the state of Bertiffelle fie, Rigitieraufere,

pour 10 deutschemarks

(36 francs), c'est-à-dire deux

. mois de salaire.

d'un plan de paix pour la Bosnie. Pour la plupart d'entre eux, il faut dire oui à la paix, tout de suite, et quel qu'en soit le prix. La relative détente de ces dernières semaines a rendu encore plus insupportable l'idée que la ville pourrait replonger dans le cauchemar de l'hiver dernier.

Sarajevo entre instinctivement dans l'après-guerre

Les attaques ont diminué, l'eau, l'électricité et le gaz sont réapparus par intermittence, à tel point qu'à Sarajevo on parle des quinze premiers mois de siège comme de la guerre, et d'aujourd'bui comme de quelque chose qui n'est ni la guerre et ni la paix. « Pendant la guerre, des mois durant, nous n'avons mangé que du riz et des pates seches », raconte Lejla. Comme beaucoup, elle s'est organisée et elle récolte maintenant des tomates, des poivrons, des salades qu'elle a plantés sur son balcon. Dans quelques semaines, elle aura des pommes de terre et des oignons grâce à la parcelle qui lui revient sur l'aire de jeu située derrière l'immeuble. Son appartement, autrefois coquet, est encombré par des bidons d'eau et les murs du salon sont noircis par la suie du poêle à charbon qu'elle avait eu la chance de se procurer au début du siège. Quant elle ne l'allume pas, elle se sert, comme tout Sarajevo, du mini-poèle que l'on fabrique avec les grosses boîtes de conserve de l'aide humanitaire. Ceux qui ne savent pas le fabriquer peuvent l'acheter

Depuis un mois, les marchés du centre de Sarajevo sont bien approvisionnés mais les prix sont tellement exorbitants que les clients sont rares. A 40 francs, le kilo de tomates, d'oignons ou de pommes représente entre deux et trois mois de salaire. Et ceux qui ont encore des économies en devises, ou qui ont vendu quelques objets grace aux milliers de petites annonces qui recouvrent les murs du centre-ville, préférent consacrer leur fortune à de la viande. Introuvable il y a

contrôlent. Le cimetière

du stade de Kosovo

Les bénéfices qu'ils en retirent ne sont pas négligeables puisque le prix de la viande est décuplé et

La relative détente que connaît la capitale bosniaque rend insupportable l'idée que la ville pourrait replonger dans le cauchemar de l'hiver dernier

ETRANGER

déblaient les décombres d'édifices démolis par les obus, des ouvriers réparent les toits de tuiles de la vieille ville, d'autres désherbent les voies de tramways et les plus optimistes commencent à remplacer l'éternel plastique distribué par le HCR par des vitres en verre. La paix paraît à certains si proche qu'un officier de la FORPRONU, qui croyait qu'elle avait été signée, mardi desnier – comme il en sut un moment question - a fait démonter mercredi un mur de conteencore quelques semaines, elle neurs qui protège un quartier des est réapparue sur les marchés tirs des «snipers» serbes de quand les Serbes ont décidé de desserrer l'étau en laissant passer Grbavica. quelques marchandises en prove-Un jour, cet officier étourdi nance des territoires qu'ils

retirera tous les conteneurs pour de bon, le siège de Sarajevo sera levé, ses habitants pourront librement sortir, s'envoler vers des contrées lointaines pour embrasser des proches qu'ils n'ont plus vus ni entendus depuis si longtemps, et l'on découvrira, au fond de cette cuvette tellement facile à encercler, une ville sans arbres, désigurée, torturée, une ville martyre mais qui aura trouvé en elle suffisamment de force pour ne pas devenir une ville fantôme. Elle renaîtra nécessairement, elle sera restaurée, certains quartiers seront rasés et reconstruits mais le stade de Kosovo restera ce qu'il est : un cimetière où sont alignés les milliers de victimes du siège, un immense cimetière où il ne reste plus guére de places.

FLORENCE HARTMANN

que le kilo de café, qui coûte 30 francs sur les hauteurs de Sarajevo, se vend 500 francs dans la ville assiégée. La réouverture des petites échoppes dans le vieux quartier ottoman de Bascarsija, et de quelques magasins sur l'avenue Marechal-Tito redonnent peu à peu vie à la ville. La rue piétonne, Vaso- Miskin, retrouve timidement ses airs d'avant-guerre. Profitant de ces journées de répit, des équipes

### Le sommet de la CEI

## Neuf Etats de l'ex-URSS ont approuvé un projet d'union économique

that at our two

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Dans des cours intérieures,

dans des ruelles étroites, des ter-

rasses de café se sont rouvertes.

Des jeunes gens soigneusement habillés bavardent autour d'une

bière ou d'un café, écoutent de la

musique ou observent les pas-sants, comme on le ferait dans

une ville paisible. A l'une des

tables, une jeune fille balafrée est

assise sur un fauteuil roulant, sa

jambe droite a été amputée.

Mais, elle est là, dehors, sous le

soleil éclatant de ces premiers

Le répit de ces dernières

semaines a encouragé les gens à

sortir, à déambuler dans les rues.

comme avant. Mais il ne s'agit

encore que d'un sursis, qu'une

balle, un obus peuvent interrom-

pre à tout instant. Car dans cette

prison à ciel ouvert qu'est Sara-

jevo, personne n'est jamais à

l'abri du danger, le répit ne signi-

fiant ici que moins d'une dizaine

de civils tués par jour. Et si la

vie parait ainsi reprendre, c'est

que les habitants de Sarajevo ont

encore un recours contre la bar-

barie: sauver les apparences, res-

Comme le dit l'un d'entre eux.

a résister dans cette ville, c'est

rester un être police alors qu'on

voudrait saire de vous une bête en

cage », tenir la tête haute, jus-

qu'au jour où enfin on pourra

sortir de chez soi sans être la

cible d'un artilleur ou d'un franc-

tireur. Ils s'intéressent à peine

aux tractations en cours autour

iours d'automne.

de notre envoyé spécial

Outre un incontestable succeès politique pour Boris Eltsine, le sommet de la CEI qui s'est déroulé vendredi 24 septembre à Moscou aura peut-être marqué une date importante dans l'histoire de l'ex-URSS. Neuf des anciens Etats de l'empire soviétique (Russie, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Tadjikistan, Ouzbekistan et l'Azerbaïdjan, qui a fait à cette occasion un retour remarqué dans la Communauté) ont en effet signé un accord-cadre devant donner naissance à une union économique, prémisse d'un marché commun. L'Ukraine et le Turkménistan ont demandé un statut de « membre associé » à cette future union. Quant à la Géorgie. qui n'a jamais voulu adhérer à la

CEI, elle avait envoyé son premier ministre à Moscou pour participer au sommet en tant qu'observateur. signe d'une certaine détente dans les relations entre Moscou et Thi-

Visant notamment «la formation des conditions d'un développement stable de l'économie des pays signataires» et la «création par étapes d'un espace économique commun sur la base des relations d'une économie de marché», ce projet d'union économique prévoit notamment l'unification des législations douanières. l'instauration d'un tarif extérieur commun, la libre circulation des hommes et des capitaux, une politique coordonnée des transports, des communications et des investissements... Si les Neuf» « autorisent leurs citoyens à voyager sans visa dans l'espace économique commun », ils devront

conclure « des accords spécifiques réglementant la migration de la main d'œuvre ».

En attendant la formation, par étapes, d'une « union monétaire ». prévoyant « un système de cours flottant, la définition de marges de fluctuation entre les devises nationales et l'instauration d'un mécanisme de soutien des cours des devises », les pays signataires ont décidé de coordonner leur politique monétaire et sinancière et d'utiliser dans leurs relations « un système multi-devises (...) sondé sur le rouble de la Fédération de Russie ». Quant aux Etats qui utilisent aujourd'hui le rouble comme monnaie nationale - c'est-à-dire les neuf signataires moins l'Azerbaïd jan, le Kirghizstan et la Moldavie, qui ont créé la leur propre, - « ils se soumenent à la tutelle de la banque centrale de Russie et s'engagent

suivre la politique budgétaire. sinancière et monétaire de la Fédération de Russie ».

Il faudra, bien sûr, surmonter les embûches d'un long parcours pour mettre en pratique des engagements de ce type. Sans penser aux bouleversements politiques qui ne devraient pas manquer de se produire dans une zone encore si fra gile et qui pourraient remettre en cause, dans l'un ou l'autre des pays partenaires, le fragile édifice imaginé à Moscou. La Russie sort, en tout état de

cause, gagnante de cette réunion. Après une reprise en main «politique» des pays de l'ex-empire, voilà donc que Moscou a donné l'impulsion décisive à un projet économique commun où la Russie - voir les clauses monétaires - se taille la part du lion.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## UKRAINE: après plusieurs mois de paralysie

## Le Parlement convoque des élections anticipées pour 1994

Confronté à une forte pression sociale et à une grave crise économique, le Parlement ukrainien a décidé, vendredi 24 septembre, de convoquer des élections législatives anticipées pour le 27 mars 1994 et une élection présidentielle pour le 26 juin (le Monde du 25 septembre). Seul le groupe communiste s'est opposé à cette proposition du président Léonide Kravtchouk, élu au suffrage universel en décembre 1001 en même temps que 1991 en meme temps que l'Ukraine déclarait son indépen-

A la suite d'une grève générale dans le pays, en juin, les députés, élus en 1990 à l'époque soviétique. ont été forcés de convoquer un référendum de confiance au président et au Parlement. Mais ils se sont abstenus de l'organiser durant

l'été, malgré des mises en garde des syndicats qui annonçaient une explosion sociale à l'automne.

Or, le référendum était à double tranchani et risquait de mettre au jour les divisions du pays. Les régions de Crimée et de l'Est voulaient en tirer parti pour poser la question de leur autonomie, et les communistes et socialistes pour remettre en cause les symboles de l'Etat indépendant,

En acceptant finalement d'annoncer des élections anticipées, le gouvernement espère mettre tin à la paralysie des pouvoirs qui se poursuit depuis le printemps et qui a été aggravée par la démission. mardi, du premier ministre, Léonide Koutchma. - (AFP, Renter.)

Alors que M. Chevardnadze aurait quitté Soukhoumi

## Des pourparlers de paix en Géorgie devraient s'ouvrir sous l'égide de l'ONU

Des négociations de paix pour tenter de trouver une solution au constit sanglant entre la Géorgie et les séparatistes abkhazes, qui réclament l'indépendance de leur territoire, situé au nord-ouest du pays, devraient s'ouvrir le 30 septembre à Genève, a annoncé, vendredi soir 24 septembre, le porte-parole de l'ONU, Thérèse Gastaut. Ces pourparlers tripartites entre la Géorgie, les Abkhazes et la Russie, accusée par Tbilissi de soutenir les séparatistes, auraient dû commencer le 13 septembre, mais ont été ajournes en raison de l'escalade des combats autour de Soukhoumi, la capitale de l'Abkhazie

L'ancien président géorgien, Zviad Gamsakhourdia, chassé du pouvoir en janvier 1992, est rentré. vendredi, en Géorgie, où il a exhorté ses partisans à obtenir «la démission de la junte sanglante de Chevardnadze ». De son côté, le président

Edouard Chevardnadze, avait, selon l'agence Interfax, quitté Soukhoumi dans la nuit de vendredi à samedi, pour une destination qui n'a pas été précisée. Se déclarant « choque » par la situation en Abkhazie, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a demandé un rétablissement aimmédiat u du cessez-le-feu. Quant aux Etats-Unis, ils ont condamné « avec force », vendredi, les forces abkhazes, tenues responsables des récents affrontements, et notamment de la destruction, cette semaine, de trois avions civils audessus de Soukhoumi qui a fait plus de cent morts. - (AFP.

POINT DE VUE

## Si la Géorgie tombe

par Lana Gogoberidze

■OUS. Géorgiens, sommes sur le point d'être détruits. Aujourd'hui, il n'est pas exclu que cesse d'exister un petit encore, était un pays ouvert, gai, hospitalier, un pays avec une culture riche et ancienne, sa littérature, son théâtre, son cinéma plein d'humour et d'amour de la vie.

Notre malheur, c'est d'être petits et d'avoir un voisin grand, puissant et plein de contradictions. L'Occident nous a toujours percus dans l'ombre de ce grand voisin. Et pour ceux qui sont dans l'ombre, il est toujours difficile de clarifier les choses. Je voudrais quand

la minorité abkhaze. C'est un conflit entre la démocratie et l'extrémisme, entre la tolérance et le fanatisme. L'autre jour, près de Soukhoumi, on a pris vingt combattants : un seul était abkhaze, les autres russes ou tchétchènes. Ceux qui se battent contre la Géorgie sont des extrémistes abkhazes et, avec eux, la partie conservatrice de la Russie, les militaires qui ne peuvent pardonner la désintégration de l'Union soviétique, le Parlement à majorité communiste.

même essayer. Ce qui se passe en

Géorgie n'est pas un conflit avec

Si la Géorgie tombe, ce sera la première victoire de la Russie réactionnaire, qui déclenchera le même processus dans toute l'ex-URSS. Je trouve symptomatique qu'au

même moment à Moscou se rassemblent contre Eltsine tous ceux qui, hier, luttaient contre la Géorgie, par la parole ou par la force : le général Routskoi qui, il y a quelques mois, disait qu'il fallait envoyer une escadrille bombarder Tbilissi, Khasboulatov, selon lequel l'amitié de Eltsine et Chevardnadze a coûté cher à la Russie, la majonté du Parlement russe, qui a voté plusieurs résolutions contre la Géorgie.

Avant-hier, les forces démocratiques de Géorgie se sont rassemblées devant l'ambassade de Russie à Tbilissi pour manifester leur solidarité avec Eltsine et la Russie démocratique. Le Parlement géorgien n'a pas encore réagi : il ne peut communiquer avec son président, qui ne quitte pas Soukhoumi assiégée. La ville est bombardée sans relache. Chevardnadze se sacrifle, au sens propre du terme. Aujourd'hui cet homme, qui a tanı fait pour la fin de la guerre froide. et son pays ont besoin d'aide. Pour lui et pour la Géorgie, c'est une question de vie ou de mort.

Chevardnadze vient de lancer un appel à tous ses amis et aux amis de son pays, pour qu'en Géorgie triomphent la raison et la tolérance, pour que ce petit pays devienne l'appui de la démocratie dans le Caucase. Puisse-t-il être entendu.

► Lana Gogoberidze est cinéaste et député au Parlement de Tbi-

## La CEI soutient Boris Eltsine

Suite de la première page

Quand jugera-t-on que « le moment est venu »? Lorsque les députés, reconnaissant leur désaite, auront quitté la « Maison blanche»? Vendredi, en séance, certains élus suggéraient d'organiser une « sortie solennelle ». « dans l'honneur ». Mais, en attendant, on discutait, presque comme d'habitude, pendant que au dehors, avec une infinie patience, les porteurs de drapeaux rouges - parfois des bambius sur les épaules de leurs **parents – attendaient, buvaient du** thé, se réchaussaient autour de petits seux de bois, écoutant la tetransmission par haut-parleurs des débats, sans doute « démocratiques », mais assurément confus, qui se déroulaient à l'intérieur. La question essentielle était de savoir si, vu les circonstances, le Congrès devait lui-même convoquer des élections – aussi bien présidentielle que législatives. Les «durs» du Front de salut national étaient contre, considérant que c'était une manière de plier devant le « coup

🖫 Et Rousian Khasboulatov, le président du Parlement, bataillait ferme pour appeler à un certain \*pragmatisme ". Il faisait valoir que de nombreuses assemblées de régions avaient réclamé des élec-

tions simultanées, que l'opinion ne comprendrait pas que le Congrès décide de ne rien décider... Bref, même en état de siège, même à deux doigts de la défaite, les députés jouaient à leurs jeux favoris, et plus tard dans la nuit certains d'entre eux demanderaient même le remplacement de Rouslan Khasboulatov - qui est tchétchène - par wun Russe. Il fallut l'intervention du « président en exercice», le général Routskoi, pour mettre un terme à ce débat-là, tandis qu'un vice-président du Parlement. M. Voronine, l'un des seuls à rester apparemment sidéle jusqu'au bout, déclarait que ce genre de distinctions ethniques était « une honte pour la Russie e.

Entre-temps, M. Khasboulatov avait réussi à faire voter la convocation d'une double élection « au plus tard avant la fin du mois de mars » après avoir précisé que la date exacte pourrait seulement être déterminée une fois la « légalité » rétablie dans le pays. En sait, c'est peut-être une manière de laisser ouverte la porte à un compromis que certains, et en particulier le président du Tribunal constitutionnel, Valeri Zorkine, croient toujours possible. Mais Boris Eltsine, porté par le succès, soutenu par l'Occident et par ses pairs des Etats voisins, ne semble pas d'humeur à

composer. Il s'en tient, pour l'élec-

M. Khasboulatov a aussi solenpellement déclaré que le Parlement et le « président en exercice » étaient totalement étrangers à l'incident sanglant qui, jeudi soir, a causé la mort de deux personnes (un milicien et une femme) devant un bâtiment de l'ex-état-major des forces unifiées de la CEI. Les députés ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes. Mais, tout au long de la journée, les médias officiels avaient donné le retentissement maximum à cette affaire, dont Boris Eltsine luimême a fait retomber la responsabilité sur « les extremistes encouragés par les dirigeants de l'ex-Parlement ». Les Izvestia publient à la une une photo de la famille du milicien tué, sous le titre : « Gens de la Maison blanche, c'est ça que

Les intéressés, par la bouche de

tion présidentielle, à la date qu'il a lui-même fixée, celle du 12 juin 1994, et affirme que des élections simultanées seraient « dangereuses pour la Russie ».

de la police. vous vouliez?»

M. Khasboulatov, peuvent bien affirmer que « tout coup d'Etat fait des victimes, et que le sang retombe sur ses auteurs», la petite radio qui émet de temps à autres depuis « Maison Blanche » est à peine audible. Sur le terrain de l'information, au moins, la victoire du camp présidentiel est à peu pres totale.

JAN KRAUZE

## PROCHE-ORIENT

Alors que le Fath a reçu l'ordre d'arrêter les hostilités

## L'assassinat d'un Israélien près de Tel-Aviv est revendiqué par le mouvement Hamas

Le corps d'un Israélien tué à coups de couteau a été retrouvé, vendredi 25 septembre, au nord de Tel-Aviv et son assassinat a été revendiqué par un tract laisse sur place par le mouvement intégriste Hamas, a indiqué un porte-parole La victime, Ygal Waknin, âgé de

vingt et un ans, aurait été tuée mercredi, alors qu'elle conduisait un tracteur dans les vergers de la ville de Batzaa, au nord de Tel-Aviv. Il s'agit du premier Israélien assassiné depuis la signature à Washington, le 13 septembre, de l'accord entre Israel et l'OLP sur la mise en place d'un autogouvernement » dans les territoires occupés.

□ ARABIE SAOUDITE : quatre personnes out été décapitées. Deux Saoudiens, condamnés l'un pour viol et l'autre pour meurire, ont été décapités au sabre, vendredi 24 septembre, sur la place publique dans la région de La Mecque, a annoncé le ministère de l'intérieur. L'agence saoudienne SPA a

ont recu de Yasser Arasat l'ordre de cesser toutes opérations militaires contre l'armée israélienne. « Nous respectons la décision du *président Arafat »*, a déclaré Hicham Jouda, Selon lui, les meurtres de Palestiniens soupçonnés de collaboration avec l'Etat juif ont également cessé, « mais les interrogatoires de suspects continuent v. l a appelé les soldats israéliens « respecter la décision de leurs dirigeants » et à arrêter la chasse à l'homme contre les «Faucons». (AFP.)

Par ailleurs, selon un responsable

du groupe armé des «Faucons» du

Fath, les activistes armés de l'OLP

annoncé de son côté la décapitation au sabre, à Ryad, d'un Pakistanais et d'un Afghan, condamnés pour trafic de drogue. Soixante-dix personnes ont été exécutées pour divers crimes de droit commun en Arabie saoudite depuis le début de l'année. - (AFP.)



WASHINGTON

de notre correspondant

Réunions publiques, batailles d'éditorialistes, prises de position des «gourous» de l'économie, mobilisation à la Maison Blanche. au Congrès, dans les partis, les syndicats : le débat sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), que Washington a conclu avec le Canada et le Mexique, divise prosondément les États-Unis.

La perspective d'un grand marché nord-américain réveille des peurs qui ne sont pas sans rappeier celles des Européens face au traité de Maastricht. Le débat sera au cœur de la vie politique dans les semaines à venir, le temps pour la Chambre des représentants et le Sénat de se prononcer sur un traité, déjà signé par les chefs d'Etat et de gouvernement des trois pays, mais qui rencontre ici une farouche opposition. En principe, le traité doit entrer en vigueur le la janvier 1994. L'enjeu est considérable : il s'agit de la constitution en quinze ans, par suppression progressive des barrières tarifaires et autres. d'un immense marché commun de quelque 370 millions de consommateurs.

Avec Bill Clinton, tous les anciens présidents - le démocrate Carter, les républicains Bush, Ford, Nixon, Reagan - estiment que l'ALENA représente un moment-clé des relations interaméricaines. Plus encore, ils y voient un test de la capacité des États-Unis à affronter la compétition économique du XXI siècle.

Le président Clinton expliquait récemment : « D'une manière sondamentale, ce débat sur l'ALENA est un débat entre, d'une part, notre capacité à nous adapter aux changements en cours, à créer les emplois de demain et, d'autre part, notre résistance au changement dans l'espoir de préserver les structures économiques d'hier.» Dans une démarche inhabituelle pour une corporation plutôt querelleuse, les trois cents plus importants économistes du pays ont fait savoir qu'ils soutenaient le président et l'ALENA.

Seulement, pour le malheur de cet « establishment » éclairé. le pays est sceptique. Dans les sondages, la moitié des Américains disent ignorer ce qu'est exactement l'ALENA. Parmi ceux qui savent, une très nette majorité est opposée au traité. Pour les Américains, l'affaire se résume à un seul critère : jobs (emplois). Ils n'entendent pas d'autres arguments : le traité se traduira-t-il par une amélioration de la situation de

### Un sentiment d'insécurité

A en croire tous les sondages, ils ont répondu par la négative le traité va coûter plus d'emplois, pensent-ils, qu'il n'en créera. D'où leur opposition. D'où une division sans précédent au sein de la majorité démocrate, et un pari d'autant plus difficile pour M. Clinton. En toile de fond. induits par les difficultés économiques de l'heure, il y a un sentiment d'insécurité et une grande méfiance à l'égard de la mondiali-

sation de l'économie. Ce sentiment est entretenu par les vagues de licenciements auxquelles procèdent les grandes entreprises. A tort ou à raison, l'ouverture des marchés est tenue pour principal responsable de la situation de l'emploi. L'opinion doute des bienfaits d'un libre-échangisme auquel elle impute une partie de la précarité économique actuelle.

L'opinion publique est, en ce sens, contre les «experts», contre l'establishment politique et économique du pays. La ligne de fracture entre les « pour » et les « contre » va au-delà des divisions partisanes, on d'un clivage droitegauche. L'affaire oppose les «élites» - républicaines et démocrates - à une majorité d'Américains.

Les sondages le disent clairement : plus le bagage universitaire et l'aisance matérielle des personnes interrogées sont élevés, plus fort est le soutien en faveur du traité. Dans de nombreux secteurs de la classe moyenne - le noyau central de la société américaine -, il y a un sentiment d'exaspération à l'encontre des élites - ceux qui «savent» ce qui est bon pour l'économie mais ignorent la réalité du chômage ou du « déclassement professionnel ».

On peut toujours taxer de « vilains protectionnistes » ceux qui pronent la défense des frontières commerciales: c'est sans effet sur des milliers de travailleurs, ouvriers et cadres, de l'automobile, du textile, de l'acier, etc., qui se savent ou se croient menacés par l'ALENA (et s'estiment trompés par une culture d'entreprise qui leur avait inculqué fidélité et dévouement à l'employeus). Tel est le terrain sur lequel fleurissent les coalitions politiques les plus étonnantes et les populistes à la Ross Perot.

Car le milliardaire texan, le troisième homme de la bataille présidentielle de novembre, est de nouveau là, chef de file d'un camp anti-ALENA qui rassemble une troupe hétéroclite : une partie de la droite républicaine - avec des commentateurs comme Patrick Buchanan -, toute la gauche démocrate - notamment l'ensemble du groupe parlemen-taire noir au Congrès -, le mouvement syndical unanime, Ralf Nader, l'ancien « pape » des consommateurs, de nombreuses associations de désense des droits de l'homme et une bonne part du mouvement écologiste.

### Le retour de Ross Perot

La majorité parlementaire démocrate est en pièces. Au Sénat, Bill Clinton peut compter sur la plupart des èlus démocrates (et la quasi-totalité des républicains), donc sur un vote facile. En revanche, à la Chambre des représentants, trois démocrates sur cinq sont décides à voter contre le traité; il suffirait de la désection de quelques républicains, intimidés par Ross Perot, pour battre le président.

A coups de millions de dollars, M. Perot est de retour sur les écrans de télévision. Cartes et courbes à l'appui, il explique que l'ALENA va permettre aux industriels des États-Unis de s'installer

an Mexique, d'y profiter d'une main-d'œuvre payée moins de dollar de l'heure (contre 5 aux Etats-Unis), dépourvue de véritables protection syndicale, et de « bénéficier » de contraintes presque inexistantes en matière d'en-

### « N'envoyez pas mon job su Mexique»

Le Mexique va ainsi se transformer en une gigantesque platesorme de production de biens de consommation de masse destinés au marché nord-américain. Ross Perot assure que quelque six mil-lions d'emplois aux États-Unis sont menaces. Il dit qu'il entend détà le « bruit de succion assourdissant » des emplois nord-américains «aspirés» vers le Mexique. A l'unisson, l'AFL-C1O, une des places fortes démocrates, a lancé campagne sur le thème : " N'envoyez pas mon job au Mexique.»

Contre-vérités, démagogie, simplisme, réplique le camp des pro-ALENA. Si les industriels américains avaient un tel intérêt « délocaliser » leurs entreprises, à les installer au Mexique, ils l'auraient déjà fait puisque rien ne les en empèche. Mais, dans bien des cas, le coût du travail ne représente que 20 % des prix de revient et la qualification de la main-d'œuvre est déterminante.

Plus que les Etats-Unis, c'est le Mexique qui va baisser ses barrières tarifaires et ouvrir davantage encore ses portes aux exportateurs américains : en deux ans, il faut en attendre deux cent mille emplois de plus aux Etats-Unis, dit l'administration,

Elle invoque le passé récent. Avant 1987, date du début de l'ouverture du marché méxicain. la balance commerciale des Etats-Unis avec son grand voisin du sud était déficitaire de 5,7 milliards de dollars. Depuis 1987, les échanges entre les deux pays ont dépassé les 40 milliards de dollars et les États-Unis enregistrent un solde bénésiciaire de 5,4 milliards. Le Mexique est devenu un des principaux marché des exporicteurs américains; avec l'ALENA, cette tendance ne pourra que s'accroître, et, avec elle, la création d'emplois.

Mieux encore, l'ALENA, en stimulant le développement du voisin, fixera les Mexicains chez cux et sera la meilleure contrepartie à une immigration clandestine de plus en plus impopulaire aux Etats-Unis. En des temps de compétition accrue entre grands ensembles économiques et commerciaux, le traité sera, enfin, la réplique américaine à la CEE et à la zone asiatique.

Le débat sera tranché devant la Chambre des représentants, parailèlement à celui qui bat son plein sur le GATT. De l'issue de ces deux dossiers, disait vendredi à quelques journalistes francophones, l'ancien secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger, dépendra la marque que la présidence Clinton laissera dans l'histoire: «Si. ici ou là, le protectionnisme l'emporte, on le paiera très cher et très longtemps, et le XXI siècle n'aura pas très belle figure. »

ALAIN FRACHON

LOIN DES CAPITALES

# Les dernières gigues

DUNKIN (Canada) de notre envoyée spéciale

ORSQU'IL sort son violon, dans son humble cabane en rondins, tout au fond de la forêt, le vieux père Eastman prétend qu'un couple de ratons laveurs accourt pour écouter ses gigues écossaises ou irlandaises ainsi que ses quadrilles francais. Les orignaux (élans du Canada), les chevreuils, voire les ours noirs, rendent plus souvent visite à cet ermite de soixante-quatre ans que les humains. Veuf et sans enfant. M. Eastman attendait

l'autre jour la venue d'un neveu pour l'aider à réparer son antique camion tout-terrain datant de la guerre de Corée. Lui-même ne se rend que rarement, pour s'y ravitailler frugalement, au hameau de Dunkin ou au village de Mansonville - en raquettes l'hiver, quand les chemins de terre sont impraticables.

Parfois considéré comme un original. M. Eastman est l'un des derniers héritiers d'une espèce en voie de disparition. Celle des coureurs des bois, ces chasseurs et trappeurs qui, dès le début de la colonisation - francaise ou anglaise - du nord-est du continent, avaient préféré fuir les traces de la civilisation dans la grande nature. Celle aussi de ces anglophones qui ont peuplé le sud de la province du Québec, une belle région verte et valonnée appelée « cantons de l'Est » ou « Estrie », parce qu'elle se situe à l'est de Montréal, entre les lacs Champlain et Mégan-

Autrefois royaume des Indiens Abénaquis, dont les rares descendants ont dû émigrer le long du fleuve Saint-Laurent en laissant au passage quelques toponymes de lacs, villes ou rivières (Memphrémagog, Massawippi, Mégantic et Coaticook par exemple), ces cantons bordés par la frontière américaine ont été colonisés en plusieurs vagues. Il y eut tout d'abord l'arrivée, après 1783, date de l'indépendance des Etats-Unis, des colons américains restés fidèles à la couronne britannique en dépit de la victoire des «insuraés».

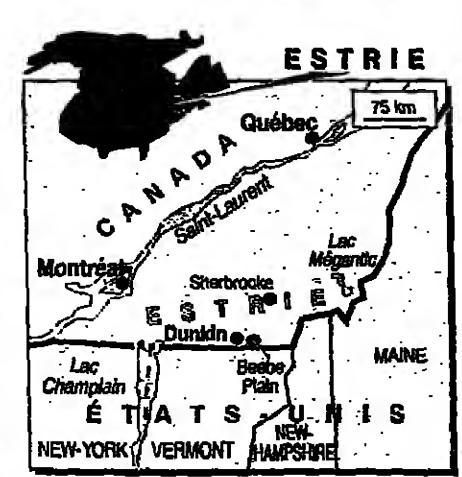
Pour récompenser ou indemniser ces loyaux sujets, Londres leur accorda des terres au Canada, dans ces contreforts appalachiens, prolongement naturel des paysages de la Nouvelle-Angleterre. Plusieurs milliers de ces loyalistes y arrivèrent avec chariots, femmes et enfants. En 1820, vinrent les premiers Irlandais catholiques fuyant les affrontements avec les protestants, puls plus tard, la terrible famine causée par la maladie de la pomme de terre. Les « Canadiens français » ne s'installèrent dans les Eastern Townships qu'à partir du milleu du dix-neuvième siècle. attirés par le développement du chemin de fer et des industries du bois.

Les descendants des loyalistes et autres migrants anglo-saxons étaient quatre-vingt-

dix mille en 1861 dans les cantons de l'Est, où ils étaient largement majoritaires. Ils ne sont plus que cinquente mille aujourd'hui. soit 10 % à peine de l'Estrie (la proportion d'anglophones dans toute la province de Québec est la même). Par la perte de ses «anglos» surtout, le Québec se francise de plus en plus, tandis que le reste du Canada, à l'exception peut-être du Nouveau-Brunswick, s'anglicise, per assimilation progressive de ses communautés francophones trop disper-

### La tête aux Etats-Unis, les pieds au Canada

Que sont devenus les lovalistes de l'Estrie? ◆ Partis, envolés, disparus vers les villes anglophones du Canada ou vers les Etats-Unis tout proches, commente M. Eastman. Les vallons et vallées défrichés étaient encore récemment parsemés de fermes. Celle de la famille Eastman a été vendue et transformée. comme tant d'autres, en chalet de villégiature



pour les citadins de Montréal ou de Sher-

Exploitations trop peu rentables, manque de descendants intéressés à les moderniser. Ne restent que d'immenses champs à foin pour les vaches ou les chevaux, restés très nombreux dans la région. Et de superbes petites églises protestantes à moitié remplies de têtes blanches pendant les offices du

dimanche ou quasiment abandonnées. La crise de l'agriculture est loin de tout expliquer. L'arrivée au pouvoir du Parti québécois (indépendantiste) en 1976, l'imposition du français comme seule langue officielle, y compris dans les affaires, ont encouragé un exode, que les récents amendements en faveur du bilinguisme de l'affichage commer-

cial, adoptés en juin par le Parti libéral (au pouvoir à Québec) ne saurait freiner.

Les jeunes canglos», qui ont tous appris le français, se plaignent d'être « toujours le second choix, derrière un francophone » pour un emploi au Québec; lls constatent qu'ils peuvent étudier et travailler « n'importe où au Cenade ». Certes, écrit un journaliste du Devoir (quotidien francophone de Montréal) « l'importance historique de la communauté angiophone du Québec est fréquemment oubliée », avant d'ajouter qu'eil est franchement détestable que la haine de l'Anglais serve souvent de moteur au nationalisme québécois ».

Mais, au total, poursuit-il, « la spécificité des « townshippers » est moins menacée par les blocages, les máfiances ou la propagande québécoise que par la force de la culture anglo-saxonne du continent : à force de s'éparpiller à l'ouest et au sud de leur terre natale, ces canglos » pas tout à fait comme les autres vont dissoudre ce qui leur reste de traditions dans le gigantesque melting-pot canado-yankee. Emigrer encore une tois, filer à l'anglaise », conclut-il.

Des propos susceptibles de faire bondir l'écrivain Mordicai Richler. Ce Montréalais, qui vit aux Etats-Unis mais possède - comme une bonne partie de l'Intelligentsia québécoise, francophone ou angiophone - une résidence d'été dans les cantons de l'Est, saisit la moindre occasion pour dénoncer dans le New York Times « l'épuration linguistique » dont sa minorité serait victime au Québec. Ses exagérations finissent par lasser.

A Beebe-Plain, de l'autre côté du lac Memphrémagog, la frontière passe au milieu d'une rue baptisée Canusa (pour Canada-USA) et divise même une maison en deux. Son unique locataire, Robert Boisclair, dort la tête aux Etats-Unis et les pieds au Canada, Définie en théorie en 1783, clarifiée en 1794, la frontière, pour l'est du continent, ne fut bornée qu'à la fin du dix-neuvième siècle.

Entre-temps, on avait construit sans trop se soucier de savoir où elle passait précisément. Entre sa cuisine américaine et les autres pièces, M. Boisclair passe souplement d'une langue à l'autre. Un tiers seulement de ses compatriotes québécois se disent bilingues. A Beebe-Plain au moins, les francophones, qui affirment ne pas parler anglais, auraient peu d'efforts à faire : on y évoque eles lignes » (frontière se dit lines au sud du 45. parallèle), «la station» pour la gare, «les bales de foin a pour les meules et l'on dit qu'une affaire « regarde mai », traduction tout à fait littérale de «it looks bad».

**MARTINE JACOT** 

EN BREF

u**que aissigent. — le** professeur Rolando Malberbe, ancien cherchenr au Centre national de la recherche scientisique cubain (CENIC), a été arrêté dans la nuit de jeudi, a-t-on appris vendredi 24 septembre à La Havane. -

□ INDE : une grève des routiers paralyse le pays. - Une grève des routiers indiens, la seconde en deux mois, provoque des pénuries et perturbe la production industrielle du pays. Elle est entrée jeudi 23 septembre dans sa deuxième semaine. Près de deux millions de camions et autres véhicules sont à l'arrêt. Les routiers protestent contre une hausse de 200 % de leurs redevances. Diverses sociétés commerciales ont critiqué le gouvernement de M. Rao pour son refus de négocier, estiment que la situation handicape les exportations de l'Inde. Le puissant syndicat AIMTC (All India Motor Transport Congress), qui a lancé le mouvement, affirme qu'il tiendra jusqu'à satisfaction de sa revendication. Il a assuré que certains de ses membres ont été arrêtés. Afin de pousser les grévistes à reprendre la route. Delhi a

invité les États de l'Union à invo-

quer i'a Essential Services Mainte-

nance Act », une disposition qui

permet de pourvoir à la continuité des services essentiels à la population. Au moins la moitié du fret indien transite par la soute. -(AFP.) □ NICARAGUA: libération de l'attaché militaire français et de son adjoint. - L'attaché militaire de l'ambassade de France au Nicaragua, André Solana, et son adjoint, le sergent-chef Agustin Ferrer, ont

été libérés vendredi 24 septembre après avoir été enlevés, jeudi, par un groupe de guérilieros anti-sandinistes (contras) dans le nord du pays, a indiqué le vice-ministre des affaires étrangères, José Pallais, Celui-ci a précisé lors d'une conférence de presse que le groupe antisandiniste Front Nord-380 a libéré ses deux otages vendredi en début de soirée, sans conditions ni contrepartie, à la suite de l'intervention d'une mission de la commission inernationale d'appui et de vérification de l'Organisation des Etats américains (CIAV-OEA), qui s'était rendue dans la zone où

O PARISTAN: le premier ministre aunouce un arrêt du programme puciéaire. - Le Pakistan a arrêté son programme nucléaire et Washington rétablira bientôt son aide à Islamabad, a annoncé, vendredi 24 septembre, le premier ministre par intérim, Moheen Qureshi, dans un entretien à deux

opère ce groupe. — (AFP.)

CUBA: arrestation d'un scienti- journaux nationaux. Les Etats-Unis ont imposé en 1990 un embargo spr faide économique et militaire (500 millions de dollars) à leur vieil allié après que le président Bush eut refusé de certifier au Congrès qu'il ne poursuivait pas un programme nucléaire à orientation militaire. Le département d'Etat américain s'est déclaré peu convaince par l'affirmation de M. Qureshi. - (AFP.)

□ PÉROU: le Sentier lungineux provoque une gigantesque panne d'électricité à Lima. - Des militants de la guérilla « maoïste » du Sentier lumineux ont provoqué, vendredi 24 septembre, une gigantesque panne de courant qui a affecté Lima et une grande partie de la région centrale du pays, et ont commis une série d'attentats à la dynamite dans plusieurs quartiers de la capitale, qui ont fait au moins quatre blessés. - (AFP.)

□ TIBET : augmentation du nonbre de détenus politiques. - Quelque 120 personnes ont été arrêtées ces derniers mois au Tibet en raison de leurs activités politiques, a indiqué, vendredi 24 septembre, Tibet Information Network (TIN). Selon cette organisation indépendante, basée à Londres, de 400 à 467 « politiques » seraient à présent détenus au « Pays des neiges ». TIN avait établi une liste similaire en février 1992 ne comportant que 240 noms; et elle avait recensé 335 détenus en avril dernier. Les forces de sécurité chinoises accroissent les arrestations d'activistes à leur domicile, indique encore TIN. Les arrestations ont été nombreuses en mai et juin, après la visite à Lhassa d'une délégation de diplomates de la CEE. - (AFP.)

□ ZATRE : arrivée à Kinshasa da nonvel ambassadeur de France. -Jacques Depaigne, nouvel ambassadeur de France au Zaîre, a pris son poste, vendredi 24 septembre, à Kinshasa, M. Depaigne succède à Philippe Bernard, tué le 28 janvier d'une baile perdue, alors qu'il se trouvait dans son burcau à l'ambassade, lors des mutineries de militaires dans la capitale zaïroise. – (AFP.)

□ M. Mitterrand en Antriche le octobre. - François Mitterrand fera le 7 octobre une visite officielle à Vienne, avant d'y participer, le 8, au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe, a-t-on appris vendredi. Le président de la République répond à une invitation de son homologue autrichien, Thomas Klestil, qui s'était rendu à Paris en octobre 1992 pour une visite de trois jours. M. Mitterrand avait sait une première visite à Vienne en juin 1982. - (AFP.)

-

FT 15 Average to A State of the last

The best of the same of the sa

The same a second

- in the second of

THE PERSON OF STREET

The second section of the second second

The same of the sa

The second of the second of the second

St. The said of th

The second of th

THE PART OF THE PARTY OF THE PA

The second secon

The same of the first that the same of the

THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AD

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

THE RESTRICTION OF THE PARTY OF

The state of the s

F.S. THERE WAS AND THE WAY

----

To the same series

The second second second second THE RESERVE OF THE PARTY OF THE Land o - the second by the second M. Sandara and M. Sandara and Sandara 京中中华(安)·金) (中央中央社 ) 7 (1) (1) (1) (1) The same services the same to restrain THE PART OF THE PARTY OF THE PARTY.

er men gir inder dem der der Steller

· 大夫· <u>基础。基础的</u>是

THE THE PARTY OF THE PARTY. े रक्षा के क्रिकार किसी के क्रिका के व्यक्तिम group in rightlich ibt bertrem be. Et. THE RESERVE OF THE PARTY OF the single with a set only before THE RESTRICTION OF THE PARTY AND THE · Francisco Sentante Constitution The set of 

At the British Grantes there for British in the CAPTER TO A CAN HAVE HAVE HER MERCHANTED TO COMME ्राचीत संबद्धका<del>र । के से नेस्ट्राची</del> शक्क AND A COMPANY OF THE PARK TO SEE THE PARK TO S Tarif. Li gudelifen bettert de gefer tie. ्राम्बर्गा स्थान होते. श्रीत अञ्चल कर कर्मिक स्थान And I was a second of the second TANK BUT OF BUT OF SECTION OF THE SE

1441年 2014年 1000年 1000年 1000年 1000年 1000年 The residence of the same of t THE RESERVE THE PARTY OF THE PA THE RESERVE THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE

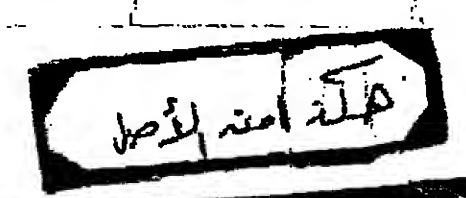
AND THE PROPERTY OF THE PROPER tere Er Gregemint gelft fin PROPERTY OF THE PROPERTY OF TH to mener maniant is de griefen frankrift if

+ MARTINE MACOI

LE CRI DE COLUMN DE JUAN COTTISCIO

in Manae

En vonte le 10 de chaque mois



The state of the contract to the

THE RESTAR AS AND THE SERVICES

Bergenbange ten femer bergeberten mit

the state of the second

Figure browns of a factify

September 1982 1982 State Stat

Wither It. I have the boar of his

me and the first see the section

4 Laufer friefer feit, fall berate.

in immile letterfiredrie . 4:2:

李 《安部·斯·李斯·李斯·李斯 · 小玩 初中

Berte Berten bereit be

THE PROPERTY - MANAGEMENT -

Series of Brienish We waste or

to the property of the property

THE TRACES A PROPER OF THE

the state of the sample of the same

becomes to the transfer pair is

Le recour

in the Print

if Wartingen Butig Gelagen in

fern, Alle grat for mege-gre bie

the fit to the transfer of the party of the

the contract of with the contract of the contr

BE THE A DE LIBERTAGE WAS PROPERTY OF BEING BY THE BOY OF A

g suite Association is a suite of the suite

sample of the state of the same that the same of the s

I BY GRANDER WAS IN A REST WALL OF BUILDING

The season of the contraction of the season of the season

THE A TRANSPORT OF A SECURIC CONTRACT OF A S

general der Geliefen ber eine gereichte der Geliefen ber eine gestellt ber eine gestellt ber eine gestellt bei der eine gestellt bestellt bestellt bei der eine gestellt bestellt bestellt bestellt bei der eine gestellt bestellt best

Francisco de participation and the state of the state of

The state of the s

The regression region be the refer region ber the major to be about the second

· 1986年17、 中国中央 - 1987年 - 1994年 - 1994年 - 1995年 - 199

The Marine Paris Contract of the Contract of t

dige of substitute and the property of the second

AMORE ON ENGINEERING PROPERTY

The de marketier to the

The same to the same that the same

Region and the artistical states of the land of the la

The speciment of the section of

history age Boltzmentschafter

THE RESERVE

THE OF THE PARTY AND THE PARTY.

STATE OF STREET

**海山山山山山 中華 新城市**山市

\$ 2 April Atlanta Absolute Sale

g a mile die de la companie

the street and age of a street of

Sand Services seemed being part

STATE STATES THE THE PARTY.

THE PERSON OF PERSONS

Angelden bem felber-reinflichen Bei

· 我们的 · 我们的

AND SHOP THE PARTY OF THE PARTY

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IN COLUMN TWO

Mie eifenbeiten ibe if bie feften

THE PERSON NAMED IN

Al Bergerentende Abeleberichen

Marie within to Guille

THE LAND IN NO THE PERSON

White straight the whole & wife

The state of the s

Briffe fin diese beiten

THE PARTY OF THE P

THE RESERVE OF THE RESERVE OF

Spotting and 57 tieft to become

The later of the later of

THE PERSON NAMED & STATE OF ST

The second which

MANUAL WID WEST

makes while

A TOWNER AND

PARENTAL PERSONAL

proposition of the first Price.

AREA TEACHER AS SER SUMMED TO SEE

nord-américain oppose

une à l'a establishment

विद्यार्थिक स्थापन के क्रिकेट

· 1000 1986年 東京 海門山東北京 - 1

Farin Bebr & ....

State of the state

食命、物造の発売である。 データー・デー

Expense of a property of the

Branch & San Carlot

18:41 E 877 : 24 5

Carleson A

THE SECTION OF THE SE

granderite verger gut

Similar haber für . . . . . . . . .

大多概要基本的 Section 17

All the second of the second

an eiffe gerentatiet dan nicht

Region about charities

**建序数 全主发展的人 199**0年

The service of the service

Se see granting to a

France and the area to a

See September 1997 September 1997

1000 1 P-80 St 7 ...

At got the way in the second

francisco de parez de la como de

Frank Life realise : Comme

The distance of the second

August a State to the state of

Profession in Comment | 4.00 C. . .

The Paragraph of the State of t

The Land of the la

des Aminetes pe ber

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

**क्राक्तक** रश्चाम ११ € १००० वस्तर १

Especial Robbins To Co.

Mind Species in white a

office is the street of

🏂 parka tarr

4 2 B. Y . . . . . . . .

4

Market Mit Brant St.

a laboration of the laboration

Martin Committee of the Committee of the

**经济政治法**: 基础

複数 主要またとき トレン

EN BREF

Brent Male to 1

The state of the s

AND ANTE SEE . . .

fractions to be at a

**ತ್ತು** ಆ ಕ್ರಡ್ಕಿ ≟ಕ

A . CATE 222 7-20

men put an live ....

Le prince Norodom Sihanouk a promulgué, vendredi 24 septembre, la Constitution approuvée trois jours plus tôt par l'assemblée élue en mai sous l'égide de l'ONU. Ce texte établit un système de monarchie parlementaire. Un conseil du trône, composé de sept membres, a désigné « Samdech Euv » (Monseigneur Papa, selon les termes qu'affectionnent nombre de ses compatriotes pour parler de Sihanouk) comme premier titulaire de la dignité de roi du Cambodge, rétablie vingt-trois ans après son abolition

par le même Sihanouk qui, lui-même, avait règné de 1941 à 1955, avant de devenir « chef de l'Etat » jusqu'à son éviction en

Une brève cérémonie, sans intronisation ni couronnement, a eu lieu quelques heures plus tard dans la salle du trône du palais royal. Puis le nouveau roi a signé un décret nommant son fils Ranariddh « premier premier ministre»; Hun Sen, ancien chef du aouvernement communiste établi à Phnom-Penh par les Vietnamiens après l'invasion de

1978, est désigné, lui, « deuxième premier

A New-York, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a constaté que l'institution, le 24 septembre, des autorités légales cambodgiennes a mis un terme à la mission de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU). Quelque vingt-deux mille hommes y ont pris part. Les derniers « bérets bleus » seront rapatries en novembre. L'organisation, pourtant, a demoure engagée à soutenir le Cambodge », a dit M. Boutros-Ghali.

## du président mexicain en Europe

Suite de la première page

Prudence d'un politicien expérimenté qui ne veut pas mettre tous ses œufs dans le même panier? Le ton reste pourtant résolument optimiste. « Nous sommes encourages par le fait que nous avons conclu cette negociation commerciale avec une administration républicaine (celle de M. Bush, NDLR) et que nous sommes parvenus à un accord parallèle sur les questions d'environnement et de normes du

travail avec une administration

démocrate. Le président Clinton a

exprime son complet soutien à

l'ALENA et sa détermination à le

saire ratisser par le Congrès. » Le président mexicain ne veut rien dire qui puisse mettre en danger le processus de ratification en cours. Mais un peu de retard ne serait visiblement pas, à ses yeux, une catastrophe définitive. Et il garde confiance, malgré les campagnes hostiles de la centrale syndicale AFL-CIO et de Ross Perot, candidat à la dernière élection présidentielle, dans la capacité de l'opinion publique, aux Etats-Unis. à comprendre les bienfaits de l'ALENA. « Elle commence à être sensible à l'argument selon lequel les emplois perdus seront

### Un effort de transparence électorale

remplacés par d'autres, plus quali-

L'engagement total de George Bush en saveur de l'ALENA n'est-il pas une des raisons de son échec en novembre 1992? M. Salipas ne le croit pas. Tout au plus concède-t-il que le phénomène a ou jouer contre l'ancien premier ministre canadien, Brian Mulropey. «Le plus mauvais moment pour saire voter un traité de libreechange, c'est lorsqu'on s'approche des elections et qu'on est en rèces-

La libéralisation et la déréglementation de l'économie mexicaine suscitent des mécontentements chez les paysans, les pêcheurs, les marchands ambulants, les camionneurs... N'y a-t-il pas un risque d'explosion sociale? e Environ 7 % des agriculteurs ont des problèmes d'endettement que les banques examinent cas par cas. En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, nous avons créé un programme spécial par lequel la Banque nationale de deveioppement leur accorde des prets a bas taux d'intérêt. Au début de mon administration, quatre entreprises seulement en bénéficiaient. Cette année, elles ont été cent cinquante mille. Elles seront un demimillion l'an prochain.»

Le Mexique peut-il vivre longtemps avec des taux d'intérêt à 25 %? « Nous avions une inflation très élevée, et elle a été ramenée en dessous de 10 % en rythme annuel. Les taux d'intérêt ont aussi baissé mais moins vite que l'inflation. La base de notre économie est plus saine, nous avons élimine le déficit budgétaire. Et surtout, nous avons téduit massivement notre dette. intérieure et extérieure...»

L'un des arguments avancés par les adversaires de l'ALENA est qu'il serait honteux, pour les Etats-Unis, de s'associer commercialement à un pays aussi peu démocratique que le Mexique, où la même formation, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), s'est maintenue au pouvoir depuis soixante-quatre ans par le recours massif aux ressources publiques pendant les campagnes électorales et à la fraude au moment des serutins. Le Mexique est pour eux, d'une manière générale, le royaume de la corruption.

Sous le règne de M. Salinas, un processus de démocratisation a été lentement mais sûrement engage. Pour la première fois, l'opposition (celle de droite) a pu l'emporter dans trois des 31 Etats du pays les gouverneurs du Chihuahua, de Basse-Californie et de Guanajuato

portent les couleurs du Parti d'action nationale (PAN). Quitte à heurter les intérêts de sa propre formation, le président a imposé plusieurs réformes en vue d'assurer la transparence du prochain scrutin présidentiel, prévu le 24 août 1994. « D'ici là, affirmet-il, les quelque quarante millions d'électeurs seront tous en possession d'une nouvelle carre d'électeur sur laquelle sigure leur photogra-phie, et les listes électorales auront été dressées selon les méthodes les plus modernes, sous la supervision des partis. Ces deux opérations coûteront plus de 2 milliards de dollars, un effort sans précédent dans aucun autre pays du monde. »

Le Parlement vient d'adopter une loi posant le principe du plafonnement des dépenses électorales et des contributions aux partis. Un scandale avait éclaté en sévrier dernier, lorsque la presse avait eu vent que le PRI avait demandé à vingt-neuf des plus riches hommes d'affaires du pays de contribuer à hauteur de 25 millions de dollars chacun au financement du parti, à l'occasion d'un dîner organisé en présence du chef de l'Etat. Le PRI avait ensuite annoncé qu'il limitait les dons dans ses caisses à... I million de pesos (environ 1,7 million de francs) par personne.

«L'important, estime M. Salinas, est que les personnes privées ne soient plus autorisées à verser directement de l'argent aux candidats mais au parti. en sidéicommis. De manière qu'il ne soit plus possible à quiconque de dire à un candidat : « J'ai contribué à votre campagne, vous devez, maintenant que vous êtes élu, me renvoyer l'ascenseur. » Aux formations politiques, il promet par ailleurs un « accès éauitable aux médias » pendant les

> L'autonomie de la banque centrale

Une pratique au moins ne changera pas à court terme : celle qui consiste pour le président sortant. auguel la Constitution interdit de briguer un second mandat, à désigner le candidat du PRI au scrutin suivant. Lorsqu'on demande à M. Salinas s'il est en faveur de la tenue de primaires, à la manière américaine, il répond : « Chaque parti a sa propre façon de sélectionner son candidat à la présidence et sait quelle est la meilleure methode pour maintenir la cohésion de ses troupes ».

Il souligne que son successeur, à quelque parti qu'il appartienne. n'aura d'autre choix que d'opter pour la continuité, surtout en ce qui concerne la politique économique. « D'une part, les réformes réalisées bénéficient d'un large soutien de la population, qui réclame que le processus engagé soit poursuivi. D'autre part, nous avons inscrit certaines réformes dans la Constitution pour assurer leur permanence. C'est le cas de la nouvelle et totale autonomie de la banque centrale. » Economiste forme à Harvard, le président assure que ne pourront être remis en question " l'adhèsion du Mexique au GATT, l'ALENA, la relation forte bâtie avec la CEE, l'accord de libreéchange avec le Chili, la candidature à l'OCDE et, à part entière, au Conseil économique de la zone Asie-Pacifique (APEC) ».

Est-ce une indication sur le profil du futur candidat du PRI à la présidence, dont le nom devrait être connu « à la sin de cette année ou au début de la suivante»? M. Salinas, lui-même jeune (il a quarante-cinq ans), trouve «très encourageante " l'existence, dans son pays, «d'une nouvelle généra-tion de politiciens engagés en faveur du changement, des réformes économiques, des programmes sociaux et du pluralisme democratique ».

> DOMINIQUE DHOMBRES et MARTINE JACOT

## Ranariddh, ou la revanche d'un solitaire

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Qui aurait pensé, il y a quinze ans, que ce professeur de droit public verserait un jour dans la politique et se prendrait suffisamment au jeu pour gravir - avec opiniatreté, adresse, et quand il l'a fallu, courage - un chemin semé d'embûches?

Ce prince, frère de Bopha Devi, célèbre danseuse des ballets royaux, et fils de la première épouse de Sinanouk, la princesse Phap Kanhol (décédée en 1968), a longtemps donné l'impression de faire un peu bande à part et d'avoir trouvé son aise dans les universités françaises. loin de la tragédie qui se iouait dans son pays. Et puis, à un moment donné - c'était en 1983 - il y a eu l'engagement. «J'ai fait mon devoir», nous avait-il simplement expliqué à l'époque.

Au premier abord, la ressemblance avec le père est frappante. I en a l'expression malicieuse, le côté direct, le timbre de voix, la spontanéité et une capacité à captiver les foules qui l'a servi pendant la dure campagne pour les élections de mai. A le voir ainsi s'époumoner et transpirer devant des partisans qui avaient quand même

pris, à l'époque, quelques risques en aliant l'applaudir, on en aurait presque oublié celui qui, pendant plus de dix-huit ans, a sagement enseigné le droit et les relations internationales à l'université d'Aixen-Provence. Car le prince Ranariddh est titulaire, depuis 1976, d'un doctorat d'Etat français en droit public, avec mention « très bien ».

On pourrait penser que le père, Norodom Sihanouk, a un peu couvé ce fils quand il lui a demandé en 1983 - Ranariddh n'avait alors que trente-neuf ans - de se lancer dans la politique. Cela n'a pas été exactement le cas. A cette époque, Sihanouk lui demande de prendre la responsabilité du Funcinpec, le mouvement désorganisé qui coiffe l'ANS (Armée nationale sihanoukiste) et participe, aux côtés des Khmers rouges et du Front libéral de Son Sann, à la lutte contre l'armée d'occupation vietnamienne et le régime de Phnom-Penh.

Ranariddh s'installe modestement à Bangkok en compagnie de son épouse et de leurs trois enfants. Mais il se fait un peu tout seul : «Le prince Sihanouk, nous dira-t-il à l'époque, m'a lâché dans la fosse à serpents. » Ranariddh ne s'en impose pas moins au fil des ans et met de l'ordre au Funcinpec, En 1991, évoquant la nécessité de sa «neutralité», son père se retire de la présidence du mouvement et la lui confie. Il lui appartiendra donc de conduire le front royaliste aux élections prévues par les accords de paix de Paris.

> La peau du «vieil ours»

Avec un groupe d'amis et de sérieux appuis, Ranariddh fera du Funcinpec une machine électorale assez bonne pour que son principal adversaire du moment et aujourd'hui partenaire - le Parti du péuple cambodgien (PPC, néo-communiste), alors seul au pouvoir - en prenne ombrage et menace les militants royalistes. Plusieurs d'entre eux seront assassinés. A ceux, nombreux, qui pensent alors que le PPC a les moyens de l'emporter, parce qu'il s'appuie sur l'administration et l'armée, le prince Ranariddh oppose toujours un sourire: «Rassurez-vous, dit-il, nous allons gagner. » Et le Funcinpec s'imposera, effectivement, d'une bonne

Ranariddh a fait seul, longtemps, ses preuves. Avec Norodom Sihanouk, ses relations ont été, de lonques années, assez distantes et. même aujourd'hui. les deux

hommes ne sont pas toujours sur la mame longueur d'onde. En février, dans un entretien à la Far Eastern Economic Review, le père a accusé le Funcinpec de voulair « vendre la peau du vieil ours Sihanouk avant de l'avoir tués .

De son côté, le fils a exprimé sa «grande surprise» quand, au lendemain des élections, Norodom Sitianouk, appuyé par les Français, a annoncé qu'il prenait lui-même la tête d'un gouvernement d'union nationale. Tout en renoncant à son initiative, le père a su beau jeu de rappeler à son fils qu'il s'était engagé, pendant la campagne, à lui remettre les «pleins pouvoirs» s'il emportait les élections.

Après avoir été co-président du gouvernment provisoire sortant. Ranariddh se retrouve autourd'hui « premier premier ministre ». Bel aboutissement, sinon belle revanche, même s'il lui faut gérer un difficile gouvernement de coalition. Tel est, pourtant, le prix de la stabilité. Et l'expérience a appris au prince qu'il faudra encore accepter bien des compromis pour tenter de rétablir l'ordre au Cambodge et, surtout, en amorcer la reconstruc-

JEAN-CLAUDE POMONTI

## AFRIQUE

En visite aux Nations unies

## Nelson Mandela demande la levée de toutes les sanctions économiques

En visite aux Nations unies, président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, a confirmé qu'un compromis entre son mouvement et l'extrême droite blanche était possible. Il a également demandé la levée des demières sanctions économiques qui frappent encore l'Afrique du Sud.

**NEW-YORK (NATIONS UNIES)** 

de notre correspondante A quelques mois du scrutin qui va les mettre en concurrence directe, le président Frederik De Klerk et son probable successeur Nelson Mandela, sont venus aux Nations unies pour lancer le même appel : « Investissez en Afrique du Sud ». Parlant, vendredi 24 septembre, dans la salle de l'Assemblée générale, Nelson Mandela a demandé la levée des dernières sanctions économiques : « Nous croyons le moment venu pour que la communauté internationale leve toutes les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. »

Il a sormulé cette demande au lendemain de l'adoption par le Parlement sud-africain d'une loi qui donnera à la majorité noire un rôle politique dans ce pays où les premières élections libres multiraciales auront lieu le 27 avril 1994. M. Mandela a cependant demandé le maintien de l'embargo sur les armes, imposé par le Conseil de sécurité en 1977, jusqu'à l'élection d'un gouvernement démocratique.

Evoquant, au cours d'une confé-rence de presse, les élections d'avril prochain, le président de l'ANC a estimé, en se référant à de récents sondages, que seulement un Blanc sur cinq serait prêt à voter pour le. sur cinq serait pret a voter pour le Parti national (NP) de Frederik De Klerk. Le premier maire noir de New-York, David Dinkins, présent au côté de M. Mandela, a annoncé que New-York allait abolir sa légis-

lation anti-apartheid. Cette mesure dégagerait 40 mil-

. .

liards de dollars « *qui pourraient* être investis en Afrique du Sud ». a-t-il déclaré. Répondant à des questions sur la décision du parlement sud-africain. M. Dinkins a estimé que « la dernière forme d'esclarage legal au monde. avait disparu. A Washington, Bill Clinton a invité le Congrès à lever les sanctions économiques encore en vigueur contre Pretoria. Le président a également appelé ses compatriotes à investir en Afrique du

Sud. Quelques minutes à poine

mité la levée de toutes les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud mises en place en 1986, malgré un veto du président Ronald Reagan. Les sanctions fédérales avaient déjà été levées en juillet. Le Canada et le Commonwealth ont également annonce qu'ils allaient saire de même.

De son côté, M. De Klerk a rencontré le secrétaire général le l'ONU, Boutros Boutros Ghali,

après le discours de M. Mandela, le

Sénat américain a voté à l'unani-

jeudi 23 septembre. Il est le premier président sud-africain à se rendre à l'ONU depuis la visite du premier ministre Jan Smuts en 1946. Le siège de l'organisation se trouvait alors encore à San-Fransisco. M. De Klerk n'a pas insisté sur la réattribution d'un siège à l'Afrique du Sud : « Ca viendra, mais, franchement, j'ai d'autres chais à fouetter pour l'instant!», a-t-il dit. L'Afrique du Sud avait été expulsée de l'Assemblée géné-

rale en 1974. AFSANÉ BASSIR POUR

## Un Etat afrikaner est en discussion

Suite de la première page

Les négociateurs sont peu explicites quant aux résultats atteints, constatant à la fois «leurs désaccords sur les problèmes cruciaux» et « leurs convergences » sur la nécessité d'entretenir un «climat de paix» qui permette « la croissance économique ». Les deux parties estiment que leurs rencontres « ont d'ores et dejà contribué à une meilleure compréhension et à une plus grande confiance». Ces discussions ont été « encourageantes», conclut le communiqué.

Rien ne laissait présager un tel tournant, alors que l'extrême droite, murée dans son refus des prochaines élections, menaçait d'en arriver à la guerre civile. La dégradation de la situation économique, la violence et la détérioration du climat politique auraient dù, normalement, accentuer les antagonismes. C'est l'inverse, semble-t-il, qui s'est produit, chacune des parties comprenant que, faute d'un sursaut, le pays courait à la catastrophe.

La personnalité du général Viljoen y est sans doute pour beaucoup.

Contrairement à nombre de ses camarades spécialistes des déclarations tonitruantes, le chef de l'AVF avait, maintes fois déjà, eu l'occasion d'exprimer sa différence. Lorsqu'en juin dernier, plusieurs milliers de ses partisans avaient envahi le bâtiment où se négociait l'avenir constitutionnel du pays (le Monde daté 27-28 juin), le général Viljoen avait présenté ses excuses pour les violences commises, reconnaissant avoir été débordé par les néonazis du Mouvement de résistance afrikaner (AWB) qui s'étaient joints à la manifestation. Il avait également plusieurs fois déclaré préférer la discussion à 'affrontement.

Avec pragmatisme, l'ANC en a tiré les conclusions qui s'impossient. Sans doute le mouvement de Nelson Mandela a-t-il également estimé qu'il ne pouvait courir le risque d'un affrontement avec un homme qui, disposant d'une exceptionnelle renommée au sein de l'armée - dont il a été le chef d'état-major, - avait la possibilité de cristalliser bien des tentations putschistes.

Reste qu'au-delà des conditions objectives qui ont savorisé le dialogue, les désaccords demeurent. La revendication d'un «Etat boer» apparaît difficile à satisfaire, tant semblent délicats les problèmes de frontières, de populations et de statut des minorités qu'elle soulève. Selon certaines sources, un compromis pourrait être trouvé par l'accentuation du caractère fédéral de la Constitution intérimaire en cours d'élaboration et par la délimitation d'une région où les Afrikaners seraient sortement représentés. En échange, l'AVF appellemit à participer aux prochaines élections, abandonnant le mot d'ordre d'autodétermination du peuple afrikaner et les promesses de sécession au il com-

Les discussions entre l'ANC et les amis du général Viljoen sont susceptibles de modifier prosondément le paysage politique sud-africain. Le Parti conservateur (CP) notamment qui a quitté la table des négociations, pourrait réexaminer sa position pour ne pas se retrouver totalement isolé. Il en va de même pour le parti zoulou Inkatha de Mangosuthu Buthelezi, qui ne pourra plus désormais s'abriter derrière un «front du refus» blanc pour différer son retour à la table des négociations,

**GEORGES MARION** 

# **建新加州 1988年 1988** - 1988 - 19

THE OF SHAPE SPECIAL PROPERTY. The state of the s A. ifi wood ninktriebere ein

## RETOUR DE SARAJEVO: LE CRI DE COLÈRE DE JUAN GOYTISOLO

A lire dans

. . .

Le Monde des Le Monde

En vente le 10 de chaque mois

Alors qu'il organise sa fête annuelle

## Le Front national radicalise sa critique de M. Balladur

Présentant la fête annuelle de son parti, Bruno Mégret, délégué général du Front national, a déclaré que, six mois après la prise de fonction du premier ministre, «il est possible d'affirmer que l'action de M. Balladur est plus nocive encore que celle de M. Bérégovoy ». Cette radicalisation du discours intervient à un moment où l'extrême droite se trouve dans une phase de stagnation électorale.

La sête annuelle du Front national devait s'ouvrir, samedi 25 septembre, dans le bois de Vincennes. sous les auspices du chiffre treize. Cette manifestation automnale de l'extrême droite, dite « sête des bleu-blanc-rouge», est, en effet, la treizième du nom. Augure heureux ou funeste présage? Rencontre de ceux qui se présentent comme les tenants de « la France française ». c'est-à-dire du lepénisme, cette sete se déroule dans une période de stagnation militante du Front national, marquée par quelques reculs aux récentes élections partielles et par un moindre intérêt médiatique.

Tout porte à croire qu'une partie des dirigeants ont accepté l'idée d'une nouvelle traversée du désert. qui serait mise à profit pour favoriser l'enracinement local du mouvement. Certes, M. Le Pen s'est autodésigné pour conduire la liste du Front national aux enropéennes, de même qu'il s'est autoproclamé candidat à la prochaine présidentielle, mais certains de ses amis du bureau politique ne misent pas, dans l'immédiat, sur ces échéances pour tirer le parti d'extrême droite de sa langueur électorale.

### La «grande alternance »

En présentant, récemment, le neuvième congrès du parti, prévu pour le début du mois de février prochain, le secrétaire général, Carl Lang, a surtout mis l'accent sur la préparation des élections municipales, qui ne devraient pas avoir lieu avant la fin 1995. L'objectif du Front national sera, à cette occasion, de doubler le nombre des listes présentées, par rapport à

### Incidents à Montréal autour de la visite de trois élus lepénistes

MONTRÉAL correspondance

Trois membres du Front national venus participer au quatrième congrès de l'Association mondiale des grandes métropoles, Metropolis 93, réuni du 21 au 24 septembre à Montréal, ont connu quelques tracas. Jean-Yves Le Gallou Pascal Delmas et Jacques Dore, membres de la délégation francaise et adhérents du Front national, ont été d'abord évincés de la fiste des invités à la réception donnée le 22 septembre à l'hôtel de ville de Montréal. Ils ont rencontré, ensuite, sur leur chemin des manifestants d'une coalition d'organisations antiracistes, scandant des slogans hostiles, puis des sympathisants bien encombrants. L'affaire a même failli tourner au pugilat lorsqu'une poignée de skinheads, crane rasé et affichant des sympathies néonazies, se réclamant du Ku Klux Klan, ont voulu jouer les gardes du corps des trois membres du Front natio-

Pris entre des opposants bruyants et des protecteurs empressés, les lépénistes ont voulu faire une mise au point au cours d'une conférence de presse. M. Le Gallou a nié avoir voulu profiter de ce voyage pour conforter les liens entre extrêmes droites américaine et européenne. Accompagné de Roger Alacoque, président de la section québécoise du Cercle des Français résidant à l'étranger, qui milité en faveur de l'immigration francophone et blanche au Québec, il a voulu tenir à distance le groupe néonazi québécois. Ce groupe, sous la direction de son chef, Michel Laroque, s'était désigné protecteur officiel des membres du Front national, affirmant avoir été invité à le faire par M. Alacoque. Le tout s'est finalement terminé en excommunications mutuelles.

SYLVIANE TRAMIER

1989, a pour plus que doubler le nombre de ses élus ». Selon une étude interne, le parti d'extrême udic a cu mine qualfe-vingt-dixneuf élus aux dernières municipales et revendique une trentaine de maires.

Il est dépassé le temps où le délégué général, Bruno Mégret, tablait sur des sauts quantitatifs successifs pour permettre au Front national d'accèder au pouvoir. Partisan de la «grande alternance». qui, selon lui, autorisera son parti à prendre seul les commandes. M. Mégret estime, maintenant, que la France ne vit pas en démocratie. Scion lui, en effet, «la victoire ne peut pas venir progressivement, comme dans un régime démocratique normal et sur un enjeu ordinaire», mais elle «ne viendra que brusquement, comme cela se passe toujours lorsque les régimes totalitaires s'effondrent ou sont renversés et lorsque se joue le destin d'une civilisation ».

Manifestement géné par la popularité d'un premier ministre qui séduit jusque dans ses rangs, le Front national a radicalement changé l'appréciation qu'il portait, initialement, sur Edouard Balladur. Sensible à la courtoisie du chef du gouvernement qui l'avait recu l'hôtel Matignon, M. Le Pen parlait alors des mesures « positives » du gouvernement dont il ne voulait en rien entraver l'action. Cette approche aimable n'est plus aujourd'hui de mise.

« Après six mois de gouvernement RPR-UDF, a déclaré M. Mégret, le 23 septembre, il est possible d'affirmer que l'action de M. Balladur est plus nocive encore que celle de M. Bérégovoy. » Le délégué général a comparé M. Balladur au «marchand de sable de la société francaise», parlant de lui comme d'un « spécialiste des occasions manauèes et un virtuose du gâchis ». Ne bénésiciant plus de la présence des socialistes comme repoussoir efficace pour son électorat, M. Mégret se lance dans un autre registre, en assurant que « le premier ministre n'est pas un homme neuf, mais un cheval de retour de la classe politique pompidolienne chiraquienne, rompu aux arcanes politiciennes depuis trente ans».

**OLIVIER BIFFAUD** 

Au conseil municipal de Nice

M. Peyrat (FN) « déclare la guerre» au maire

de notre correspondant régional Au lendemain de la mise en examen, pour recel d'abus de biens sociaux, dans le cadre de l'affaire SEREL, de Marcelle Bailet, épouse du sénateur (app. RPR) et maire de Nice, Honoré Bailet (le Monde du 25 septembre), un vis incident a marqué, vendredi 24 septembre, le début de la séance du conseil municipal de Nice. Quelques dizaines de manifestants, pour la plupart militants ou sympathisants du Front national, avaient pris position devant la mairie pour demander la démission du conseil municipal. Après avoir applaudi, à son arrivée, Jacques Peyrat, chef de file local du FN et candidat déclaré à la mairie, ils ont pénétré dans la salle des délibérations. M. Peyrat a alors demandé la parole à M. Bailet qui la lui a refusée. M. Peyrat a alors quitté la salle avec les cinq collègues de son groupe tandis que la police municipale évacuait le public.

Après une heure de suspension. M. Bailet a observé: « Nous étions prévenus de ce numéro du Front national. Ce sont eux au sant oartis, et c'est moi qui reste... » Le maire de Nice a également expliqué qu'il avait cédé, la veille, à aun moment de découragement » démettre de son mandat.

Au cours d'une conférence de presse improvisée, M. Peyrat a pré-cisé: « Le maire de Nice n'est plus en état, ni physiquement ni moralement, de gérer la cinquième ville de France. (...) Il est. en fait, manipulé par le RPR parisien qui espère gagner du temps. (...) Il n'est pas tolérable, de plus, qu'il ne tire pas les conséquences de la pasition facheuse dans laquelle lui et sa femme se trouvent dans l'affaire SEREL. Je lui avais laissé un délai de viduité. Désormais, je lui déclare la guerre ainsi qu'à sa majorité municipale ».

**GUY PORTE** 

Après l'avis du Conseil d'Etat sur une révision de la Constitution

## Le PS, le PC et les Verts redoutent une remise en cause du droit d'asile

La gauche a vivement réagi, vendredi 24 sep- Si l'Elysée n'a pas officiellement commenté la tion que lui avait posé le premier ministre sur les conditions d'application des accords européens sur le droit d'asile. Le Conseil d'Etat ayant indiqué que, compte tenu de l'objectif du gouvernement, une révision de la Constitution est indispensable, le PS, le PC et les Verts ont critiqué sans ménagement la majorité, accusée de procéder à un « amalgame indigne » entre le droit d'asile et l'immigration clandestine. Les communistes et les écologistes ont associé dans leurs critiques Francois Mitterrand et la majorité RPR et UDF.

□ Le Parti socialiste : « Un amalzame indizne.» - Le Parti socialiste a estimé que le ministre de l'intérieur. Charles Pasqua, fait « un amalgame indigne entre le problème de l'immigration clandestine et le principe républicain du droit d'asile». « Maigré ses rodomontades antérieures. M. Pasqua s'est déjà montre incapable de régler le problème de l'immigration clandestine», a conclu

U Jean-Christophe Cambadélis (PS): « Deux doigts de lepénisme. » -Pour Jean-Christophe Cambadélis membre de la direction nationale du PS. «il est triste de voir le triumvirat Chirac-Pasqua-Balladur instiller, au sujet du droit d'asile, deux doigts de levenisme dans trois volumes de democratie».

□ Julien Dray (PS) : « Révision de la hante. » - Julien Dray, député PS de l'Essonne et sondateur de SOS-Racisme, a dénoncé cette « révision de la honce ». « Quels ques soient les discours rassurants, if s'agit bien d'une remise en cause du droit d'asile et de l'utilisation des étrangers comme boucs émissaires », a ajouté M. Dray.

☐ Georges Sarre (Mouvement des citoyens): « Réforme inutile et dangeresse.» - Georges Sarre, député de Paris et secrétaire national du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevenement, a estimé que « pour des raisons électorales, le gouvernement n'hésite pas à toucher au symbole du droit d'asile». Selon M. Sarre, « une seule attitude s'impose» contre « une réforme inutile et dangereuse», « un tel projet s'amende pas, il se combat!».

d'asile « doit rester intangible ». Roland Dumas, ancien ministre socialiste des affaires étrangères, a souhaité vendredi 24 septembre, une déclaration «solennelle» du président de la République et du premier ministre pour affirmer que le droit d'asile, « disposition essentielle de notre Constitution et de notre société, doit rester intangible». M. Dumas a estimé, le cas échéant, que la révision constitutionnelle devra se limiter à «une adaptation des modalités d'application du droit d'osile pour se mettre en conformité avec les accords de Schengen ». L'ancien ministre a enfin

LIVRES POLITIQUES

L'ÉTAT DU MONDE 1994

et géopolitique mondial

La Découverte, 626 pages, 155 F

Annuaire économique

Damas (PS): le droit

tembre, à la réponse du Conseil d'Etat à la ques- réponse du Conseil d'Etat, Roland Dumas, ancien ministre socialiste des affaires étrangères et proche du président de la République, a estimé qu'en cas de révision constitutionnelle, celle-ci devra se limiter à cune adaptation des modalités estimant que «s'il faut passer par la réforme constitutionnelle », pour lutter contre l'immigration clandestine, «allons-y».

> estimé que cette révision devra ger à leurs préoccupations urgentes », a emorunter la voie du Congrès». a ajouté M. Bocquet. O Les Verts: « Débat indigne, »

> Les Verts ont estimé que «le choix du président de la République, pour des raisons cohabitationnistes tacticiennes, de transformer un débat politique en débat juridique, aboutit aviourd'hui à une menace inacceptable sur le droit d'asile», « Un tel débat est indigne de la tradition de terre d'asile de la France», ont ajouté bule de la loi fondamentale. □ Alsh Bocquet (PCF): «Une nou-

a Le Syndicat de la magistrature : et Jean Le Garrec, membres du «Prétexte.» - Le Syndicat de la bureau exécutif du PS et signamagistrature (SM), proche de la gauche, a dénoncé « l'instrumentalisa»; Pierre Mauroy, qui devaient se tion du Conseil d'Etat à des sins stric- retrouver samedi 25 septembre à tement politiciennes», « Il ne s'agit ni ? Paris - de la motion majoritaire, se plus ni moins de donner à M. Pasqua i sont émus, eux aussi, « de la un prétexte pour justifier l'échec prévi- remontée de tentations claniques » sible de son plan de hute contre l'immigration clandestine», ajoute le SM, qui pense que «cette révision consti- « une rénovation en profondeur des tutionnelle, si elle aboutissait, porterait pravement atteinte à un principe fondamental de la République, déjà

M. Pontone (UDF-PR) élu maire de Noisy-le-Grand. - Antoine Pontone (UDF-PR) a été élu, jeudi 23 septembre, maire de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) au premier tour de scrutin, faisait le plein des voix UDF-RPR et divers droite (33 voix), (ace à ses adversaires socialiste (9 voix), Front national (2 voix) et communiste (1 voix). Il succede ? Francoise Richard (UDF-PR), qui pour raisons « personnelles et familiales », avait décidé de mettre un terme à son mandat à compter du 15 septembre (le Monde du 8 septembre). M. Pontone est considéré comme l'un des plus fidèles collaborateurs de l'ancien maire.

- Le président du groupe commu-

Bocquet, s'est déclaré fermement

la fois la remise en cause d'un prin-

cipe intangible » et « après Maastricht,

supranationalité ». « Le gouvernement,

[Né le 3 juillet 1938 à Toulon (Var). Antoine Pontone est chargé de mission aux établissements publics d'aménagement EPA Marne-EPA France de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée depuis 1972, responsable du développement de l'habitat. Conseiller municipal de Noisy-le-Grand depuis mars 1989, il présidait la commission d'urbanisme municipale et le syndicat intercommunal pour la révision

d'application du droit d'asile pour se mettre en conformité avec les accords de Schengen ». A droite, seul Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, s'est exprimé en

☐ Georges Vedel: «Hypocrite.» -Le doyen Georges Vedel, spécialiste | fortes », aussi bien sur la politique de droit constitutionnel a estimé économique et sociale du gouverau'une révision de la Constitution! nement que sur les négociations du sur le droit d'asile est un «luxe». Il a : GATT, Concernant la vie interne réaffirmé que le gouvernement pour ; du parti, M. Mermaz s'est ému du rait se contenter d'une « réforme : « verrouillage » qui marque, selon administrative » et jugé « un peu : lui, la préparation du congrès. Il a hypocrite» de vouloir pratiquer une accusé Laurent Fabius d'avoir sait révision de la Constitution sur le : un choix « bourre d'arrière-nendroit d'asile sans toucher au préam- : sees ».

velle dérive vers la supranationalité.» niste de l'Assemblée nationale. Alain opposé à une révision de la Constitution sur le droit d'asile, qui serait «à une nouvelle dérive dangereuse vers la le président de la République, le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat s'accordent pour tenter d'entraîner les Français dans les méandres d'un débat juridique êtran-

D Affaire Urba: le PS dénonce « l'acharnement » dont il estime être l'objet. - Après la mise en examen d'André Laignel dans le cadre de l'instruction de l'affaire Urba. intervenue au lendemain d'une nouvelle mise en examen d'Henri Emmanuelli (le Monde du 25 septembre), le Parti socialiste s'est élevé vendredi 24 septembre « avec la plus grande fermeté contre l'acharnement dont, seul, parmi les formations politiques, il fait l'objet, à travers ses trésoriers ». Affirmant sa « solidarité » avec André Laignel. « dont, dit-il, l'intégrité et le sens de l'honneur sont reconnus par tous ». le PS proteste contre le fait ou'« une nouvelle fois, la date de la convocation chez le juge est étroitement liée oux dates du congrès du PS » et constate qu'« une nouvelle sois aucune responsabilité directe ne peut être retenue à [l'] encontre [de] son dirigeant inculpel, aucun enrichissement personnel n'est en

La préparation du congrés socialiste

### Louis Mermaz dénonce le « verrouiliage » de son parti

Les auciens ministres Roland Dumas, François Loncle, Louis Mermaz et Louis Mexandeau oni présenté, vendredi 24 septembre à Paris, le texte de la motion qu'ils signent pour le congrès du PS, qui se réunira du 22 au 24 octobre. intitulée « Unité dans la clarté » (le Monde du 31 juillet). Louis Mermaz a indiqué que ce texte vise « à donner du tonus » à un Parti socialiste qui, à ses yeux, fait preuve de «trop de mollesse». Selon l'ancien président de l'Assemblée nationale. il serait dangeroux que le PS a se laisse gagner par le consensus mou » qui règne en France.

Roland Dumas regrette, pour sa part, « l'absence de réponses

Le 22 septembre, Michel Charzat taires - avec tous les amis de provoquée « par les enfants gatés du mitterrandisme ». Souhaitant pratiques et des comportements dans le parti», ils ont demandé que Michel Rocard fasse acte d'antonité face «à ces petits jeux d'influence». « Michel Rocard, affirment-ils, a été trop prudent dans la rénovation nécessaire du PS. Il faut aller plus loin et le plus vite possible.»

D Philippe Séguin (RPR) préconise « une réduction significative du temps de travail ». - Devant le 8 congrès national de la COORACE (esordimution des associations d'aide au chômage par l'emploi). Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a préconisé, vendredi 24 septembre. « une réduction significative de la durée du travail, en particulier dans les métiers les plus pénibles ». Pour le député RPR des Vosges, « la semaine de quatre jours n'est pas sorcement une utopie pour certains secteurs de notre économie. notamment dans l'industrie, si elle est associée à une réorganisation du travail qui permette d'améliorer la rentabilité du capital et si elle est financée par une diminution des charges sociales et par des accords

ANDRÉ LAURENS

salariaux.

## La planète incertaine

rubrique des ensembles géopoliti-E monde ne cesse de chan ques, dans la subdivision Europe ger depuis, sans doute. ses débuts, mais il ne l'a centrale, avec des notes distinctes sur la République tchèque pas toujours fait au même rythme. et la Slovaquie, car le divorce est Ces demières années, les changeun fait. De même, à la subdivision ments sont allés bon train, à telle des Balkans, s'il est encore quesenseigne qu'il est difficile de donner une image fixe et durable de la tion de l'ancienne Yougoslavies. planète. Rien n'empēche, cepenc'est pour rappaler ses institutions dant, de recenser, à échéance et pour donner des indications convenue, les changements statistiques sur les six Républiacquis et de tenter d'apprécier ques qui la composaient; ce sont ceux qui sont en cours. C'est la des notes séparées qui traitent raison d'être de la publication des nouvelles entités indépenannuelle de l'Etat du monde, qui, dantes : Slovénie, Croatie, Bosniequelques mois de 1994, en est Herzégovine (dont le destin n'est sa treizième édition. Comme d'hapas encore tranché), Serbie-Monbitude, il s'agit d'un ouvrage colténégro et Macédoine. Le drame lectif, rassemblant une centaine yougoslave a d'autres dimend'auteurs, et proposant une synsions, et on en trouve trace avec thèse économique et géopolitique l'étude de Michel Roux sur «La de l'année dans le monde, à trapurification ethnique, théorie et vers un découpage qui distingue pratique», au chapitre des « Questrente-quatre Etats et trente-huit tions stratégiques », et à celui ensembles géopolitiques, et sur l consacré aux « Conflits et tenbase d'une documentation très sions » avec un article de Véroniriche, faite de bilans, de notes sur que Soulé et Marc Semo, consales mutations constatées, de stacré au rôle de la communauté tistiques, de cartes et d'études internationale dans cette affaire. sur les questions traversant les

Arrêtons-nous sur cette question puisqu'elle est au cœur de l'actualité. Les auteurs relèvent un double échec : ceiui de la Communauté européenne et celui de l'ONU. La première a raté, estiment-ils, a son premier test de politique étrangère commune » en laissant la part belle aux intérêts particuliers des Etats. La seconde Mais elle se retrouve aussi à la la voté une trentaine de résolutions

dont une bonne partie ont été symboliques tandis que les autres n'étaient pas appliquées. Cette carence a joué comme « facteur de déstabilisation pour l'ONU, qui s'est révélée être une institution

madaptée ». De telles remarques renvoient à un autre article : « Pourquoi sì peu d'efficacité?» demande Maurice Bertrand, à propos de l'intervention des Nations unies dans les situations conflictuelles. Selon l'auteur, l'explication est à rechercher dans l'attitude des pays qui font la loi au Conseil de sécurité : d'une part, ils se fondent sur des hypothèses dépassées (le souci de préserver leur entente, la propension à ne voir dans les conflits existants que les reliquets de la guerre froide, qui s'épuiseront faute de soutien, le refus d'envisager une stratégie de prévention) d'autre part, et plus fondamentalement, « aucun pays riche n'a paru prêt jusque-là à risquer la vie de ses ressortissants pour la seule défense du droit ». Dans l'état actuel des choses, l'impuissance de l'ONU devrait, selon l'auteur, perdurer, mais, comme edes conflits comparables au conflit yougoslave ne sont pas exclus au Maghreb, en Egypte, en Asie centrale, en Asia du Sud-Est et peutêtre ailieurs, dans les Balkans », la situation ne sera pas tenable indé-

finiment. Inquiétante prédiction, dont on

peut craindre qu'elle ne se réalise dans certaines des régions citées. dont la fragilité à cet égard est connue. Mais qu'en est-il de cette Asie centrale, si méconnue, parce qu'elle vivait sous la coupe de l'empire soviétique, et qui est aujourd'hui rendue à ses tourments spécifiques et libérés? Catherine Poujol (et Olivier Roy pour le Tadjikistan, qui a déjà affronté la guerre civile) montre bien la diversité des influences. des intérêts et des tensions dans ces pays en ébulition, qui restent à découvrir par l'Occident : l'immense Khazakhstan, naturellement lié à la Russie ; le Turkménistan, qui tente de tirer le meilleur parti de ses richesses en hydrocarbures, en ménageant ses relations avec Moscou et en favorisant son partenariat avec l'Etat ture, où il envoie volontiers ses étudiants; l'Ouzbékistan, qui cherche à concilier la planification centralisée et l'économie de marché pour conserver sa place de leader régional; le Kirghizstan, qui a du mal à maintenir le pluralisme politique dont il s'est fait le fleuron dans la région.

Dans ces nouvelles entités indépendantes, les divisions ethniques, la multiplicité des langues, l'ambivalence des attitudes à l'égard de l'ancien centre de l'empire, la pression de l'islamisme. l'attirance pour le modèle turc, la proximité de la Chine, constituent des enjeux politiques de première importance, que l'on ne saurait ignorer pour peu que l'on s'inté-The state of the s resse à l'état du monde tel qu'il est, et tel qu'il se recompose.

PRESPONDANCE

the second second second second

The state of the s

The can have been seen as

The Sur Berg Frank te.

il. Tito vara da ma vezigasaba

the state of the s

The second secon

14 4 4 5 5 5 7 15 8 7 1

·福德 化铁铁铁矿 (1420-145-155)

14-1-1-12

State State of the con-

: 2 24

lne lettre de Léon Schwa entropy and amount of the fact that he have the first and the second the fact of the fact

Harry or a series

シング (新聞) (1997年) (19

The Brown Report 18 1 19 10

कर सम्बद्धाः देवे । व श्रीत्मेरक्क क्रिकेट

2 は 二式がられる(で) いい つきは 土地

Man man strate F

ंतिकेच्या व्यवस्थित सुरूप १० वर्षास्त्रीकृति

विकासकी राज्य द्वित्रात्मा कर्<sub>या</sub> । विकास

madell Benge begen bis i der bereitet.

Confession Court of a part of the second

क्षतम् म अन्तर्भातः स्था च व्यवस्था सुन्त

neid Berich Grande, ein gemen

THE TREE STORY THE WAR IN STREET, THE

福 强 医性管性 1000 100 中部(公共)

Com Commence and the State of the

राष्ट्री, हिंद्रहरूता है। विकेश संस्कृ

Territoria ( ) Grafferen eine eine aufregreifen.

Tatt ide beberrite er bemanget े हैं है है है है जिस्सार है, हैश हकराय , लुट and the second s

DESTRUCTION

-

LABORATE & BETWEEN ME

The Contraction of the Contracti

and the same of th

Complete to the control of the same services

the state of the s

er in less la silver e deservices

frontières.

Les changements en cours, il

faut les saisir dans leur dynamique

présente et incertaine, ce qui

conduit à les étudier sous plu-

sieurs angles. C'est ainsi que la

Tchécoslovaquie figure dans la

série des Etats, avec un article de

Karel Bartosek au titre interroga-

tif: «Un divorce nécessaire?»

THE SAME AS A PART OF THE PARTY ninera de Compani d'Int. Meine. market materials and attailed at .... marker on productions do la Republique : ::: THE PARK THE SECRETARY ASSOCIATION OF THE PARK WHEN Minister mit Annellier & auftig frankligeren inne The state of the s PROPERTY SHAPE THE REPORTE OF S. T. where have being burg transcript. market auf de faut passer :- : TOTAL STATE OF THE PARTY CAPITY

for it was for a ....

a strium! Al Prov. ...

Ar Seguet andere

THE SE SE WESTER'S

AND THE STATE OF T

190 happ 17 8, 3+ 4+ 11 11

ment to the state of the state of the

THE WAR SHOW IN THE STATE OF TH

PROPERTY AND A SECTION OF THE PARTY OF THE P

Prosette

Charles of the second in the second

THE POST OF THE WAY IN THE

HOW BE STORE IN THE SERVE

Afters lobe is the ....

T. A. San Morenton v Beitel . Call tie . . .

Andrew Control of the Control

भारतिको । केंग्राचीक संस्कृतिको ।

Enter the Art of the State of t

**್ಕ**ಾರಿನ ಕೆಚ್ಚುಗಳು ಎ

Application of the second

engings in the control of the same in the con-

表 ディー STATE イン・・

Le Philips and letter to the

Compared the second of the con-

reliant service its in all of

LINE BOOK HERE TO PROJECT ON THE

在有所以"狗"走 连中门 文化 九

マミネス・・ 124 - さい 43 かまたて 41

THE PROPERTY OF A STATE OF

A LET THE PART OF

THE PROPERTY OF STREET

**医性性性 1 性性性** 

**物の表現しまたである。** これでは、

In Bribelliefe fie in man bir :

, kannengen finder . erryn . . .

to distinct the second to the second

Manager of mot the Landania . the trade a flight engineer. Total the same and the same Experience de la Republicação desa Michael & water the state of the to THE REPORT OF STREET I six delicate formation delicate west the form washing to the wind 海 美 遊戲, 连续, 田丁 安东西 十 is the completely for the wear from the A STATE OF CALLES A CAME COMMON STATE OF THE PARTY OF THE

mich Manneste : Pi I's . I far more able for incre in any and appropriate transmitter a tandrepor to beside in the war in himsentale interprete beginn THE S'AM PER PER POPULATION A such Maries of the a residence the strains of marks after wiffer a d THE PARTY OF THE REAL PROPERTY. Service Mercel Statement Company of THE PARTY OF THE P Parelle Mar Land Land Bar greet geben ... The processing the process of the contract of 

with the frame of the

Alle a see with the second and

Partitions . The Parties of the second The County of the own Fire THE PALL & BUT NEW TOWN The major is himse is in and e. nameral in thirth that Mars. Marses & Marses des . . . . fine & the BETT FOR THE BUTTE THE PROPERTY AND ASSESSED. Magnetate : 4 days " say this THE RESERVE LIVE ME WAY

THE RESERVE ASSESSMENT OF PARTY. erate Afferick de fenfere ut A STANFORD & STANFORD AND A market his being do t was A PROPERTY OF CHARLES " that the plant Sugarious articular-A THE ME MANY a langua telle i Santan in a ... Butteringer der Transfer die miebleten

PROPERTY AND POST OF PARTY AND 4 think The Property de la via the the party that significant is the The state of the s mertige austricites de Servet --Berte benen ichte ve desperier, et The state of the state of the Mariative Marie 18 of white

Many is an area of the state of the state of

A series that which the

a planete incertaine

THE STATE OF MAN ASSESSED. The state of the second Laborato Salarania MANAGEMENT SEE SECTION TO institute with and resident. the selection was presented with white within with the second section of the second The street and but

\*\* \*\*\* \*\* \*\*\* \*\*\* \*\*\* \*\*\*\* \*\*\*\* \*\*\*\*\* THE RESERVE OF THE PARTY The state of the s THE PERSON NAMED IN COLUMN -

3. Mr. Mariney Res 4 Zanie

A Series Statement . But. **美国的国际中央** PART LAND SON VOLUME

der to Proposition Citizensia engil sign gingen de e e e e Sales Sales Sales

## SOCIETÉ

## Un chercheur amateur révèle la machinerie des crématoires d'Auschwitz

## Les plans de la mort

Au chevet d'une église de village, l'officine ferme à l'heure du déjeuner. Il fallait bien ce coin de campagne tranquille, non loin de Paris, pour permettre à Jean-Claude Pressac, quarante-neuf ans. d'avoir deux vies, «pharmacien le jour, historien la nuit ». Un historien anticonformiste et passionné qui, depuis une quinzaine d'années, se partage entre son laboratoire et sa hibliothèque, un refuge où il charche à comprendre comment a pu fonctionner «la machinerie du meurtre de masse», autrement dit les camps d'extermination créés par les nazis. Un « travall archéologique», selon la formule de l'histonen Pierre Vidal Naquet. Un travail confidentiel désormais confié au

in the land

la parution cas jours-ci des Crématoires a Auschwitz, aux éditions du CNFS, a brusquement propulsé le petit-pharmacien-de-banlieue hier snobé par les universitaires au rano d'historien reconnu. L'Express, en titrant sur toute sa «une» «Auschwitz, la vérité», a déclenché un tourbillon médiatique. Ainsi Jean-Claude Pressac, qui cultivait la discrétion sinon le silence, voit-il saluer ses recherches noctumes. qui s'avèrent inédites.

C'est qu'en analysant minutieusement les plans des fours crématoires avec l'œil d'un architecte. en décryptant comme un maître d'œuvre les correspondances échanoées entre les entreprises de tra-

vaux publics allemandes et les autorités SS, Jean-Claude Pressac a tout simplement vaincu le négationnisme. «Il n'y a plus de polémique », assure-t-il tranquillement.

Jean-Claude Pressac a pourtant beaucoup douté par le passé. N'at-il pas flirté avec les propagateurs du révisionnisme? «J'ai travaillé avec eux en 1980, raconte-t-il. Mes doutes étaient légitimes. Personne ne pouvait m'expliquer les contradictions des témoignages auxquelles je ma heurtais. Mais je n'ai jamais écrit un seul texte révisionniste. J'ai attendu consciencieusement avant d'écrire ».

Jean-Claude Pressac ne le regrette pas. De nombreux voyages en Pologne, en Allemagne, at un séjour à Moscou pour consulter des archives du KGB, lui ont permis de disséguer ce que fut « l'ingénierie criminelle » du III. Reich. Le voità aujourd'hui familier de l'entreprise familiale Topf qui s'imposa sur le marché des crématoires aux dépens de ses concurrents, «du Balzac». Le voité aussi expert en technique de chauffage et de désaréation après avoir si longtemps observé Kurt Profer, l'ingénieur national-socialiste qui décédera, en 1952, dans un camp soviétique d'une hémorragie céré-

Sans esbroufe, Pressac a commencé par étudier « l'arme du crime». Ce pionnier curieux de tout, « varsé en chimie », a délibéré-

ment tourné le dos aux témpignages des survivants pour s'intéresser aux ruines des crématoires et aux documents préservés de la destruction. Elémentaire.

Encore fallait-il avoir l'audace et la ténacité de se plier à cette enquête sur le terrain. A partir de 1982, les archives du musée d'Auschwitz s'ouvrent à lui. Il découvre les études et les plans des crématoires, les esquisses et dessins des chambres à gaz homicides. Il doit apprendre à décrypter l'allemand rédigé en gothique, essimiler le vocabulaire technique, distinguer le mortier bâtard de la chaux, se colleter avec l'Histoire dans ce qu'elle a de plus quotidien.

## Aucun langage

Plongé dans la correspondance échangée entre les douze entreprises civiles qui ont édifié les crématoires et la Direction des constructions SS (SS Bauleitung), il suit au jour le jour les ordres et les contre-ordres des commanditaires et les réponses des fournisseurs. Pour la première fois, un chercheur analyse les exigences des SS dans les archives polonaises et la réponse des firmes civiles dans les archives russes. Ainsi peut-il déduire les évolutions de la politique d'extermination nazie à partir des demandes de modifications des crématoires. Et déià conclusions révisent, au sens noble du terme, ce que la communauté des historiens croyait acquis.

Jean-Claude Pressac établit ainsi que la décision de construire des chambres à gaz homicides à Auschwitz ne remonte pas à l'été 1941 mais aux mois de mai et juin 1942. De même évalue-t-il à huit cent milie le nombre des morts dans ce camp alors que les chiffres les plus couramment cités étalent de plusieurs millions. Plus surprenant encore, il montre que les entreprises de travaux publics ne recouraient à aucun langage codé pour parler des chambres à gaz.

«Il n'y a jamais eu camouflage, contrairement à ce que l'on dit. La SS Bauleitung a même réalisé trente photographies à la fin des travaux et les a exposées dans un hall. Cela a créé un mini scandale car beaucoup de civils passaient là. Les clichés ont été retirés. En Haute-Silésie, tout le monde était au courant », reconte Jean-Claude

Pressac. Durant de longues années, cet historien enquêteur va se taire de crainte de provoquer un scandale. Sans éciat, il est passé de la fréquentation des négationnistes à celle de Pierre Vidal-Naquet et de Serge Klarsfeld. Une longue étude qu'il publie en 1982 dans la revue Le Monde Juif passe quasiment inapercue. Et son ouvrage majeur, écrit en français, ne paraît qu'en traduction anglaise en 1989 Auschwitz: Technique and operation of the gas chambers. Ces quelque six cents pages, qui reproduisent d'innombrables plans de crématoires, sont éditées à mille exemplaires par la Fondation Beate Klarsfeld.

Pourquoi tant de discrétion durant dix ans? « Parce que les gens n'étaient pas mûrs, répond Jean-Claude Pressac. Le sujet était trop sensible et le mur de Berlin n'était pas tombé. N'oubliez pas que l'histoire d'Auschwitz a été écrite en Pologne par les communistes et que même en France. la loi Gayssot interdit de s'exprimer librement. » Aussi ses révisions de l'Histoire, même si elles confirment l'horreur et l'ampleur de la Shoah. se devaient-elles, selon lui, d'être diffusées à doses homéopathiques.

### La dernière pièce du puzzle

Mais Jean-Claude Pressac a aussi fortement ressenti qu'en écrivant l'histoire prosaïque d'une technique criminelle, il récusait une certaine idée de l'histoire qui voudrait que seule la memoire soit noble. «Le drame, c'est que l'histoire de l'extermination ne reposait que sur des témoignages. Or beaucoup ne tiennent pas, explique-t-il. Il ne faut pas dire que les gens mentant. Il faut prendre en compte un coefficient personnel d'émotion. Les chercheurs se sont tus pour conserver leurs précieux fauteuils. [ y a eu une couardise universitaire

et les révisionnistes en ont profité pour nier. Personnellement, j'ai fait un travail de base. N'importe qui, avec du bon sens, pouvait le faire. >

Avec du bon sans, de la méthode, une pointe d'obsession et quelques appuis. Le soutien de Serge Klarsfeld et l'intervention de Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères, furent nécessaires pour décrocher l'autorisation de consulter à Moscou, en octobre 1990. les six cents dossiers (80 000 piècas) saisis par las Soviétiques à Auschwitz lors de la libération du camp. En brassant ces archives en possession du KGB, Jean-Claude Pressac a enfin eu l'impression de trouver la dernière pièce d'un puzzle commencé dans les années 70.

Mais, à la réflexion, son enquête avait commence bien plus tôt. quand vers dix-huit ans, après avoir lu La mort est mon métier, le roman de Robert Merle sur la vie du commandant d'Auschwitz, il s'était interrogé : « Jusqu'où peut-on aller dans l'exécution des ordres? A quel moment doit-on s'arrêter? Dire non?s. Jean-Claude Pressac se destinait alors à une carrière militaire. Il devint pharmacien. Puis historien de la nuit.

LAURENT GREILSAMER Las crématoires d'Auschwitz. la machinerie du meurtre de masse, de Jean-Claude Pressac, Editions du CNRS, 155 p., 140 francs.

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Le. substitut Alain Blanchot a requis, jeudi 23 septembre. devant la trente et unième châmbre correctionnelle de Paris une peine de deux ans de prison assortie d'un mandat d'arrêt contre un commercant autrichien soupconné d'inonder les entreprises françaises de fausses factures établies sur un formulaire identique à celles de France Télécom.

La courrier a pardu son innocence. Il y a les marchands de rêves et il y a ceux qui adressent aux entreprises des factures qui n'en sont pas. Elles ressemblent à des factures de France Télécom st comportent le célèbre logo avec un combiné téléphonique sur un clavier stylisé. «La somme n'est iamais ronde ». remarquait le substitut Blanchot à l'audience de jeudi. Aussi, le comptable pressé donne sans sourciller l'autorisation de paver une facture de télex de 2 997 F. En fait, une lecture patiente du document aurait permis de decouvrir qu'il s'agissait d'une offre d'insertion d'une publicité dans un annuaire de télex qui n'a jameis été édité.

Une enquête difficile a révélé qu'entre les mois de mai et juin 1988, des entreprises françaises ont versé 1 942 736 F pour réaler des fausses factures

émises par la Télex Service Corp, une société de droit panaméen et libérien ayant une boîte postale à Zurich, mais qui faisait transmettre son courrier en Autriche et des fonds auraient été reversés au Liechtenstein. Discrétion

des victimes

Identifié, le responsable de cette entreprise, Heinz Kammerer, ne s'est pas présenté à l'audience, ni Erich Landerl et Rainer Filthaut, soupconnés de complicité de contrefaçon, publicité trompeuse et escroquerie. Seul Heinrich Leonhard, avocat d'affaires allemand, a comparu pour affirmer que son rôle s'était limité à la constitution des sociétés en 1986 et qu'il avait cessé tout contact avac Kammerer à l'époque où les factures ont été envoyées. Le substitut a d'ailleurs renoncé à requérir contre lui, demandant en revanche une peine de deux ans de prison contre Kammerer et un an de prison contre Filthaut et Landerl. De son côté, M. Stéphane Guerlain, conseil de France Télécom, a demandé la condamnation conjointe des quatre prévenus à 500 000 F de dommages et

marque et la même somme pour « l'atteinte à l'image de France Télécom dans une affaire désagréable ».

Le tribunal rendra sa décision

le 14 octobre, mais toutes les

fausses factures comportant le logo de France Télécom n'ont pas été expédiées par la Télex Service Corp. Et si cette affaire est la première du genre à venir devant un tribunal, d'autres pourraient suivre si ce procédé n'était pas largement utilisé par des sociétés qui s'abritent derrière les frontières, «Depuis 1988, la iustice française court après les personnes physiques, mais il y a un véritable holding qui dirige tout », soupirait M. Blanchot. En ajoutant : « Quand un juge a pris une ordonnance empêchant la distribution de ce type de courrier venant de Belgique, les lettres sont parties de Hollande, de Tunisie, de Tchécoslovaquie. En outre, les enquêtes sont parfois bloquées par la lourdeur des relations judiciaires internationales et. dans certains pays, la « publicité trompeuse » n'est pas un délit. Enfin, il y a la discrétion des victimes, qui hésitent à déposer une plainte. Et dans ce procès, un seul et unique plaignant est venu à l'audience.

**MAURICE PEYROT** 

CORRESPONDANCE

L'affaire Testut et le financement de la liste Energie Sud

intérêts pour la contrefeçon de la

## Une lettre de Léon Schwartzenberg

A la suite de notre article consacré à l'affaire Testut, filiale de Bernard Tapie Finance, qui évoquait le versement par la société Testut de 190 000 francs pour financer la campagne de Léon Schwartzenberg aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes pour la liste Energie Sud avec Tapie > /le Monde daté 19-20 septembre). nous avons reçu de Léon Schwartcanbarg la lettre suivante :

» Le trésorier de ma campagne pour les élections régionales. M. Bonnier, a été enjoint le 12 mai 1992 (quinze jours après la date des elections et huit jours avant la coure des comptes de campagne) Far M. Fellous, agissant au nom de Bernard Tapie (président de la liste

Energie Sud), de devoir intégrer à mes comptes de campagne la somme de 492 969,61 francs versée par la société Financière immobilière Bernard Tapie (FIBT) (frais occasionnés par un affichage mural et la location d'une salle pour un meeting commun). Mon trésorier apprenait en

même temps que ce règlement aurait été effectué pour 220 000 francs par la FIBT pour son propre compte. pour 82 699,88 francs pour le compte de la société Bernard Tapie Services, et pour 190 269.83 francs pour le compte de la société Testut. Le maximum des dépenses autorisées pour ma campagne était de 2 443 650 francs; j'ai dépense (en comprenant les sommes ci-dessus) 1 555 835 francs. C'est parce que le montant des deux derniers règle-

ments (BT Services et Testut) n'est pas intervenu à temps, et que le chèque de la FIBT dépassait les 10 % alloués pour une personne morale (492 969 francs au lieu de 244 365 francs) que le Conseil d'Etat a décidé d'invalider mon élection et de permettre à la personne qui suivait sur la liste d'occuper ma place.

[Tout en rappelant les conditions dans lesquelles le Conseil d'Etat a invalidé son élection (le Monde daté 20-21 décembre 1992), la lettre de M. Schwartzenberg vient confirmer en les précisant nos informations sur le volet « financement politi-Béthune sur la société Testut. Dans une précédente lettre un Monde (nos éditions dn 25 décembre 1992), M. Schwartzenberg affirmait : « La suspension d'un as décidée à mon encontre par le Conseil d'Etat vient sanctionner une fante on une négligence de Bernard Tapie.

;:-

est toujours en cours.

Dans la Loire

## Un maire est condamné pour provocation à la discrimination raciale

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant Le maire de Sury-le-Comtai (Loire) a été condamné, jeudi 23 septembre, par le tribunal de grande instance de Montbrison. pour provocation à la discrimination raciale. Il devra verser 10 000 francs d'amende ainsi que I franc symbolique de dommages et intérêts au MRAP.

«L'immigration submerge actuellement notre commune», avait écrit, en juin dernier. André Combe (divers droite), dans le bulletin municipal de sa commune qui compte 4 600 habitants, dont

lement turque. Après avoir affirmé que « l'insécurité découle de cette immigration», le maire appelait à sa facon l'histoire de France à la rescousse : « De Charles Martel à Charles de Gaulle, les Français ont su balayer quand cela était nécessaire; le crois qu'ils sauraient le saire encore si on le leur demandait \* écrivait-il. Ces écrits avaient entrainé une

13 % d'origine étrangère, principa-

plainte du MRAP. Les attendus du jugement devront être publiés dans le bulletin municipal de Surv-le-

□ Versailles : un an de prison pour Un policier parisien interpellé iniures antisémites. - Un électronipour une agression à main armée. cien de quarante-sept ans. Georges - Un gardien de la paix, âgé de Anne, qui proférait depuis plusieurs trente et un ans, a été interpellé, années des injures antisémites à jeudi 23 septembre vers trois l'adresse d'un couple de voisins, à heures du matin à Mantes-la-Jolie Saint-Germain-de-la-Grange (Yve-(Yvelines), après avoir commis lines), a été condamné, jeudi une agression et tiré un coup de 23 septembre, à un an de prison seu en l'air avec son arme de serpar le tribunal correctionnel de Vervice. Agissant sans uniforme et sailles. Selon Me Philippe Bataille. portant une cagoule, ce policier, avocat de la Ligue internationale Dominique Coullier, a agressé un contre le racisme et l'antisémitisme homme qui retirait de l'argent (LICRA), qui s'était constituée pardans un distributeur automatique tie civile dans cette affaire, il s'agid'une agence bancaire de Mantes. rait de la plus lourde condamnation Ce dernier, ouvrier à l'usine iamais prononcée dans cette Renault de Flins, a réussi à prenmatière. Le tribunal a ordonné l'afdre la fuite et s'est précipité au sichage du jugement au domicile de commissariat voisin. Interpellé l'accusé et son insertion dans plupeu après par ses collègues, le sieurs journaux. M. Anne devra policier a été déféré devant le également verser 80 000 francs de parquet du tribunal de Versailles. dommages-intérêts à ses voisins au Dominique Coullier, qui est titre du préjudice moral, affecté dans une compagnie d'in-16 000 francs pour des dégradations tervention de la préfecture de sur une clôture et 10 000 francs à la police de Paris, était en arrêt-maladie depuis plusieurs semaines.

claude Bez est renvoyé devant le Un professeur accusé d'abus tribunal correctionnel. - Claude Bez sexuels sur vingt et un élèves en ancien président du club de football Haute-Garonne. - Un professeur des Girondins de Bordeaux, fait exercant dans deux collèges privés l'objet d'une ordonnance de renvoi de la région de Toulouse a été devant le tribunal correctionnel de mis en examen et écroué, jeudi Bordeaux, où il devrait être jugé, au 23 septembre, pour «incitation de côté de son fils Eric, au début mineurs à la débauche, viols et de ianvier, pour détournement de attentats à la pudeur sur mineurs fonds. Ce dossier d'instruction. de quinze ans et dix-huit ans v. ouvert en août 1990, concerne des Patrice Louvet, quarante-neuf malversations commises au cours ans, est accusé d'avoir abusé de la rénovation du château du sexuellement d'au moins vingt et Haillan, près de Bordeaux, qui un ieunes earcons fréquentant des abrite le centre d'entraînement des établissements privés de Toulouse Girondins et avait coûté 54 milet de Muret (Haute-Garonne). Les lions de francs aux collectivités faits auraient eu lieu au domicile locales. Sur cette somme, 15.6 milde l'accusé et lors de « sorties lions avaient été détournés (le pédagogiques » qu'il organisait Monde du 15 décembre). Claude avec certains élèves. L'enseignant. Bez avait été placé sous mandat de dépôt pendant trois mois en 1992 qui est marié et père de trois pour une autre affaire, concernant enfants mineurs, a été dénoncé à des anomalies comotables dans la la dernière rentrée scolaire par des élèves victimes de ses agissegestion du club, dont l'instruction ments.

**TOXICOMANIE** Devant les Assises de AIDES

### M. Douste-Blazy précise le plan de lutte gouvernemental contre la drogue

LYON de notre bureau régional

Quelques jours après l'annonce par le premier ministre, Edouard Balladur, du plan gouvernemental de lutte contre la toxicomanie (le Monde du 23 septembre), le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, a tenté, devant les 6ª assises de la fédération nationale de AIDES, qui se déroulent du vendredi 24 au dimanche 26 septembre à Lyon, de répondre aux violentes critiques qui avaient suivi l'annonce des mesures gouvernementales, il a en particulier confirmé que 439 millions de francs seraient consacrés, sur trois ans, aux programmes de lutte contre la toxicomanie. D'emblée, Arnaud Marty-Lavauzelle, président de la fédération nationale de AIDES, l'avait accueilli en stigmatisant les « Garretta de la toxicoma-

nie» qui «prennent les usagers de

drogue en otage ».

Affirmant que la prévention des risques de propagation du sida est la « première de ses priorités ». M. Douste-Blazy s'est attaché à repréciser le détail des mesures du plan. Après avoir évoqué le prochain projet de loi, soumis en conseil des ministres le 6 octobre prochain, pour améliorer le traitement des prisonniers atteints de la maladie, il a confirmé le doublement des programmes d'échanges de seringues usagées. Sur le sujet délicat des drogues de substitution. comme la méthadone, il a annoncé un assouplissement du protocole médical et l'extension rapide d'expériences.

Avec la création de structures d'accueil dans les hôpitaux et l'ouverture de centres de post-cures supplémentaires, le doublement des injonctions thérapeutiques pourrait, assure le ministre, passer rapidement de 4000 à 8000 chaque année. En évitant d'aborder la question de la dépénalisation de la drogue, il n'a, toutefois, pas convaincu ses interlocuteurs qui. visiblement, en attendaient un peu plus sur le sujet.

M. D.

To Manda

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

The Richards L'ÉCONOMIE

### une promesse de relogement

L'affaire des familles sans abri expulsées le 26 août dernier d'un immeuble de l'avenue René-Coty, dans le quatorzième arrondissement de Paris (le Monde des 27 et 30 août), a connu, vendredi 24 septembre, un épilogue provisoire. A l'issue d'une réunion à l'hôtel Matignon, les représentants des samilles ont obtenu de Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris, que les vingt familles concernées soient logées en hôtel meublé, aux frais de la ville, jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée.

C'est, en fait, l'abbé Pierre qui a débloqué la situation. Arrivé vers 17 heures devant les portes murées de l'ancien hôtel maternel où étaient déjà réunies quelque deux cents personnes, il a exigé qu'on ouvre la porte, menaçant de « ne plus quitter son bout de trottoir » jusqu'à ce que justice soit rendue.

Alors que les familles sont à la rue depuis le 26 août dernier et que les travaux de transformation de l'immeuble en crèche ont déjà commencé, la cour d'appel de Paris a prononcé, vendredi 17 septembre, un arrêt accordant aux familles un délai de six mois. Depuis une semaine, les familles manifestaient donc, chaque jour, avenue René-Coty, dans l'intention de réintégrer l'ancien hôtel maternel. Devant le refus des forces de l'ordre de le laisse penétrer dans l'immeuble, le fondateur d'Emmalis a effectué un sit-in de trois heures, assis sur une chaise et emmitouflé dans des couvertures.

Arrivé sur les lieux vers 20 heures, Jean Tibéri a finalement fait visiter le bâtiment à l'abbé Pierre, afin de lui faire constater que les travaux avaient bien commencé, rendant les locaux inutilisables. Les deux hommes se sont alors rendus à l'hôtel Matignon, où l'accord a été conclu.

**ESPACE** 

En raison d'un orage au-dessus du centre spatial

## Le lancement de Spot-3 par Ariane est reporté de 24 heures

**KOUROU** (Guyane)

de notre envoyé spécial

Le lancement de la cinquanteneuvième susée Ariane, qui devait donner lieu, samedi 25 septembre. à la mise en orbite du troisième satellite français d'observation de la Terre, Spot-3, et de six petits satellites technologiques, a été reporté de vingt-quatre heures en raison de la présence d'un nuage d'orage au-dessus de Kourou (Guyane). La déception de l'équipe de tir était d'autant plus grande que le lancement de Spot-3 avait du être une première fois

a'un doute sur un composant electronique analogue à celui, défaillant, découvert sur un satellite américain. Les responsables de cette mission n'ont, cependant, voulu prendre aucun risque avec ce satellite de 1,5 milliard de francs conçu par le Centre national d'études spatiales.

La société Arianespace, qui n'a pu effectuer que trois lancements depuis le mois de janvier, du fait des reports réciamés par ses clients, espérait pourtant tirer en fanfare le lanceur Ariane 40 utilisé pour l'occasion. Mais samedi, à

retardé, le 1<sup>es</sup> septembre, en raison Kourou. les risques dus à cette masse orageuse étaient cette fois trop importants. Depuis 1987, année au cours de laquelle une fusée américaine Atlas-Centaur fut foudroyée dans un ciel pourtant relativement peu menaçant, les Européens ont, à l'instar des Américains, durci leurs critères de sécurité. Ces derniers stipulent désormais qu'on ne tire pas tant qu'un certain type de gros nuage est présent dans un cylindre de 10 kilomètres de rayon autour de

DÉFENSE

Pour un montant de 2 milliards de francs

## La gendarmerie se dote d'un système moderne de radiocommunications

Le ministre de la défense, François Léotard, a inauguré, jeudi 23 septembre, à Rouen, le réseau de radiocommunications numérique Rubis, qui équipera la gendarmerie départementale d'ici à 1998 et qui est destiné à renouveler l'ensemble des moyens de radiotéléphonie VHF existants. Outre des performances accrues en débit et en confort d'écoute, le système Rubis, opérationnel vingt-quatre heures sur vingt-quatre, assure une transmission protégée des renseignements de la gendarmerie, quelles que soient les circonstances et, plus spécialement, en situation de crise.

Expérimenté avec succès en

Seine-Maritime depuis la signature du contrat (évalué à 2 milliards de francs) avec Matra Communication en 1988, le système Rubis remplace, à lui seul, trois réseaux de communications analogiques qui servent en gendarmerie depuis 1968. Il sera conjugué au réseau de transmission de données Saphir pour la messagerie et l'accès aux fichiers centraux de recherche. M. Léotard a insisté sur la compatibilité du système Rubis - qui permet des liaisons immédiates aussi bien privées qu'en conférence avec des gendarmes en automobile, à moto ou à pied - avec le réseau de communications Acropol (dérivé de Rubis) de la police.

Selon le directeur général de la gendarmerie, Jean-Pierre Dintilhac, Rubis doit permettre une augmentation du volume des échanges d'informations de 15 % par an pendant dix ans, alors que les interceptions par des intrus sont rendues impossibles. Le système doit être étendu à partir de 1994 à raison de deux groupements départementaux de la gendarmerie equipés par mois.

M. Léotard a insisté sur les possibilités d'exportation « pour ouvrir les voies d'une coopération, en particulier à l'échelle de l'Europe ». Rubis, qui est le premier système de ce type au monde, a été choisi par la généralité de Catalogne.

INTEMPÉRIES

En visite dans la Haute-Vienne

## M. Mitterrand assure les victimes des intempéries de la «solidarité nationale»

pareille époque, la poursuite M. Mitterrand. des pluies jusqu'au samedi 25 septembre a provoqué de sérieuses perturbations dans toute la moitié sud de la France, et en particulier dans le massif alpin, pertiellement coupé de l'Italie. Les tunnels du Fréius et du Mont-Blanc ont été sermés à la circulation en raison des inondations en Maurienne et dans le Val-d'Aoste. Venu à Limoges vendredi 24 septembre pour assister au festival des Francophonies, le président de la République a rendu visite aux habitants de Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), pris sous un déluge deux jours plus tôt, « pour marquer la sollicitude et la solidarité nationale + aux victimes des intempéries. « Je ne vous oublierai pas en

Sans prendre des proportions tournant les talons, et je veillerar à catastrophiques, comme l'an der- la suite des événements «, a ajouté

A Toulouse, la Gamme est sortie de son lit vendredi, obligeant à évacuer l'île du Ramier, où le match de football contre Montpellier n'a pu avoir lieb. Dans les Pyrénées ariégeoises, la neige est tombée en abondance et plusieurs rivières ont débordé, coupant la circulation en de nombreux points. En Provence, durement éprouvée mercredi et jendi, la décrue a commencé dans certains cours d'eau, mais les cotes d'alerte restent dépassées sur le Rhône et l'Ouvèze. A Castagniers (Alpes-Maritimes). un rocher détaché d'une faisise de 150 mètres a éventré une maison et blessé deux fillettes pendant leur sommeil. - (AFP.)

### Selon les «boîtes noires» de l'appareil

## Des causes météorologiques expliquent l'accident de l'Airbus A-320 à Varsovie

Les deux «boites noires» de l'Airbus A-320 de la compagnie allemande Lusthansa, qui a quitté la piste d'atterrissage, le 14 septembre à Varsovie, et qui a pris fen (bilan : deux personnes tuées quarante autres blessées), ont été décryptées, mercredi 22 septembre à Paris, par le Bureau enquête accident français, à la demande des autorités polonaises et alle-

Les enquéteurs n'ont pas achevé leurs investigations, mais l'hypothèse d'un dérapage sur une accumulation d'eau due à de fortes pluies et à un revêtement

AUTOMOBILISME: la retraite d'Alain Prost

de piste mal drainé commence à etre validée.

Aucun mauvais fonctionnement des freins ou des inverseurs du flux des réacteurs n'appa- raîtrait. Le retournement du vent au moment de l'atterrissage aurait aussi contribué à allonger la course de l'avion. L'équipage a remarquablement réagi : lorsqu'il a compris qu'il ne freinerait plus avant un taius de quatre mêtres en fin de piste, il a engagé l'appareil dans un virage qui a évité un choc frontal et un bijan plus

## FOOTBALL: les incidents du match Marseille-Metz

Une viugtaine de personnes, dont onze membres des forces de l'ordre, ont été légèrement blessées, vendredi 24 septembre, à la suite d'incidents qui ont suivi l'interruption du match Marseille-Metz au Stade-Vélodrome après des jets de projectiles et l'envahissement du terrain par des supporters. Les policiers ont interpellé quatre personnes. Après l'interruption du match, des casseurs ont brisé des Abribus et une cabine téléphonique. Ils se sont ensuite attaqué à des véhicules, pour la plupart immatriculés en région parisienne, garés aux abords du stade. Pour se dégager et éparpiller la masse des spectateurs, les CRS ont fait usage de bombes lacrymogènes.

La colère des supporters marseillais avait été provoquée par une série de décisions contestables de l'arbitre de la rencontre : l'expulsion de deux joueurs marseillais, le gardien Fabien Barthez et le défenseur Basile Boli, puis le refus d'accorder un but et un penalty à l'OM. Des projectiles ont fusé sur le terrain dès la fin de la première mi-temps. La rencontre a dû être interrompue à la 87 minute, sur le score de 3-0 en faveur de Metz, à cause de l'envahissement du terrain par une cinquantaine de supporters.

Déjà secoué par l'affaire de corruption du match Valenciennes-Marseille, l'OM, qui attend le verdict des instances internationales pour savoir s'il peut participer à la Coupe intercontinentale et à la Supercoupe, risque de nouvelles

sanctions disciplinaires à la suite de ces incidents. Le Stade-Vélodrome, qui était sous le coup d'un match de suspension avec sursis depuis la blessure du gardien de Saint-Etienne par un projectile, devrait être suspendu dès la prochaine rencontre de championnat. Bernard Tapie indiquait toutefois, vendredi soir, qu'une réclamation officielle avait été déposée pour faute technique de l'arbitre lors de l'expulsion de Barthez.

☐ La dizième journée du championnat de France. - La dizième journée du championnat de France de football de première division, disputée vendredi 24 septembre, a

donné les résultats suivants : \*Nantes b. Caen \*Saint-Etienne et Strasbourg .....0-0 \*Bordeaux b. Lille .....2-1 \*Lens et Martigues .....1-1 \*Cannes b. Lyon ...... \*Le Havre et Sochanx ......0-0 \*Monaco b. Angers ..... Metz b. \*Marseille (interrompu 87°)

\*Toulouse-Montpellier match

**10** sur la porcelaine

Classement: 1. Paris-SG. Bordeaux et Cannes, 14 points; 4. Nantes, 13; 5. Monaco, Sochaux, Strasbourg et Marseille 12; 9. Metz et Auxerre, 11; 11. Caen, 10; 12. Martigues et Saint-Etienne, 9; 14. Lyon et Montpellier, 8; 16. Lens et Angers, 7; 18. Lille, Le Havre et

Trois fois champion du monde de formule 1. Alain Prost, qui est en tête du championnat 1993, a annoncé le 24 septembre à Estoril, où il devait disputer dimanche 26 le Grand Prix du Portugal, qu'il prendrait sa retraite sportive à la fin de la saison.

**ESTORIL** de notre envoyé spécial

Alain Prost na rejoindra jamais Juan-Manuel Fangio, cinq fois champion du monde de formule 1 (1951 puis de 1954 à 1957). Après avoir réussi le meilleur temps de la première séence de qualification du Grand Prix du Portugal, où il espère s'assurer un quatrième titre mondial après ceux de 1985, 1986 et 1989, le pilote français a annoncé son intention d'arrêter « définitivement » sa carrière en formule 1 après la dernière course de la saison, à Adélaïde (Australie) : « C'est une décision très difficile. Je l'ai prise il y a un peu plus d'un mois. J'en ai parté à Frank Williams et à Renault. Si j'ai attendu pour la révéler, c'est parce que l'aurais aimé l'annoncer en étant champion du monde. Mais, compte tenu des rumeurs, il était mieux, pour moi et pour l'équipe, de le dire le

Quelques minutes plus tôt, Ayrton Senna, son «ennemi intime ». venait, en effet, d'annoncer qu'il ne piloterait plus pour McLaren la saison prochaine. Les journalistes pouvalent se livrer à leur petit jeu favori en essayant d'imaginer l'échiquier 1994. Frank Williams n'ayant toujours pas renouvelé le contrat de Damon Hill, malgré ses trois récents succès en granda prix, le Brésilien avait-il déjà conclu un accord avec l'écurie britannique? Son arrivée allait-elle motiver le départ d'Alain Prost, qui ne tenait pas à revivre la pénible expérience de cohabitation chez McLaren en 1988 at 1989?

plus tôt possible, »

Le suspense aura été de courte durée. « Nous étions d'accord avec Alain pour l'an prochain, s'il l'avait voulu. Nous n'autions pas changé l'équipe »,

assurait Frank Williams. « Nous regrettons cette décision, mais nous la comprenons, ajoutait Christian Contzen, directeur général de Renault Sport. Alain et Renault, c'est une longue histoire qui se terminera, je l'espère, sur un quatrième titre, afin de boucler la boucle. » Après Nigel Mansell l'an dernier, Renault joue décidément de malchance. Pour son deuxième titre des constructeurs, la marque française va encore se retrouver avec un champion du monde retiré de la formule 1. Difficile à exploiter commercialement

### Sa meilleure saison

Aussi soucieux de son image que de son palmarès, Alain Prost quitte donc la formule 1 au moment où il est en passe de devenir le seul « dauphin » de Juan-Manuel Fanglo et avec la perspective raisonnable de rejoindre l'Argentin au panthéon des pilotes de formule 1 la saison prochaine. De plus, son départ ouvre probablement les portes de Williams Renault à actuellement susceptible de battre tous les records de la formule 1. à commencer par celui des victoires du Français en grands prix (1).

Paradoxalement, Alain Prost décide d'arrêter au moment où il affirme avoir vécu sa « meilleure saison en formule 1 ». Avec sent victoires et douze pole positions en treize grands prix, il n'avait jamais aussi bien réussi au niveau des résultats. « Cette année, j'ai eu énormément de satisfactions sur le plan sportif, dit-il. Sur le plan humain, l'ambiance au sein de l'équipe et avec Damon Hill était fantastique. J'ai toujours le même plaisir et la même motivation pour conduire une voiture à la limite et la régler pour aller la plus vite possible. Sans doute aurais-je éprouvé le même plaisir l'an prochain, mais j'ai toujours distingué le travail et l'environnement de la formule 1. Sur ce plan, ça n'a pas été une saison très réjouissante...»

C'est surtout psychologiquement que la saison 1993 s'est

révélée délicate pour le pilote français. Après une année 1992 triomphale pour Williams Renault et pour Nigel Mansell, qui s'était assuré le titre mondial dès le Grand Prix de Hongrie, onzième des seize épreuves du championnat, nul n'aurait compris un échec du « professeur », même après une année sabbatique. Certains avaient pronostiqué que, au volant d'une voiture aussi dominatrice et avec un équipier débutant en formule 1, Alain Prost allait s'imposer... seize fois. Nigel Mansell, qui le soupçonnait d'avoir manœuvré en coulisse pour lui ravir son volant, n'avait-il pas affirmé que « même une marionnette serait

championne du monde avec la

Avant même le premier grand

prix, en Afrique du Sud, Alain

Prost a vu sa préparation pertur-

bée par les menaces de la Fédé-

ration internationale du sport

automobile (FISA) à propos de la

lettre d'engagement en chem-

pionnat de l'écurie Williams, arti-

vée hors délais. Puis des décla-

rations jugées inconvenantes à

l'encontre du pouvoir sportif lui

ont valu une convocation devant

le Conseil mondial de l'automo-

bile avec la menace de ne pas

obtenir la super-licence indispen-

sable en formule 1.

Williams Renault »?

Ayrton Senna, le seul pilote

Besoin d'être aimé

Les intempéries du début de saison, au Brésil, puis au Grand Prix d'Europe à Donington, avaient provoqué deux naufrages spectaculaires du champion français et deux victoires Inespérées pour Ayrton Senna. Inquiété d'une façon insttendue par le Brésilien au classement du championnat, Alain Prost a eu le sentiment que ses moindres fautes éraient impitoyablement sanctionnées afin de prolonger le suspense. Son départ légèrement anticipé à Monaco lui a fait perdre le Grand Prix au profit de son rival. Une deuxième pénalisation, pour une chicane escamotée en Allemagne, lui aurait valu une autre défaite si un pneu de la voiture de son équipler Damon Hill n'avait explosé à deux tours de l'arrivée. Le triple champion du monde a surtout l'impression que le public et les médias ont plus retenu ses neuf départs ratés, faute d'avoir su bien s'adapter aux nouveaux embravages en carbone, que ses sept victoires et ses douze pole positions.

entourage, de son équipe, du public et des médias, Alain Prost a très mai vécu les critiques. «Ma carrière m'a procuré beaucoup de satisfactions, mais j'ai aussi connu beaucoup de petits problèmes sur lesquels je ne reviendrai plus iemais, dit-il. J'ai été maltraité. Je me suis posé beaucoup de questions cette saison. Pourquoi prendre des risques pour des gens qui ne vous apprécient pas ? La balance a fini par pencher d'un côté. Je crois que c'est la bonne décision. J'ai fait une carrière très longue, très éprouvante sur le plan physique et, surtout, nerveux. Etre au sommet pendant treize ans, c'est exceptionnel. Surtout en ayant travaillé plus que les autres pilotes, sur la piste pour des essais, et pour des opérations de promotion. Ca commence à me peser. Je préfere ne pas faire l'année de trop et m'arrêter au sommet. »

La perspective de pouvoir égaler le record de Juan-Manuel Fangio l'a-t-elle feit hésiter? \* Non, répond-il. Pourquoi cinq titres et pas six ensuite? Il y a une part trop importante de risques. J'ai eu la chance durant toute ma carrière de ne pas avoir d'accident très grave. Je pense que le jeu n'en vaut plus la chandelle. » Alain Prost ne sait pas encore si sa reconversion s'opérera dans le milieu de la formule 1 ou ailleurs. Mais il est déjà sûr de ne pas regretter sa décision : « Je me rappelle une phrase de Jacky Stewart alors que nous jouions au golf. I m'avait dit que c'était très dur de prendre une telle décision mais que, le jour où on l'avait prise, on se sentait vraiment très bien. Je crois qu'il avait raison. GÉRARD ALBOUY

(1) Avec 51 victoires en grands prix. Alain Prost précède Ayrton Senna (39) et Nigel Mansell (30).

Les bleus au cœur d'un triple champion du monde THE RESERVE OF THE PERSON AND THE PE 李 古書を中かって、 子子におけるがをといか Dans son besoin quasi obsessionnel d'être aimé de son **手で収益を記載数** र समाप्त हैन हुई । \*\*\*\*\*\*\*\*\* **不是在其实** 

मान्यस्थितं स्टब्स्याचे स्टब्स्यान

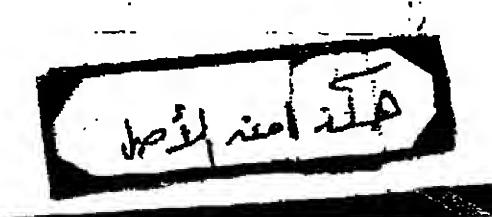
A contract of the same and the same of the particular states which

RUE DE **PARADIS** Paris 10<sup>o</sup>

En hiver, pensez aux Arts de la table

du 1er au 15 octobre

Chez les commerçants du Groupement de la



南南 アーリアコレーショ

SHIP THE PARTY SHIP A. 李春春春 · A THE PARTY IN

First 14 + 4 + 1 ... Friftigg & Brown and Fried \$8.4524 \$ ......

> Manipus is men . A township . . . . via Via المنافع والمعاف STATE OF STATE OF THE STATE OF Des causes meleur augiques ent

THE PROPERTY OF A STATE OF The second second second second SERVER SERVER SERVER \$ 4. · · · · · · Free Company of the Company Account to the second Special programme and the second a a place of college of the Hartin Barrate, et la referencia de la companya della companya de la companya della companya del

Bertalita de la Britania de la Constantia de la Constanti

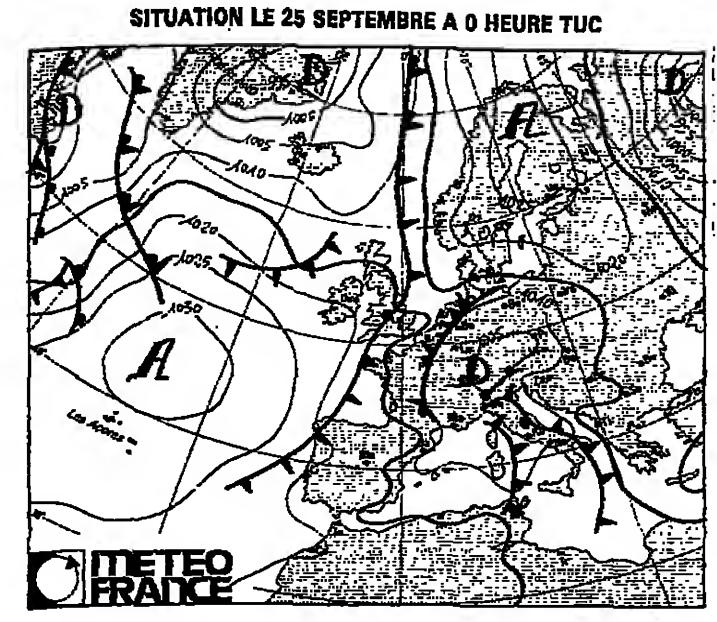
Park Berg and the

we will have the set i t subsects I 本鉄海東 ラー・・と 「東 gr サイム

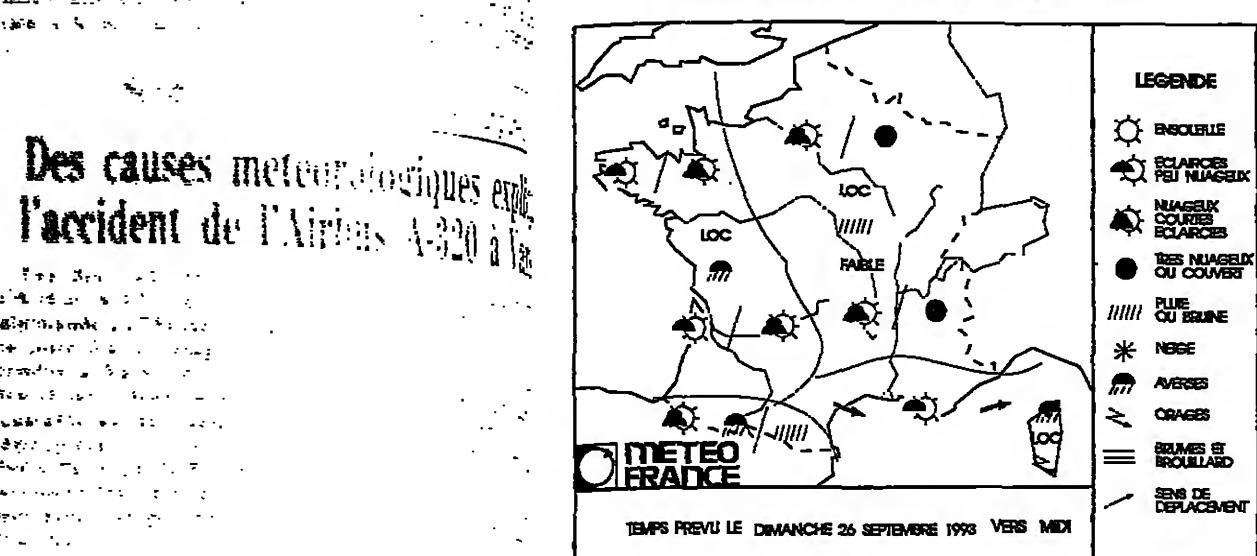
The state of the state of the

The state of the s

MÉTEOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 26 SEPTEMBRE 1993



Dimanche : très nuageux sur le pays et piules s'atténuant. - Le matin, de la Bretagne à l'Aquitaine, les rusces et les éclaircles alterneront avec des sverses. Le vent de nord-ouest soufflers à 50 km/h en rafales près des côtes atlantiques. Sur les Pyrénées-Atlantiques, il neigera au-dessus de 1 600 mètres.

Sur le pourtour méditerranéen. Il v aura de balles éclaircies avec de la tramontane soufflant à 70 km/h en rafales... Des averses se produiront sur la Côte d'Azur et en Corse.

Sur le reste du pays, soit des régions nord au nord-est jusqu'aux Alpes et Massif central, les nuages seront abondants avec encore quelques faibles pluies éparses. Les pluies seront un peu plus marquées du Nord-Pas-de-Ca-lais à la Lorraine.

L'après-midi, de la Bretagne à la Normandie jusqu'à l'Aquitaine, il y aura des averses et parfois quelques orages isolés. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1 500 mètres.

LEGENDE

TRES NUAGELIX OU COLVERT

NEGE

CRACES

BROUGLARD

SENS DE DEPLACEMENT

Sur le pourtour méditerranéen, le soleil sera généreux. En Corse, il y aura des averses et quelques orages en montagne. La tramontane soufflera à 70 km/h en rafales et le vent de sudouest soufflera jusqu'à 80 km/h entre la Corse et le continent.

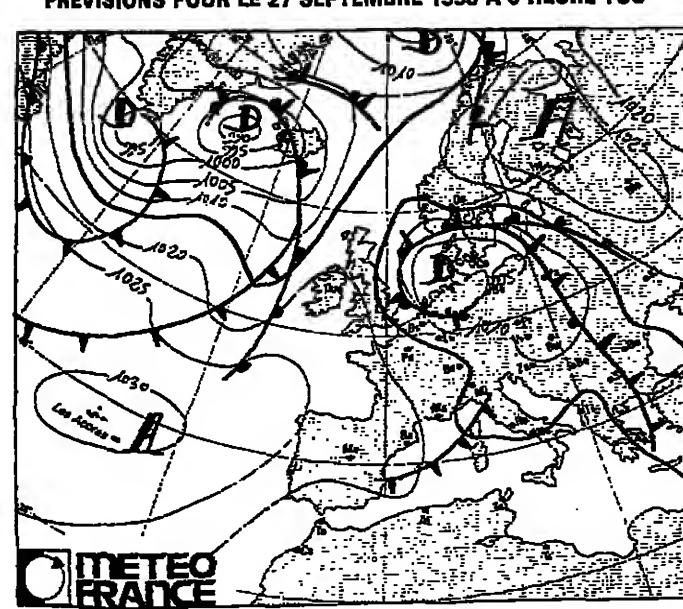
Sur toute la moitié est du pays, le ciel resters très nuageux avec locale-ment quelques plules faibles. Les températures metinales iront de 7 à 9 degrés au nord et de 10 à

12 degrés au sud. L'après-midi, le thermomètre indiouera 14 à 16 degrés au nord et 16 à 21 degrés au sud.

le 25-9-1993

VARSOVIE

PRÉVISIONS POUR LE 27 SEPTEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC



Valeurs extrêmes relevées entre le 24-9-1993 à 18 heures TUC et le 25-9-1993 à 6 heures TUC LUXEMBOURG\_ 14 10 FRANCE STRASBOURG... 16 MARRAKECH\_ 26 TOULOUSE 13 MEXICO\_ BORDEAUX MILAN. MONTRÉAL MOSCOU. VAIROBI. AMSTERDAM... NEW YORK .... PALMA-DE-MAJ ... 21 BARCELONE .... RIO-DE-JANEIRO. BELGRADE .. INOGES\_ BERLIN. BRITXELLES\_ MARSERLE ... SKVILLE. COPENHAGUE -SINGAPOUR. DAKAR... GENEVE . STOCKROLM.... ISTANBUL JÉRUSALEM .... LE CAIRE...

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

0 D B neige lempēte ciel degage orage **IVERSC** punc nungeux convert TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LOS ANGELES .. 22

PERPIGNAN ....

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-fundi.

Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Me pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 25 septembre

World 1993.

22,25 Flash d'informations.

21.40 Documentaire:

22.30 Documentaire :

23.00 Cinéma :

0.25 Cinéma ;

**ARTE** 

20.45 ➤ Documentaire :

23.30 Documentaire:

M6

20.35 Magazine:

22.00 Téléfilm : Morasseix !!

De Damien O'Doul.

Jazz in the Night.

0.00 Série: Trois étoiles.

Eartha Kitt, d'Ulli Pfau.

D'Antoni Janés (rediff.).

Stars et couronnes.

De Donald P. Ballisario.

aux effets spéciaux.

brigade des stups.

20.50 Série : Code Quantum.

23.15 Téléfilm : L'Homme

0.30 Série : Soko.

De Gary Nelson.

amoureux.

et Véronica Webb.

Les Mastodontes

De Stewart Barbee.

La Fin de Freddy,

Talalay (1991).

l'ultime cauchemar. 🗆

Scènes de ménage

Mazursky (1991) (v.o.).

La Tribu européenne.

De Nurth Aviv et Marc Abé-

Film américain de Paul

dans un centre

commercial.

Inoubliable Marilyn.

Présenté par Jérôme Bonaldi

TF 1 20.40 Variétés : Super nana. Emission présentée par Patrick Sébastian. 22.55 Téléfilm :

Dans les bras du tueur. De Robert Collins. 0.35 F1 Magazine. Spécial Grand Prix du Portugal, à Estoril.

FRANCE 2 20.50 Divertissement

Surprise sur prise. Présenté par Marcel Béliveau et Georges Beller. 22.25 Variétés : Taratata... 23.45 Journal et Météo. 0.05 Magazine : La 25 Heure. Présenté par Jacques Perrin. Talk 19 : Parlez-moi de vos

FRANCE 3

dix-neuf ans.

20.50 ➤ Téléfilm : La Femme abandonnée. D'Edouard Molinaro, d'après Balzac. 22,20 Journal et Météo.

22.45 Jamais sans mon livre. Magazine présenté par Bernard Rapp. Invités : Catherine Clément (Pour l'amour de l'Inde) : Irène Frain (Quai des Indes) ; Olivier Rolin (l'Invention du monde); Pierre Bergounioux (le Grand Sylvain); Marie Colmant, à propos de l'Eté des Danois, d'Ellis Peters.

23,40 Magazine: Musiques sans frontière. 0.25 Continentales Club.

**CANAL PLUS** 20.30 Super Model of the

Le justicier braque

Film américain de Jack Lee

las dealers. o

Thompson (1987).

Ciné dimanche.

0.20 Journal et Météo.

**FRANCE 2** 

au pistolet d'or.

Musiques au cœur

Hamilton (1974).

Film britannique de Guy

Présenté par Eve Ruggieri. Honneur aux Folies-Bergère

avec Fous de Folies, specta-

Le Cercle de minuit.

Les meilleurs moments de la

Les Demoiselles de Concar-

neau, d'Edouard Niermans

Bouddha et la biosphère

documentaire de Michèle

Decoust et Patrice Barrat.

Présenté par Henry Chapier.

Film américain de Joseph

Film britannique de Michael

Mankiewicz (1972) (v.o.).

Invité: Amin Maalouf, écri-

d'après Georges Simenon.

cle concu et réalisé par Alfredo Arias.

20.50 Cinéma : L'Homme

des Folies.

0.35 Journal et Météo.

0.50 Magazine

semaine.

21.50 Planète chaude.

22.50 Journal et Météo.

20.35 Cinéma:

22.15 Magazine:

0.50 Cinéma :

Football.

ARTE

20.40 Soirée théâtre.

(1991) (v.o.).

23,15 Magazine : Le Divan.

23.40 Cinéma : Le Limier.

**CANAL PLUS** 

Les imposteurs. ■

Lindsay-Hogg (1991).

L'Equipe du dimanche.

Film britannico-franco-alle-

mand de Danny Huston

Soirée proposée par la ZDF.

22.10 Flash d'informations.

FRANCE 3

20.50 Série: L'Heure Simenon.

23.00 Magazine:

0.30 Magazine : Le Vidéo Club.

Le Grand Bazar.

TF 1

20.40 Cinéma:

22.35 Magazine

22.45 Cinéma

Dimanche 26 septembre '20.41 Théâtre : Mein Kampf.

22.55 Documentaire : Nathan Shylock.

Film français de Claude Zidi

Tex et le Seigneur Spécial Philippe Michal.

du olaisir. Lemoine (1977).

tes première heure. 0.35 Magazine: Métal express.

Pièce de George Tabori, mise en scène de Thomas Lang-

De Dietmar N. Schmidt. Une mise en relation d'extraits de pièces (Nathan le Sage, de Lessing: le Mar-chand de Venise, de Shakespeare) avec des images de notre réalité quotidienne.

**M6** 20.45 Cinéma :

des abysses. 

Film italien de Duccio Tessari 22.30 Magazine : Culture pub.

23.00 Cinéma : A la découverte Film français de Michel

0.25 Informations: Six minu-

## CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

 La présidence. La direction générale, Et le personnel de la SICOVAM, ont la tristesse de saire part du décès de

> M. Jean CAUSSIOL, directeur général honoraire, entré à la SICOVAM en 1942, directeur général jusqu'en 1983,

survenu le 22 septembre 1993.

SICOVAM. 5, rue du Centro-Mont-d'Est, 93167 Noisy-le-Grand Cedex.

- M. Ernest Massin. son époux, Catherine et Serge Christoforides, Paulette et Jean-Pierre Massin, Martine et Elie Sciaky,

Agnès et Jean Pinhas. ses enfants, Yasmina Pinhas et Marcel Girau-Film américain de Rachel

Florence et Jean-Claude Massin. Bérénice Pinhas Yves Massin. ses petits-enfants,

David, Léa, Jules et Noémie. ses arrière-petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M= Françoise MASSIN. nec Rathery.

survenu le 23 septembre 1993.

Les obsèques auront lieu le mardi 28 septembre, à 11 heures, au crématocium du Père-Lachaise, lo, rue du Repos, Paris-20.

M. Ernest Massin, 14, rue des Pyramides, 75001 Paris.

 Philippe Vanbalinghem. Roselvne Chaumont et Jean-Marc Lévy-Leblond.

Lyli Chaumont et Jean-Paul Souvraz, son fils, ses filles et ses gendres. Jeanne et Hervé Testard Pigache, Julie Brumberg-Chaumont, Caroline Vanbalinghem. Louis Vanbalinghem,

ses petits-enfants, Sa famille, Et ses amis. ont la douleur de faire part du décès de

M= Rose-Aimee VANBALINGHEM, née Engrand,

survenu le 23 septembre 1993, à son

Ils rappellent le souvenir de

M. Raymond VANBALINGHEM.

son mari. La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 septembre, à 16 heures, en

l'église Saint-Jean-Baptiste de Dunker-105, avenue des Bains,

59140 Dunkerque. 78, route de Saint-Pierre-de-Féric, 06000 Nice. 2 B, rue Lavéran. 91300 Evry.

**CARNET DU MONDE** Renseignaments: 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques ...... 100 F Abonnés et actionnaires ... 90 F Communicat, diverses .... 105 F Thèses étudiants ...... 60 F

- Les samilles Becart, Jonquoy. Vinet. Et ses amis, font part du décès de

M. Jacques PERRIN. Scion sa volonté, son corps sera inci-

Ses cendres seront déposées dans le caveau de famille au cimetière du l'ére-

Lachaise, le lundi 27 septembre 1993, à 12 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messes - En souvenir de

Andrée GAUTIER,

rappelée à Dieu le 21 août 1993, une messe sera célébrée le jeudi 30 septembre, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Prési-

**Anniversaires** 

- Il y a cing ans

dent-Mithouard, Paris-7.

M= Pierre BAY. née Marie Lucet,

entrait dans la lumière du Seigneur. Une pensée, une prière, sont deman-

dées à ceux qui l'ont connue et aimée. - Pour le premier anniversaire du

rappel à Dieu du professeur Maurice GRAVIER.

Sa famille

demande une pensée à ceux qui l'ont connu, en union avec les messes célèbrées à son intention.

 Il y a quinze ans disparaissait Bernard HALPERN.

Ceux qui l'ont connu, ceux qui l'ont aimé, se souviennent de lui.

Association des Amis de Bernard-14 bis, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris.

- En ce septième anniversaire du rappel à Dieu de

Glenn SOUHAM, officier de l'ordre de Malte. membre du conseil consultatif du président des États-Unis,

une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont nimé, en union de prières avec les messes qui seront célébrées à son intention en France, aux Etats-Unis et en Suisse.

a You can be sure that Glenn's spirit of compassion, cooperation and commitment will long be remembered by all who knew him. » Ronald Reagan,

of the United States of America. The White House Washington DC, October 8, 1986.

« Vous pouvez être certains que les qualités de Glenn, et parmi celles-ci, son esprit de charité, de coopération et de dévouement, resteront présentes longtemps dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu »

Ronald Reagan. des Etats-Unis d'Amérique, la Maison Blanche. Washington DC, le 8 octobre 1986.

## MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6135

HORIZONTALEMENT

I. Qu'on ne peut pas acheter. - II. Du soir au matin. Peut s'étendre sur un canapé. - III. Donne le jour. Peut avoir l'allure d'une marquise. -IV, Qui n'est pas comme la rose. Coule en Espagne. - V. Cachet. Plus

dans le coup. Pour 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 ceux qui veulent ménager leurs montures. - VI. Note. Fait le malin. Ne sont pas de bons entendeurs. - VII. Quand il est malin, il y a du charbon. Est assis comme un roi. Divinité. - VIII. Tendance à tout avaler. Largeur de crêpe. - IX. Etre l'ouvrage. Légumes, en Belgique. - X. En couche

« hommes ». XI. Une façon d'encaisser. Chargées comme des ballons. - XII. Une base d'accord. Dans les Alpes-Maritimes. Evoque un joli bouton. - XIII. Les données du problème. Il faut de la braise pour la faire bouillir. - XIV. Est aussi lourd que l'andouille. D'une région d'Amérique. Un ensemble de pulsions. -

XV. Sa fille est une sorte de garçon.

Qualifie un comique

Corps gras.

**VERTICALEMENT** 1, Qui ne pourraient pas supporter

la séparation. - 2. Nous en fait voir de toutes les couleurs. Plaines d'Amérique. - 3. Nommée. Libéra d'une obligation. Se lança dans les retranchements. - 4. Fere sauter. Quand elle est nouvelle, n'est pas originale. - 5. Dans une série de

sept. Parler bas tout en fumant. Dans une main où il n'y a pas de poil. -6. Quand il est mauvais, c'est un vrai cauchemar, Coule en Afrique, Peut servir à faire des «bières» brunes. -7. Une récompense pour le berger. Choix. - 8. Faire un petit tour. Pas compris. - 9. C'est évidemment un homme qui avait semé. - 10. Vit sur un grand pied. Coule à l'étranger. Mot de charretier. Crie comme un cerf. - 11. Bien ouverte. Un créateur pour les gnostiques. Les Anglais y courent. - 12. Plus le temps passe et plus elle devient belle. Peut toujours fournir du carreau. - 13. Furne dans l'Antarctique. Pas libre. Peut précéder un porteur. - 14. A donc réagi en homme. Mauvais, dans le milieu. Agent secret. - 15. Qualifiait un empire. Quelque chose de sucré. Symbole.

Solution du problème nº 6134 Horizontalement I. Géomancie. - II. Opticiens. -

III. Riante. - IV. Gé. Gestes. -V. Erg. Ira. - VI. As. Ravi. -VII. Bigoterie. - VIII. Oder. Tee. -IX. Se. Icl. WC. - X. Semainier. -XI. Usé, Le. Ru.

Verticalement

1. Gome. Bossu. - 2. Epier. Idéas. - 3. Ota. Gage. Me. - 4. Ming. Soria. - 5. Actes. Cil. - 6. Niés. Rétine. - 7. Ce. Tiare. - 8. Interviewer. - 9. Es. Saie. Cru.

**GUY BROUTY** 

200 cm 100 mm 1 -----

· Andrea Languages 包括等

The state of the s

The state of the s

The second secon

FESTIVAL MUSICA à Strosbourg

## Ecologie pour l'âge tendre

« Le Roi des arbres », un conte musical franco-chinois satire, pleine de bonnes intentions, de la révolution culturelle

**STRASBOURG** 

de notre envoyée spéciale Forme triangulaire du décor amas au sol de seuilles et de racines. L'ombre de Mao plane: les bons, les méchants, le souffle de l'Histoire. Mais ce n'est pas si grave : le Roi des arbres est, d'abord, une satire de la révolution culturelle, à l'usage des adultes et des enfants. Cet « opéra parlé», adaptation d'un conte chinois écrit par A. Chang, originaire des environs de Pékin mais vivant à Los Angeles, a été mis en musique par Xu Yi, native de Shangaï, arrivée en France en 1988. Francois Cervantès, qui a transposé la

Un fonctionnaire arrive chez des montagnards pour remplacer

teur en scène.

nouvelle, en est également le met-

les arbres millénaires par des « arbres utiles ». Absurdité et betise d'une entreprise qui se heurte aux connaissances ancestraies et au respect que portent les paysans à la nature. L'hypothèse de la révolution culturelle, qui envoyait les intellectuels se réformer aux champs, est ici inversee: le fonctionnaire, fraichement arrivé de la ville, a le pouvoir de décimer les arbres et de perturber le mode de vie des habitants des forêts. Et si le fonctionnaire a bien l'air chinois, jusqu'aux petites lunettes rondes, les paysans, en

La rencontre de l'Orient et de l'Occident se porte sur tous les fronts. Le texte, d'une naïveté minimaliste, est sur-joué. Son humour tient à son manichéisme.

revanche, ont des apparences très

françaises.

EURÖPE 1

Julien Clerc

BRUNO COQUATRIX

à partir du 2 novembre

Location: 47 42 25 49

Telerama

Sidonic

La mise en scène a d'abord pour objet de saire comprendre au plus grand nombre la musique contemporaine. La partition de Xu Yi comporte un beau travail sur les cordes. Les percussions, plus banalement, soulignent l'apocalypse écologique. L'ensemble instrumental réunit une flute, deux clarinettes, une contrebasse, un violon et un violoncelle. Les percussions se tiennent sur les côtés de la scène. Les instrumentistes, trois filles et cinq garçons, sont en bleu de chauffe et casquette. La musique connaît des moments intenses quand elle pénètre au cœur des mots, quand elle fait surgir le geste. Trop souvent pourtant, elle suit l'action. A moins que ce ne soit l'inverse.

Cet « opéra parlé » revendique sa vocation pédagogique. Jean-Marie Adrien, chef d'orchestre, qui dirige, sur scène, à croupetons, déguisé en enfant sauvage, a mis toute sa force, et celle de son ensemble Prélude, dans cette production : «C'est Daniel Girard de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon qui est à l'origine de cette rencontre musicale. Il saut que la musique contemporaine sasse l'esfort de trouver des publics nouveaux, des jeunes. Le Roi des arbres développe un thème universel, capable de résonances très fortes auprès du public de Strasbourg, très alerté sur les problèmes d'environnement. Les musiciens de Prélude ont un enthousiasme à la hauteur du mien. Ils ont vingt-cinq ans de moyenne d'âge. Impossible d'être plus vieux de peur de ne pouvoir mémoriser les complexités de la musique de Xu Yi!»

DOMINIQUE FRÉTARD

► Le Roi des arbres sera repris le 4 février 1994 au Théâtre municipal d'Auxerre.

## Les enfants de Michèle Reverdy

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Une portée de ouistitis sortant d'un sous-bois : le chœur des minimes escalade les marches du fond de scène, au Palais du Rhin, pour venir chanter Souci sans soucis, de Michèle Reverdy Le concert verra, en matinée, défiler les juniors et les seniors du conservatoire strasbourgeois.

Certains, dont le violoncelliste Renaud Dejardin, sont de vrais pontes en culottes courtes. Des techniques d'attaque insolites. des superpositions rythmiques. des frottements harmoniques du langage de ce siècle, leur plaisir de jouer est sensible. Certains exécuteront ainsi, sérieux comme des papes et précis comme des horlogers, un trio, En terre inconnue, que l'auteur a dédié aux Wanderer. Bien autre chose qu'un travail d'amateurs.

Michèle Reverdy, compositeur français, née en 1943, a succédé au Suisse Klaus Huber dans le rôle de compositeur en résidence au festival Musica. A la demande de la directrice du conservatoire, Marie-Claude Segard, elle a apporté, au début de l'année, une grande brassée de ses partitions pour qu'élèves et professeurs les feuillettent et fassent leur choix : voici une dizaines d'œuvres de Reverdy inscrites, chez les plus grands comme chez les plus petits, au programme de l'année.

Les professeurs prennent le relais. Armand Angster et sa classe de clarinette, les chœurs d'enfants de Florent Stræsser se mobilisent d'entrée. Séances d'analyse en présence du compositeur. Philippe Cambreling. frère de Sylvain, débarque de Chalon-sur- Saône pour faire travailler l'orchestre des étudiants:



Michèle Reverdy : « Ecrire sans se renier »

Les plus jeunes (de huit à douze ans) compositeurs impétrants écrivent une œuvre collective. Michèle Reverdy reçoit enfin la commande d'un Concerto pour deux violoncelles. Il faut compter avec les volontaires : cinq flûtes, quatra saxos, un théorbe, un luth baroque, un cor, une contrebasse... Comme le fait remarquer Michèla Reverdy, «il est très difficile d'écrire dans ces conditions sans se reniers.

C'est ainsi que cette Parisienne a passé environ une semaine par mois dans la métropole alsacienne. Pour ne plus la quitter tout au iono du festival où, sont jouées saize de ses œuvres par les élèves du conservatoire. « Beaucoup n'avaient jamais joué de musique contemporaine, mais, pour eux, aucun problème. Le blocage venait plutôt des professeurs, pour lesquels la théorie vient trop souvent avant la pretique. Dans

deux ans, je renouvellera: l'expérience dans un contexte tout différent : l'université de Dijon.

Auteur d'un opéra de chambre sur le Précepteur, de Jacob Lenz (exécuté naguère à la Biennale de Munich), Michèle Reverdy a en chantier, outre une commande de l'InterContemporain, un autre opéra sur un conte pour enfants de Pascal Quignard, le Nom sur le bout de la langue. Musica est preneur pour 1996. On attend d'autres commanditaires. A bon entendeur...

ANNE REY

Prochains concerts des élèves du conservatoire consacrés à Michèle Reverdy : Œuvres de chambre, dimanche 26 septembre, 11 heures, Palais du Rhin; Œuvres pour orchestre, samedi 2 octobre. heures, auditorium France 3 Alsace, Tél.: 88-21-02-02.

JEAN-MICHEL JARRE devant le palois de Versailles

## Le bruit du silence

Du son, des lumières, des dizaines de milliers de spectateurs, pas de musique

Avec cette tournée, Jean-Michel Jarre s'est lancé dans une opération extrêmement périlleuse. Jusqu'ici, en France, il suffisait de descendre dans la rue pour assister à l'un de ses concerts. Depuis le début d'Europe en concert, il faut payer. 160 francs (droits de location en sus) pour le spectacle proposé le 24 septembre à Versailles, par exemple. Bien sûr, les specta-teurs ne furent pas aussi nombreux que lors des précédentes appari-tions de Jean-Michel Jarre à Paris et dans la petite couronne, place de la Concorde en 1979 et à la Défense en 1990. Mais quand même : le commandant de l'une des compagnies de CRS mobilisées estimait la foule qui avait pénétré à l'intérieur de l'enceinte ménagée sur la Place d'armes et avenue de Paris à 60 000 personnes, les orga-

nisateurs à 70 000. Il fallait y ajouter les milliers de badauds, rassemblés aux alentours du concert, qui se hissaient sur la pointe des pieds pour voir par-dessus les paravents de plastique gris soncé masquant une partie du spectacle à ceux qui n'avaient pas voulu - ou pu -

Puissamment soutenu par un partenaire industriel (un fabricant suisse de montres en plastique) omniprésent sur la Place d'armes, Jean-Michel Jarre a donc réuni autant de monde (à une ou deux dizaines de milliers de têtes près) que Michael Jackson ou Genesis, qui s'étaient produits à l'Hippo-drome de Vincennes. Jean-Michel Jarre, lui, malgré les réticences des autorités, voulait Versailles. Vendredi soir, on se demandait pourquoi. De grands écrans verticaux,

destinés à recevoir les projections lumineuses, occultaient entièrement le château, visible seulement de la tribune réservée aux invités, placée dans la cour des Petites Ecuries. Du parterre, on ne voyait que la scène, les écrans, on aurait pu être sur n'importe quelle grandplace. Enfin, presque, puisque Jean-Michel Jarre fit part de son plaisir à jouer si près de chez lui. Si près que, le matin, il était « venu à pied » au travail.

Au fait, c'est quoi, le travail de Jean-Michel Jarre? D'abord, prendre de la place. Dès les gares parisiennes, dans les rues de Versailles, tout ne fonctionnait plus que pour le concert de Jean-Michel Jarre. Mais cette formidable irruption dans la vie d'une ville n'a rien à voir avec les invasions barbares que déclenchent les concerts de

rock. Les policiers, le service d'ordre, les spectateurs sont détendus. lls ont le sentiment de participer à un événement considérable, mais ils se refusent à le rendre encore plus considérable par d'éventuels débordements.

Au bout du chemin, l'homme qui les a rassembles leur propose une soirée diapositives avec musique d'ambiance. En 1976, avec Oxygène, Jean-Michel Jarre imaginait une musique décorative, expressément faite pour les autoradios. L'idée, pour cet homme issu du sérail contemporain, était d'effacer les ruptures, tout en utilisant quelques trucs empruntés aux aventures expérimentales.

> Soirée diapositives

Grâce à cette méthode, il y a 17 ans, la musique de Jean-Michel Jarre gardait les apparences de la modernité. Pour n'avoir pas bougé, elle a pris aujourd'hui une patine désuète, encore accentuée par le goût immodéré du compositeur pour les mélodies faciles. La musique de Jean-Michel Jarre n'exprime rien. Opend en composite la musique de Jean-Michel Jarre n'exprime rien. prime rien. Quand on en monte le volume, comme c'était le cas à Versailles, elle se fait oppressante, comme si le papier peint d'une pièce décidait d'occuper l'espace qu'il est censé délimiter.

A propos de papier peint, un mot sur les les images qui vont avec les thèmes musicaux. Ce sont des collages fixes, projetés sur les écrans, des figures dessinées au laser, rien qui ne porte à conséquence heureusement. Car le seul moment pénible du concert est venu lorsque Jean-Michel Jarre a dédie Rendez-vous 2, un thème anodin accompagné de photos d'enfants juifs prises par les nazis, « aux ensants victimes de l'intolèrances. On a soudain été pris d'une forte envie de papier peint.

THOMAS SOTINEL ▶ Le 29 septembre. à Saint-Jacques-de-Compostelle; le 2 octobre, à Madrid; le 6 octobre, à Barcelone; le 12 octobre, à

# JOHN MALKOVICH -MEILLEURS FILMS DE L'A "SUSPENSE, ACTION, DIALOCHES BENLANTE LASTWOOD EN GRANDS FORMS, MAJKOVEC

DEUX GEANTS POUR UNE HISTORIE UN BETE

"ETINCELANT DE BRIO... LIFE DUO GRAPHONCE

Les «supplémentaires» de la Bastille Episode sans précédent pour riens avec lesquels il venait de

la première, vendredi 24 septembre, du Vaisseau fantôme de Wagner à l'Opéra-Bastille. Le chœur des marins fantômes n'a pas, au troisième acte, été chanté par les seuls choristes de la maison. Six ténors étrangers, tous membres occasionnels des chœurs de Bayreuth, ont été engagés pour cette première représentation. La veille, au cours de la repetition générale, Myung- hun Chung s'était brutalement avisé que cet ensemble lles choristes le chantent cachés) était inaudible de la salle. On tents de sonoriser avec des micros les chanteurs concernés. Puis le chef coréen eut l'idée, comme cela se faisait autrefois. de les placer dans la fosse et de les munir de porte-voix. Effet manqué, dans les deux cas.

Chung venait de diriger le Valsseau fantôme à Florence, II envisagea, alors, d'affréter un avion pour faire venir dans la journée six des choristes wagné-

travailler. Le code du travail interdit évidemment à l'Opéra de Paris que quelqu'artiste du chœur que ce soit ait accès au plateau sans avoir passé un concours ou une audition devent ses pairs. Les « supplémentaires » de M. Chung se présentèrent pourtant, une heure avant le début de la représentation. Les troupes de la maison tentèrent par la force de les empêcher de passer. Mais le temps pressait. Le rideau ne se leva qu'avec une dizaine de minutes de retard . Les Hollandais fantômes chantèrent su troisième acte avec la puissance souhaitée. De nouveaux essais de sonorisation vont être réalisés pour les repré-

Pour un soir, M. Chung avait gagné. Non sans avoir néanmoins considérablement humilié les membres de son chœur régulier. En viendra-t-on de la sorte à l' « assister » par des musiciens russes pour la production de

sentations ultérieures:

Khovantchina au printemps? Ne serait-il pas préférable de prévoir un nombre suffisant de répétitions pour des ouvrages en lanque originale? Le chœur de l'Opéra emploie, actuellement, à plein temps une quinzaine de supplémentaires réguliers. La rémunération mensuelle, en honoraires, est de 11 000 F. nets en moyenne. Il semble que les retraités continuent à être employés comme occasionnels.

Jean-Marie Blanchard, administrateur de la Bastille, s'est dit formellement opposé à ces pratiques, trouvant désormais préférable de e rajeunir le chœur en engageant de jeunes chanteurs s. Pour en revenir au Vaisseau fantôme, l'engagement pour un soir des « supplémentaires » étrangers n'aurait coûté que 20 000 francs, voyage compris. Myung Yung Chun était déterminé à les sortir de sa poche. Mais la Bastille paiera, comme à l'accoutumée.

A, R,

## CULTURE

PATRIMOINE ats de Michèle Reven

## Un mausolée pour la Vendée

L'inauguration du mémorial des Lucs-sur-Boulogne

LES LUCS-SUR-BOULOGNE (VENDÉE)

de notre envoyé spécial C'est un aérolithe tombé de la planète des morts, un caveau, un mastaba implanté en plein bocage vendéen. La peau grise du parallé-lépipéde minéral se ressète dans l'eau de la rivière : celle-ci court le long d'une haute barre boisée qui serme l'horizon. Avant de pénétrer à l'intérieur de ce monument funèbre, il faut franchir une porte en caillebotis qui s'ouvre entre deux masses cubiques, descendre un sentier en pente, et emprunter une passerelle où figurent les effigies de quelques héros méconnus de la révolte vendéenne.

Car ce lieu de mémoire, qui devait être inauguré, samedi 25 septembre, en présence

d'Alexandre Soljenitsyne (le Monde du 25 septembre), est là pour témoigner, 200 ans après, d'une guerre civile particulièrement atroce. Exalter les victimes et stigmatiser les bourreaux? N'est-ce pas ce que laissent prévoir les oriflammes blanc et rouge, frappées du double cœur surmonté d'une croix, qui ponctuent le chemin qui mène au mausolée des Lucs-sur-Boulogne? N'est-ce pas dans ce village que, le 28 février et le 1º mars 1794, plus de cinq cents habitants auraient été massacrés par l'une des « colonnes infernales » du générien renier de l'histoire vendéenne.

Surprise : si le conseil général et son président. Philippe de Villiers (UDF-PR), blanc parmi les blanes, ont réuss à faire débloquer 10 millions de francs pour faire construire en un temps-record (six

ral Turreau (1)?

mois) un monument pour le bicentenaire du soulèvement, il ne s'agit pourtant pas d'une chapelle expiatoire. Est-ce la sensibilité «œcuménique» de Christine de Vichet et de Philippe Noir (agence Itiné-rance, Paris), qui ont piloté le pro-jet, ou les effets des conseils dis-pensés par le critique et romancier Michel Ragon? Toujours est-il que le travail minimaliste des architectes, dilatant l'espace et le temps, tend à dépassionner le débat et à élargir implicitement l'émotion à toutes les victimes des guerres civiles, passées et présentes - sans

> Des dizaines de pierres levées

Le bâtiment est aveugle. Sa forme est compacte, voire fruste, et d'un ascétisme qui frise l'acadé-

misme. L'aménagement intérieur est plus heureux. Ses concepteurs ont joué de la simplicité des formes, de la justesse des matériaux utilisés, d'une scenographie et d'un éclairage qui ne dramatisent pas trop. Quelques objets symboliques (ostensoir en carton, cœurs vendéens, faux retournées) évoquent l'histoire. L'intervention de plasticiens, comme celle du sculpteur Jacky Besson, s'intègre parfaitement dans le parcours. Dont l'un des temps forts est une sorte de crypte, boîte dans la boîte. avec un sol occupé par des dizaines de pierres levées, stèles à la mémoires des victimes inconnues. Il s'achève sur un beau mur «calciné » de Pierre Culot. A travers une faille, on apercoit une coulée de végétation qui escalade la barre abrupte, jusqu'au ciel. Seule la musique, inutilement expressive,

apporte une fausse note dans cette

traversée du temps.

Tout oppose, en effet, le mêmorial des Lucs-sur-Boulogne, aux cérémonies qui, depuis dix-huit ans, sont organisées à quelques kilomètres de là, au Puy-du-Fou. Peut-être l'auteur du Pavillon des cancéreux mesurera-t-il la distance qui sépare une célébration austère du fracas d'un bruyant spectacle comme celui auquel il a assisté le vendredi 24 septembre dans la soiree. Peut-etre, aussi, réfléchira-t-il au destin du général Turreau? L'inventeur des « colonnes infernales» poursuivit sa carrière sous l'Empire, qu'il représenta aux Etats-Unis. La Restauration le vit consul en Italie et le fit chevalier de Saint-Louis. Quant au roi Louis-Philippe, il sit graver son nom sur les parois de l'Arc de triomphe, à Paris. Parmi ceux des

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le déroulement de l'épisode, sinon le nombre des victimes, est aujourd'hui discuté par certains chercheurs (le Monde du 25 septembre).

gėnėraux vainqueurs.

## COMMUNICATION Conséquence de la liquidation de Telpresse

## Valmonde rachète « le Journal des finances » et Le Revenu français acquiert «Epargner»

Le tribunal de commerce de candidat, cet été, au rachat du Paris s'est prononcé, mardi 21 sep-tembre, au cours d'une audience publique, sur la reprise de deux titres de l'ancien groupe Telpresse, de Renè Tendron, mis en redressement judiciaire (le Monde du 15 juin), le Journal des Finances et Epargner. L'hebdomadaire le Journal des finances (55 000 exemplaires dont deux tiers d'abonnés selon son ancien éditeur) a été selon son ancien éditeur) a été racheté par la société Valmonde, qui édite notamment l'hebdomadaire Valeurs actuelles.

Valmonde est une filiale à 51 % de la Fimalac, société d'investissement de Marc Ladreit de la Charrière, qui contrôle les éditions Masson et Belfond ainsi que la

L'ancien PDG du Journal des sinances, Pierre Doménech, a été nommé directeur général. Le nouveau propriétaire, Valmonde, s'est engagé à conserver la totalité des trente-huit emplois et à injecter progressivement 30,2 millions de francs dans le titre.

Le mensuel Epargner a été cédé au groupe Le Revenu français, de Robert Monteux (le Revenu français, Air et cosmos, etc.), qui fut

Paris a procédé, d'autre part, à la liquidation des autres filiales de Telpresse: Telpresse SARL, Telpresse Club, les éditions Radio-TVentreprises, l'agence culturelle de presse et de télévisions ACP-Tel et la Société européenne d'investissements et de communication. L'Agence centrale de Presse-Communication (ACP-C), un des îleurons de Telpresse, avait déjà été mise en liquidation cet été par le

tribunal de commerce de Marseille,

où l'agence a son siège.

groupe Desfossés-International (la

Tribune-Desjosses, l'Agefil, et qui

s'apprête à publier un nouveau

journal économique, le Revenu

français hebdo. Selon différentes

sources, Epargner, qui devrait

bénéficier d'un apport en comptes

courants de 1,5 millions de francs

et conserver quatre des sept sala-

riés, pourrait être fondu dans le

Le tribunal de commerce de

Revenu français.

Y .- ML L.

🗅 Nouvel appel à la grève à la 🗎 L'affaire du prétendu plagiat du SFP. - Après leur journée de «Château des Oliviers». - Le juge grève, jeudi 23 septembre, les syndicats de la Société française de resusé, vendredi 24 septembre, de production (SFP) ont appelé, vendredi 24 septembre, à un nouvel scénario du Château des Oliviers, arrêt de travail lundi 27. Ces | seuilleton estival de France 2 coprogrèves sont destinées à protester duit par Hamster, que Michèle de contre la privatisation de la SFP, a annonce la CGT, syndicat majoritaire dans l'entreprise. Une assemblee genérale du personnel doit avoir lieu, le 27 septembre, à 10 heures, aux Buttes-Chaumont à Paris, le siège de la SFP avant son transfert à Bry-sur-Marne. Les seront examinées. Les syndicats

des référés du tribunal de Paris a nommer un expert pour comparer le Jais estime être une contrefaçon de son œuvre, Feudal (le Monde du 15 septembre). En faisant remarquer que «si l'expertise est un mode d'information du tribunal sur une question technique qu'il n'a pas la capacité d'apprécier, en aucun cas elle ne peut conduire à délèguer à l'expert le soin pour les parties de justifier leur premier vice-président du tribunal, a estimé qu'il revient à Mª de Jais d'analyser les textes a pour en faire ressortir les éléments constitutifs de la contrefaçon qu'elle allègue v.

### «initiatives nècessaires pour faire valoir les intérêts des personnels » demande». Françoise Ramoss.

doivent être reçus le même jour, à leur demande, par le chef de cabinet du ministre de la communication, Alain Carignon.

THÉATRE

LE DÎNER DE CONS au Théatre des Variétés à Paris

## Un bon repas

Une comédie de Francis Veber assurée du succès

Une liberté de fantaisie, un sourire rapide, un don des hasards abracadabrants mais qui retombent, légers comme tout, sur leurs pattes, un chic raffiné à froler, en les déguisant un peu, des émotions foncières, et puis, tout betement. une classe innée des dialogues simples et l'aisance sans chichis de la caméra, ont conduit Francis Veber à signer des films «comiques» d'une qualité assez rare. Le Jouet, en particulier, et la trilogie la Chèvre, les Compères, les Fugitifs ont détendu, requinque, sans bêtise ni banalité, un monde fou, grâce aussi à cette chance que deux grands acteurs. Depardieu et Pierre Richard, se soient trouvés a d'intelligence » avec les humeurs de Veber. Une fine équipe, un gang de choc, trois oiseaux rares.

Francis Veber, revenu au théâtre (il avait donné deux pièces, l'Enlèrement et le Contrat), signe à présent une comédie, le Diner de cons (ce titre n'est peut-être pas génial). jouée cette fois par trois autres farceurs: Jacques Villeret, Claude Brasseur, Gérard Hernandez. Mise en scène vigoureuse de Pierre

Le schéma : des copains ont pris l'habitude d'inviter à diner, de temps en temps, un zig particuliè-rement débile, qu'ils ont déniché par hasard, dans un train, au café. histoire de passer une virée de fous rires à se payer su tronche.

maison d'édition, invite donc Jacques Villeret, employé à la direction des impôts. L'idée de Veber est de faire apparaître, de gaffe en bévue, que le «con» est un homme aimable, bon pain bon cœur, maladroit mais pas bête, et que les copains inviteurs de « cons » sont des sales bêtes, méchantes, bornées. Un troisième compère, percepteur plus pervers que nature, joué par Gérard Hernandez, fait peur. Autres fins artistes: Bunny Godillot, Cécile Pallas, Michel Robbe, Philippe Brigaud.

Cette pièce de Francis Veber est un peu plus grosse que ses films. Elle est très drole, souvent, Succès garanti, pour des mois et des mois. Un assez gros ennui tout de même: Claude Brasseur trouve cette pièce si irrésistible, il trouve Villeret si tordant, qu'au lieu de tenir son rôle il est oblige, tout le temps, de nous tourner le dos, de se plier en quatre, de se cacher sous un canapé, pour ne pas montrer qu'il étouffe de rire, qu'il est en larmes. Comme nous pouvons plus en plus drôle, c'est mal parti.

MICHEL COURNOT ► Théâtre des variétés, 7, bou-levard Montmartre, 75002 Paris. Tél.: 42-33-09-92.

L'UN DES MEILLEURS FILMS DE L'ANNÉE

"Suspense, action, dialogues brillants.

EASTWOOD EN GRANDE FORME, MALKOVICH ÉPATANT."

"DEUX GÉANTS POUR UNE HISTOIRE EN BÉTON." LE POINT

ETINCELANT DE BRIO... UN DUO GRANDIOSE FRANCE SOIR

CLINT EASTWOOD

FIGARO MAGAZINE

JOHN MALKOVICH . RENE RUSSO

au Montparnasse C'est du théâtre «cool», sans

**PASSIONS SECRÈTES** 

conflits, sans gestes marques, sans une voix plus haute qu'une autre. Du théâtre-album-de-famille. Six portraits. Un papa professeur (Pierre Vaneck) qui écrit livre sur livre comme font des professeurs, mais là, il trainasse. Son fils Edmond (Alex Descas), claveciniste, organiste, plongé dans ses partitions. L'épouse d'Edmond (Catherine Froi), psychanalyste, pas trop sûre d'aider autrui. L'autre fils du professeur (Stéphane Freiss), le mouton noir de la famille oui gagne sa vie au poker. Enfin, une jeune femme danoise (Clotilde de Bayser), qui s'est attachée au vieux professeur, et qui ici s'ennuie nous sommes au bord de la mer. une villa en plein bled. Echanges brefs. Quelques

moments de détente. Quelques autres de susceptibilité. Diderot disait que, parfois, les comédiens jouaient si bien qu'il ne savait pas si la pièce existait, oui ou non. Là, il semble bien que la pièce de Jacques-Pierre Amette, Passions secrètes, n'existe que très peu, quoique les acteurs soient bons, même très bons. C'est l'œuvre de leur chef d'équipe : Patrice Kerbrat. De mise en scène en mise en scène, il montre une compréhension très profonde de chaque actrice, de chaque acteur, et craindre que Villeret devienne de | il les conduit à donner leur meilleur.

Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaîté. Métro Edgar-Quinet, Gaîté, Montpar-nasse. Du mardi au vendredi à Bourse. Du mardi au samedi à 21 heures. Samedi 18 heures et 20 h 30. Matinées le samedi à 21 h 15. Dimanche 15 h 30. 17 heures, le dimanche à 15 heures. De 50 F à 285 F. 230 F. Rozon et Coullier présentent



AU PALAIS DES CONGRÉS DU 28 OCTOBRE AU 21 NOVEMBRE





LOCATION PAR TEL 40 68 00 05 ET MINITEL 3615 PALAIS

AND METABLE

-

PROPERTY.

Manager 24

A PARTY PROPERTY

THE CHILDREN

a ex princip

Mark We His

THE FAMILY I

A CONTRACTOR

- 1 4 Acres

-

MEGNY. # 14

BANKA BANKA BANKA

MATERIAL STREET

THE THE WAR

with transfer

-

THE SHOP OF

I BERE Brief

Sa Part Wat 1

神神 计字码

· 我们我们的会一! 15

中国的中华中 田寺 古山

· 新安林 梅

The state of the state of

क्रमेन के क्रमें

ANT HEW A

Mile Sugar

CAPATANAN -

MARKET TO THE TOTAL OF THE PARKET

STREET, WILLIAM STREET

Morents Mary

AND FACTOR OF LAND

ど 連動 銀州県 はいぎ マ

Actionist fall, and graphen a

THE PARTY OF THE P

ruit du silence

THE PARTY OF THE PARTY.

**学学者的第一学者是** 1995年 1995年

कुर प्राथम के निर्माण के विकास के विकास के किया है।

emenes é hotel a

ENERGY THEFT IS TO SEE

Miles with the second in

(48-06-36-02). L'Eloge de la folie : 18 h ATELIER (46-06-49-24). Le Mai court : 15 h 30 et 21 h. BASTILLE (43-57-42-14). Les Droies 19 h 30, dim. 15 h 30. La Tranche :

21 h, dim. 17 h. BATEAU-THÉATRE LA MARE AU **DIABLE-RIVE GAUCHE (40-48-90-72).** Un + un + un, Pour en finir avec la dualité : 19 h. Le Roman d'un tricheur : 21 h, dim. 17 h.Dim. Les Figures

BERRY-2EBRE (43-57-51-55). Kif-Kif l'artriste, de Rachid de La Courneuve : 21 h.Dim. Les Champetres de jois 20h30. **BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).** 

Les Monstres sacrés: 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h 30. BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53), Las Boulingrin; l'Affaire de la rue de Lourcine : 21 h. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappeurs: 20 h 15. Pot ripoux:

CARTOUCHERIE-EPÉE DE BOIS (43-74-20-21). Le Roi et le Grand-Père : 20 h 30, dim. 16 h. Cartoucherie-Théatre de la TEMPETE (43-28-36-36). Salle 1. Munich-Athènes: 20 h 30, dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frares? Et ta

sœur...: 21 h. dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (44-78-13-15). Petite selle. La Nuit juste avant les forêts : 21 h, dim. 17 h, CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Quoi de neuf? Sache Guitry : 23 h 30, dim. 17 h 30.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Ne réveillez pas Cécile... Elle est amoureuse: 21 h, dim. 16 h 30. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 18 h et 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).** Voltaire-Rousseau: 19 h et 21 h 30. dim. 15 h. COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Antigone: 20 h 30.Dim. Le Faiseur : 20h30. Le Prix

Martin: 14h. CONSERVATOIRE NATIONAL SUPE-RIEUR D'ART DRAMATIQUE (42-46-12-91). La Cagnotte : 18 h. Un paysage sur la tombe : 21 h. CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE (47-00-19-31). Le Cid: 20 h 30, dim. 17 h 30. Dim. La Let-

DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange :-21 ft, dim. 15 h 30. **DEUX ANES (46-06-10-26). Le Cercle** des P.S. disparus : 21 h. dim. 15 h 30. DUNOIS (45-84-72-00), La vie amoureuse mais digne de mister Boones 20 h 30. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Durant avec un T : 21 h,

dim. 15 h. ESPACE PARIS-PLAINE (40-43-01-82), Qual Quest: 20 h 30, FACULTÉ DE JUSSIEU (). La Double Inconstance: 20 h 30. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves: 15 h 30 et 20 h 45. GAITÉ-MONTPARNASSE

(43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend: 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-46-04). La Lagune de Coyuca : 20 h 30, dim. 17 h 30. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Vent

de folie: 20 h 15. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Un jubilé et les Méfaits du tabac : 19 h. Le jour où la pluie viendra : 20 h 30. Les Dactylos : 22 h. HÉBERTOT (43-87-23-23). La Volupté de l'honneur : 18 h et 21 h, dim. 15 h. HUCHETTE (43-26-38-99). Demandez la chanson du film: 16 h et 21 h 30. La Cantatrice cheuve: 19 h 30. La Lecon:

L'EUROPÉEN (43-87-29-89). Anne Roumanoff: 20 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Temps contre temps: 20 h 30, dim. 15 h. LAVOIR MODERNE PARISIEN-PRO-CREART (42-52-09-14). Y's T'une Mouche Sur L'mur (légèrement ivre) : 21 h, dim. 17 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45. Eté 86 chez les Pujols : 20 h. La Femme rompue : 21 h 30. Théâtre rouge, Simone Weil 1909-1943: 18 h 30. Anna Magnani, le temps d'une messe : 20 h. Le Quadra : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). Le Cardinel d'Espagne : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Antonio Berracano : 21 h. MARIE-STUART (45-08-17-80). Je me tiens devam toi rue: 20 h 30. MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme fecile : 21 h, dim. 15 h.

Le Monde

DES LIVRES LE PLAISIR

DE LIRE

Chaque jeudi dans le Monde daté vendredi

*-* .- ·

MATHURINS (42-65-90-00). En attendant les boaufs : 20 h 30, dim. 15 h. MICHEL (42-65-35-02). Bosing Bosing! : 21 h 15, dan. 15 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Les

Palmes de M. Schutz : 17 h et 20 h 30. dira. 16 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Passions secrètes : 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD

(43-31-11-99). La Maitresse : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une clocks en or : 18 h et 21 h. dim. 15 h. OLYMPIA (47-42-25-49). Smain Compit": 20 h 30, dim. 17 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE

SALLE) (42-02-27-17). Patrick Timent : PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30. PETIT THEATRE DE PARIS

(42-80-01-81), Le Visiteur : 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 18 h et 21 h, dim. SAINT-MARTIN PORTE

(42-08-00-32). Knock: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKES-PEARE (42-27-39-54). Embrassonsnous, Folleville!: 15 h et 18 h 30. Le Voyage de M. Parrichon: 16 h 30 et 20 h 30\_ RANELAGH (42-88-64-44)\_Messieurs

les ronds-de-cuir : 18 h 30. dim.

20 h 30, Backswing : 20 h 30, dim. 17 h. Improvizationd: 22 h. 'SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Les Désarrois de Gilda Rumeur : 18 h et 20 h 45, dim. 15 h. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Allais nous plaît: 20 h 30. Le Défunt; Edouard et Agrippine : 22 h. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). Le Parfum de Jeannette : 20 h 30. dim. 15 h.

THEATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Les innocentines: 20 h 30, dim. 17 h. THEATRE CLAVEL (46-34-23-11). Café noir? Improvisél: 20 h 30, dim.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Mamani : 20 h 30. Starmaniac: 22 h. .THEATRE D'EDGAR (42-79-97-97). Copines sauvages : 20 h 30. Union libre : 22 h. THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Le Fils naturel : 20 h 30, dim. 15 h. THEATRE GREVIN (42-46-84-47). Laurent Spielvogel: 20 h 30\_ THÉATRE LUCIEN-PAYE

(48-05-00-55). Escurial: 21 h, dim. THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arène. L'oiseau n'a plus d'ailes : 20 h 30, dim. 15 h. Lèbas, demein: 22 h 30, dim. 17 h. Bella de Mei. Mollère: 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Toufu ramdam : 22 h,

dim. 20 h 30. THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). C'est la dernière fois que je reviens sur Terre: 21 h. Help I Le Chippendale ou l'homme de leur vie : 22 h 30.

THEATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60). Tombé des nues : 20 h 30, dim. 15 h 30. THEATRE MONTORQUEIL (42-36-38-56). Cinq minutes pas plus : 20 h. Le Retour de M. Leguen : 21 h 30. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémler. Un couple ordinaire ; 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-

LINE (43-66-43-60). Petite saile. Las Prodiges: 21 h, dim. 16 h. THÉĂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-36-36). Orlando : 20 h 30, dim. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Les Déments se déchainent : 19 h. Phà-

dra: 19 h 45. THÉATRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-96). Souvent je ris la nuit : 20 h 30, dim. 17 h. THEATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). On va faire la cocotte Le KWTZ; Une paire de giflesi 20 h 30, dim. 15 h. TOURTOUR (48-87-82-48).Dim. La Nuit et le Moment : 14h. 20 h 30.

Tremplin-théatre des trois-FRERES (42-54-91-00). Marie l'Incurie : TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Les Acrobates : 21 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Dinar des cons: 17 h et 21 h, dim. 15 h.

REGION PARISIENNE CHAMPIGNY-SUR-MARNE (L'ÉTOILE DES MERS] (49-83-82-32). L'Extravagante Aventure de l'étoile des mers : 21 h 30, dim, 14 h 30, **.CROISSY-SUR-SEINE (LE JARDIN DE** LA CHAPELLE SAINT- (). Le Jeu de don Cristobal; Chimère: 20 h 30, dim. FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JAC-QUES-BREL) (48-75-44-88). Amoval et Buffo : 20 h 30. GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-28-30). Threepenny Lear: 20 h 30, dim. 17 h. LE KREMLIN-BICETRE (ECAM) (49-60-69-42). Jean-Marie Bigard :

TRETEAUX DE FRANCE (48-02-70-40). L'Aiglon : 20 h 30, SAINT-DENIS (THÉATRE GERARD-PHILIPE) (42-43-17-17). Salle Roger Blin. La vie au-dessus et au-dessous des mile mètres : 20 h 30, dim. 17 h. VILLE-D'AVRAY (LE COLOMBIER) (47-50-37-50). Le Mariage : 20 h 45.

## CINÉMA

### LES FILMS NOUVEAUX

FAUSTO, Film français de Rémy Duchemin: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Espace Szint-Michel, 5-(44-07-20-49) : George V, 8- (45-62-41-46 : 36-65-70-741 : Saint-Lavare-Pasquier, 8- (43-87-35-43; 36-65-71-88); Gaumont Opéra Français. 9-(36-68-75-55) : Gaumont Grand Ecron Italia, 13- (36-68-75-55); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). LA FRONTERA. Film chilien de Ricardo Larrain, v.o.: Latina, 4- (42-78-47-86); Utopia, 5- (43-26-84-65); L'Entrepôt, 14- (45-43-

41-63}.

LA NAISSANCE DE L'AMOUR. Film français de Philippe Garrel: Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Besuregard, 6- (42-22-87-23). POISSON-LUNE. Film français de Bertrand Van Effenterre: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (36-68-75-55): Gaumont Opéra Français, 9-(36-68-75-55) : Gaumont Alésia, 14-(36-68-75-55); Sienvende Montpar-

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

nasse, 15- (36-65-70-38).

(47-04-24-24) SAMEDI Intégrale Sacha Guitry : le Roman d'un tricheur (1936), de Sacha Guitry, 16 h 30 : 1429-1942 De Jeanne d'Arc à Philippe Pétain (1943-1944), de Sacha Guitry, le Destin fabuleux de Désirée Clary (1941), de Sacha Guitry, 20 h.

DIMANCHE Intégrale Sacha Guitry : le Comédien (1947), de Sache Guitry, 16 h 30; Aux deux colombas (1949), de Sacha Guitry, 19 h : le Disble boiteux (1948), de Sacha Guirry, 21 h.

CENTRE **GEORGES-POMPIDOU** 

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma arménien : le Chien ple courant le long de la mer (1990, v.o. s.t.f.), de Karen Guevorkian, 14 h 30 ; la Chenson du premier amour (1958, v.o. s.t.f.). de Laerte Vagharchian et Jouri Yerzinkian, 17 h 30; Nous sommes nos montagnes (1970, v.o. s.t.f.), de Henrik Malian, 20 h 30.

Le Cinéma arménien : Visions (1992. v.o. s.t.f.), de Garine Torossian, Family Viewing (1987, v.o. s.t.f.), d'Atom Egoyan, 14 h 30; Avetik (1992, v.o. s.t.f.), de Don Askarian, 17 h 30; Namouss (1925, v.o. s.t.f.), 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie. porte Saint-Eustache. Forum des Halles (40-26-34-30)

Portraits de Paris : Commune de Paris (1951) de R. Menegoz, les Aubes de Paris (1936) de Grigorii Rochal, 14 h 30; Front populaire: Trente-six, c'était aussi... (1970) de Gérard Poitou la Vie est à nous (1936) de Jean Renoir, 16 h 30 ; la Libération ; Paris brûle-t-il? (1966) de René Clément, 18 h 30 : Guerra d'Algéria : Mémoire en blanc (1981) de Denis Levy, le Complot (1973) de René Gainville, 20 h 30.

VENDREDI

Portraita de Paris : l'Amour fidèle : l'Air d'aimer de Dominique Cabréra, Une aussi longue absence (1960) d'Henri Colpi, 14 h 30 : l'Amour rêvé : Pourvu qu'on ait l'ivresse (1958) de Jean-Daniel Pollet, les Bonnes Femmes (1960) de Claude Chebrol, 16 h 30 ; Amour intéressé : les étaient neuf cétibataires (1939) de Sacha Guitry, 18 h 30 ; Amour assassin : Faits divers (1923) de Claude Autant-Lara, Hôtel du Nord (1935) de Marcel Carné, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AKIRA (Jap., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Grand Pavois, 15-(45-54-48-85). ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3. (42-71-52-36); Lucerneire, 8- (45-44-57-34). ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express. [42-33-42-28; 38-65-70-67); Cinoches, 6- (46-33-10-82); George V. 8- (45-62-41-46 ; 36-66-70-74) ; Denfert, 14 (43-21-41-01); Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68). LES ARPENTEURS DE MONTMAR-TRE (Fr.): Europa Panthéon (ex-Reflet Pamhéon), 5- (43-54-15-04)\_ L'AVOCAT DU DIABLE (A., v.o.) Forum Horizon, 1- (45-08-57-57; 36-65-70-83); UGC Oddon, 6-(42-25-10-30; 36-65-70-72); Gaumont Marignan-Concorde, (36-88-75-55); George V, 8-(45-62-41-48; 38-65-70-74); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.; Rex, 2- (42-36-83-93; 36-65-70-23); 21 h.

MAISON-LAFFITE (ANCIENNE EGLISE) (39-70-92-45). La Maison de Bernarda Alba: 20 h 45.

NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (49-31-02-02). Solo: 21 h.

SAINT-CLOUD (CHAPITEAU DES TRETEAUX DE FRANCE) (45-68-20-22) Clichy, 18- (36-68-20-22).

BAD LIEUTENANT (A., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3. (42-71-52-36); Utopia,

BASIC INSTINCT (A., v.o.): Studio Galande, 5. (43-54-72-71; 36-65-72-05); UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50; 36-65-70-76).

5 (43-26-84-85).

م المن العمل

américain de Martin Scorsese, v.o. Gaumont Les Halles, 1- (36-68-75-55); Racine Odéon, 6- (43-26-19-68); UGC Odeon, 8- (42-25-10-30 : 38-65-70-72) : UGC Oction 6- (42-25-10-30 : 36-65-70-72) Gaurnont Champs-Elysées, 8- (43-59-04-67); Max Linder Panorama, 9-[48-24-88-88] ; La Bastille, 11- [43-07-48-60]; Escurial, 13- (47-07-28-04): Gaumont Pamassa, 14- [36-68-75-55); 14 Juillet Besugrenelle, 15. (45-75-79-79) : Gaumont Kinopanorama, 15. [43-08-50-50; 36-68-75-55) : UGC Maillot, 17- (40-68-00-16; 36-65-70-61); v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31:36-65-70-18); Les Nation, 12-(43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastilla, 12. (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Gobalins. 13- (36-68-75-55); Gaumont Alásia, 14-(36-68-75-55) : Montpamasse, 14-[36-68-75-55); Gaumont Convention, 15- (36-68-75-55); Pathé Wepler II. 18, (36-68-20-22).

LE TEMPS DE L'INNOCENCE. Fam

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26; 38-65-70-67); Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-65); UGC Danton, 6- (42-25-10-30; 36-65-70-68); UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94; 36-85-70-73); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50; 36-65-70-761. BEIGNETS DE TOMATES VERTES

UGC Triomphe, 8º {45-74-93-50; 36-65-70-76). BENNY & JOON (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48 : 36-65-70-74). BLADE RUNNER-VERSION INEDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36) : Grand Pavois, 15.

(A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82);

(45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68). BOXING HELENA (A., v.f.) : Montparmasse, 14- (36-68-75-55). (Bel.): Utopia, 5- (43-26-84-65).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) Lucemaire, B- (45-44-57-34). DANDY (All., v.o.) : Accarone, 5-(46-33-88-86). DANS LA LIGNE DE MIRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- 145-08-57-57

36-65-70-83); Gaumont Opéra Impérial, 2- (36-68-75-55); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-93); Gairmont Hautefeuille. 6- (36-68-75-55) : Gaumont Marignan-Concords, 8: (36-68-75-55); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40; 36-65-70-81) 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79); UGC Maillot, 17-Rex. 2. (42-36-83-93 : 36-65-70-23) : UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31 : 38-65-70-18) : UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-59) 38-65-70-84); Gaumont Gobelins, 134 (36-65-70-39); Mistral, (36-65-70-41); UGC Convention, 15.

(36-68-75-55); Miramar, 14-(45-74-93-40: 36-65-70-47): Pathé Wepler II, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, 20. (46-36-10-96 36-65-71-44). DRACULA (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). L'ENFANT LION (Fr.): Forum Orient Express, 1 42-33-42-26: 36-65-70-67); UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94; 36-65-70-14); George V, 8• (45-82-41-48 ; 36-65-70-74) UGC Opéra. 9. (45-74-95-40 36-65-70-44); Denfert, 14-(43-21-41-01); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). LES EPICES DE LA PASSION (Mex., 'v.o.) : Lucamaire, 6- (45-44-57-34). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38); Lucernaire, 6.

(45-44-57-34). LA FIRME (A., v.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57; 36-65-70-83); Gaumont Hautefeuille, 8- (36-68-75-55) UGC Danton, 6. (42-25-10-30 36-65-70-68); La Pagode, 7: (47-05-12-15; 36-68-75-55); Gaumont Marignan-Concorde, 8. (38-68-75-55); UGC Normandie, 8-(45-63-16-16; 38-65-70-82); UGC, Opera, 9º (45-74-95-40; 38-65-70-44); La Bastille, 119 (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins, 13 (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20); 14 Juillet Beaugranelle, 15. (45-75-79-79) : UGC Maillot, 17. [40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. Rex, 2• (42-36-83-93 ; 38-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94; 36-65-70-14); Saint-Lazara-Pasquier, 8-(43-87-35-43; 36-65-71-88); Paramount Opéra, 9. (47-42-56-31; 36-65-70-18); Les Nation, 12\* (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 38-65-70-84); UGC Gobelins, 13. (45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistral, 14-(36-65-70-41); Montparnasse, 14-(36-68-75-55); UGC Convention, 15-(45-74-93-40; 36-65-70-47); Pathé

Wepler, 18 (36-68-20-22); La Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44). LE FUGITIF (A., v.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57; 36-65-70-83); Gaumont Opera, 2\* (36-68-75-55); Gaumont Hautefaullie, 6\* (36-68-75-55); UGC Odéon, 8\* (42-25-10-30; 36-65-70-72); Gaumont Marignan-Concorde, 8\* (36-68-75-55); George V, 8\* (45-82-41-46; 38-65-70-74); UGC Normandie, 8\* (45-63-16-16; 36-65-70-82); Gaumont Gabatian bit 36-65-70-82); Gaumont Gobelins bis, 13- (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugre-

nelle, 15- (45-75-79-79); UGC Medici, 17- (40-68-00-16; 36-65-70-61), v.f.; Rex. 2- (42-36-83-93 : 36-85-70-23) UGC Montpernasse, 6- (45-74-84-94 38-85-70-14); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31; 36-65-70-18); Les 12- (43-43-04-67 36-85-71-33) : UGC Lyon Bastille. 12-(43-43-01-59 : 36-65-70-84) : UGC 13- (45-61-94-85 Gobelins. 36-65-70-45) : Gaumont Aldais, 14-(36-68-75-55) ; Montpamasse, 14-(36-68-75-55) ; Gaumont Convention. 15- (38-88-75-55) : Pathé Clichy. 18-[36-68-20-22]; Le Gamberra, 20

(46-36-10-96 ; 35-65-71-44). HÉLAS POUR MOI melvérico-Fr.) : Ciné ! Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC: TALONS AIGUILLES (Esp., v.c.): Su-Danton, 6- [42-25-10-30; 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6: 38-65-72-05); Denfart, 14: (45-74-94-94; 38-65-70-73): UGC Champs-Elysées, 8- (45-82-20-40) 36-65-70-88); UGC Opéra, 9-(45-74-95-40 : 36-65-70-44) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) : Escuriel, 13-

(47-07-28-04). HENRY V (Brit., v.o.): Ciné Beesbourg. 3. (42-71-52-36); Denfert, 14-(43-21-41-01). L'HOMME SUR LES QUAIS (Fr.-AL-Can., v.o.) : Lucernaire, 6

(45-44-57-34); Le Balzac, 8. **45-61-10-60**). IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6-(48-33-10-82); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85).

JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35); UGC Rotonde. 6. (45-74-94-94: 36-65-70-73); George V, 84 (45-62-41-48 ; 36-65-70-74). JUSTINIEN TROUVÉ OU LE BATARO DE DIEU (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1" (36-68-75-55); Gaumont Opéra, 2-(36-68-75-55) : Rex (le Grand Rex), 2-(42-36-83-93; 36-65-70-23); 14 Juitlet Odéon, 6- (43-25-59-83) : Bretzigne, (8- (38-65-70-37); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08 : 36-68-75-75) Publicis Champs-Elysées, 8 [(47-20-76-23; 36-68-75-55); Gau-

mont Opéra Français. 9- (36-68-75-55) UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59 36-85-70-84); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (36-68-75-55) : Gaumout Alésia, 14 (36-66-75-55); 14 Juillet Beaugranelle, 15- (45-75-79-79) : Gaumont Convention, 15- (38-68-75-55); Pathé Wepler, 18- (38-88-20-22); Le Gam- 115- (45-75-79-79); UGC Convention, betta, 20. (46-36-10-96; 115- (45-74-93-40; 38-65-70-47); **36-65-71-44**). KALIFORNIA (A., v.o.) : Gaumont

Opéra, 2- (36-68-75-55). LAST ACTION HERO (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) 36-65-70-67); UGC Normandia, 8-(45-83-16-16; 36-85-70-82); v.f.: ·Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94 36-65-70-14); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95; 36-65-70-45).

LA LEÇON DE PLANO (Austr., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5. (43-54-51-60) : UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40: 36-65-70-81); Sept Parnassians. 14 (43-20-32-20); Grand Pavois. 15. (45-54-46-85); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Studio 28, 18• (46-06-36-07) : v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2. (36-68-75-55); Les Montparnos, 14º (36-65-70-42). LOUIS. ENFANT ROI (Fr.): Elysées Lincoin, 8. (43-59-36-14). IMEDITERRANEO (t., v.o.) : Forum Horizon, 1" (45-08-57-57;

38-65-70-83); Las Trois Luxembourg. 6- (46-33-97-77 : 36-65-70-43) ; Le Batzac, 8 (45-61-10-60). METISSE (Fr.) : Epés de Bois, 5. (43-37-57-47); 14 Juillet Parnasse, 6-(43-26-58-00) : UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95 ; 36-65-70-45). MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00). MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) Cine Beaubourg, 3- (42-71-52-36)

mages d'ailleurs, 5- (45-87-18-09). LES NUITS FAUVES (Fr.) : UGC Triomphe. 8. (45-74-93-50; 38-85-70-76). L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38); Bienvende Montparnasse, 15: (36-65-70-38). L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg,

3- (42-71-52-36) ; Reflet Médicis I (ex Logos B. 5. (43-64-42-34). ORLANDO (Brit., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3. (42-71-52-36) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). LA PART DES TENÈBRES (A., v.o.) :

UGC Normandie, 8- (45-63-16-16; 36-65-70-82) ; v.f. : Les Montpernos, 14 (36-65-70-42). PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.): 14 Julilet Pamasse, 6- (43-26-58-00); Cinoches, 6- (46-33-10-82); UGC Bistritz, 8. (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

LES PRINCES DE LA VILLE (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) : George V, 8. (45-62-41-48: 36-85-70-74). OIU JU UNE FEMME CHINOISE

(Chin., v.c.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36); Lucernaire, 6: (45-44-57-34). 4 NEW-YORKAISES (A., V.O.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Utopia, 5- (43-26-84-65); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85), RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ;

Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). Si LOIN, SI PROCHE [Ali., v.o.): Gaumont Les Halles, 1- (36-68-75-55); L'Ariequin, 6- (45-44-28-80); Saint-André-des-Arts 1, 6- (43-26-48-18); George V, 8- [45-82-41-46; 36-65-70-74]; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Geumont Pamasse, 14- [36-68-75-56).

SIDEKICKS (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10-(47-70-21-71). LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

SLIVER IA . 9 0 ) Gournors Lee Holes 1- (36-68-75-56); Germant Ambes sade, 8- (43-59-19-08; 35-68-75-75) UGC Brattitz, 8- 145-82-20-40 : 36-85-70-811 . Geomons Opéra Fran-(42-36-83-93 , 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 5- 145-74-84-94 : 36-65-70-14) : Paramount Opéra, 5-(47-42-56-31 , 36-65-70-18) : Geu-mont Gobelins, 13- (36-68-75-55) : Montpernasse, 14- (36-68-75-55) ; Geu mont Convention, 15- [35-58-75-55] Pathé Wepler II, 15 (36-68-20-22).

leurs, 5- (45-87-18-09); Sept Parmesziens, 14- (43-20-32-20). dio Galanda. 5- (43-54-72-71: (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15-45-32-91-68).

THE CRYING GAME (BOL, T.O.) Conf Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Images d'aiseurs, 5+ (45-87-18-09); Cinoches, 16- (46-33-10-82); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) THELMA ET LOUISE (A., V.G.) :

Caroches, 6- (48-33-10-82).

ILES TORTUES NINJA 3 (A., T.I.) : Cinoches, 6- (45-33-10-82) ; Saint Lambert, 15- (45-32-91-68). Tous les matins ou monde fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) TOUT CA POUR CA (Fr.) : Gasmont Ambassade, 8- (43-59-19-08: 36-68-75-75); Montpernause, 14-(35-68-75-55); Grand Pavois, 15-

(45-54-48-85). TROIS COULEURS-BLEU (Fr -helvebco-pol.) : Gaumont Les Halles, 1-(36-68-75-55) . 14 Juillet Oction, 6-(43-25-69-83); 14 Juillet Odéan, 8-(43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts 8. 6- (43-26-80-25); La Pagoda, 7-(47-05-12-15 : 36-68-75-55) : Gaumost Ambassada, 8, (43-59-19-08; 36-68-75-751 : Saint-Lazare-Pasquier, 8-(43-87-35-43 : 36-65-71-88) : Gaumont Opéra Français, 9: (36-68-75-55) : 114 Juillet Bastilie, 11. (43-57-90-81); Les Nation, 12- (43-43-04-67: 36-65-71-33); Gaumont Gobelins bis. 13- (36-68-75-55); Gaumont Pernasse, 14- (36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14- (36-68-75-55); Miramar, 14-(36-85-70-39); 14 Juillet Beaugrenale, Pathé Wepier II, 18- (36-68-20-22). TROIS FILLES (Ind., v.o.) : Action

Christine, 6. (43-29-11-30: 36-65-70-62). UN. DEUX. TROIS. SOLEIL IF(1): GNL mont Les Halles, 1- (36-68-75-55); Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-55) : Gaumont Hauteleude, 5- (36-68-75-55): Gaumont Ambassade. 8. (43-59-19-08; 36-68-75-75); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Gaumont Grand Ecran Italia, 13-(36-68-75-55) ; Gaumont Pamasse, 14

(38-68-75-55). UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) :.. Ciné Beaubourg, 3

Utopia, 5- (43-26-84-65). LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient

LES VISITEURS (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26; 36-65-70-67): Gaumont Opéra, 2' (38-68-75-55): Publicis Saim-Germain, 6' (42-22-72-80); Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08; 36-68-75-75); Publicis Champs-Elysées, 8' (47-20-76-23; 36-68-75-55); Gaumont Alésie, 14' (36-68-75-55); Les Montparnos, 14' (36-68-70-42); Gaumont Convention, 15' (36-88-75-55); Studio 28, 18' (48-06-36-07); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96; 36-65-71-44).

LES SÉANCES SPÉCIALES ALIEN 3 (A., v.o.): Grand Pavois, 15:

(45-54-46-85) 22 h 30.

ALIENS LE RETOLIR (A. v.o.) - Grand

ALIENS LE RETOUR (A., v.o.) : Grand
Pavois, 15- (45-54-46-85) 19 h.
ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19(42-09-34-00) 19 h. ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.): Studio

Galande, 5. (43-54-72-71;

36-65-72-05) 20 h.

BRAINDEAD indo-ediand-land.

(Publicis Matignon), 8 (42-56-52-78: [Publicis Matignon), 8\* (42-56-52-78; 36-68-75-55) 19 h 45, 22 h 10.
LES DÉCOUVREURS (A.): La Géode, 19\* (40-05-80-00).
HOOK [A., v.l.): Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85) 19 h 15.
INDOCHINE (Fr.): Saint-Lambert. 15\* (45-32-91-68) 21 h 30.
JIMI HENDRIX AT WOODSTOCK (A., v.g.): Max Linder Panorama, 9\* (48-24-88-88) 0 h 30.
LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.g.): Le Berry Zèbre, 11\* (43-57-51-55) 17 h 15.

Cinoches, 6 (48-33-10-04).

RABI (Fr., v.o.): Espace Saint-Michel, 5 | MONTY PYTHON, SACRE Grand Pavois, 15 | (Brit., v.o.): Grand Pavois, 15 | (Brit., v.o.): Grand Pavois, 15 | (44-07-20-49); Reflet République, 11 | (45-54-46-85) 20 h 45. LEGENDES (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) 17 h, 20 h. LA NUIT SACRÉE (Fr.) ; images d'eilleurs, 5- (45-87-18-09) 18 h 10. PASSION FISH (A., v.o.) : images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 16 h. RED ROCK WEST (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 22 h. LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 21 h 30. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galanda, 5 (43-54-72-71 ; 38-85-72-05) 22 h 30. UN CADAVRE AU DESSERT (A... v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85)

> UNE VIERGE SUR CANAPÉ (A., v.o.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68)

THE PART OF THE PARTY OF THE PA 李花 華 李子 李子 李子 李子 李子 THE WORLD CONTRACT TO SERVICE STATE THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF The Control of the Co THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY. STATE OF STREET WITH THE PARTY THE P They get manufacture the state of the first water the same and the same and the same and 

in interes the one <del>district</del> 🚓 🌲 STATE OF THE STATE OF THE PARTY OF ALLES AND D Table - This will be to be

· (1) \$ / (1) \$ / (1) \$ / (1) \$ (2) \$ (3) \$ (4) THE PROPERTY AND ASSESSMENT AS The state of the second second second second The company of the contract of A THE OF THE SECOND SEC

to the state of th Lauren i Bryker gere gegen in die 年 7、年 1944 · (4) 12年 15 15年 17 gun de Terfere in miere in eine de eine der der besteht bei der 大学的 医二种 医水水 医二种 医二种 The second of the control of the con and the second of the second o The same of the same of The Manager of the State of the 

UNE BREVE miscoling 3.
(Brit.-A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3.
(42-71-52-36); Denfert, 14.
(43-21-41-01).

VAL ABRAHAM [Por., v.o.): Ciné
Beaubourg, 3. (42-71-52-36): Les Trois
Luxembourg, 6. (46-33-97-77:
36-85-70-43); Le Balzac, 8.

UNE BREVE miscoling 3.

(A2-71-52-36): Ciné
Beaubourg, 3.
(42-71-52-36): Les Trois
Luxembourg, 6. (46-33-97-77:
36-85-70-43); Le Balzac, 8.

独心一直 在 一个人的 是 化

were the first of the second o

্লাল আৰু গায়ত হৈ প্ৰাক্ষণ <u>কলি ।</u> ১৯৮ The Things of the second of the property of the party of

್ಷ ಕ್ಷಮಿಕ ನಿರ್ವಹಿಸುವ ಮೂಲಗಳ ಮುಖ್ಯವಾಗಿ ಮಾಡಿ 

Bern Sa Thigh is supplement office and A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

THE THE PROPERTY OF THE PARTY O To gerager and hie fer fan fe BRAINDEAD (néo-zélandais, v.o.): Ciné
Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) 0 h 25.

CERCLE DE FEU (A.): La Géode, 19\*
(40-05-80-00) 19 h, 21 h.

CHUTE LIBRE (A., v.o.): Club Gaumont
(Publicie Metioner) 25\* (40-56-78)

The section of the se 

v.o.) : Le Berry Zebre, (43-57-51-55) 17 h 15.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL

Grand Pavois, 15 the second section of the second seco the leading to the second to t ें के , क्षेत्र अन्ति क्षेत्र <mark>कृति कर्</mark>य

The state of the second getage fe gebereine der mitgereit

Figures & and Shirt Janes It was the at the manage of the second The first the state of the first the state of the state o The state of the second state of the same said

र्का का स्था के स्था के के प्राप्त के दिल्ला है है है । स्था के के प्राप्त के दिल्ला है है है । स्था melle de la significação aprovida atim

The series with the series was also the the section of the se

**子与水流水**人

-3---

ना क्षेत्रन राज्यस्य हेक केराव्यक्तियः व्यक्ति

THE STATE OF THE PERSON OF THE PARTY OF THE PARTY. 一种企业发展。1. And 新年中 新国基金 主义特别

### BILLET

## La réunion du G7 à Washington et les discussions sur le commerce international

## exemplaire

活 数

2.2

1 1

3 4 7

7

3 3 m

· \*\* \*\*

184 16 198 14 31 A1

新年1 14 HY

Things in 1840 2 40 .

MAR 15 (89 / 68 H)

**阿里斯斯 在"通**"

LAST ACTION WHEN

· 有数据的 100 年 100 年 100 年 100 日 100

The machine of the team of the second

Process 17 42 34 45 52 ....

Farance 12 (87.3)2 87.51 15.51 15.51

Service & AT R. . John

福度生物機能 キー・・キャイナー

## \$7 \$ " #" "# Lote Ta 22.0"

14 berteil Peringsteile fo Til To Taller

termina a nibourt & and a F

Acres 4 1 1 1 1

the state of the state of the state of the

THE PERSON AND THE .

There is a series of the serie

THE PROPERTY OF A A SEC.

PERSONAL PROPERTY OF THE PERSON OF THE PERSO

San at the second of

grant rest to be the

HERESTER PLANTS

---

to the section of the

- 194 1 5 5 No. Higher 174 .

A COMPLEM TOP I A PAPEAR! . 27".

Total Management 1 . 1 . 1 . 1

TER MUSIC TRUNCS .

Tomate to the 144 to 1

5 magacine & 20 18 2 18 67 17

THE TREET AS --

ter Parrages I - 1

Age of 250 and

**加州** 版 地

with their true and and the

MET COMP PROPERTY NIGHT !

I Maint him tir coll ?

The state of the s

を表現している。 「他のない」を表現している。 「他のない。 「

LES SEANCES SPECUS

Les pays producteurs de café africains et latino-américains ont qualques raisons da se réjouir Vingt-sept d'entre eux représentant 80 % de l'offre mondiale de café - ont adhéré vendredi 24 septembre à la nouvelle Association des pays producteurs de café (APC), une organisation qui s'est fixé comme objectif de faire remonter les cours du café en intervenant sur le marché

Négocié laborieusement ces demiers mois au fil de réunions. de Managua (Nicaragua) à Kampala (Ouganda), en passant par San-Salvador (Salvador), l'accord qui vient d'être entériné à Brasilia (Brésil) repose sur un ABTHURN TRUETS DELLE DATALLE.

THE SHELL P.

THE SHELL P. système simple. En cas d'engorgement du marché, les pays membres de l'association s'engagent à retirer, selon les cours en vigueur, l'équivalent de 10 à 20 % des exportations mondiales jusqu'à ce que les prix retrouvent des niveaux décents. Pour la campagne 1993-1994, qui commence le 1- octobre, pas moins de 14 millions de sacs de café de 60 kilos chacun devraient ainsi

> et déjà gagné leur pari. Au cours des deux demiers mois, l'amorce de la création du nouveau certel a entraîné une progression de 45 % des cours du café sur le marché. Même s'il est prématuré de tirer des condusions définitives de l'accord de Brasilia, la leçon mérite d'être méditée par les autres pays en développement qui tirent une bonne partie de leurs devises de l'exportation d'une seule matière première. Comment ne pas établir un parallèle avec ce qui se passe à Genève où sont réunis, à compter de ce samedi, les douze pays exportateurs de pétrole (OPEP). Eux aussi sont confrontés à un problème dassique d'excédent de l'offre par rapport à la demande. Et à cause de lui les prix n'en finissent pas de s'effriter. Les cours du brut, si l'on fait abstraction de l'inflation, sont revenus à leur niveau d'il y a vingt ans. Alors que le baril frisait les 40 dollars au début des années 80, il stagne autour de 16 dollars. Pour les pays de l'OPEP, le manque à gagner se chiffre en milliards de dollars. A crise identique, remède identique. Les pays exportateurs de pétrole savent que leur seule possibilité pour voir remonter les cours du brut consiste à réduire l'offre. Mais, tiraillé entre les

exporter son pétrole.

nouveau autorisé par l'ONU à

la Hausse de 14 centimes du super ians plomb le 11 janvier, seion PUFIP. - Le prix du super sans plomb augmentera plus que celui du super piombé et du gazole le 11 janvier prochain, lors du relèvement de à taxe intérieure sur les produits pétroliers prévu dans le projet de budget 1994, selon les calculs de l'Union française des industries pérolières (UFIP). Le prix du super plomb progressera de près de 14 centimes par litre toutes taxes comprises (+3,6 %) tandis que ceux du Bazole (+4 %) et du super plombé (+2,3 %) n'augmenteront que de 10 est deux fois plus important ceini habituellement consenti en and faite par le gouvernement dans

## Café: une entente

international.

sion (Europe et Japon) envisagent de sortir de la crise au moment où le être retirés du marché. Fonds monétaire international, se dit contraint, une nouvelle fois, de D'une certaine façon, les réviser en baisse ses prévisions sur producteurs de café ont d'ores la croissance mondiale pour les ramener à 2,2 % pour cette année et à 3,2 % pour 1994. Les Etats-Unis qui étaient jusqu'à présent régulière ment sur la défensive, faute de s'engager véritablement sur la voie du retour aux grands équilibres, sont tentés, cette fois, de jouer les procureurs. L'adoption par le Congrès du programme présidentiel de réduction du déficit budgétaire de l'Etat, à hauteur de 500 milliards de dollars sur cing ans - lequel a valu à Bill Clinton les félicitations des Sept lors

intérêts politiques d'Etats qui se détestent cordialement, le cartel des pays producteurs de pétrole, à l'inverse de celui des producteurs de café, n'est pas prêt à resserrer ses rangs pour redresser les cours du brut. Il sera contraint de le faire si l'Irak, dans quelques mois, est à

JEAN-PIERRE TUQUOI

## du sommet de Tokyo, au mois de juillet – s'accompagne d'une croissance qui devrait être, cette année, plus forte que prévu aux Etats-Unis. Ceux-ci devraient enregistrer le taux le plus élevé parmi les pays industrialisés si l'on en ovoit les auprests trialisés si l'on en croit les experts

L'Europe sur la sellette pour sa croissance médiocre

et ses taux d'intérêt élevés

Pour éviter que cette reprise américaine ne s'essoussile faute d'un relais extérieur. Washington va certainement inciter ceux de ses partenaires qui pratiquent encore des taux d'intérêt réels très élevés (l'Allemagne, et, surtout, la France) à les réduire de façon drastique, comme a su le faire, à leurs yeux, la Grande-Bretagne. Une démarche pressante qui devrait se heurter néanmoins au refus des représentants français qui continuent à prôner « une baisse ordonnée » de leurs taux d'intérêt. Dans le même esprit, les participants vont essayer d'entrevoir les effets du troisième plan de relance annoncé à la mi-septembre par le Japon, lequel a mérité un satisfecit de la part de M. Bentsen, au même

### Soutenir Boris Eltsine

titre que le récent abaissement du

taux d'escompte nippon, ramené à

un plus-bas historique.

Au menu du G7 de Washington figurent également deux dossiers sur lesquels les participants s'efforceront de prendre date : la Russie et l'aide à apporter aux territoires occupés après la signature de l'accord de paix israélo-palestinien. Sur le premier chapitre, les ministres des finances qui auront rencontré en coulisses leur collègue russe, Boris Fyodorov, venu à Washington pour rassurer la communauté internationale sur la poursuite des réformes économiques dans son pays, chercheront certainement à conforter la position politique de Boris Eltsine face à un Parlement rebelle qui refuse de se laisser dissoudre et partant, à soutenir « la seule stratégie économique possible », souligne l'un des participants à la réunion. Mais les Sept n'iront pas au-delà de leurs

engagements en cours, en termes d'aide financière à la Fédération de Russie. A l'égard des territoires occupés, les déclarations d'intentions devraient prévaloir en attendant la réunion, le le octobre à Washington, d'une conférence réunissant les donateurs potentiels et les organisa-tions internationales. Pour sa part, la Banque mondiale étudie la créa-tion d'un fonds de quelque 85 millions de dollars, constitué de prêts et d'assistance technique et dont le but est de participer au développement économique de la bande de Gaza.

Sur un plan technique, les participants au G7 auront également à se prononcer sur le renouvellement de la facilité d'ajustement structurelle renforcée (FASR) destinée aux pays les plus pauvres de la planète. En revanche, le sort du commerce international lié aux négociations de l'Uruguay Round ne devrait pas être évoqué de façon formelle, «Le G7 n'est pas une instance de négociation», souligne un expert économique, rappelant que les hasards du calendrier ont prévu une entrevue très attendue, les 26 et 27 septembre, entre Mickey Kantor, ministre américain du commerce extérieur (US Trade Representative), et Sir Leon Brittan, commissaire europeen chargé des relations économiques extérieures, venu à Washington pour « discuter » du préaccord dit de Blair House. Il y a fort à parier qu'à la veille de ce tête-à-tête, les participants du G7 auront pris le temps de jeter un œil sur le rapport consacré à la «libéralisation du commerce » que viennent de rédiger en commun la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Et retenu un seul chiffre: les 213 milliards de dollars, par an, qui, selon les auteurs de l'étude, devraient bénéficier au commerce mondial, en cas de libéralisation partielle dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. Deux suiets au cœur de l'Uruguay

## Bruxelles redoute les conséquences d'un échec de M. Brittan

Conformément aux directives données le 20 septembre par le conseil des ministres des Douze, Sir Leon Brittan, le commissaire européen, examinera, lundi 27 septembre à Washington, avec Mickey Kantor, le principal négociateur américain, comment relancer l'Uruguay Round et reprendre le débat sur le voiet agricole. Personne ne s'attend que des indications claires sur les intentions de l'administration Clinton sortent de ca premier contact après la décision des Douze de demander aux Etats-Unis de clarifier certains aspects du préaccord de Blair House.

### BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant Le rapport que M. Brittan s'est engagé à présenter le 4 octobre devant les ministres des affaires étrangères pourrait se révéler décevant. « Il saut éviter de recréer des échéances comme celle du 20 septembre», prévient un sonctionnaire bruxellois. Se souvenant des critiques adressées lundi dernier par Alain Juppé à M. Brittan sur la détermination de ce dernier à prendre en compte les demandes formulées par la France et l'Allemagne, Bruxelles souhaite oublier l'incident et laisser travailler le commissaire européen dans la discrétion.

Cette sollicitude ainsi manifestée à l'égard de M. Brittan révèle la sourde inquiétude qui trouble bon nombre de responsables communautaires: on redoute que l'administration Clinton - dont la volonté de mener à son terme l'Uruguay Round n'est pas évidente - prenne prétexte du durcissement européen pour bloquer la négociation en faisant, bien sûr, porter la responsabilité à la Communauté, et plus particulièrement à la France. L'engrenage pourrait alors tourner au désastre : fortes tensions à l'intérieur de la CEE et, SERGE MARTI | sur le terrain extérieur, offensive

contentieuse généralisée au GATI pour faire condamner les règles de la politique agricole commune (PAC).

« En cas d'échec de l'Uruguay Round, nous devrons nous attendre à une succession de panels (instances d'arbitrage] qui passeront la PAC au lance-flanumes!», prévient un expert.

La quasi-immunité dont a béné-ficié la PAC pendant trente ans serait révolue : a L'ambiance est difsérente. Il sussit que les panels interprètent plus sevèrement les règles du GATT pour que notre dispositif soit mis à mal», commente notre interlocuteur. Une telle évolution est en cours : sur plainte des Etats-Unis. un panel a condamné à deux reprises la politique de subventions à la production d'oléagineux pratiquée par la CEE, laquelle a dû se résigner - ce fut négocié en même temps que le préaccord de Blair House - à limiter ses surfaces plantées en colza, tournesol et soja. Dans le même esprit, le Chili vient d'objenir la création d'un panel visant les « prix de référence », sorte de prix minima, appliques par la CEE aux importations de pommes. La multiplication de telles initiatives permettrait aux partenaires commerciaux de la Communauté d'obtenir par la voie contentieuse ce qui n'aurait pas été acquis par la négociation!

Certes, agiter de telles menaces a également pour but de calmer les revendications françaises. Et le fait est que celles énumérées dans les «conclusions» du conseil du 20 septembre n'ont rien de déraisonnable. Mais il est tout aussi exact que la satisfaction de plusieurs d'entre elles heurte de puissants lobbies américains. Que se passera-t-il si, en tin de parcours, M. Brittan se présente au conseil avec une besace à moitié vide? La question est d'autant plus préoccupante que, en raison des dérapages monétaires au sein des Douze, il n'existe aucune marge de manœuvre budgétaire. Il n'est donc guère envisageable de compenser sur le plan interne ce qui n'aura pas été obtenu par la négociation.

PHILIPPE LEMAITRE

### L'avant-projet de loi de finances ramène le déficit à 5,7 % du produit intérieur brut

## Un budget de restrictions pour l'Espagne

Les ministres des finances et

les gouverneurs des banques

centrales des sept pays les plus

industrialisés (Allemagne,

Canada, Etats-Unis, France,

Grande-Bretagne, Italie et

Japon) devaient se réunir le

25 septembre à Washington, en

marge de la 48 assemblée

annuelle du Fonds monétaire

international (FMI) et de la Ban-

que mondiale qui se tient du 22

au 29 septembre dans la capi-

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

A la veille de retrouver, le 25 sep-

tembre, ses homologues des pays les

plus industrialisés venus participer à

la traditionnelle réunion d'automne

du G7. le secrétaire américain au

Trésor a été très clair. « Nous allons

passer en revue les moyens suscepti-

bles de renforcer l'économie mon-

diale, mais ne comptez pas sur nous

pour sortir un lapin du chapeau, a

averti Lloyd Bentsen. De phus, afin

de pouvoir consacrer davantage de

temps à la discussion, nous sommes

convenus de ne pas rédiger de com-

Samedi, le débat devrait essentiel-

lement porter sur la manière dont

les économies actuellement en réces-

tale fédérale.

muniqué final.»

de notre correspondant

« Nous sommes dans une situation de crise et toute la société doit faire un effort, a déclaré Pedro Solbes, ministre de l'économie et des finances, en présentant, vendredi 24 septembre, les grandes lignes du budget espagnol 1994. Une sorte de brouillon puisque le régime socialiste n'a pas encore l'assurance du soutien des nationalistes catalans et basques pour son approbation au Parlement avant le 31 décembre. D'ici là, le contenu risque d'être soumis à de nombreux amendements. Sur le papier, il s'agit du budget le plus restrictif de ces dix dernières années.

Son premier objectif est de réduire le déficit public de l'Etat qui devrait atteindre 6,2 % du produit intérieur brut à la fin de cette année. Au mois d'août, il dépassait déjà de 1 000 milliards de pesetas (43 milliards de francs) les prévisions pour atteindre le montant de 2,390 milliards de pesetas (103 milliards de francs). Afin de le ramener à 5,7 % du PIB pour l'année prochaine, il a été décidé de réduire les prestations de chômage pour pratiquement 1 million de sans emploi sur les 1,9 million qui bénéficient d'une couverture sociale, de geler les salaires des fonctionnaires, d'augmenter les retraites de 3.5 % et de limiter

son projet de budget, laisse à penser

que les carburants ne subiront pas de

Grève à la direction du matériel

d'Air France à Roissy. - Les syndi-

cals (SNMSAC, CGT, FO et CFDT)

appellent à une grève, mardi 28 sep-

tembre, à la direction du matériel

d'Air France de l'aéroport Roissy-

Charles-De-Gaulle. Ce mot d'ordre

de grève, qui concerne environ 3 000

personnes, coïncidera avec la journée

nationale d'action interprofession-

nelle de la CGT. Les syndicats

dénoncent les mesures de rigueur

décidées par la direction qui a engagé

un plan social. La direction d'Air

France a rappelé qu'une « réduction

des coûts est indispensable» et qu'un

mouvement de grève serait «irres-

hausse importante.

ponsable».

l'augmentation de la masse salariale à 2 %.

Ce projet prévoit une faible croissance (1,3 %), une inflation ramenée à 3,5 % (actuellement de 4,5 %) et 150 000 chômeurs de plus, c'est-à-dire le quart de l'augmentation de cette année puisque 630 000 postes de travail seront perdus en 1993. Un budget d'austérité et d'attente en espérant que la reprise pointera le bout de son nez. Un ensemble de mesures fiscales a également été adopté par le gouvernement afin de favoriser l'investissement et de créer des emplois. « 99 % des habitants de ce pays sont travailleurs, chômeurs ou retraités et, pour seulement 1 %, ce sont les entrepreneurs qui crécent des emplois. Si nous voulons régler le problème du chômage, il faut leur donner des avantages », a indiqué Pedro Solbes.

Cela suffira-t-il pour relancer une économie en plein marasme? Le redémarrage presse puisque 23 % de la population active se trouvent sans emploi et que les recettes de l'Etat croissent moins vite que les dépenses, ce qui creuse le déficit public. Il faut donc essayer d'inverser la tendance. Tel est l'objectif de ce projet de budget dont les perspectives restent modestes, sauf en ce qui concerne les restrictions.

MICHEL BOLE-RICHARD

## Les fabricants européens de fours à micro-ondes portent plainte contre quatre pays d'Asie

Pour dénoncer les pratiques de dumping

L'Europe est-elle redevenue le champ de manœuvre des fabricants asiatiques de fours à micro-ondes? Les industriels européens en sont convaincus, qui ont déposé en juin, auprès de la Commission de Bruxelles, une plainte anti-dumping contre la Chine - étendue depuis à la Corée du Sud, à la Thailande et à la Malaisie, - et qu'ils s'impatientent désormais de voir aboutir. Certains soupconnent, en effet, les responsables bruxellois, le commissaire à la concurrence Karel Van Miert en tête. d'en freiner l'instruction malgré la nomination de deux enquêteurs. En droit communautaire, une plainte ne devient effective qu'après sa publication au *Journal officiel*. Et,

Le marché du micro-ondes - un produit «blanc», mais riche en électronique - fait l'objet, depuis sa naissance, d'une guerre implacable dont les industriels américains ont fait les frais. Les Français, en revanche, ont tenu bon malgré l'implantation narfois brève, il est vrai - de sept fabricants japonais et coréens sur le Vieux Continent – dont six au Royaume-Uni («le Monde-l'Economie» du 4 février 1992). Aujour-d'hui, la France et la Grande-Bretagne se partagent l'essentiel de la production de micro-ondes en Europe: 2 millions d'appareils ont été produits dans l'Hexagone en 1992 (principalement par Moulinex et CEFEMO, une co-entreprise (joint-venture) entre TEM Electroménager, AEG et Toshiba); 1 million

depuis juin, rien.

outre-Manche (Sharp et Matsushita). Le Japon, en revanche, a revu ses ambitions à la baisse : sa production a chuté (4,8 millions d'appareils en 1989. 3.8 millions en 1992); ses exportations directes aussi (2.5 millions d'appareils en 1989, 1,3 en 1992). Mais la concurrence du Sud-Est asiatique a augmenté en proportion. La Thailande et la Chine, qui s'adjugeaient respectivement 1,4 et

0.1 % du marché communautaire en 1988, s'en sont attribué 6,7 et 6,4 % en 1992. Des parts de marché importantes venant s'ajouter aux 23,7 % du marché communautaire détenus par les exportations coréennes et aux 13 % contrôlés par les filiales des groupes asiatiques implantées sur le Vieux Continent...

P.-A. G.

### Gel du nombre des vols entre les deux pays

### Les Etats-Unis concèdent à l'Allemagne un accord aérien plutôt protecteur

Le ministre allemand des trans-

ports Matthias Wissmann confirmé, vendredi 24 septembre. la conclusion entre les Etats-Unis et l'Allemagne d'un accord transitoire de quatre ans sur le trafic aérien. Il a précisé qu'en vertu de cet accord, qui entrera en vigueur le I novembre 1993, les vols passagers américains vers l'Allemagne seraient gelés à leur niveau actuel pour deux ans et légèrement augmentés dans les deux années qui suivront, tandis que l'Aliemagne disposera dans le même temps d'un meilleur accès aux aéroports américains. Au terme de la quatrième année, les Etats-Unis espèrent avoir conclu avec l'Allemagne un accord « ciel ouvert » libéralisant totalement le trafic aérien. Dans le cadre de cet accord, la compagnie allemande Lufthansa a obtenu le droit de chercher un partenaire américain, par l'intermédiaire duquel elle aura un accès plus large au marché américain. Le président du directoire de la Lufthansa, Jurgen Weber, s'est déclaré très satisfait de ces négociations qui « vont faire gagner à la Lufthansa des dizaines de millions de marks dès la première année d'application ».

43 milliards de francs d'économies Airbus serait la principale victime du plan de sauvetage

de GPA

Le consortium européen Airbus est la principale victime du plan de restructuration de la société de location d'avions irlandaise GPA (Guinness Peat Aviation). GPA. sauvée de la faillite, en mai, par le groupe américain General Electric. a annoncé un plan qui prévoit une réduction drastique de ses commandes d'avions à Boeing et à Airbus. Celles-ci passent de 242 à 57 appareils livrables d'ici à la fin de l'an 2000, soit de 64,4 milliards de francs à 20.5 milliards de francs. Pour Airbus, qui est le constructeur d'avions le plus touché, les commandes fermes tombent de 91 appareils (livraison entre 1993 et 2000) à seulement 6 qui doivent être livrés entre 1997 et 1998. GPA conserve toutefois une option sur 51 avions. A Toulouse, chez Airbus, on fait savoir en effet qu'en tenant compte des annulations, il reste 55 appareils surtout des A-320 et A-321 - à livrer à GPA, d'ici à l'an 2000. Et toute annulation supplémentaire requiert des négociations. L'américain Boeing est comparativement moins affecté, puisque ses commandes fermes sont réduites à 26 appareils livrables d'ici à 1999, contre 66 à livrer d'ici à 1997, auxquelles s'ajoutent 43 autres commandes a sujettes à annulation ou reconfirmation r.

## INDICATEURS

• Consommation des ménages : -2,8 % en août. - La consommation des ménages de produits manufacturés a reculé de 2,8 % en août après avoir augmenté de 1,7 % au mois de juillet, en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques publiées vendredi 24 septembre par l'INSEE. En moyenne, la consommation du bimestre jullet-août est supérieure de 2 % à celle du second trimestre.

• Activité industrielle : les chefs d'entreprise moins pessimistes. - Salon les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE en septembre, l'activité industrielle paraît moins déprimée. La branche des biens d'équipement professionnel ainsi que celle des biens de consommation s'améliorent. En revenche, celle des biens intermédiaires se détériore.

brutal. sur

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

Des oleagineux aux pieds

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 20 AU 24 SEPTEMBRE 1993

**PARIS** 

historique.

mois d'août, pourrait fort bien per-

durer quelque temps. L'horizon du

marché semble bel et bien bou-

ché. La vague de résultats semes-

triels a réservé quelques bonnes

surprises pour Essilor, le Crédit

national ou le Crédit local de

France, mais aussi un certain nom-

bra de déceptions, comme Miche-

lin. LVMH et la confirmation de

grandes difficultés pour le Crédit

Encore plus préoccupant, l'am-

lyonnais par exemple.

jugés irréaliste. les sance semble de plus en plus incertain. Les boursiers estiment analystes ont fini que la gouvernement n'a, en fait, par avoir raison. toujours pas résolu son dilemme Certes, le krach en matière de change et de taux d'intérêt qui a conduit depuis le modèle de celui d'octobre 1987. 1º août, à l'élargissement des prédit par les prophètes de maimarges de fluctuations au sein du heur est loin de s'être produit. Système monétaire européen mais, pour la quatrième semaine (SME). Aux yeux de bon nombre consécutive, la Bourse de Paris d'experts, les pouvoirs publics perd un peu de terrain. L'indice n'ont toujours pas fait de choix CAC 40 cède 0.32 % d'un venclair entre la défense de la parité dredi à l'autre. Rien de bien du franc et la baisse des taux pour méchant, si ce n'est qu'après trois faciliter une reprise de la croismois brillants le terme boursier sance. En cherchant à jouer sur les de septembre s'est conclu jeudi deux tableaux, le gouvernement sur un recul de 3,1 %. Et depuis le prend le risque de mécontenter les 31 août le CAC 40 a tout de marchés et d'accumuler les inconmême cédé 5,6 % sur son record vénients avec une monnaie faible et des taux d'intérêt à court terme La consolidation, somme toute toujours élevés, même si la crise logique après les envolées du politique en Russie, en affaiblissant

### Sang-froid

le deutschemark, rend, pour le

moment, la position du franc plus

En tout cas, le simple retour des taux courts à leurs niveaux de juillet - d'avant la crise monétaire fragilise la Bourse de Paris. A l'image des actions sur la plupart des autres grandes places internationales, les cours des valeurs françaises sont particulièrement élevés et ne peuvent se justifier que par une reprise relativement proche et vigoureuse de la crois-

Electricité et électronique

Alcatel Alathom...

Alcatel Cáble .....

interrechaique....

Matra Hachette...

Patietechnique ....

Distribution

Alsecianne Sup ....

Bon Marché .....

Carrefore .....

Castorama Dubois

Compt. Modernes.

Docks de France... Gel. Lafayette.....

Guilbert SA

Guyenne Gasc.....

Pienuit Pr. 21 F.... Primagez Promocilis REXEL (ex-CDME) SCOA

leated Alethous...

BHP CI

Este, City des ...

24-9-93

2 020 735 300

24-9-93

1870

1 421

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM

2574300

1843260

1928100

Diff.

11

· 20 inch.

Diff.

cap. (MF)

1708356

730317

818517

614931

803792

2 020 + 142 735 - 1 300 | meh. 165,90 + 1,80

du loyer de l'argent et d'une que plus sensible à toute reprise assez rapide de la crois- secousse extérieure pouvent venir d'un échec des négociations du GATT ou des soubresauts politi-

ques en Russie. Pourtant, contrairement à ce qui s'était passé lors de l'annonce du putsch de Moscou en août 1991 lla Bourse de Paris avait perdu en une seule séance 7,29 %). le risque d'un chaos généralisé dans l'ex-URSS n'a pas fait perdre aux marchés leur sang-froid. L'apparente maîtrise de la situation par Boris Eltsine a évité toute panique. Mais, en cas de dérapage violent à Moscou, nui doute que les Bourses européennes, à commencer par Francfort, seraient les plus

Occuité par les événements survenus en Russie, le projet de budget 1994 n'a pes suscité de réactions spectaculaires. La baisse des impôts est appréciée, mais les opérateurs soulignent que le taux des prélèvements obligatoires va augmenter de 0,8 % pour atteindra 44,4 % des revenus. Es s'inquiètent également de la possibilité pour le marché d'absorber les importantes privatisations à venir, même si l'intérêt des investisseurs étrangers pour les groupes publics

français semble considérable. La Bourse de Paris devrait également bénéficier au fil du temps du transfert d'une partie de l'épargne placée en sicav monétaires dont la fiscalité sera moins favorable. Mais, après un pro-

Immobilier et foncier

Rue Inspériale....

Investissement

et portefeuille

Amerit et Assoc...

Eurafrance ...

Goz et Eaux.....

Lagerdère MMB ... Marine-Wendel ...

Navigation mixto

Origay-Destroise ......

**Valeurs** 

Parities .....

Selimey ..

STORED ...

24-9-93

300 458

3615

24-9-93

113,50

291,50

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Diff.

iack.

Diff.

Inch. 28,50

27 10

marché devra absorber à nouveau 55 milliards de france d'actifs publics I'an prochain.

**NEW-YORK** 

NOTE DOW JONES

Les prochains mois devraient servir de test, car il reste à réaliser la maieure partie du programme prévu pour cette année. La privatisation partielle de Rhone-Poulenc conduite par le gouvernement socialiste en janvier a rapporté 3 milfiards de francs, celle du Crédit local de France en mai s'est montée à 2 milliards, et la récente cession de 3 % du capital de Total a également rapporté 2 milliards. E reste au gouvernement à trouver 36 milliards avant le 31 décembre.

Première grande opération de la liste: la BNP, dont les actions devraient être mises en vente au plus tard le 20 décembre. La banque pèse actuellement quelque 40 milliards de francs en Bourse et pourrait rapporter à l'Etat. qui détient 72,9 % du capital, entre 28 et 30 milliards de francs selon les estimations. Avec Rhône-Poulenc, la deuxième entreprise sur la liste des privatisables, l'Etat devrait arriver à atteindre son objectif final. Viendront ensuite, en principe, Elf Aquitaine, la plus grosse capitalisation du marché boursier français (100 milliards), et la Banque Hervet, dont le capital sera cédé de gré à gré.

Métallurgie, mécanique

Carneucil/ietabox.

Dassault Aviation

De Districk

Legris Industrie ....

Pechiney Cl.,...

Pathingy int.

Peopect SA.......... Strafor, Facon:.....

Nestern Deep....

Pétrole

Bi-Aquit.... Erep-Ef.....

Dauphin Ota.....

Génér, des eaux ..

Euro Dianey.....

Eces CP 10 F ....

Lyoungine Durnez.

OGF CP 24 F....

Pub. Filipacchi.....

Fives-Like ....

24-9-93

196 500

1867 382 205

24-9-93

24-9-93

24-9-93

Transports, loisirs, services

24-9-93

479,10

491,40 -

Sicomi ou ex-Sicomi

159,10 - 1,40 50,80 + 3,70 96 inch. 60 + 1

12,95 - 0,25 24,60 + 3,65 43,80 + 3,30 41,95 + 1,20 157,80 - 0,40

109 - 1 394,50 + 0 355 + 13 827 + 52 844 - 9 300,30 + 7

inch.

Diff.

- 2 + 0,70 + 13,50 + 52

Diff.

- 10.90

Diff.

+ 16

Mines d'or, diamant

75.80

E.L.

Diff.

2.80

UAL Corp. (ex-Allegis) .... Union Carbide .......... avant de se redresser, aidée par des indicateurs économiques qui United Tech..... devraient resléter un rassermisse-Xarox Corp ,......

Correction

ainsi qu'un analyste

écouiée à Wall

Street. La grande

Bourse new-vor-

kaise a été affectée à la fois par les

incertitudes persistantes sur la

reprise aux États-Unis, la crise

politique en Russie et la publica-

tion du plan de réforme du sys-

tème américain de santé. L'indice

Dow Jones des valeurs vedettes

s'est inscrit vendredi en clôture à

3 543,11 points, en baisse de 70.14

points (- 1,94 %) per rapport à la

Wall Street avait commencé la

semaine dans le rouge, repassant

sous le seuil des 3 600 points en

raison d'une remontée des taux

d'intérêt à long terme provoquée

par une correction à la baisse sur le

marché obligataire. « Wall Street et

le marché obligataire abordent une

phase de correction », souligne

Hugh Johnson, responsable des

investissements chez First Albany

Seion M. Johnson, Wali Street

pourrait céder entre 6 et 8 % au

ment de l'économie.

cours des deux prochains mois

semaine précédente.

Dans l'immédiat, la prévision

Kodak de résultats décevants au

troisième trimestre et la publica-

tion par Nike de résultats infé-

ricurs aux prévisions out ravivé les

caine. De plus, la décision du chef

de la majorité démocrate à la

Chambre des représentants.

Richard Geobardt, de voter contre

l'Accord nord-américain de libre

échange (ALENA) et la perspective

de négociations houleuses au

Congrès sur le pian de réforme de

la santé ont accentué la pression

Indice Dow Jones du 24 septem-

17 sept | 24 sept

71 1/2 89 3/8

84 1/2 143 1/2

57 3/8 | 55 3/8 14 7/8 | 13 1/4 72 1/2 | 71 7/8

bre: 3 543,11 (c. 3 163,25).

sur Wall Street.

Du Pont de Namours

General Electric

General Motors ......

Schlamberger ....

Mobil Oil ....

inquiétudes sur l'économie amén-

Westinghouse et Eastman

### Nouveau repli prévu du taux d'escompte officiel Les valeurs ont japonais, ce qui a relancé les comreculé à la Bourse pagnies électriques, la sidérurgie et de Tokyo au cours les banques, selon les agents de de la semaine écouchange. La Banque du Japon a

lée, les sociétés liquidant des titres à l'approche du terme semestriel maigré une baisse plus importante que prévu du taux d'escompte offi-

ciel. A l'issue de la séance de vendredi, l'indice Nikkei des 225 valeurs-vedettes a clôturé en baisse de 83,51 points, soit 0,4 %, à 20 307,53 points après un recui de 426,94 points la semaine précédente. Les échanges moyens quotidiens ont avoisine 294,2 millions d'actions, en légère hausse sur les 285,8 millions de la semaine précé-

Après avoir entamé la semaine à 20 288,13 points, l'indice Nikkei a perdu du terrain lundi, les acheteurs étant rendus prudents par des prévisions pessimistes sur les résultats à court terme des sociétés japonaises. Le lendemain, l'indice a progressé à l'annonce d'une réduction plus importante que

### LONDRES Indécise

-0.01 %Après avoir perdu du terrain pendant trois semaines consécutives, la Bourse de Londres est restée quasiment inchangée d'un vendredi à l'autre pour la première semaine du nouveau terme boursier. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a baissé de façon insignifiante sur la semaine et perdu 0,3 point à 3 005,2 après avoir fluctué de part et d'autre du seuil des 3 000-points, franchi pour la première fois de son histoire le

Le Stock Exchange semble incertain entre, d'un côté, la crise politique russe et les résultats plutôt décevants de plusieurs sociétés qui l'ont incité à la prudence et, del'autre, des indicateurs économiques meilleurs que prévu, comme la réduction du déficit commercial: de la Grande-Bretagne avec les pays hors-CEE on la reprise du marché à terme.

bre: 100 valeurs 3 005,2 (c. 3 005,5); 30 valeurs 2 309,2 (c. 2 331); Fonds d'Etat 101,65 (c. 101,51); Mines d'or 178,9 (c. 169,1)

	Cours 17 sept.	Cours 24 sept.
Alfied Lyons	5,78 2,97 3,76 4,61 11,25 6,43 38 7,11 15,47 6,86 6,56 10,62	5.64 3,01 3,59 4,57 11,19 6,54 39,25 7,02 16,35 6,55 10,78

Le Nikkei a poursuivi à la baisse tout au long de la semaine, à mesure que de nombreuses sociétés vendaient des actions pour accroître les profits avant la clôture des comptes à la première moitié de l'année fiscale, le 30 septembre. Indices du 24 septembre:

réduit son taux d'escompte de

3/4 de point, pour arriver au taux

le plus bas de son histoire, c'est-à-

dire 1.75 %. C'était la septième

halist consecutive de ce fast, celui

de ses prêts aux banques commer-

20 307,53 (c. 20 391,04); Topix. 1 631,36 (c.1 651,34).

	Cours 17 sept	Cours 24 sep
Ailinemoto	1 420 1 310 1 430 2 350 1 470 1 420 685 4 350 1 680	1 410 1 310 1 450 2 190 1 490 1 410 679 4 580 1 580

## FRANCFORT Inquiétude

An cours d'une semaine marquée par la crise politique en Russie, le marché boursier allemand a fait preuve d'une grande résistance et n'a pas cédé à la panique. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé vendredi en fin de séance à 1 885,86 points, soit en hausse de 0,21 % par rapport à la clôture de la

La semaine avait commencé sur les chapeaux de roue, le DAX jours de la semaine. Les cours étaient dopés par l'envolée du titre Daimler-Benz. Puis, la crise politique à Moscou a fait chuter la Bourse des mercredi. Le marché allemand est particollèrement sensible aux événements politiques en Russie en raison de la proximité géographique des deux pays et de l'engagement des banques allemandes à l'Est. La baisse de 1,71 % mercredi a pourtant été Indices « FT » du 24 septem- moindre que ce que l'on pouvait redouter. Lors des deux séances suivantes, les opérateurs ont préféré opter pour l'attentisme dans un marché nerveux et pen actif.

> Indice DAX du 24 septembre: 1 885.86 (c. 1 881.99).

	Cours 17 sept	Cours 24 sept.
G	160.50 254.40 298.50 364 773.50 268.50	752,20 250,90 297,50 304,30 788 271,80 547

pleur et la rapidité du mouvement de baisse des taux sont loin de correspondre aux anticipations très optimistes du mois d'août. Le					
Agroalimen	taire				
	24-9-93	Diff.			
Beograin BSN Ericanie Béghin Fromagaries Bel LYMH Pernod-Ricard Remy-Coistreau Saint-Louis	2760 868 822 4 550 3 911 414,50 215 1 365	- 50 - 18 + 20 - 216 - 219 + 7,50 + 1 + 25			
Assurances		·			
	24-9-93	Diff.			
AGF	854 1 528 489,20 1 480 615 802	+ 19 - 2 - 21,80 inch. - 30 - 9			
<u>Båtiment e</u>	t matér	ianx			
	24-9-93	Diff.			
Bonygues	683 335 990 42,85 1 039	+ 3 + 8 - 29 - 0.15 - 53			
GTM Entrapose	490 492,50	- 30 + 29,40			
Immob. Phintx	132 1 146	- 4 - 65			
Lafarge-Coppée	408 365	- 11,90 inch.			
Saint-Gobala SGE	548 271,10	- 20 - 2,90			
Sple-Batignollas	379,90	- 0,60			
<u>Chimie</u>		<u> </u>			
	24-9-93	Diff.			
Air liquide (L') ELF Sanoti	767 1 000	+ 21 + 32			
Gaecogne	382 2400	- 18 + 50			
Michella	180 740	+ 0.50			
Rhône-Poulenc A Shône-Poulenc Ci.	152,80 160	+ 0,30			
Roussel-Uclef	621	+ 2 - 12 + 0,20			
Consommat					
	24-9-93	Diff.			
Chargeurs	1 334 1 104	+ 4+ 7			
Christian Dior	338 485	- 3,50 - 12			
DM/CEBF	325 700	inch.			
Esplor int	612 840	+ 78			
L'Oréal	1 141	+ 24 + 10,20			
Selomog	1 825 491	- 10			
Sids Rossignoi Soranegr-Alfibert Zodiac	1 600	+ 252° + 38 - 45			
Crédit et					
	24-9-93	Diff.			
Comp. bancaire BSP CI (1)		- 12 - 290			
Cetalem The Comment		+ 3 + 10			
CDE	219 249	inch. + 11,50			
AMI constitution	r) £70	J + 11,00			

JFB Locabell ...

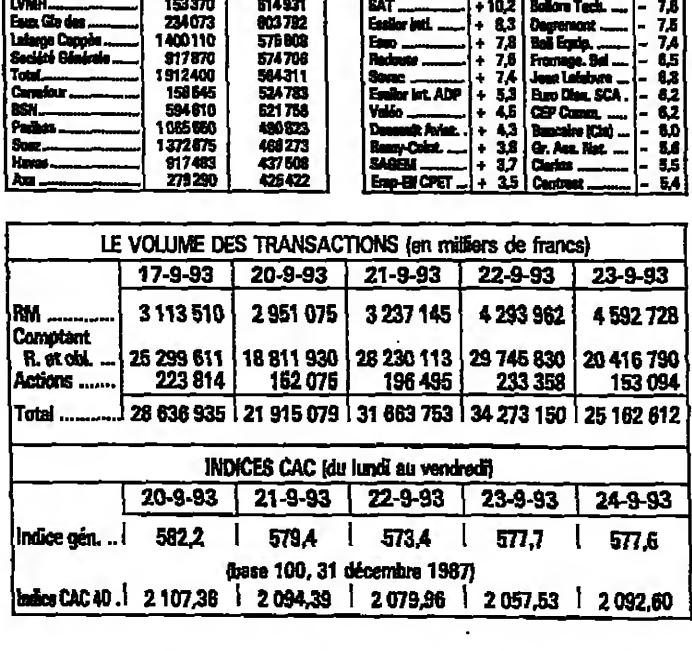
(1) Divisor par deux.

Créd. iyon. Ci .....

Credit national...

20

· ————



Notionnel 10		MATIF en pourcenteg ontrata: 16 0	je du 24 septei 38 environ	mbre 1993
COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994	JUIN 1994
Premier	123,22	122,94	126,60	126
Dernier	123,56	123,24	126,88	126

Valeurs à revenu fixe ou indexé 24-9-93 Diff. 9 % 1979 \_\_\_\_ 10,80 % 1979 \_\_\_ EDF-GDF 3 %\_\_\_\_ 5 800 100,40 CHE 5 000 F.... CHES Par, 5 000 F. CNB See 5 000 F CM 5 000 F.... 100,50

1847

A PROME PROPERTY. Shape to provide the control of The second second 1 Apr 44 24 4 Maria A Language Tipe and the transfer THE PARTY OF marine a la la comparte de la comparte del la comparte de la comparte del la comparte de la comp A A ST THE MEANING PR 二字 中・子 : 二字 > district form main warry **建筑地域水平 1 3 300** 

progr. M. iften, chart. THE PERSON NAMED IN Aver Press Pro-A SECTION AND AND AND Later 19 and and a second Friedrich Freie MARKET STREET, ST fighted in inferi destant for many with TIME PROPERTY OF

K# 4 1916

m 4 m

- 100 Miles

Paragraph of the same of the s State Court of the Fileson . . day B MATE . \* 20 m

Noun eau repli

The same

....

· 公民工会中化 一种 (万基) (1) OF THE PURSE OF THE

LONORES

4.2 12 g =

and the second

Ruc: w

- (1.41)

torrection .

Changements prévisibles pour l'eurofranc La physionomie du marché de l'eurofranc pourrait changer bientőt. On devrait y voir moins d'emprunteurs français, maintenant que la querelle du marché national a pris fin. Les intermédiaires financiers ont résolu les questions de préséance qui les opposaient et qui, ces six derniers mois, ont effrayé

de nombreux débiteurs. Craignant de faire les frais de ces disputes, la plupart des candidats français à l'emprunt ont préféré se tourner vers l'euromarché, dont l'organisa-tion est libre et où les banques ne s'offusquent pas si la place qu'elles occupent dans une transaction ne reflète pas parfaitement leur force de vente ou leur pouvoir de place-

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

En période faste, quand les taux de rendement baissent à vue d'œil les emprunteurs n'ont guère de motif de préférer une source de financement à une autre. Ils choisissent celle dont l'accès est le plus facile ou celle qui leur procure les fonds au meilleur compte. La situation est différente lorsque la conjoncture devient plus difficile. ce qui est le cas actuellement. Il est bon de pouvoir lever des fonds à domicile, sur son propre marché national, qui, parce qu'il s'adresse en premier lieu à des investisseurs locaux et parce qu'il peut compter sur le soutien des banques de son pays, est souvent plus stable que l'euromarché, où la clientèle est changeante.

Il y a une autre raison qui fait prévoir que de nombreux emprunteurs français vont retrouver le chemin du marché national de préférence à l'euromarché. Le développement de la place financière est en cause. On ignore combien de temps encore il sera possible aux autorités d'exiger que toutes les transactions en eurofrancs soient émises à Paris. Le risque existe que, dans quelques années, l'euromarché émigre vers une autre capitale, Londres par exemple. La question ne se pose pas en ce qui concerne le marché national qui, lui, est par définition solidement arrimé. Il importe donc de ne pas le négliger et, dès lors que la voie est libre, les grands établissements publics ne manqueront pas de contribuer à son développement en y lancant de nouveaux emprunts. Cela fait que les spécialistes s'attendent à une réduction du volume global des nouveaux euro-emprunts au quatrième trimestre. Le marché de l'eurofranc devrait être surtout sollicité par des emprunteurs étrangers, qui demeurent encore assez

### Attrait persistant de l'euromark

Il y en a eu un pourtant, la semaine passée, qui a beaucoup fait parler de lui. Abbev National un des principaux établissements financiers britanniques, offrait en souscription, par l'intermédiaire du Crédit commercial de France, pour milliard de francs d'euro-obligations de cinq ans de durée, dont le coût s'établit à environ 6,10 % l'an. Le profil de cette transaction correspond exactement à celui d'une autre émission, qui a vu le jour en même temps, dans le compartiment de l'eurolivre sterling, pour le compte d'un débiteur français, la Caisse centrale de crédit immobilier. Les deux entreprises ont échangé leur dette de façon à obtenir chacune des fonds dans leur propre monnaie. Le tout a été mis sur pied par la banque Samuel Montagu, qui s'occupait de l'emprunt britannique.

Pour ce qui est des autres grands marchés européens, trois devises ont retenu l'attention. Le franc suisse l'a fait par défaut. Il n'a pas profité de la crise politique russe. Les nouveaux emprunts s'accumulent sans trouver preneur, et l'engorgement est immense. On estime à environ 5 milliards de francs helvétiques le montant des titres de débiteurs étrangers que les banques n'ont pas encore réussi à placer.

Le compartiment du deutschemark est en bien meilleure posture. Des réussites éclatantes y sont enregistrées, comme celle de l'Argentine, qui n'a eu aucune difficulté à lever pour I milliard de DM en proposant aux investisseurs un taux d'intérêt facial de 8 % l'an pour une durée de cinq ans. D'autres débiteurs exotiques sont attendus prochainement et, au calendrier, figurent également deux des meilleures signatures du monde, celles de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et de la Communauté économique européenne. La CECA de millions de marks alors que l'opération de la CEE sera beaucoup plus importante. Son montant correspondra à 1 milliard d'écus soit environ 1.9 milliard de DM.

En plus de cette émission en marks, la CEE devrait solliciter directement le marché de l'unité de comptes européenne pour y obtenir un autre milliard d'écus. Le produit des deux emprunts, dont la durée moyenne sera de six ans, est destiné à l'Italie. Il s'agit de la deuxième tranche d'un programme qui totalise 8 milliards d'écus et qui, si tout se passe comme prévu, devrait être réalisé à raison de 4 milliards à la fin de cette année,

L'emprunt de la CEE en écus est attendu avec quelque impatience, car ce sera un véritable test. Il permettra de juger de l'état du marché de la monnaie composite européenne, qui a beaucoup souffert ces derniers mois, et qui donne actuellement d'incontestables signes de reprise.

Parmi les autres candidats déclarés qui ne tarderont pas à se procurer des ressources sur le marché international, l'Afrique du Sud sera bientôt de retour, par l'intermédiaire de Telkom, son entreprise nationale de télécommunications, dont les obligations seront garanties par Pretoria.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

## Des oléagineux aux pieds d'argile

Cultivés essentiellement en Europe, et en particulier en France. le colza et le tournesol évoluaient d'habitude sous la férule du soja des Etats-Unis, qui assurent la moitié de la production mondiale. Une fois n'est pas coutume, cette dépendance s'inverse : les prix euphoriques du marché hexagonal contrastent singulièrement avec ceux globalement déprimés du Chicago Board of Trade, le baromètre des échanges agricoles.

Le 23 septembre, premier jour d'automne, le soja FOB-USA (free on board, ce qui veut dire que la marchandise en provenance des Etats-Unis est livrée sur bateau et que les frais de mise à bord sont à la charge du vendeur), valait 6,40 dollars le boisseau. Dans la folie de l'été, lorsque les inondations du Mississippi et les rumeurs étaient à leur paroxysme, les cours culminaient à 7,50 dollars le boisseau. Les prix caracolaient avec d'autant plus de fougue que le département américain de l'agriculture (USADA) publiait ses premières évaluations officielles des dégats sur les cultures : les inondations dans le Middle West et la sécheresse dans le sud du pays causaient une baisse des récoltes de 13 % par rapport à celles de l'année précédente. La production américaine ne s'établissait plus

PRODUITS	COURS DU 24
Culvre b. g. (Londres)	1 766 (+ 2)
Trois mois	Dollars/tonne
Aluminium (Londes)	1 119 (- 19)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londres)	4 385 (+ 40)
Trois mois	Dollars tonne
Sucre (Paris)	272,8 (+ 0,8)
Décembre	Dollars/tonne
Café (Losées)	1 264 (- 39)
Novembre	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	1 177 (+ 2)
Décembre	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	316 (+ 4)
Décembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	248 (+ 5)
Décembre	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	197,7 (+ 1,5)
Octobre	Dollars/L courte
Pétrole (Loodes) Brent Novembre	16,35 (+ 0,21) Dollars/baril

Variation d'une semaine sur l'autre.

Depuis la mi-juillet, les cours descendent en même temps que le niveau du Mississippi, car les opérateurs pensent que les rumeurs étaient exagérées. « Les Américains ont tellement clamé leurs problèmes climatiques qu'ils n'ont presque pas d'engagements à l'exportation». s'exclame l'un d'entre eux. Et, de fait, ces engagements ne représentent que 2,282 millions de tonnes cette année, contre 5,7 millions l'année dernière à la même époque.

Faute de soja, les triturateurs achètent du colza et du tournesol pour alimenter les capacités de leurs usines. Aussi les cours de ces deux oléagineux se caractérisent par leur fermeté grandissante 138 francs le quintal (FOB Moselle) pour le colza, soit une augmentation de 1 franc par mois environ depuis le début de l'été, 152 francs le quintal (base Châteauroux) pour le tournesol; le renchérissement du «grand soleil» est parallèle à celui du colza.

Il est, bien sür, possible d'expliquer cette physionomie avenante du marché par la hausse du dollar, mais un autre élément stimule les prix : les triturateurs recherchent de préférence les graines riches en huile. Or, le colza et le tournesol contiennent 40 % d'huile, le soja seulement 18 %.

### Les fragilités du système communautaire

Si la conjoncture est favorable au marché hexagonal pour le moment, les inquiétudes demeurent; les producteurs d'oléagineux n'oublient pas qu'ils sont livrés à un marché mondial aléatoire sans filet protecteur. Les cours mondiaux nous sont favorables, disent ils en substance, mais qu'en sera t-il demain? Ils sont nombreux s'indigner de cette tractation entre l'Europe et les Etats-Unis (elle date de 1962), qui appliquent une protection sur les céréales (alors que l'Europe est excédentaire) et une limitation des oléagineux (pour les quels l'Europe est, au contraire déficitaire). Et ils se souviennen d'autant plus douloureusement de l'époque où ils bénéficiaient d'un revenu garanti que l'absence d compétitivité des tourteaux le leur rappelle. Car le tourteau, ce disque plat pour animaux fabriqué ave des résidus, une sois l'huile extraite, constitue l'autre débouch des oléagineux. La suppression du mécanisme de protection a rédui les écarts de prix entre les céréales secondaires (le blé fourrager, qui

n'est autre que du blé de mauvaise qualité, ainsi que l'orge) et les tourteaux. Pour les oléagineux, la réforme est entrée en vigueur en 1991. Pour les céréales, la baisse du prix garanti est progressive. Commencée en 1993, elle ne prendra pleinement effet qu'en 1995 « Un décalage qui pénalisera les producteurs d'oléagineux pendant encore deux ans », estime Denis Rougeaux, directeur de la branche oléagineux-protéagineux à la FFCAT (Fédération française des coopératives agricoles de collecte. approvisionnement et transformation). Conséquence évidente, la part des tourteaux dans les rations du bétail diminue, du moins en Europe, car celle-ci regorge de

Les statistiques publiées par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur les importations des Républiques de l'ancienne Union soviétique abondent dans le même sens; ces pays achètent moins de tourteaux (entre octobre 1992 et septembre 1993: 2 200 000 tonnes; sur la même période un an auparavant : 3 077 000 tonnes) à cause de leur manque de devises. Ils n'ont pour le moment ni les moyens ni le goût de l'élevage.

Décidément, en dépit d'un marché porteur, les producteurs n'ont guère l'occasion de se rejouir, et le conseil des ministres de la CEE du 18 octobre, au cours duquel seront fixées les applications de Blair House en ce qui concerne les oléagineux, revêt toutes les apparences d'une épée de Damoclès.

MARIE DE VARNEY

Marché Libi	RE DE L'	OR
	Cours 17-9-93	Cours 24-9-93
o (kilo en barre)	63 500	66 400
- fallo en lingoti	64 450	66 400
làce française (20 F)	372	380
Piece française (10 F)	385	375
àce staless (20 F)	370	380
oce latine (20 F)	368	375
Pièce tunisienne (20 F)	361	368
overelo	475	480
Couversia Elisabeth B	480	485
Despi-sourceain	260	288
Mèce de 20 dellars	2 440	2 640
- 10 dollars	1 220	1 225
- 5 doffers	750	730
- 50 pesos	2 420	2 455
- 20 mates	441	450
- 10 Sophia	390	390
- 6 roubles	244	250

**DEVISES ET OR** 

## Forte secousse

Le microséisme dont l'épicentre se situait à Moscou a secoué les marchés cette semaine. Déclenché le mardi 21 septembre en fin d'après-midi par l'annonce de l'épreuve de force engagée par Boris Eltsine à l'encontre du Parlement, il n'a cessé de développer des secousses secondaires, qui ont alimenté une certaine fièvre. Très logiquement, le dollar s'est vivement raffermi vis-à-vis des devises européennes, notamment du mark, monnaie d'un pays toujours très sensible aux convulsions du grand voisin de l'Est.

A la veille du week-end, cette fièvre se calmait un peu, mais le billet vert n'en valait pas moins 1,6450 DM et près de 5,73 francs, après avoir poussé une pointe, vendredi en sin de matinée, à 1,6570 DM et 5,77 francs, contre 1,61 DM et 5,62 francs huit jours auparavant. Cette fois-ci, contrairement

aux précédents, le dollar a joué son rôle de valeur-refuge face à des événements qui révèlent que la marmite russe continue de bouillonner. Le même réflexe a fonctionné sur le marché de l'or, où le cours de l'once a bondi, mardi soir, à 363 dollars, avant de revenir en arrière aux environs de 357 dollars vendredi soir, contre 351 dollars la semaine dernière.

L'affaiblissement du mark a, très logiquement, profité au franc français, le cours de la devise allemande retombant même au-dessous de 3,48 francs avant de s'inscrire à 3.4830 francs à la fin de la période sous revue. La Banque de France continue de récupérer les devises perdues, mais à un rythme qui reste toujours lent. l'équivalent de 11,5 milliards de francs pendant la semaine se terminant le 17 septembre, comme il ressort de l'évolution des comptes

**COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 SEPTEMBRE 1993** (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

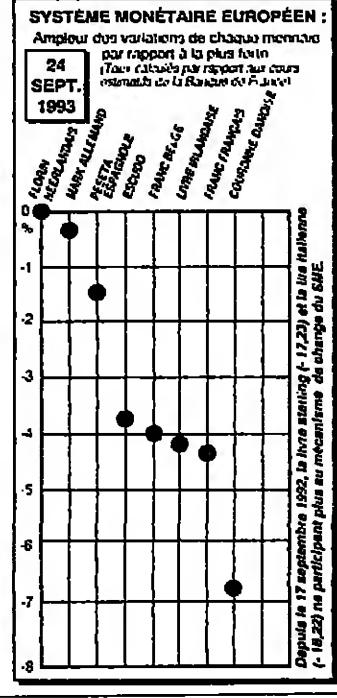
PLACE	Livre	S E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Ure italienne
Londres	-	-		-	_	-	_	-
		•	-	-	-		-	-
New-York	1,5500	•	17,4474	69,6864	60,7903	2,8490	54,2005	0,08631
	1,5350	-	17,9099	71,4031	62,1311	29104	55,3403	0,00641
Paris	8,5973	5,7315	-	399,4077	348,4195	16,3291	310.6504	3,011
ГЕНИНИНИ	8,6259	5,6195		401,2496	349,1457	16,3548	310,4851	3,599
Zusich	1,1525	1,4356	25,0371		87,2340	4,0883	77,7778	0,504
	2,1498	L4905	27,3932	-	87,0146	4,0760	77,5042	0,997
	2,4675	1,6450	28,7010	114,6341	<del>-</del>	4,6866	89,1599	1,036
	2,4706	1,6095	29,53,34	114,9232	-	4,6842	89,0783	1,031
Brucelles	52,6500	35,10	6,1241.	34,4599	21,3374	-	19,0244	2,211
	52,7426	34.36	6.0947	अधिन	21,3482	_	19,0149	1,201
Amsterdam.	2,7675	1,8450	321,9052	1,2857	112,1580	5,2564	-	1,1074
Mindiague	2,7737	1,8070	132-079	1,2907	[[2,2708	5,2590	_	1,157
Milan	2380,50	1587	276,8909	1105,9233	964,7416	45,2136	860,1626	-
PRINCE !	2396,14	1561	275,9918	1114,6019	969,8664	45,4307	863,8628	-
Tokyo	158,78	105,85	18,4681	73,7630	64,3465	3,0156	51,3712	0,0666
יייאלעה י	160,41	184,50	21,5724	74,6162	64,9278	3,0413	57,8306	0,966

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 septembre, 5,4147 F contre 5,37755 F le vendredi 17 septembre 1993.

de son bilan hebdomadaire. En principe, il lui reste l'équivalent d'un peu plus de 210 milliards de francs à rembourser sur les 300 milliards empruntés lors de la

crise de sin juillet. On attribue la lenteur de ces rentrées de devises aux réticences des spéculateurs, qui ont acheté du mark à moins de 3,40 francs et attendaient pour les revendre des cours s'étageant entre 3,55 et 3,60 francs, niveaux qui n'ont jamais été atteints depuis l'élargissement à 15 % des marges de fluctuation dans le système monétaire curopéen, le 2 août 1993.

F. R.



### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Un optimisme indéracinable

Comme les marchés des changes (voir la rubrique Devises et or), les marchés financiers ont été secoués par les événements de Moscou. mais sont revenus plus rapidement au calme, ou presque, l'évolution de la situation sur les bords de la Moskowa leur semblant de nature à les rassurer. Ce sentiment explique qu'à la veille du week-end non-résidents soient revenus acheter sur le marché de Paris, après l'avoir boudé deux jours, et que, sur le MATIF, l'optimisme ait réapparu en fin de semaine, le cours de l'échéance décembre terminant à 123,18, après avoir fléchi à 122,52. Le loyer de l'argent au jour le jour a fléchi d'un huitième de point à 7 1/16-7 1/8, tandis qu'à un mois on cotait 7 1/4 % et 7 % à trois mois après une pointe fugitive à 7 1/4 %.

Le rendement de l'OAT dix ans n'a guère varié, à 6,13 %, en dépit d'une hausse temporaire à 6,17 %, l'écart avec le Bund dix ans redevenant négatif de deux points de

Sur le marché obligataire, le Trésor a annoncé une fourchette de 1 à 1,2 milliard d'écus pour la nouvelle OAT 6 % 2004 lancée le 28 septembre, montant assez considérable, mais largement attendu. A Paris, l'espoir d'une poursuite

de la baisse des taux à court terme reste bien ancré. Certes, la Banque fédérale d'Aliemagne n'a pas touché à ses taux directeurs, après la diminution d'un demi-point annoncée il y a quinze jours. Personne ne s'attendait vraiment à une nouvelle initiative de ce genre et personne n'a été vraiment décu par le maintien à 6,75 % des taux de ses appels d'offres par la Banque de France : tant que les rentrées de devises seront aussi maigres, l'institut d'émission français restera l'arme au pied. Toutefois, si, comme certains l'espèrent, la Bundesbank abaisse, la semaine prochaine, son troisième taux directeur, à savoir celui de ses pensions à très court terme (REPO), ramené de 6,80 % à 6,70 % il y a quelques jours, la Banque de France pourrait l'accompagner, mais rien n'est sûr.

Les pronostics de M. Alphandéry, ministre de l'économie, sur niveau des taux d'intérêt en 1994 ont fait lever plus d'un sourcil. S'il prévoit, sans surprise, 5 % pour les bons du Trésor à trois mois et 5,5 % pour les bons à deux ans, ses | CGC et la CFTC, le 13 septembre, à AGIRC (cadres).

prévisions de 6,50 % pour les emprunts d'Etat à dix ans, contre 6.15 % actuellement, laissent penser que le processus de baisse des taux d'intérêt à long terme va s'arrêter et risque même de s'inverser. Deux écoles s'affrontent à ce sujet. La première considère qu'effectivement la diminution des taux à long terme, revenue de plus de 10 %, à l'automne 1990, au niveau actuel, un peu plus de 6 %, ne peut plus se poursuivre, en raison du besoin d'emprunts de l'Etat francais (le raisonnement est le même pour l'Allemagne, où le rendement du Bund dix ans a fléchi de 9 % au début de 1990, après la chute du mur de Berlin, à 6,15 % actuellement). La seconde estime que la profondeur des marasmes qui a saisi les économies conduira à une diminution des appels des entreprises au crédit à long terme, donc à une nouvelle baisse des taux.

### Baisse surprise аи Јароп

Au printemps dernier, le gestionnaire néerlandais des 22 milliards de francs de fonds Rorento, du groupe Robeco, prévoyait un retour au niveau du début des années 60, à savoir 5 % à 5,25 % pour le Bund allemand à dix ans. Un débat intéressant, aux conclusions qui pourraient être lourdes de conséquences pour tous ceux qui élaborent des produits de placement à long terme, comme les contrats d'assurance-vie.

Electricité de France (EDF) poursuit le réaménagement de sa dette en lançant une offre publique d'échange (OPE), à partir du 27 septembre, sur sept emprunts d'un encours global de 32,8 milliards de francs. Les obligations retenues pour l'échange permettraient de constituer trois importantes «lignes phares», à savoir

EDF 8,30 % 1999, 8,60 % 2004 (avec un encours supérieur à 16 milliards de francs) et la nouvelle EDF 6,25 % 2008. Cette dernière, la plus longue du secteur public cotée sur écran, constituera un excellent gisement pour des assimilations ultérieures. Ce genre d'opération, devenue classique depuis deux ans, et menée sous la conduite de la Caisse des dépôts, grande spécialiste en la matière, permet de remplacer des lignes d'emprunts à liquidité réduite par des souches importantes, faciles à négocier pour les investisseurs institutionnels.

Les banques centrales de Belgique et du Danemark, profitant d'une accalmie sur les marchés des changes, ont poursuivi la désescalade de leurs taux, qui reviennent, respectivement, à 9,25 % (mais 6,70 % avant la crise du 22 juillet) et à 8,25 %.

Au Japon, pour la septième fois consécutive depuis juillet 1991, la banque centrale a diminué son taux d'escompte, le ramenant de 2,50 % à 1,75 %, à son plus bas niveau historique, le moins cher du monde (il était de 6 % il v a deux ans). Le gouverneur de la Banque du Japon, Yasushi Hieno, ne cessait, pourtant, de répéter, ces derniers temps, qu'une telle décision n'était pas à l'ordre du jour, mais il a dû avaler son chapeau, convenant qu'il existait « un fort risque de retard pour la reprise ». C'est un euphémisme très nippon, puisque la confiance des agents économiques continue de s'assaiblir, les dépenses de consommation des ménages ayant diminué en juillet, pour le troisième mois consécutif. et les entreprises ne cessant de réviser à la baisse leurs prévisions de résultats.

FRANÇOIS RENARD

### Banques: FO signe l'accord sur les retraites complémentaires

FO des banques a annoncé qu'elle Les dispositions, qui prendront effet avait signé l'accord réformant le au le janvier 1994, doivent permetrégime des retraites complémentaires tre l'adhésion progressive des quinze pour le personnel bancaire. Ce texte avait déjà été approuvé par le SNB-

Par un communiqué diffusé le l'issue des négociations avec l'Assovendredi 24 septembre, la fédération ciation française des banques (AFB). caisses de retraite des banques aux régimes ARRCO (tous salariés) et

### Sur fond de mise en cause de son président, Jean-Louis Pétriat

## GMF: le feu à la maison

Après avoir traversé une année 1992 terrible et affiché les premières pertes de son histoire (1,5 milliard de des fonctionnaires (GMF) n'est semble-t-il pas au bout de ses peines. Aux dires de nombreux responsables d'eutres mutuelles d'assurances, la santé financière de la GMF reste « particulièrement préoccupante » en dépit de le vente à la mi-juillet pour 2,4 milliards de francs de sa filiale la plus renteble, la FNAC (le Monde du 14 juillet).

all y a le feu à la maison, au point de faire courir des risques considérables à l'ensemble de la profession», résume un proche de la GMF. Un plan de sauvetage du numéro 2 en France de l'assurance-dommages des particuliers est en cours d'élaboration sous la houlette notamment de la MACIF et du groupe AXA qui n'oublie pas ses origines mutualistes. Il pourrait être annoncé dans les prochains OUTS.

« La difficulté consiste à apporter des capitaux importants iplusieurs centeines de millions de francs) sans pour autant remettre en cause le statut de mutuelle de la GMF3, confie l'un des partenaires de l'opération. La GMF qui a consommé l'an dernier la moitié de ses plus-values latentes (2,2 millierds de francs) serait en passe de manquer de fonds propres. La MACIF, qui dispose de moyens finenciers importants et dont le président et fondeteur, Jacques Vandier, est une

figure de la mutualité, pourrait jouer le rôle de chef de file dens le sauvetage de la GMF et serait le garant du maintien de la mutuelle des fonctionnaires dans l'économie sociale.

Jean-Louis Pétriat, président

controversé de la GMF depuis

la disparition en 1987 de Michel Baroin, se retrouvereit à nouveau dans une situation délicate. Aux yeux des mutuelles sur le point de venir en aide à la GMF, il convient de plecer à sa tête (aux côtés ou à la place de M. Pétriat) un assureur de qualité pour redresser la situation. Accusé par des détracteurs nombreux et actifs d'être responsable des malheurs de le GMF et notamment de sa politique de diversification hasardeuse dans l'assistance, le tourisme, la banque et l'immobilier, M. Pétriat a réussi à résister aux tentatives répétées de déstabilisation. Les 250 à 300 délégués envoyés par les trois millions de sociétaires à l'assemblée générale du 12 juin dernier ont été jusqu'à lui voter une motion exceptionnelle et unanime de soutien. Au cours de l'été, les rangs s'étaient pourtant clairsemés à la tête de la mutuelle des fonctionneires après les démissions du numéro 2, Bernerd Allien et du secrétaire général, Georges Huber. Jean-Louis Pétriat pourrait se retrouver très seul.

ÉRIC LESER

Vainqueur présumé du scrutin présidentiel du 12 juin

## Moshood Abiola est rentré au Nigéria après un mois et demi d'exil

Après quarante-trois jours d'exil plus ou moins volontaire, le vainqueur présumé de l'élec tion présidentielle du 12 juin au Nigéria, le milliardaire yoruba Moshood Abiola, a regagné son pays vendredi 24 septembre, plus décidé que jamais à faire valoir ses droits à la magistrature suprême.

LAGOS

correspondance Des milliers de personnes - dignitaires du Parti social-démocrate (SDP) mais aussi modestes «supporters» électrisés par le retour du milliardaire prodigue – ont réservé à Moshood Abiola un accueil chaleureux à l'aéroport international de Lagos, où il est arrivé par un vol d'Air France en provenance de Londres via Paris. Renoncant à tout discours, il s'est engousfré dans sa limousine, sous les acciamations de la foule massée au bord de la route qui mène à sa résidence d'Ikeja, distante de deux kilomètres et protégée

par un cordon de sécurité. En butte à l'hostilité du régime militaire, qui a annulé l'élection présidentielle du 12 juin qu'il avait vraisemblablement remportée, le candidat du SDP s'était esquivé le 4 août en quête d'appuis à l'étranger (il s'est rendu sans grand succès à Londres. Washington et Paris) mais également pour échapper, affirmait-il à des attentats. Ayant annoncé, puis différé son retour à plusieurs reprises - au risque de décourager ses partisans. il a obtenu l'accord du gouvernement intérimaire d'Ernest Shonekan (mis en place après la retraite forcée. fin août, du gépéral-président Ibrahim Bahangida) pour rentrer au pays.

Précaution supplémentaire,

nationale des comptes de cam-

pagne et des financements politi-

ques, celle-ci ayant constaté que

ces candidats n'avaient pas

déposé, comme la loi leur en fait

obligation, leur compte de cam-

pagne dans le mois suivant le

Ces décisions sont sans grande

portée, puisque aucun de ces can-didats n'a été élu. Parmi eux figu-

rent soixante-quinze personnes

présentées par Bernard Manovelli,

soit sous l'étiquette Nouveaux

Ecologistes, soit sous celle du Parti

pour la défense des animaux.

M. Manovelli lui-même est du

nombre. Le Conseil n'a fait qu'ap-

pliquer la législation, qui ne lui

laisse, en l'espèce, aucune marge

Cela ne devrait pas avoir de

conséquences sur la répartition de

la dotation budgétaire pour les

partis politiques, dont une partie est calculée en fonction des résul-

tats des élections législatives. Le

Conseil estime, en effet, que la

déclaration d'inéligibilité d'un

candidat n'entraîne pas automati-

quement l'annulation des voix

qu'il a obtenues. Ce point de

droit, si contestation if y a, ne

pourra être tranché que par une

Une décision

de principe

clairement précisé sa position dans

une décision de principe prise à

l'occasion de la contestation des

résultats électoraux dans la trei-

zième circonscription du Rhône.

Le candidat de l'Entente des éco-

logistes contestait la participation

an scrutin du représentant des

Nouveaux Ecologistes, en expli-

quant, notamment, que celui-ci

l'avait privé de voix dont il aurait

pu bénéficier, et allait donc dimi-

nuer la dotation qui sera attribuée

Le Conseil a répondu que, s'il

lui appartient de rectifier, éven-

tuellement, le nombre de suffrages

obtenus par un candidat pour

vérisser la validité d'une élection,

«il ne lui appartient pas, dans le

seul but de déterminer la nature et

l'étendue des avantages sinanciers

auxquels un candidat, ou la forma-

tion politique à laquelle celui-ci a

déclaré se rattacher, pourrait pré-

tendre, de procéder à une reconsti-

tution du nombre des voix attri-

buées à ce candidat ».

Le Conseil constitutionnel a

d'appréciation.

autre instance.

à son parti.

l'aexilé» publiait dans les journaux nigérians du 23 septembre une déciaration lénifiante et rassurante. Mais. stimulé sans doute par les scènes enthousiastes de l'aéroport, il a bien vite dévoilé ses batteries. Quelques heures après son arrivée, il envoyait aux médias un texte plus «muscle», signé «le président élu», dans lequel il annonce son intention de «lutter» avec les Nigérians pour la « matérialisation » du mandat qu'ils lui ont donné.

Selon lui, le gouvernement intérimaire civil, «imposé» par les railitaires comme solution à une crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée. s'est efforce d'a enterrer le 12 juin ». mais celui-ci « demeure une réalité ». Remerciant ses compatrioles pour leur « fermeté » au service de la démocratie, il se dit prêt à discuter avec tout le monde, « lant que le dialogue est fonde sur la justice, la loyauté et la volonté exprimée par le peuple le 12 juin ».

L'ancien président d'ITT-Nigéria n'a donc pas renoncé à ses ambitions présidentielles et, malgré les conciliabules menés au cours des dernières semaines, n'a encore conclu aucun accord politique avec son rival yoruba, Ernest Shonekan. Si un compromis était trouvé. M. Abiola devrait se contenter de la «deuxième place», la seule que l'armée et l'establishment conservateur du Nord accepteraient de lui laisser. Dans l'immédiat, il préfère jouer son vatout en galvanisant les franges les plus radicales de l'opposition, notamment syndicale et parlementaire.

Le spectre d'une grève générale avant le le octobre, à la veille d'une rentrée scolaire et universitaire que l'on prévoit houleuse, plane de nou-

MICHÈLE MARINGUES

## En Somalie Un hélicoptère américain

Trois militaires américains ont été tués et deux autres blessés. samedi 25 septembre, à Mogadis-cio, lorsque l'hélicoptère à bord duquel ils se trouvaient a été abattu par une roquette tirée par des milicieus somaliens, ont annoncé des sources militaires occidentales. De violents combats ont éclaté peu après dans le quartier d'El-Gab où l'appareil a réussi

Les attaques contre les forces de l'ONU en Somalie se sont multi-Hassan Ali, dit «Ato». - (AFP, Reuter.)

D ÉTATS-UNIS: les autorités du Connecticut renoncent à poursaivre Woody Alien pour attentat à la padeur. - Le procureur du Connecticut, Frank Maco, a annoncé vendredi 24 septembre qu'il n'engagerait pas de poursuites judiciaires contre le cinéaste américain Woody Allen, accusé par son ancienne compagne, l'actrice Mia Farrow, d'avoir commis des attentats à la pudeur envers leur fille adoptive, Dylan, agée de huit ans. Au cours d'une conférence de presse, le procureur Maco a indiqué qu'il y avait toujours des dontes sur ces accusations, mais qu'il avait décidé de ne pas intenter de poursuites pour « protèger l'enfant ». Il a indiqué qu'il avait communiqué à Mia Farrow les éléments en sa possession et qu'elle était d'accord pour qu'il n'y ait pas

' La compagnie charter danoise Sterling Airways en faillite. - La faillite de la société danoise Sterling Airways, la plus grande compagnie charter privée du monde, a été prononcée mercredi 22 septembre. Créée en 1962 par un pasteur, Eilif Krogager, propriétaire du groupe de voyages Tjaereborg, elle a été victime de la vente de Tiaereborg à son concurrent Spies, en relle, et criblée de dettes pour plus de 680 millions de francs, Sterling Airways a vu son chiffre d'affaires passer de 1,36 milliard de francs en 1989, à 935 millions de francs en 1993. Elle a affiché des pertes de 316 millions de francs, contre des bénéfices de 90 millions de 7h. B. 1.23p.)

## Les rumeurs de retour en Hafti de Jean-Claude Davalier

## Où est passé « Baby Doc »?

Jean-Claude Duvalier, ancien Côte d'Azur, s'appréte-t-il à rentrer dans son pays avant le retour de son adversaire, le Drésident Jean-Bertrand Aristide prévu le 30 octobre prochain? Depuis quelques jours, la rumeur s'enfle, tandis que les violences se multiplient en Heiti (le Monde du 16 septembre). Sur les hauteurs de Vailauris

(Alpes-Maritimes), numéro 1000 du grand boulsvard de Supar-Cannes, la grille de la villa Melika s'ouvre pour laisser passer la BMW déjà usagée de celui qu'on a sumommé «Baby Doc», pour le distinguer de son père, le docteur François Duvalier («Papa Doc»), qui exerça longtemps le pouvoir absolu en Halti. Au volant, le chauffeur pakistanais de Jean-Claude Duvalier ne peut que confirmer l'absence de son patron, ∢en vacances à Paris>. mais « dans un endroit sans téléphone ».

Le chauffeur doit le remener à la villa, fin septembre. Dans le jardin git un vieux scooter. Une femme d'intendance pointe son nez. Aucune trace des gardes du corps jadis omniprésents, aussi absents que leur patron. Sur les murs décrépits se dresse un échafaudage. Disparus, les fastes des demeures précédentes, à Grasse d'abord, puis à Mougins grace à la famille Kashoggi. Un air d'abendon règne sur la villa, ses cinq chambres et sa petite piscine.

«Ses amis l'ont plumé sou divorce l'a dépouillé»

Le propriétaire, Théodore Demei, ancien ambassadeur ivoirien en poste en RFA et au Royaume-Uni, vient de fait de se débarrasser de son «ami» Duvalier, à qui il avait loué Melika en mai 1990.-Le loyer, d'environ 800 000 francs par an, était lourd. L'ancien président a fini par ne plus player. Al printemps dernier, le tribuna d'instance de Cannes a signé une ordonnance d'expulsion pour l'arriéré d'une année. Mais la décision ne fut pas appliquée. La société de droit anglais Transworld, qui avait signé le bail pour le compte de Jean-Claude Duvalier, transigea. Un délai fut accordé, pour permettre à l'intéressé de retrouver un toit. Ce délai a expiré le 31 août, et le bail a été ce jour-là définitivement résilié. Le propriétaire s'est empressé de commencer des travaux de rénovation, rendant le maintien dans les lieux de M. Duvalier fort inconfortable.

Ce dernier est parti pour Paris début septembre, à en croire son chauffeur. Depuis longtemps, il multiplisit ses séjours dans la capitale. On ne l'a en effet plus vu depuis des mois au Moulin de Mougins, un restaurant qu'il fréquentait auparavant avec assiduité, pas davantage à la Colombe d'Or, à Saint-Paul-de-Vence, nl au night-club Le Rag-Time sur la Croisette, à Cannes.

« Baby Doc ne sortait plus ».

piumė, son dépouilé. » Au printemps desment prononcé par le tribunal de Grasse. La plupert des biens, ainsi que la garde des deux enfants, ont été confiés à l'exépouse de Jean-Claude Duvalier, Michelle Benett. Déib précédemment, une villa à Saint-Jean-Cap-Ferrat avait été revendue, objet d'un partage litigieux récié en justice entre les héritiers de François Duvalier, sa veuve et ses enfants.

blemes d'argent? Il est en procès pour des honoraires impayés avec un de ses anciene conseils, Mr Clivier Giry, un avocat connu de Cannes, il s'est vu refuser per un geragiete l'achet d'une nouvelle Mercedes, faute de geranties suffisentes.

Depuis son arrivée en France, Jean-Claude Duvalier paie tout en liquide. Chaque mois lui parvient une valise de billets. Il a multiplié les opérations bancaires de change, via des sociétés et des comptes intermédiaires. A chaque étape, il perdait d'importantes commissions : c'est un fait. Mais il brouillait efficacement les pistes de sa fortune. Nul ne peut désormais évaluer son capital, dont l'Etat haitien continue de réclamer la restitution.

«Baby Doc» n'habite plus la villa Melika de Vallauris, pulsque le bail est résilié depuis le 31 août. ∉Mais non, il y est toujours », nous a-t-on rétorqué à l'administration centrale des renseignements généraux. Au cabinet du préfet des Alpes-Mamimes, nous a-t-on précisé, ell ne fait l'objet ni de surveillance ni de protection». Assigné à résidence lors de son arrivée le 7 février 1986, puis objet dans les semaines suivantes d'un arrêté d'expulsion signé de Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, il a retrouvé toute liberté de manœuvre et de déplacement lorsque cet arrêté a été cassé. Depuis, il circule sans aucun comrôle. Il bénéficie d'un titre provisoire de séjour, renouvelable.

Vérification faite auorès du service d'information du Quai d'Orsay, Jean-Claude Duvalier bénéficie d'un «asile territorial» mais son statut est « précaire » et il n'a « pas de passeport diplomatique français». Le passeport diplomatique haitien, délivré le 1º janvier 1986, avec la mention «Président à vie» et le numéro « 1 », à durés indéterminée, n'est sans doute plus velable. Alors «Baby Docs peut-il se rendre en Hatti? ell peut quitter la France librementa, nous a-t-on confirmé au Quai d'Orsay. « Mais son autorisation de séjour ne sera pas forcément renouvelée au retour. » Ainsi se débarrasserait-on an douceur d'un hôte genent, Mais rien, pour l'instant, ne prouve que l'ancien dictateur souhaite rentrer chez lui. DANIELLE ROUARD

The same of the sa

Time Charles

in it.

7 7 5 of 27

# ES COMMUNES

ONCTIONNAIRES

## ONT DU LOBBYING faire valour in the second

## SSOCIATIONS

Au terme d'une visite en Tunisie

## Il n'y a pas de «problème majeur» entre Paris et Tunis

affirme M. Pasqua

TUNIS de notre correspondant Le ministre de l'intérieur et de

l'aménagement du territoire, Charles Pasqua, a évoqué, vendredi soir 24 septembre à Tunis, avant son retour à Paris, plusieurs des problèmes qui perturbent régulièrement les relations - par ailleurs au beau fixe entre les deux capitales. D'un point de vue tunisien, le bât blesse surtout à l'endroit des opposants, islamistes ou autres, au régime du président Zine El Abidine Ben Ali, lesquels bénéficient de l'asile politique en France et s'y livrent à des «activités subversives à l'encontre de la Tunisien. M. Pasqua a dit que ce probieme était « en voie de regiement », ajoutant: « Nous prendrons les mesures nécessaires pour que cette

Autre problème irritant, pour Paris cette fois, celui des biens fran-

situation cesse, x

de la Tunisie à l'indépendance. Là anssi, a dit le ministre, une solution se dessine. Enfin, Paris souhaite win réadmission en Tunisle des Tunislens séjournant illégalement en France ». Question qui serait, elle aussi, en voie de règlement, suite aux entretiens de M. Pasqua avec le président Ben Ali et avec son ministre de l'intérieur, Abdallah Kallel.

cais saisis à l'époque de l'accession

Lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite de vingt-quatre heures à Tunis, le ministre français a affirmé qu' « aucun problème majeura n'existe entre la France et la Tunisie. Même sur la question mineure des visas d'entrée en France - que les Tunisiens se plai-gnent d'avoir le plus grand mal à obtenir - Paris est prêt, par exemple, à accorder, surtout aux hommes Art Carlotte d'affaires, des visas dits multiples ou de longue durée. - (Intérim.)

## Première sélection du prix Renaudot

Une liste de treize romans, sélectionnés pour le prix Renaudot, qui sera attribué le lundi 8 novembre, a été rendue publique, vendredi 24 septembre, par le jury: Mon ami Pierrol, de Michel Braudeau (Scuil); les Corps Célestes, de Nicolas Bréhal (Gallimard); Monsieur Bel Canto, de Jérôme Dumoulin (Gallimard); l'Offrande musicale, de Yves-Michel Ergal (Calmann-Lévy); la Loi du cachalot, de Philippe S. Hadengue (Calmann-Lévy); Journal d'Hannah, de Louise Lambrichs (La Différence); Jacob Jacobi, de Jack-Alain Léger (Juliard); le Rocher de Tanios, d'Amin Maziouf (Grasset); la Malè-diction, de Rachid Mimouni (Stock); Les jours ne s'en vont pas longtemps. d'Angelo Rinaldi (Grasset); la Médaille, de Lydie Salvayre (Seuil); Mes dix mille plus belles années, de Jean Schmitt (Grasset); les Pleurs de Babel, de Georges Walter (Phébus).

## Le Conseil constitutionnel refuse d'interférer dans le financement des partis politiques

Le contentieux des élections législatives

Le Conseil constitutionnel a repris, mercredi 22 et jeudi 23 septembre, l'examen du contentienx des élections législatives de mars dernier, qu'il avait suspendu, cet été, pour vérifier la conformité à la Constitution des lois qui lui avaient été soumises par la gauche. li a, notamment, confirmé l'élection de Georges Hage (PC), Jean-Louis Borloo (RL), Laurent Dominati (UDF), Andre Durr (RPR) et Julien Dray

Mais il a aussi déclaré inéligibles pour un an cent cinquante candidats dont les cas lui avaient été soumis par la commission

## SOMMAIRE

DATES li y a vingt-cing ans : le massacre 

Géorgie : des négociations devraient s'ouvrir sur le conflit en Abkhazie.. 3 Le débat sur l'ALENA oppose l'opinion publique américaine à k establishment s

Cambodge: Norodom Sihanouk nomme son fils premier premier ministre......5 «Loin des capitales»: les dernières gigues de l'Estrie ...... 4

### POLITIQUE

ÉTRANGER

Le Front national radicalise sa critique de M. Balledur Livres politiques, par André Laurens : la planète incertaine ...... 6

### SOCIÉTÉ

Un chercheur amateur révèle la machinerie des crémetoires La contrefaçon des factures de France Télécom au tribunal de Paris ..... 7

Les sans-abri de l'avenue René-Coty obtiennent une promesse de relogement......8 Automobilisme : la retraite d'Alain

## CULTURE

Le Festival Musica à Strasbourg.. 10 Le concert de Jean-Michel Jame à Versailles ..... 10 Théâtre: «Le Dîner de cons»:

La réunion du G7 à Washington.. 13 Un budget de restrictions pour l'Espagne ...... 13

Revue des valeurs ..... 14

Crédits, changes et grands mar-

## HEURES LOCALES

 Associations : les communes font du lobbying e Régions Clermont-Ferrand se rebiffe Paris: une vitrine pour l'agrosimentaire d Dossier : les platesformes de déchargement · Frontières : Marseille entre fierté et tendresse ...... 17 à 24

## Services

Abonnements..... Météorologie .. Mots croisés..... Télévision..

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

ÉCONOMIE

Fonctionnaires au chevet de la ville

Spectacles.

3615 LM Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 32 Le numéro do « Monde » daté 25 septembre 1993

a été tiré à 478 379 exemplaires,

## est abattu à Mogadiscio

à se poser avant de prendre feu. pliées depuis l'arrestation, mardidu «bras droit» du chef de guerre Mohammed Farah Aïdid, Osman

de poursuites. - (AFP.) 1989. Privée de sa clientèle natufrancs, quatre années plus tôt. Sterling Airways comptait 1 400 salaries et transportait environ 700 000 passagers par an. - (Cor-

3 [마스크 문문 3연 3.3

更 前 \$ \$ 1 · 在 # 1 · 在 े के स्टब्स्ट अस्पेया प्राप्त **建成 500** 100 100 F AMERICA SON MAN TO 100 Bedig. freit igen STATE OF THE PERSON 44 M ATTACE A HARMAN Primer All March み んとは( 多倫 等 the freehold the My Cartinate sections 李本本山(七:平面中庭

· 阿洛斯·安拉拉亚

我一般的智慧的 2 HEE 野田 ्राप्तक अस्ति हेर्नुका कर् · water at a market of مني يا تعيد به

min day fineway the

andre nakona 🖜 வர் த<del>ூற்குக்</del>சாக் ம ماج الأخر المصار Marke .. Lien ager gamento merco contra A TANK SA CARREST CONTRACTOR

per deligações de longra de A Compagned at the S م تطاقه المحاضية - عاملية الربعة المجالة المجال ويار والإستاد والمراجع والمراجع والمراجع والمراجع 120 - 5 - 64 - 45 - 514 ್ರವೀಗಿ ಕ್ಯಾ. ಹಣ್ಣಿಕ್ಕ

.

लेख रक्षाकरण । ४६± — ; ... THE PARTY S. T.

14 7 34

**建等的支票** 与第一次产品 1. 3. French Commence of the Commenc 一一日からなってる 4 4 2 50 TE STATE OF STATE OF THE STATE Butter of the state of the ந்தைக்கில் இருந்தின் மேற்ற முற்று நடி

en dener is ber.

mes deserva praca car la el the the Agree Co. (**878), 節 56**0 - 05 - 25 - 1 Tar-1840 \$ 85, 11-20 d in the property July 100 Aug 1867 \* \*\*\* \*\*\*\* \*\*\*\* is interest in with

江山市 本 新丁二年十二十二 with the first transfer

> allei januar 😩 ... k Market Think the Contract of the Amit bie enter ich

box

Clermont-Ferrand se rebiffe

La capitale régionale souhaite modifier son image

Une vitrine pour l'agroalimentaire

INTERIMO

Les entrepôts de Bercy se transforment en un centre d'affaires 20

Les plates-formes de déchargement

Les pouvoirs publics cherchent à maîtriser leur multiplication

Marseille entre fierté et tendresse

La ville ne peut retrouver sa place de grande cité du Sud sans son port 24

Le Monde

## FONCTIONNAIRES AU CHEVET DE LA VILLE

Les services publics de la région Rhône-Alpes innovent pour répondre au désarroi des quartiers en difficulté

N dépit de trois cents pages de circulaires ministérielles déjà diffusées, la politique de la ville s'invente encore chaque jour sur le terrain. De fait, Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes et préfet du Rhône depuis 1991, a fort à faire pour rationaliser et dynamiser l'action des fonctionnaires de l'Etat confrontés à la détresse de certains quartiers tels que ceux de Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Bron-Parilly, Rillieux-la-Pape. « La population de ces quartiers est de plus en plus précarisée et endettée ». constate Martine Ayme, sous-préfet à la ville. Des difficultés nouvelles se profilent : ainsi, les enseignants de ces quartiers s'inquiètent de ce que « de plus en phis d'enfants, faute de pouvoir donner un sens à leur vie, deviennent fous dès leur plus jeune âge ». Sous la houlette de Paul Bernard, les services publics, qui sont bien souvent les seuls interlocuteurs de ces familles, tentent de s'adapter afin d'intervenir, aussi efficacement que possible, dans ces quartiers, et dans des domaines aussi difficiles que nouveaux pour eux : l'emploi, le logement, l'échec scolaire... Dépositaires, chacun, de compétences particulières, les fonctionnaires les plus exposés ont certes commencé par réunir leurs forces.

De nouveaux métiers

« Parler d'une seule voix » pour restaurer l'autorité de l'Etat sur le terrain. Tel a donc été l'esprit dans lequel le préset de la région Rhône-Alpes a agi tant lors de la désignation des « délégués de l'Etat » dans les quartiers ou de l'installation de missions interministérielles informelles sur l'emploi ou le logement, que pour la multiplication de «guichets uniques » des services publics... « L'Etat ne doit plus être anonyme: il doit au contraire avoir un visage pour les habitants de ces quartiers. » C'est pourquoi Paul Bernard a désigné seize «délégués de l'Etat », censés personnifier l'administration dans chacun des seize quartiers du Rhône retenus dans la politique du développement social des quartiers (DSQ).

Originaires de seize administrations différentes (enseignement, justice, jeunesse sont en fait devenus les véritables maîtres d'œuvre de la politique de la ville sur le terrain. « Les associations de quartier, les collectivités locales, les organismes divers, ont pris l'habitude de nous appeler à chaque sois que les rouages publics se mettent à gripper », se félicite l'un de ces délégués.

Parallèlement, de nouveaux métiers publics sont apparus: «gestionnaires techniques» chargés d'entretenir les installations communes de ces quartiers; « permanents de locaux » et autres « animateurs sociaux » susceptibles de raviver

un semblant de vie collective au pied de ces immeubles entre 17 heures et 22 et sports, etc.), ces cadres volontaires heures. Mais ces nouvelles fonctions. souvent occupées par des personnes originaires de ces grands ensembles, ont toujours du mal à trouver les financements nécessaires.

Autre exemple de cette rationalisation de l'action publique, la mise en place, en 1992, d'une mission interministérielle d'appui aux politiques d'insertion, d'emploi et de formation (MIAP). Animée, de saçon informelle, par la direction départementale du travail, cette structure permet de coordonner l'action de la dizaine de représentants d'administrations différentes (préfecture, ANPE.

AFPA, missions interministérielles...) amenées à intervenir dans le maquis de l'emploi. « La MIAP traduit d'abord un état d'esprit : son contenu est à géomètrie variable et chacun n'y trouve que ce qu'il y apporte ", affirme Yves Mazuy, directeur départemental du travail. Elle s'avère indispensable tant pour éviter des chevauchements inutiles de dispositifs, rappeler à l'ordre les administrations déviantes ou récalcitrantes, rassembler les financeurs sur un projet ou construire des indicateurs communs...

22

Ces expériences sont néanmoins fragiles. Non seulement elles peuvent être supprimées du jour au lendemain, mais les équipes éprouvent toujours les plus grandes peines à s'affranchir des carcans budgétaires et administratifs qui les encadrent. « Dès lors que l'on se préoccupe des problèmes de gestion quotidienne, tels qu'assurer une permanence téléphonique ou louer des locaux, ces innovations interministérielles se heurtent à des difficultés monumentales, confirme Philippe Boisadam, secrétaire général de la préfecture du Rhône.

De plus, cette nouvelle dynamique requiert une indispensable stabilité des équipes, alors même que les conditions d'exercice dans ces quartiers poussent une importante minorité de ces personnels à demander leur mutation. L'annonce, le 1º juillet, par André Rossinot, ministre de la fonction publique, d'une accélération de l'avancement des fonctionnaires en poste dans les quartiers difficiles tend à les inciter à rester davantage en place.

De son côté. Paul Bernard tente déià d'améliorer au niveau régional les conditions de mutation des personnels d'une administration à l'autre, un exercice qui se heurte toujours à de lourdes pesanteurs nationales. Un bilan de ces expériences pourra être tiré le 4 novembre à l'occasion d'un colloque auquel devrait participer M. Rossinot, accompagné d'un aréopage de directeurs d'administrations centrales.

> de notre envoyée spéciale Valérie Devillechabrolle

## Geste

ABORD fixé à la fin du mois de septembre, le délai dont disposaient les collectivités locales pour prendre une participation dans le capital du Crédit local de France (CLF) a été repoussé d'un mois et demi. Mais le montant de leur participation, lui, n'a pas été relevé. Il s'agit toujours de 3 % du capital dont la presque totalité a été privatisée au printemps (le Monde du 28 juin).

Actuellement, la Caisse des dépôts et consignations détient 12 % des parts, et l'Etat, 8 %. On ne sait pas encore si l'entrée des collectivités locales se ferait par une augmentation du capital, ou par la cession de certaines

Dans une lettre adressée aux élus, Pierre Richard, président du CLF, indique son intention de créer un « conseil des collectivités locales actionnaires » qui leur donnerait l'occasion de s'exprimer de façon collective, par exemple sur les produits et ser-

Guère plus. Car la propriété de 3 % du capital ne donne aucun pouvoir sur la vie d'une entreprise. Les élus ne sont pas dupes. Pour des fonctionnaires parisiens, il s'agit surtout d'avoir ainsi un droit d'accès à l'information et d'entretenir de bonnes relations.

A Saint-Etienne, on estime qu'il est intéressant de participer à la stratégie du principal banquier des collectivités. Les responsables du Bas-Rhin, eux. en attendent une amélioration de leurs rapports avec la direction régionale. Tous sont d'accord sur le fait que le risque financier est nul et le geste symbo-

R. Rs.

### **ASSOCIATIONS**

## LES COMMUNES FONT DU LOBBYING

De plus en plus, les élus se regroupent pour faire valoir leurs particularités et mieux faire pression

OMMUNES de montagne \_ou du littoral, stations thermales ou sportives, bourgs-centres, cités de banlieue, districts: au nom de leurs spécificités, les collectivités locales se regroupent pour mieux faire pression. Depuis la décentralisation, les élus, devenus gestionnaires de leur budget, cherchent à faire valoir leurs particularités auprès des pouvoirs publics, afin d'obtenir des aides financières. De multiples associations de lobbying prechent chacune pour leur chapelle, avec plus ou moins de succès, selon qu'elles sont riches, et qu'elles ont plus

ou moins d'affinités avec le pouvoir en place. Lorsqu'elles existaient précédemment, ces associations catégorielles n'étaient que de tranquilles amicales. En 1989, Jean Puech (UDF), élu de l'Aveyron. réveille l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), qui devient, sous les gouvernements socialistes, une

turbulente lobbyiste, forte d'une vingtaine de personnes. Avec une toute petite structure mais un président de poids en la personne de Valéry Giscard d'Estaing (UDF), l'Association nationale des élus régionaux vient d'être consultée sur le projet de loi quinquennale sur l'emploi, qui propose de régionaliser la formation professionnelle des jeunes. Elle a obtenu qu'une partie de l'emprunt Balladur soit affectée à la rénovation des

Les anciens des cabinets

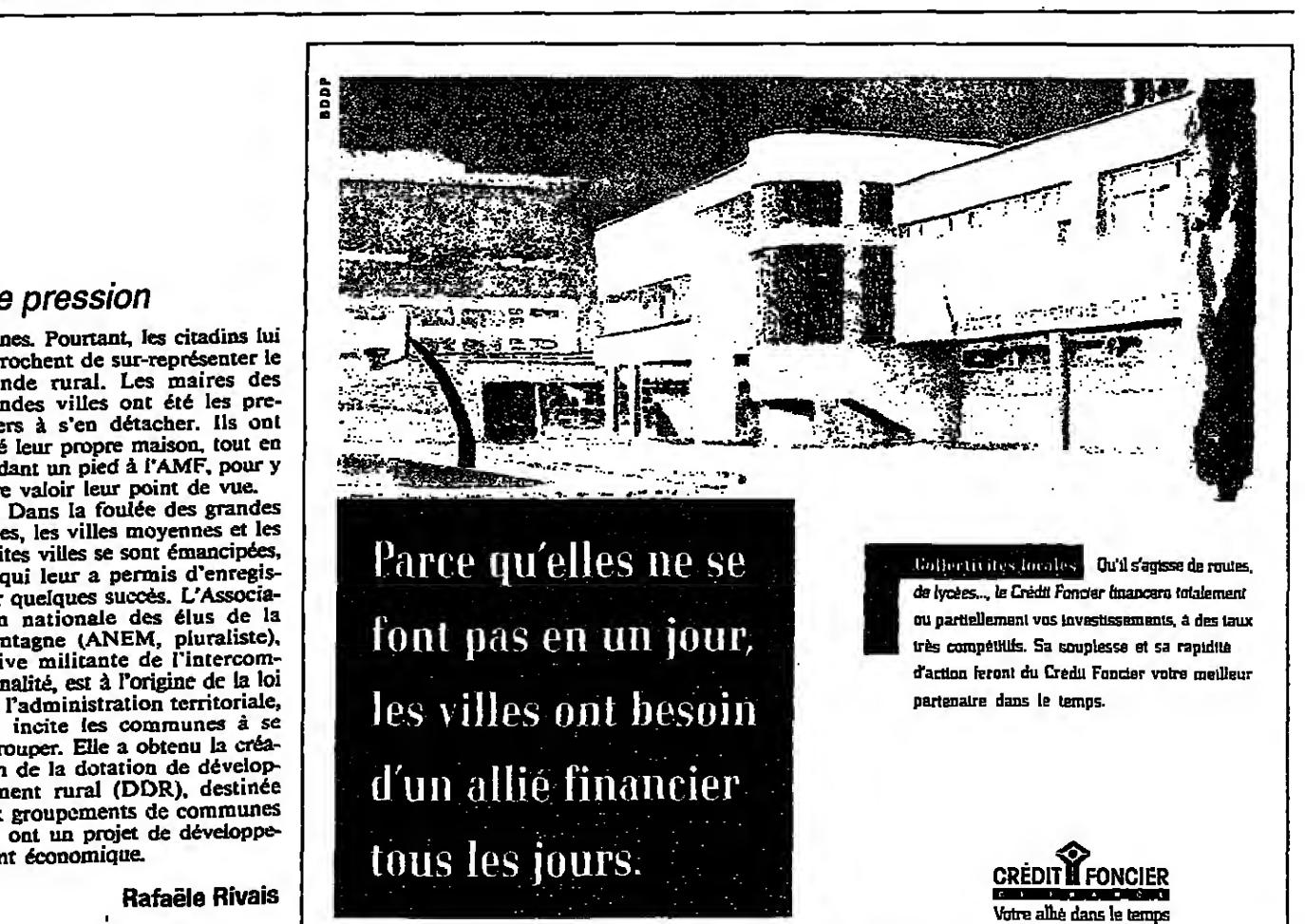
Les communes ont une institution représentative, l'octogénaire Association des maires de 34 000 adhérents. Son président, Jean-Paul Delevoye (RPR), élu l'an dernier, a rappelé que l'AMF avait vocation à fédérer toutes les catégories de com-

munes. Pourtant, les citadins lui reprochent de sur-représenter le monde rural. Les maires des grandes villes ont été les premiers à s'en détacher. Ils ont créé leur propre maison, tout en gardant un pied à l'AMF, pour y faire valoir leur point de vue.

villes, les villes moyennes et les petites villes se sont émancipées, ce qui leur a permis d'enregistrer quelques succès. L'Association nationale des élus de la montagne (ANEM, pluraliste). active militante de l'intercommunalité, est à l'origine de la loi sur l'administration territoriale, qui incite les communes à se regrouper. Elle a obtenu la création de la dotation de développement rural (DDR), destinée aux groupements de communes France (AMF), qui compte qui ont un projet de développement économique.

Rafaële Rivais

Lire la suite page 18



### **FINANCES**

## LE PROJET DE BUDGET PREVOIT UN GEL DES DOTATIONS EN

Les concours de l'Etat au secteur public local ne progresseront pas l'an prochain. Certains élus craignent d'avoir à augmenter la fiscalité

'EST avec consternation Comité des sinances locales, organisme consultatif présidé par Jean-Pierre Fourcade (UDF), ont accueilli le projet de budget pour l'année 1994 présenté, le 21 septembre, par Nicolas Sarkozy, ministre du budget, en présence de Daniel Hæssel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales. « Pour la première sois, les concours accordés aux collectivités locales ne devraient pas augmenter », a constaté Jean-Pierre Fourcade. Ils devraient s'élever à 252,7 milliards de francs, au lieu de 252,6 milliards en 1993. De cette façon, l'Etat réaliserait une économie de 5 milliards de francs.

Les élus locaux savaient qu'un effort leur serait demandé sur la dotation globale de fonctionnement (DGF), principale ressource des communes. Maigré l'opposition des maires des grandes villes, le Comité des

**ASSOCIATIONS** 

Cette manne échoit aussi

aux bourgs qui exercent une

fonction de centralité, comme le

réclamait l'Association des

petites villes de France, présidée

par Martin Malvy (PS). Sous la

houlette de Jacques Floch (PS).

l'Association des maires de villes

la dotation de solidarité urbaine

(DSU), affectée aux banlieues

qui concentrent de l'habitat

soient de puissants lobbyistes, il

leur faut du personnel compé-

tent. Elles se disputent les spécia-

listes des finances locales et du

droit, issus des banques et des

est impossible techniquement,

nous sommes en mesure de leur

démontrer le contraire», indique

Christian Lalu, directeur de l'As-

villes de France et ancien

Pour que les associations

et banlieues a emporté, en 1991,

Suite de la page 17

social.

LES COMMUNES

FONT DU LOBBYING

finances locales en avait accepté ment (maintien en francs que les membres du le principe (le Monde daté 12-13 septembre). La DGF devrait être indexée seulement sur l'inflation (alors qu'elle l'était aussi sur la croissance du produit intérieur brut), ce qui se traduirait par une perte de 800 millions de francs, sur un total de 98 milliards. « Cette affaire a été nėgociėe pendant l'ėtė avec MM. Pasqua et Hæffel. Les élus jugeaient la désindexation acceptable, pour un an. Celui qui a préparé le budget a tout fichu en l'air», a indiqué M. Fourcade.

Les élus ont appris que la DGF ne serait pas le seul poste sur lequel l'Etat chercherait à faire des économies. Seront aussi touchées la dotation pour le logement des instituteurs (- 5 %), diverses subventions (- 3,1 %), et la dotation globale d'équipe-

constants). Plus grave, selon M. Fourcade, des « ponctions » seront opérées sur les compensations one l'Etat verse aux collectivités locales, afin de couvrir des pertes de revenus qu'il leur a imposées. Ainsi, la dotation de compensation de la taxe professionnelle, censée compenser les allégements de fiscalité consentis aux entreprises en 1987, devrait diminuer (- 16,4 %).

La baisse du fonds de compensation pour la TVA (-2,7 %) a déclenché un «tollé» chez les membres du Comité des finances locales, parce que, notamment, elle devrait avoir un effet rétroactif. La TVA sur les investissements est remboursée avec deux ans de retard (un an pour les groupements à fiscalité propre), à hauteur de 15,6 %. En 1994, cette taxe ne devrait être remboursée qu'à hauteur de

Les collectivités qui ont construit des équipements en 1992 (lycées, collèges, crèches...) recevront donc des recettes moins élevées que prévu. «Si le gouvernement prend une telle mesure, il détériore les relations Etat-collectivités locales », a protesté M. Fourcade, en craignant que, par réaction, les élus locaux ne ralentissent leurs investisse-

Seules les dotations liées aux transferts de compétences devraient augmenter (+ 3,5 %). Mais M. Fourcade conteste les chiffres du ministère du budget en ce qui concerne la fiscalité. «Le produit reçu l'an dernier est subventions ministérielles qui supérieur à ce qui est indiqué. La siscalité transsèrée n'augmentera ment de majorité. Pour organiser | pas, elle divinuera. Nous savons en effet que les droits de mutation

ou les recettes sur la vignette automobile sont en baissen, 2-1-il indiqué. Le président du Comité des finances locales demande qu'une commission d'experts, composée de magistrats de la Cour des comptes, tire au clair les relations financières entre

l'Etat et les collectivités locales. L'an dernier, les aides au secteur public local ont augmenté deux fois plus vite que les dépenses de l'État. M. Fourcade estime que leur croissance devrait être au moins égale (1.1 %), «Ainsi, nous ne perdrions que 2.5 milliards de francs, ce qui serait plus accepta-

Au moment où le projet de budget prévoit une diminution de l'impôt sur le revenu, il est vraisemblable que la fiscalité locale devra fortement augmenter. Pourtant, a rappelé M. Fourcade, la capacité du contribuable à payer n'est pas « extensible à

Il juge donc que le Comité des finances locales «ne peut accepter une mesure telle que la baisse du FCTVA. On ne peut pas demander aux collectivités locales de soutenir l'activité, et baisser leurs recettes en francs constants ». Même réaction à l'Association des maires de France (AMF), don't le président, Jean-Paul Delevoye, appartient pourtant au RPR. Il indique qu'en tant que parlementaire il refusera de voter ces propositions, qu'il ne juge pas « conre-

Il a lancé un appel aux associations départementales de l'AMF, pour qu'elles fassent du lobbying auprès des députés et sénateurs. «Si le gouvernement veut réaliser des économies, il doit avoir le courage politique de modifier les règles de compensation et de dégrèvement. Nous n'accepterons pas le non-respect des règles du jeu entre l'Etat et les collectivités locales. » Vingtcinq maires de grandes villes ont protesté auprès du premier ministre, le 23 septembre. Celui-ci a envisagé le retrait du

Les officiers ministériels plaident pour un traitement des difficultés en amont

de justice, réunis le weekend du 17 au 19 septembre à Vichy (Allier), pour leur vingt. et unième congrès sur le thème du droit à l'habitation, avaient choisi d'ouvrir la réflexion par un message de l'abbé Pierre. Quelques mois après avoir égratigné la profession, l'abbé Pierre a de nouveau plaidé pour le droit naturel au logement qui, selon de nombreux juristes, s'oppose au droit légitime de propriété.

L'appel lancé par l'association Droit au logement s'adressait tant aux huissiers qu'au garde des sceaux, Pierre Mébaignerie, lui-même présent au congrès. « Je viens d'apprendre qu'il y a des centaines de familles qui, à Paris, émigrent d'èglise en èglisc. Occupezvous-en. Je vous en supplie, monsieur le ministre. Je vous demande aussi de sanctionner les expulsions illègales et de prendre des dispositions pour aider les familles. » Rappelant que la Constitution garantit à la famille « les conditions nécessaires à son développement», l'abbé Pierre a également exhorté les huissiers « à cesser de rediger dans une langue incompréhensible même pour des gens cultivés ».

Conscients du dilemme juridique du droit à l'habitation, les huissiers suggèrent un traitement des difficultés en amont. Thierry Bary, rapporteur général des travaux du congrès, se déclare persuadé que « l'une des solutions repose sur l'action juridique de proximité car l'organisation judi-R. Rs. | ciaire actuelle n'a pas le temps

INQ CENTS des trois de maiter le problème locatif. Il mille deux cents huissiers : faudrait instituer un juge aux affaires locatives. Quand on en vient aux expulsions, il est reneralement trop tard. Le problème doit se régler au moment où le ménage commence à ne pas

## Dépoussiérage

Le rapporteur rejoint l'abbé Pierre en reconnaissant la nécessité d'un dépoussiérage du langage de la profession. « Nous pourrions mettre en place un bail-plus rèdigé de saçon traditionnelle d'une part, et en langue de tous les jours d'autre part. Nous établirions un état des lieux et serions des consultations amiables entre les deux parties. En ças de conflit, l'huissier pourrait renseigner le juge sur le bailleur et sur le pre-

Le ministre s'est intèressé aux projets de la profession, mais il a choisi de se placer sur le terrain des inquiétudes immédiates en matière de logement en y répondant par une action de proximité et une « dynamisation » des commissions départementales.

« Il faut accroître l'offre de logements et nous y répondrons, notamment par ces commissions qui aident les sans-abri en proposant des loyers à 200 et 300 francs. Il faut savoir qu'il n'y a pas un seul pays en Europe où l'effort consenti est aussi important.»

de notre correspondant Jean-Yves Vif

- 大型性原

POITQU-CHARENTI

DES EMPLOIS

LE PARC DU!

TO THE STATE OF STATE

ONE-ALPES

GRAND CRU IS OLIVIERS

## BLOC-NOTES

## AGENDA

Informatique et collectivités. ~ Le Centre national de la fonction oublique territoriale (CNFPT) organise ses prochaines assises de l'informatique à Aiaccio (Corse-du-Sud), du mardi 28 an jeudi 30 septembre. Cette manifestation s'adresse non seulement aux informaticieus, mais aussi aux cadres supérieurs des collectivités territoriales qui souhaitent améliorer le fonctionnement de leurs services (finances, ressources humaines, patrimoine...) > Renseignements au (16-1)

40-60-48-00. département. - L'Assemblée des pré-

sidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, que préside Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, tiendra son prochain congrès à Toulon Le mécène y trouve son (Var), les mercredi 6 et jeudi 7 octobre. Cette manifestation devrait être marquée par le retour des élus de gauche. qui avalent fait sécession en 1990. L'APCG devrait formuler des propositions pour une poursuite de la décentralisation, notamment en matière d'aide sociale. Le soutien à l'investissement, réclamé par le premier ministre,

t-on à EDF-GDF services. «Les élus ruraux ignorent souvent les conventions conclues entre la SNCF et la région. Participer à leurs colloques nous permet d'expliquer pourquoi telle desserte a été modifiée. Notre entreprise a longtemps été hermétique. Elle doit mieux communiquer, pour que les élus ne se retournent pas > Renseignements au (16-1) vers la presse en protestant », 43-29-09-05. explique un responsable de la SNCF, chargé des relations avec

Rafaële Rivais | de gestion, que préside Patrice Vieljeux

(proche du RPR), tiendra son prochain congrès à Chartres (Eure-et-Loir), jeudi 7 et vendredi 8 octobre. Ces élus doivent faire le bilan de l'action des centres de gestion, ainsi que des problèmes de la fonction publique territoriale. ► Renseignements au (16)

39-50-79-71.

Littoral. - L'Association nationale des élus du littoral (ANEL), que préside Antoine Rufenacht (RPR), tiendra ses prochaines journées d'étude à La Grande-Motte (Hérault), jeudi 7 et vendredi 8 octobre. Les travaux porteront sur les conséquences de la loi paysage de janvier 1993 sur le littoral. ► Renseignements au (16-1) 45-62-00-95.

Pays d'accueil. - La Fédération nationale des pays d'accueil touristiques (FNPAT), que préside Michel Cointat, organise ses prochaines assises à Algajola (Haute-Corse), du vendredi 8 au dimanche 10 octobre. Cette association s'est créée en 1976, à l'initiative du ministère du tourisme et de la

Elle regroupe 170 pays d'accueil touristiques, dont 139 ont recu une homologation, parce qu'ils répondent à des critères tels que l'existence d'une solidarité intercommunale, d'une structure juridique appropriée et d'un projet de développement. Dans la perspective des prochains contrats de plan Etat-région, la FNPAT va engager une

réflexion en vue d'une meilleure promotion de la marque « pays d'accueil touristique», et d'une mise en valeur du paysage rural. Renseignements au (16)

99-99-75-75. S'implanter. – Le Salon européen de l'implantation d'entreprises et du développement local, «S'implanter», présidé par Jean-François Mancel (RPR), se tiendra à Paris, du mercredi

13 au vendredi 15 octobre. Plusieurs tables roudes, animées par des représentants de la Commission des communautés enropéennes, permettront de saire le point sur les aides financières de Bruxelles en faveur des régions, et sur les investissements communautaires en Europe centrale. ► Renseignements au (16-1) 42-94-06-10.

Régions maritimes. - La Conféreuce des régions périphériques maritimes doit réunir sa prochaine assemblée générale à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), jeudi 14 et vendredi

15 octobre. Soixante-cinq régions européennes appartiennent à cette association, qui s'est créée il y a vingt ans, afin d'obtenir de la Communauté économique européenne qu'elle prenne mieux en compte les problèmes des territoires proches de la mer.

Renseignements au (16) 99-02-97-15.

Gilles de Robien (UDF-PR), maire d'Amiens,

Jean-Yves Chapuis (PS), adjoint au maire de Rennes,

Bruno Bonduelle, PDG du groupe Bonduelle et président

de l'Agence pour la promotion de la métropole filoise (APIM).

le Moniteur des villes de septembre.

Architectures de septembre.

le Figaro du 23 septembre.

pérlurbaines trouvent des raisons de rester au pays plutôt que de rejoindre

«Nous recherchans des gens qui ant une pédagogie de la ville et de

l'architecture. Et puis, comme ils sont architectes-conseils, ils ne viennent

a Le film Germinal est une catastrophe pour l'image de marque du Nord. »

pas uniquement poser leur œuvre. Ils s'engagent dans la ville. »

## PUBLICATION

■ Gestion financière. - Comment gérer au mieux la dette et la trésorerie d'une collectivité locale? Le Guide de la gestion sinancière que vient de publier Michel Klopfer, consultant en finances locales, présente les techniques qui permettent d'accroître la marge de manœuvre d'un budget : modulation des taux d'intérêt ou des durées d'emprant, lissage des échéances, remboursements par anticipation, trésorerie zéro, endettement en devises... L'ouvrage, est destiné aux élus, aux secrétaires généraux et aux directeurs financiers des collectivités locales, mais aussi à leurs préteurs. Guide de la gestion financière.

253 p., 350 F. Edition du Moniteur, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris.

### NOMINATION

la préfecture de Seine-Saint-Denis. Fabry a été nommé le 22 juillet secré-Goudard.

[Né le 19 avril 1940 à Lézignan-Corde l'Ain en 1986. En 1989, il devient

Précision, - Dans l'article consacré à la préparation du cinquantenaire du débarquement en Basse-Normandie (le Monde daté 19-30 septembre) nous avons écrit : «Le conseil général du Calvados a donné son accord pour la Manager and the second of the realisation d'un e circorama e à Arromanches». C'est-en réalité le conseil régional qui est à l'initiative de cette

Un nouveau secrétaire général à - Secrétaire général pour les affaires régionales d'Aquitaine, Jean-Claude taire général de la préfecture de Seine-Saint-Denis. Il succède à François

bières (Aude) Jean-Claude Fabry est licencit en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse. Il a occupé divers postes de secrétaire d'ambassade avant d'être nommé conseiller au cabinet du secrétaire d'Etat amprès du ministre des affaires étrangères en 1973. Directeur du cabinet du préfet de Saoneet-Loire en 1976, il devient sous-préfet de Thiers deux ans plus tard, puis secrétaire général de la préfecture du Cher en 1981. Aprés un séjour à l'étranger, il retrouve un poste de secrétaire général à la préfecture secrétaire général pour les affaires régiocales d'Aquitaine.]

realisation. 

### et « vrais-faux » articles Avoir « fait du cabinet » est

rie Rausch (maj. p.).

Sponsors

un atout sérieux. « On connaît les assistants parlementaires, qui nous signalent les textes en préparation, explique M. Lalu. On sait réagir vite. Quand un texte nous concerne, nous constituons un dossier solide, et nous demandons à un élu de défendre notre amendement. » Son association a, par exemple, obtenu la création de la communauté de communes en milieu urbain, formule qui a permis à Marseille de s'engager sur la voie de l'intercommunalité.

L'argent est, évidemment, le nerf du lobbying. Les associations d'élus sont largement alimentées par les deniers du contribuable. Plus de 80 millions de francs sont prélevés chaque année sur les budgets locaux afin de payer les cotisations. Les barèmes sont souvent calculés en fonction du nombre d'habitants. ce qui explique que l'AMF se taille la part du lion, avec -29 millions de francs (plus 6 millions destinés à son magazine mensuel).

de conseils généraux arrive en deuxième position, avec 14 millions de francs. Loin derrière, l'Association des maires des grandes villes ou l'ANEM ont francs. «Quand nous rendons un service en termes de lobbying, le citoyen n'a pas à s'inquiéter, car

De multiples petites formations vivotent avec de faibles ressources (1 million de francs. ou moins). Elles dépendent des de coûteux colloques, elles font de plus en plus appel au sponsoring. EDF-GDF services, la SNCF, France Telecom, la Caisse des dépôts et consignations, la Lyonnaise des eaux ou la Compagnie générale des eaux sont sollicitées : leurs logos apparaissent sur les mallettes des congressistes; leurs responsables sont invités aux tables rondes des publi-reportages sont imprimés dans le bulletin de l'associa-

l'argent public est bien utilisé».

estime Christian Lalu.

ministères. « Lorsque les pouvoirs publics nous disent que tel projet En contrepartie d'une aide financière, de « vrais-faux » articles, signés par un journalistemaison, mais rédigés par le sponsociation des maires des grandes sor, vantent des actions de partenariat avec une collectivité conseiller technique de Jean-Malocale. « Tout cela n'est pas très déontologique », admet un responsable de la communication d'EDF-GDF services (ancienne | Congrès des présidents de direction de la distribution d'EDF et de GDF), qui déclare avoir dépensé 1,2 million de

francs pour ces insertions en compte. « Nous avons intérêt à montrer aux élus qu'EDF est un partenaire irréprochable si nous ne voulons pas qu'ils demandent notre démantèlement », explique-

les élus et les consommateurs. Les associations mieux dotées évitent le sponsoring. « Nous voulons garder notre indépendance, explique Christian ont du discuter ferme pour transformateurs des copropriétaires. Comment aurions-nous pu L'Assemblée des présidents négocier, si EDF nous avait financés?» Lorsqu'une association ne peut se passer de sponsors, « elle a intérêt à les multiplier », conseille Christian Lalu. Dans tous les cas, elle doit étades recettes de 5 millions de blir une convention de partenariat aussi claire que possible.

**Propos** 

des mégalopoles.»

**ARCHITECTES** 

**IMAGES** 

■ Famille. - L'Union régionale des associations familiales (URAF) de **■** VILLES Midi-Pyrénées organise ses premières «Les villes doivent favoriser autour d'elles un réseau de pôles de développeessises regionales de la famille jeuni / ment suffisamment attractifs pour que les populations rurales, semi-rurales ou et vendredi 8 octobre à l'université des

DATAR.

sciences sociales de Toulouse. Lalu. En 1988, les grandes villes La première journée sera consecrée à des ateliers où doivent être abordés des qu'EDF leur paie une taxe sur les sujets tels que famille et qualité de la vie, droit de la famille, politique familiale et compétences, familles des villes, familles des champs. Elus et spécialistes interviendront le vendredi matin

Edouard Balladur (le Monde du

12 juin), sera l'objet de discussions. Les

présidents de département souhaitent

répondre présents, sans toutefois

remettre en cause la santé de leurs

sur le thème de : «la famille en Midi-Pyrénées anjourd'hui et demain ». Renseignements au (16) 61-33-50-66.

■ Centres de gestion. - L'Association nationale des présidents de centres

1422 936 2 6 . 27 - 2 /

25-402

6000 chercheurs, à l'université

ainsi que dans l'industrie, ce qui

représente pourtant une forte

densité. Parmi les interrogés.

11,2 % sculement connaissent le

nombre d'étudiants. Enfin. il ne

sont que 3,5 % à savoir que

170 établissements publics et pri-

vés de plus de 100 employés

(124 pour la seule ville de Cler-

essentiellement les six plans

sociaux successifs dont le dernier

en cours, selon les syndicats,

pourrait bien se solder par des

licenciements secs. De plus en

manufacture de pneumatiques

persiste, s'amplifie même, et

fait une nouvelle sois dans le

film-témoignage projeté le

20 septembre, clame haut et fort

qu'il n'en est nullement question

Roger Quilliot trouve ces

réponses quelque peu injustes. Il

rappelle la création de la Maison

« désinformation en règle ».

De Michelin, on retient

existent dans l'agglomération

mont-Ferrand).

್ರಾಷ್ಟ್ ಚಿತ್ರದ ಬಿಕ್ಕಾ ವಿವಾಧ್ಯಕ್ಷ ನಿರ್ಣ THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH स्थापनार अञ्चलकार । १ द्वार १ कि. १९०० व person at finis. Property 2 ... Me comment of the second of the second के के के के के किस के किस के किस कर के क

: <del>-</del> ... .

were the stimestal -

THE REAL PROPERTY.

and the mag

THE PART OF THE PARTY

讀 "我我可以知道的。"

with a few gray to figure that they are The state of the s But the state of t The first the state of the stat SE STREET WITE & BA will be the best with the second "A to the second of the the state of the s क्षेत्र हेल्ड इंग्लिक विकास के राज्य के

What was

उद्या स्टब्स्ट केंग्र

·劉樹·衛·克·阿格·西拉·克·斯斯·西拉·克·亚克·克·

B \$4+23 \$ 7 7

1944 - T

· 東、 森馬 高原 高原

The same of the same of Laugedaton in the contract of Refige Passings Sage weren at the Take administração à 1 MESTA BOLLO DE COLOR ्र राष्ट्रीय, जानके संख्या करते हैं। साम्राच्या खाने में जिल्ला कि उत्तर करते हैं। Carrest and the second of the The second of th The state of the s Sugar Service Control of the service of and the companies of the contraction of the contrac in the second of the control of the

· 養」、養養を養養した養殖をしています。

and the second of the second o 9 選集 養の利益です。 「 (15-11) 🕻 (11) (11) (11) The springer was the second of - <del>機能 1年 17年1年11年11日 - 141</del> - 141

ingeregge bei gegen in die kann bei de fan it beskelie. 器ep Tuy trap の 1 一 TT の 24 A 1

AUVERGNE

## CLERMONT-FERRAND SE REBIFFE

La capitale régionale souhaite modifier son image et ne plus apparaître seulement comme le siège d'une manufacture de pneumatiques

Clermont-Ferrand veut, une fois pour toutes, se débarmsser de la seule image agréablement champêtre fleurant bon l'Auvergne au grand air sur fond de volcans et sur laquelle se colle, presque par hasard, la réalité économique propre à Michelin. Une chaîne de puys, un plateau de fromages et Bibendum à l'ombre en permanence, sur un ton qui, de Vercingétorix forment une illustration plaisante pour carte postale mais ne rendent plus compte de la réalité. Roger Quilliot (PS), maire de la métropole régionale et président du Syndicat intercommunal d'équipement de l'agglomération clermontoise (SIEAC, qui comprend treize

cette perception. Au mois de juin, il a fait adopter par son conseil un budget de 4 millions de francs pour 1993 (une deuxième tranche équivalente devant être engagée pour 1994) et a retenu une esciété de conseil en communica-

RHÔNE-ALPES

LE GRAND CRU

DES OLIVIERS

ont obtenu une reconnaissance officielle

Les producteurs de Nyons

YONS, le Nyonsais et les

Baronnies c'est encore

Rhône-Alpes et c'est déjà

la Haute-Provence, le pays bleu.

mauve et gris de la lavande, des

cigales et de l'olivier. Grace à son

micro-climat de type méditerra-

néen, cette sous-présecture de la

Drôme s'invente le midi à sa

porte. Depuis 2 500 ans on y cul-

tive l'olivier, qui poursuit ainsi

une singulière incursion à la

limite septentrionale du 44º paral-

lèle. La bataille de la « reconnais-

sance» de l'appellation d'origine

contrôlée (AOC) s'est, quant à

elle, étalée sur plusieurs décennies

puisque l'idée en a germé dès

ble coup de gel de sévrier 1956

qui avait décimé une partie du verger, le Syndicat de l'olive noire

d'obtenir un label de qualité pour «la tanche», considérée comme

l'une des meilleures olives noires produites en France. En 1968, une «délimitation judiciaire» est

obtenue devant le tribunal de

Valence mais cette «appellation

d'origine» n'est pas «contrôlée».

Les oléiculteurs restent d'autant plus décidés à obtenir un cadre

légal strict qu'ils constatent que des huiles d'olive d'importation

simplement «conditionnées» à

Nyons sont fréquemment mises

en vente sous des étiquettes ambi-

gues et à des prix défiant toute

Le marathon dans lequel

s'engagea alors le syndicat

délaissa les chemins administra-

tifs pour emprunter la voie légis-

lative, guère plus rapide. Une

série de courriers et de contacts

avec différents ministères aboutit,

en 1986, à l'élaboration d'un pro-

jet de proposition de loi. Le chan-

gement de majorité remet les pen-

dules à zéro, mais un nouveau

texte est néanmoins présenté à

l'Assemblée nationale, le

16 sévrier 1987. Présenter n'est

pas voter... Le dossier s'enlise. En

1988, nouvelle alternance et nou-

velle proposition de loi. En juin

1989, la proposition est acceptée

taire» mais aucune date n'est

Et puis, en août 1989. le

mustre de l'agriculture, Henri

Nallet, s'avise de globaliser le

Tègement du problème afin d'évi-

ter d'avoir à légiférer pour chaque

produit candidat à un label, et

confie une mission de réflexion à

ष septembre 1989, débouchera

Une petite

révolution

PUBLICATION

NOMINATION\_

'AGGLOMÉRATION de tion pour réaliser une campagne nationale. Coup de colère? coup de sang? A vrai dire, lassitude conviendrait mieux pour qualifier l'attitude du premier magistrat. Il ne peut plus supporter, pour la vivre au quotidien, l'image donnée de l'agglomération, déformée à souhait, entretenue, sans perversité certes, mais selon lui, n'est plus de mise.

Le maire de Clermont-Ferrand estime que la métropole de la région d'Auvergne, avec ses 300 000 habitants, ses 30 000 étudiants, ses 6000 chercheurs et dont l'activité économique ne repose pas sur la seule manufacture de pneumatiques, dispose de communes), souhaite modifier tous les atouts pour vivre avec succès un retour à la croissance. «C'est à marée basse que l'on prépare le bateau qui larguera les amarres lorsque la marée montera... » a-t-il affirmé lundi 20 septembre devant I 500 personnes représentant les forces

sur une loi cadre, adoptée le

2 juillet 1990, visant à confier le

contrôle de l'ensemble des AOC -

«fromages et laitages» et «pro-

duits divers» compris - à l'insti-

d'origine (INAO) qui n'avait jus-

viticoles. Une petite révolution

Nyons. Le dossier du syndicat

commission spécialisée procéda à

rendre une décision favorable que

le ministre devrait bientôt entéri-

syndicat à s'assurer que les textes

d'application soient conformes à

s'imposer les oléiculteurs et qui

Créé en 1957, après le terri- l'autodiscipline que souhaitent

cette soirée, il a tenu à procéder, en personne, au lancement de la campagne de communication. Avant que la question ne lui

soit posée il a écarté, non sans malice, toute arrière-pensée politique : « Les élections municipales sont dans deux ans (...) et ceux qui, dans cette perspective, veulent hisser les voiles sans plus attendre doivent savoir qu'ils ne sont pas arrivés au port.»

### L'environnement plébiscité

Six mois ont été donnés à la société choisie: Eurocom-Incognito, pour réussir l'opération. Consultation, information et mobilisation sont les trois idées maîtresses de la campagne. Au chapitre de la consultation intramuros, une enquête, réalisée auprès de 800 personnes, montre une méconnaissance de la réalité locale. Ainsi, 75 % ignorent totavives de l'agglomération. Lors de lement que Clermont-Ferrand

> porte notamment sur l'étiquetage. Pour éviter toute confusion sur l'origine réelle de l'huile.

L'olive et l'huile issues d'un terroir qui englobe environ 250 000 arbres répartis sur 2 200 hectares peuvent être assimilés à un «grand cru». Le prix de vente élevé de cette huile, 70 à 80 francs le litre, s'explique notamment par le coût de la main-d'œuvre. Un ramasseur, payé 55 francs de l'heure, ne peut guère récolter plus de 10 kilos en une heure. Et pour faire un litre d'huile – du pur jus de fruit – il faut de 4,5 à 5 kilos d'olives...

Pour ce qui concerne l'olive tut national des appellations de bouche, elle restera un «produit culturel» qui ne vise pas la consommation de masse. Pourqu'ici que la charge des produits tant, comme l'affirme Christian initiée grâce aux oléiculteurs de Teulade, directeur de la coopérative du Nyonsais et secrétaire du était bien préparé, néanmoins une syndicat, l'olive pourrait constituer «un produit millénaire d'avenir». En dix ans, en France, la une minutieuse enquête avant de consommation d'huile d'olive est passée de 25 000 à 37 000 tonnes dont 95 % sont importées. ner par un décret. Il restera au

de notre envoyé spécial à Nyons Robert Belleret

de Nyons s'est aussitôt préoccupé POITOU-CHARENTES

## DES EMPLOIS POUR LE PARC DU FUTUR

La direction du CNED s'installe à Poitiers à l'ombre du Futuroscope

DITH CRESSON, premier ministre, avait donné le ton des transferts de services de l'Etat en province en envoyant une partie des services du Centre national d'enseignement à distance (CNED) à Poitiers. L'équipe d'Edouard Balladur s'est montrée plus déterminée encore. Au début de l'été, la direction générale de l'établissement cinquantenaire, basée à Vanves (Hauts-de-Seine), a appris qu'elle allait rejoindre ses troupes à l'ombre du Futuroscope. Sur le site de Janay-Clan, un batiment moderne, essentiellement financé par le département de la Vienne, abrite déjà l'équipe audiovisuelle du CNED, presque née ici, ainsi qu'un service de vidéotransmission interactive par satellite. Un autre bâtiment, qui a beneficié du même soutien, regroupe l'enseignement des langues vivantes. quelques disciplines de sections de techniciens supérieurs, plus le centre d'accueil téléphonique

national. sur l'«ordre du jour complémen-Pendant des mois, cet immeuble-là a été occupé en dessous de sa capacité. L'arrivée de l'«état-major» du CNED pourrait suppléer le manque d'enthousiasme des troupes touchées par une première vague de décentralisation en 1992. Elle devrait ainsi permettre d'atteindre l'objectif fixé... par le gouvernement sociaun expert. Le rapport, rendu liste. Le transfert de la direction a

un impact plus « qualitatif que quantitatif», reconnaît un de ses membres. Après tout, une décentralisation ne se résume pas en termes d'effectifs, et celle-ci prouve au moins une continuité notable dans la volonté politique.

Elle va se traduire par un nouvel apport de cinquante personnes aux abords du parc du Futur. Au total, ils sont près de deux cents à y travailler actuellement. La direction générale et les services qui lui sont directement liés ne devraient être au complet que dans un an. Il a fallu procéder à des recrutements, car sur les vingt-cinq premiers nouveaux venus, qui doivent arriver dans les prochaines semaines, moins de dix suivent effectivement leur poste. Une réaction maigré tout mitigée, qui illustre les difficultés que connaissent ces opérations, même, comme c'est le cas à Poitiers, lorsque les collectivités locales se mobilisent largement pour les accueillir (le Monde daté 17-18 janvier 1993).

A l'échelon national, le CNED compte l'équivalent d'un millier d'emplois et huit centres régionaux. Le recteur Michel Moreau, qui a été nommé directeur au mois de juillet, connaît déjà la région puisqu'il a été doyen de la faculté de droit de

tension des bibliothèques municipales ou universitaires, et parle du récent aménagement du Musée des beaux-arts, apte maintenant à recevoir des expositions itinérantes. Le maire évoque également le projet d'une Maison du théâtre bénéficie de la présence de sur lequel la ville s'est engagée.

des congrès, sollicitée quotidiennement pour des spectacles, l'ex-

Le coût de l'opération est estimé à 55 millions de francs, l'Etat devant y participer pour deux parts, la région, le département et la ville pour une part. «J'avais en son temps obtenu des assurances du prédècesseur de Jacques Toubon. Qu'en est-il aujourd'hui? *Se ne sais...* ", dit-il. Informer les habitants. démythifier, convaincre hors des

murs, la mission de la société Eurocom-Incognito est importante. Patrice Falk, le responsable de cette campagne, réalise actuellement des spots publicitaires qui seront dissuss au mois de novembre sur France 2 et France 3.

plus, la rumeur selon laquelle la Il s'agira bien d'une « mise quitterait, tôt ou tard, la ville, au point», c'est le titre de la campagne, comme en témoigne François Michelin, comme il l'a l'un des projets qui montre une agglomération dans une nature protégée et agréable à vivre, mais bénéficiant aussi d'un aéroport international et d'un carrefour et que l'on ne doit en aucun cas autoroutier.

«Il faut avoir le culot de le succomber à ce qu'il qualifie de faire,, c'est Roger Quilliot, le spécialiste de Camus, qui parle Par contre, les habitants de l'agglomération, pour 75 % d'enainsi avant d'ajouter « je sais que je suis soutenu en dehors de tout tre eux, «se sentent bien» en ces lieux. Ils bénéficient, font-ils clivage politique». Claude Wolff valoir essenticllement, d'un envi-(RP), maire de Chamalières, était ronnement exceptionnel, original présent le 20 septembre pour le puisque paisiblement volcanique, lancement de la campagne. Pour et admirablement préservé grâce le premier magistrat de la métropole régionale « l'intérêt de la à deux parcs naturels. S'ils se plaisent dans leur ville, dont ils région d'Auvergne est d'avoir une apprécient les richesses architectète solide et l'intérêt de l'aggloturales, ils regrettent un « manmération clermontoise est d'avoir que d'animation » et une majorité un corps solide». Le président de d'entre eux souhaiteraient que la la région s'appelle Valéry Giscard culture y trouve une plus grande

> de notre correspondant à Clermont-Ferrand Jean-Pierre Rouger

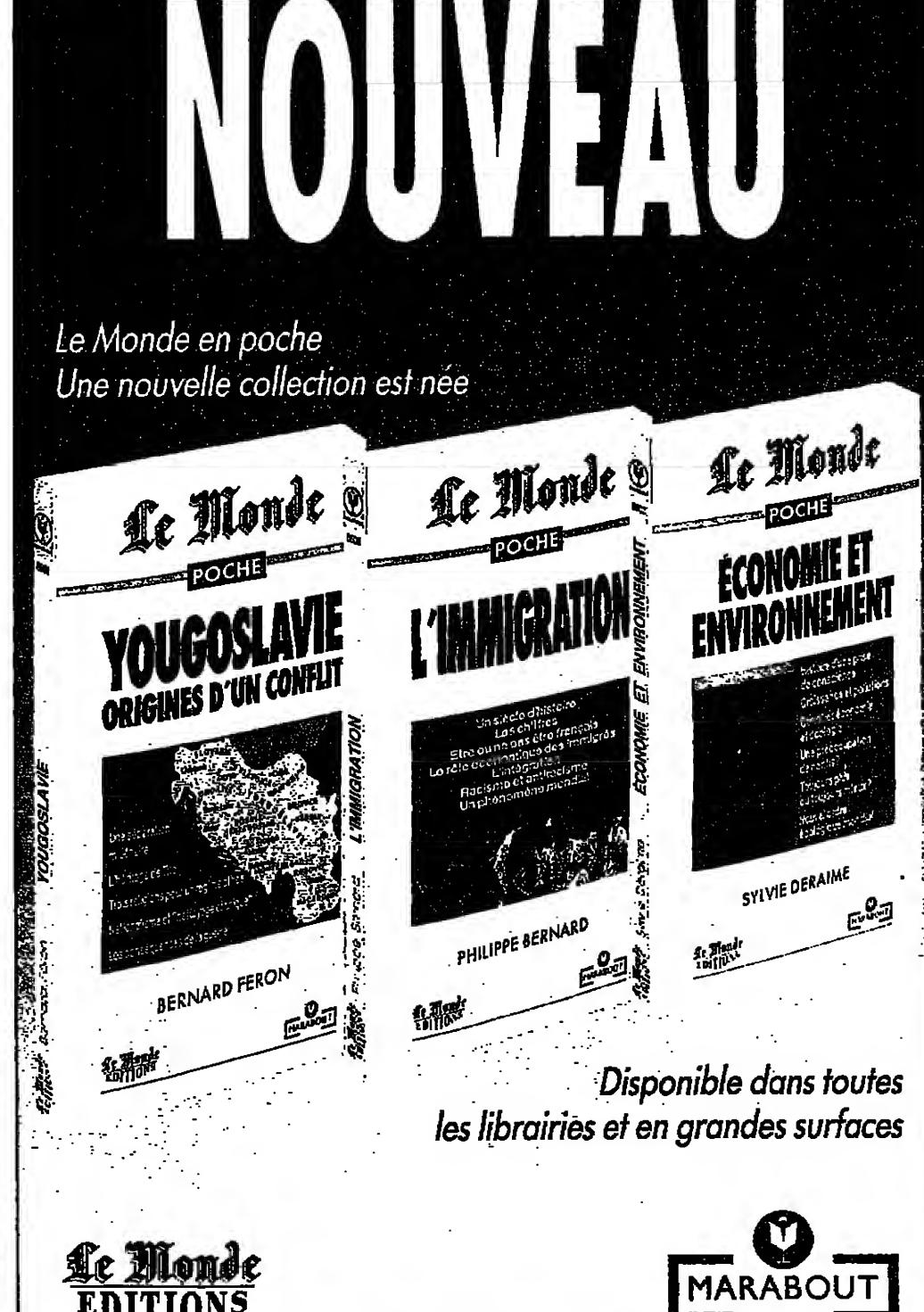
CENTRE

Un palais des congrès à Tours

Vendredi 17 septembre, les portes du nouveau palais des congrès de la ville, baptisé Vinci, se sont ouvertes pour la première fois. Au cours des trois jours de débats et de visites qui ont suivi, les Tourangeaux ont eu le loisir de découvrir le bâtiment qui porte la griffe de l'architecte Jean Nouvel, l'auteur de l'Institut du monde arabe. La réalisation de ce palais des congrès, qui peut accueillir jusqu'à 3 000 personnes dans ses trois salles. est majoritairement due à des entreprises locales. Entièrement financé par la municipalité, son coût s'élève à 530 millions de francs.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR lle à vendre

«Côte varoise, à vondre île, site privilégié et paradisiaque, terrain 1 hectare, petit port privé et protégé, villa 235 m²», la transaction proposée n'aura pas manqué de susciter les curiosités. Le Petit Ribaud est un gros rocher nu et escarpé, situé entre la presqu'île de Giens et Porquerolles, qui a abrité les exils côtiers de propriétaires fortunés. Acheté en 1640 par le marquisat de Giens, il devint propriété de la famille Sabran-Ponteves, qui le revendit au sieur Remonenco à la fin du dix-neuvième siècle. avant d'être racheté par Léon Escoffier de Giens en 1905. En 1960, M. Vaudard acheta l'îlot 2 750 francs et entreprit des travaux de voirie et la construction d'une villa. Aujourd'hui, Le Petit Ribaud est mis en vente pour la somme de 17 millions de francs.



M.V.

La désignation d'un nouveau concessionnaire exploitant le Jardin d'acclimatation a été reportée au mois de mars 1994 mais le célèbre terrain de jeu des petits Parisiens continue à vivre intensément. Une exposition de poissons en aquanum, «Les dents de la Saône », s'y déroule jusqu'à la fin septembre tandis que démarre «Le voyage enchanté», un petit train circulant à travers des décors miniatures. Mais surtout le Théâtre du Jardin, auquei la Ville a coupé les vivres, se débat comme un beau diable pour continuer à accueillir les enfants. Jacques Douai, son animateur, lance une souscription de soutien sous forme de 5 000 titres de 500 francs, chacun proposé aux parents avec la formule « Devenez les mécènes de vos enfants ». En outre, Jacques Douai donnera, dans son théâtre, du 12 octobre au 6 novembre, un récital intitulé « De Montmartre à Saint-Germain-des-Prés ».

**FESTIVAL** Le 13° en fête

Pour sa dixième édition, le Festival du 13<sup>e</sup> arrondissement, du 6 septembre au 17 octobre, bénéficie cette année d'un parrainage de poids. Le maire, Jacques Toubon, est aujourd'hui ministre de la culture. D'où la richesse exceptionnelle du programme. Douze troupes de théêtre se produisent dans les différentes salles du quartier dont le grand amphithéâtre de l'Ecole des arts et métiers. Ses 600 places sont quasiment pleines chaque

Raymond Devos est sur la scène du cinéma Grand Ecran qui, par ailleurs, projette une douzaine de classiques tirés d'ouvrages littéraires. Mais il y a aussi, en d'autres lieux, de la danse, un marché du livre, un feu d'artifice, la remise d'un prix littéraire, une brocante et l'arrivée du beaujolais nouveau. L'une des soirées les plus intéressantes de ce festival fourre-tout a été le concert donné par les musiciens stagiaires de l'Orchestre national de jazz au théâtre Dunois, réinstallé par la ville dans un local neuf de la rue du Chevaleret. Un grand moment de jazz dans une salle hélas mal insonorisée.

### RENOUVEAU La Vidéothèque prépare la Libération

La Vidéothèque de Paris fait

sa cure de renouveau. On lui a

attribué un nouveau directeur.

Michel Reilhac, ancien animateur du Centre culturel américain et concepteur des « Arts étonnants », manifestation originale qui, notamment, a fait danser les Parisiens, cet été, au Palais de Chaillot. D'autre part, le hell d'accueil a été entièrement redessiné. Il comporte à présent une boutique où l'on achète des cassettes vidéo et des livres, évidemment consacrés à Paris. A l'étage, un nouvel éclairage efface l'atmosphère de caverne mystérieuse qui caractérisait la Vidéothèque. D'ailleurs on songe à transporter l'établissement dans l'immeuble de l'ancienne Gaîté lyrique, malmené par la désastreuse expérience de la Planète magique. Tout cels n'empêche pas la Vidéothèque de préparer le cinquantenaire de la Libération de Paris,

en 1994. Elle dispose déjà de quarante heures de témoignages filmés. La commémoration sera d'ailleurs élargie aux capitales étrangères dont on fera revivre la libération par l'image. C'est l'une des nouvelles orientations de la Vidéothèque de Paris : élargir son horizon aux grandes métropoles mondiales.

• 🚉

COMMERCE

## UNE VITRINE POUR L'AGROALIMENTAIRE

Les entrepôts de Bercy se transforment en un centre international d'affaires. D'un coût de 7 milliards de francs, ce « mart » et ses annexes donnent du souci à ses promoteurs

ES négociants en vin aui depuis deux siècles roulaient leurs futailles sur les pavés de Bercy sont encore sous le choc. Au-dessus des vieux entrepôts fleurant le gros rouge s'élève à présent un building de trente-quatre mètres de haut et de trois cent vingt mètres de long, perpendiculaire à la Seine et fermant définitivement l'horizon vers Charenton, La répétition, en somme, de la barrière de béton du ministère des finances, qu'on aperçoit au loin. L'édifice, que certains surnomment «La Banane» en raison de sa forme incurvée, évoque plutôt un paquebot. Il appareille ces jours-ci mais sans champagne ni fanfare. Pourtant, il représente pour Paris et pour la France une nouveauté : l'immense vaisseau abrite ce que les Anglo-Saxons appelient un «mart», abréviation de «market ». Un centre d'affaires thématique, c'est-à-dire entièrement consacré à une branche économique. Ici l'alimentaire et l'art de la table.

Le «paquebot» offre aux producteurs, fabricants et importateurs français mille «cabines» largement ouvertes sur des coursives où ils pourront exposer en permanence des échantillons de leurs produits alimentaires. De la boîte de caviar aux filets surgeles en passant par d'innombrables breuvages, on y trouvera tous les ingrédients de la grande bouffe,

A la Foire de Paris, rayon alimentation, ajoutez les pinardiers de Bercy, les grossistes de Rungis, placez le tout dans un immeuble informatisé et climatisé et vous aurez le deuxième mais le plus important «mart» de France (1). Louées à l'année contre une redevance d'environ 3 250 francs le mètre carré, les cabines sont de taille variable : de cinquante à cent cinquante mètres carrés. Ne sont admis dans le vaisseau que des acheteurs professionnels munis de laissez-passer : patrons de restaurant, responsables de magasin, gestionnaires de collectivités, agents de centrales d'achat, négociants export-import, détaillants de l'alimentation, etc.

La vie en «paquebot»

L'idée du « mart » alimentaire à la parisienne (une quarantaine d'autres existent à travers le monde mais généralement à l'extérieur des villes) a été lancée par Jean-Pierre Hennequet, quarante-six ans, i mètre 92, 90 kilos. homme d'affaires aussi imaginatif que gourmand. Il s'inquiétait de voir filer outre-Rhin le commerce de l'agroalimentaire. fleuron bien francais. Au bout du futur parc de Bercy coincés entre la Seine, le périphérique

y compris les accessoires de la et les voies ferrées, une douzaine d'hectares se trouvaient «libres». Un consortium financier comptant une demi-douzaine de grandes firmes (Crédit national, BNP, Crédit foncier. Euro-développement) s'est constitué autour du groupe Suez, a acheté l'espace à la ville et y a sait dessiner par deux architectes, Michel Macary et Henri La Fonta, un projet de « mart » baptisé Bercy-Expo. D'autres éléments s'y sont ajoutés pour tenter de créer un peu d'animation autour du temple du négoce interdit au public.

Selon ses promoteurs, la discrétion entourant l'ouverture du « Centre d'affaires international de l'alimentaire et de la table » - c'est son nom officiel - serait due à la nécessité de «roder la machine».

Le paquebot de Bercy-Expo - le nom médiatique qui lui restera - n'offre pas, à ses locataires, que des mètres carrés mais de multiples services. Hôtesses d'accueil dans le monumental hall d'entrée, des gardiens et pompiers jour et nuit, les télécommunications. mille sept cents places de parking en sous-sol, des locaux de réunion dont une salle de 3000 mètres carrés capable de recevoir un colloque, des bureaux tout équipés pour les visiteurs, deux restaurants, une cafétéria, un traiteur, une banque, des loueurs de voitures et des boutiques, on pourra quasi-

ment vivre en circuit sermé à «saire leur marché.» dans le navire.

Les adhérents - c'est ainsi qu'on nomme les utilisateurs du centre - pourront lover des cuisines pour faire goûter leurs préparations et même un «laboratoire» où l'on dégustera leurs vins.

C'est donc ce dispositif

dont il faudrait tester la fiabi-

lité avant une véritable inauguration programmée pour le printemps 1994. On souhaite aussi sans doute que les coursives soient mieux garnies. Certes l'Institut national des appellations d'origine s'installe à Bercy mais sur les 65 000 mètres carrés de cabines à louer. 20 000 mètres carrés seulement sont actuellement retenus par environ 560 entreprises.

Une station du Meteor

Autrement dit 70 % des locaux restent libres et 44 % des firmes attendues boudent encore. La récession est passée par là. D'où une intense campagne de publicité lancée en iuin et qui se prolongera iusqu'à la fin de l'année. Budget confidentiel mais se chiffrant par dizaines de millions de

Soixante mille acheteurs français et étrangers ont été bombardes de brochures. La

mois-ci des encarts. Quarante mille commerçants de l'He-de-France ont été invités aux « lundi de Bercy-Expo». Chaque semaine,ce jour-là les charcutiers, traiteurs, boulangers, pâtissiers, cavistes, épiciers de luse et restaurateurs indépendants sont spécialement convics

Le paquebot doit à tout prix «tenir la mer» car il ne représente en surface que le tiers du projet total. Il faut encore trouver preneur pour cinquante-deux mille mètres carrés de bureaux, aménager en centre de congrès les anciens entrepôts dessinés par l'architecte Lheureux, restaurer les pavillons de pinardiers du quartier Saint-Emilion pour y recevoir 120 boutiques d'alimentation - celles-là ouvertes au public - et 45 restaurants, creuser un gigantesqué parking de 2 250 places, édifier un complexe de 18 salles de cinéma gérées par UGC - qui seront capables d'asseoir simultanément 4000 spectateurs, ouvrir trois hôtels offrant 700 chambres. Le tout devrait fonctionner en 1996, lors de l'ouverture de la ligne Meteor dont la station Dijon desservira le nouveau complexe. L'investissement total atteindra 7 milliards de francs dont plus d'1,5 milliard ont déjà été dépensés. Compte tenu de la conjoncture plus que mauvaise, on comprend que le pari de Bercy-Expo donne du souci à ses promoteurs et les incite à la circonspection.

Marc Ambroise-Rendu

(1) La cité mondiale du viu, à Bordeaux, de moindre surface, a été le premier amant » de l'Hexagone.

URBANISME

## LA PLACE DES FÊTES ENFIN RÉAMENAGÉE

Les habitants de Belleville vont bénéficier d'un embellissement de leur quartier

de Belleville, hérissée d'un bouquet de tours bien visibles du périphérique, la place des Fêtes est un des symboles des ratés de l'urbanisme des années 60 et 70. Sur une vaste zone appelée « secteur de rénovation ». on a construit ici, entre 1957 et 1978, le plus grand ensemble de la capitale: 17 000 habitants vivent dans des HLM aujourd'hui dégradées mais aussi dans des logements intermédiaires ou bourgeois.

Symbole de batailles urbaines et des relations entre la Ville et les associations, la place des Fêtes a vu défiler bien des projets. En 1989, Jacques Chirac fait de son réaménagement une priorité. Un concours international est lancé qui aboutit à la sélection de l'équipe de l'architecte Bernard Huet à qui l'on doit aussi le réaménagement de la place Stalingrad et celui des Champs-Elysées. Les travaux viennent de démarrer; ils devraient s'achever fin 1994, les dernières plantations étant prévues au printemps 1995.

Un terrain de Belleville

chargé de promesses, et pourtant il y fait si froid que certains l'appelient « la place à courants d'air ». Elle comporte deux parties bien distinctes, correspondant à deux moments de l'histoire locale. A l'est, au pied des tours, une esplanade un peu triste, avec ses carrés irréguliers de béton et de macadam. A l'origine de la rénovation, une dalle piétonne était prévue, mais le projet avorta faute de crédits. Le parking souterrain fut toutefois conservé, d'où nombre de rampes d'accès, sorties, et ventilations, mai cachées par de maigres buissons. Sillonnée de vélos et de poussettes par beau temps, la place est un incessant lieu de transit, vers la poste, le supermarché, les commerces. Trois fois par semaine, un marché

La place des Fêtes a un nom

ERCHÉE sur les hauteurs Le soir la rend aux dealers et autres indésirables.

Situé à l'ouest de la place, en contrebas, le square Monseieneur-Maillet se rattache à un autre morceau de l'histoire locale, celui de la commune de Belleville, qui couvrait jadis les 19 et 20 arrondissements. En 1835, Belleville acquiert, pour ses fêtes, un terrain non loin du centre et de la rue principale (l'actuelle rue de Belleville). Aménagé à la fin du siècle, avec de belles plantations et un kiosque à musique, il est bordé de

deux entrées de mêtro. Aioutons à ces deux éléments une fontaine signée Marta Pan. Installée à côté du square en 1988, conçue comme le point de départ d'un projet vite remballé, elle est aussi intouchable que le square ou le marché... mais pour d'autres raisons. Mal intégrée à la place dans son état actuel, elle est l'objet de dégradations chroni-

Bernard Huet a tenté d'organiser cet assemblage hétéroclite. Rien de bien spectaculaire: l'essentiel des travaux portera sur le sol, qui sera nivelé et revêtu de beaux matériaux (granits clair et foncé). Au pied des tours, une vraie place sera recréée, sous forme d'un rectangle de briques de terre cuite (40 m x 50 m) bordé de quelques marches, tandis que deux grands axes estouest et nord-sud seront dessinés. Bien sûr, le square demeure. Agrandi et retravaillé, il s'inscrira dans la nouvelle géométrie de la place, soulignée par quelques rangées supplémentaires de grands arbres et par un système

d'éclairage sophistiqué. L'autre souci de l'architecte a été de redonner une échelle à la place, de créer des relais entre le pièton et les tours. Les commerces de pied d'immeuble seront reliés par un élégant portique métallique. Une ombrière sera installée près de la fontaine. Enfin, des gradins seront construits pour encadrer le nouvel espace central. L'architecte les avaient imaginés en dur, mais des commerçants se sont inquiètés de la gêne visuelle et de la

venue probable de visiteurs indésirables. Du coup, seul un talus engazonné, et protégé, verra le jour. Ce compromis, temporaire selon la mairie, risque hélas de ne satisfaire personne. Le recalibrage des voiries périphériques attendra lui aussi, en raison de son coût. Le restant du projet. estimé à 57 millions de francs, dépasserait déjà les limites fixées.

Point d'orgue du réaménagement: un « monument » doit prendre place au centre de l'esplanade recomposée. Créé par le sculpteur hongrois Zsako Zoltan. il aura une forme géométrique. entre l'obélisque et la pyramide (15 m de haut, 5 m de large), et sera couvert de reliefs célébrant

La maison de quartier

Masquant une sortie de parking, le monument sera aussi un phare éclairant la nuit, un signal. Certains s'interrogent sur le bienfondé de l'obélisque, d'autres ont des soucis sécuritaires (d'où un travail renforcé sur les éclairages), d'autres enfin renâcient contre le déplacement du marché... Hormis ces quelques critiques ponctuelles, le projet Huet séduit par sa sobriété et son élé-

Seul véritable point noir, la maison de quartier tant attendue par Jean Reby, le fondateur et délégué général du groupement des associations de la place des Fêtes (1), n'est toujours pas à l'ordre du jour. Insistant sur les liens entre les histoires urbaine et associative, ce dernier rappelle les vieilles promesses, les échanges de lettres, les négociations, et surtout la venue de Jacques Chirac, place des Fêtes, juste avant les municipales de 1989. Le maire avait alors tout remis à plat, et - fait unique dans les annales de Paris - débloqué 100 000 francs pour que l'association étudie le dossier du réaménagement.

Ce rapport, la Ville s'en est servi pour organiser le concours d'architecture de 1991, « Mais, regrette Jean Reby, nous avons été marginalisés peu à peu par la puissance de la Ville.»

H. G.

(I) Le groupement organise dimanche 26 septembre la onzième Fête de la rencontre. Deux temps forts: un rallyc pédestre à la découverte du quartier, le matin, un concert de Georges Chelon dans l'après-midi. Renseignements: 42-08-43-53.

**EXPOSITION** 

## Le Sénat en photos

Les argentiers du président, les lingères, les garagistes et les lampistes : les photographies de Mathilde de L'Ecotais montrent les dessous du Sénat. Une exposition de 55 photos en couleurs intitulée «Le Sénat : l'autre regard » permet de découvrir les différentes vies de cette institution de la République. installée dans le palais

construit par Marie de Médicis. «J'ai voulu montrer ce qu'on ne voit jamais », explique cette jeune photographe de vingt-trois ans qui a dû patienter six mois pour obtenir l'autorisation d'apporter dans ces lieux ses appareils photo. Pendant deux périodes de deux

mois, elle a ensuite arpenté les

salons dorés, les gigantesques cuisines et les nombreux bureaux pour réaliser ce « reportage » qui s'articule autour de cinq thèmes : l'architecture, la présidence, les petits métlers, les portraits des vice-présidents, le travail dans les services.

Les sénateurs ont été apparemment contents du résultat puisqu'ils ont demandé que l'exposition se fasse itinérante et soit présentée sur leurs terres. Quant à Mathilde de L'Ecotais, elle veut maintenant « portraiturer » les autres « palais de la Républi-

> Palais du Luxembourg. 15, rue de Vaugirard, 75006 Paris, jusqu'au 8 octobre.

Le Monde 1944-1991 AU JOUR 3 Ce Wende Follows

Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

Charles Con the Straight of th

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde EDITIONS

Rencontres avec 

Douze expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain

ATRIMOINE WION SACREE

्राप्ताः । स्टब्स्यान्यस्य स्टब्स्यास्त्रस्य स्टब्स्यान्यस्य

المنافقة المتوجع المالات

. . 그 도개기

್ಷ - ಸಾಸ್ತ್ರವಾಗಿ

AUTOUR DU GRAND CAN

en en en la santituta de electronia.

The state of the s

नर्गे के राज्य कर्मा स्ट्रिक निर्माह स्थापन

apprécié des habitants l'anime.

LIGHT TO ALL THE

GERLAND CHARGES

24525 HI 2

1 · · · · ·

THE ELLIS

EXPOSITION

Le Senat e

1 1 1- 5 2

2 2 2 4

-g. 2 % -- 13

-**---**

18 S 1 17 21 31 11 12 11 11 11

\_\_\_\_\_\_

State of the second sec

العقائل والمرض الكياس والإسادان

है कि सर-क्कारित ना

Security of the second

A STATE OF S

make a section of

The second

A The Arms to see the

· 经总统 - (

EN VENTE ET LIBRAIN

DE-FRANCE

### CULTURE

## MUSIQUE ET VIEILLES PIERRES

Par sa durée, ses sites et sa formule

au 24 octobre - à l'automne.

dans près de trente sites dispersés sur 10 000 kilomètres carrés et en melant musique et architecture, classique et Le conseil régional d'Ile-

de-France a pourtant osé et ça marche (1). L'idée fut lancée vers le milieu des années 80 par Jean Robin, un ancien directeur de théâtre. Au départ, le festival se déroulait au printemps et à l'automne. Eglises et châteaux accueilfaient une centaine de concerts. Il s'agissait de faire connaître aux Franciliens l'extraordinaire patrimoine monumental de leur région.

Puis la formule peut-être trop ambitieuse fut resserrée en 1989 par le pianiste Pascal Dumay, nouveau directeur. Les manifestations furent concentrées sur l'automne et les fins de semaine, du jeudi au dimanche. Avec un succès mitigé. Cette année-là on ne parvint à vendre que 57 % des places proposées. En 1993 c'est à Charlotte Latigrat. ancienne directrice des programmes musicaux de France-Culture et France-Musique, que le conseil régional a confié l'entreprise.

### Convaincre le propriétaire

Le but n'a pas fondamentalement changé. Constatant que, pendant leurs vacances, les Franciliens fréquentent assidûment les festivals de province, les élus régionaux rêvent de leur proposer une sorte de prolongement de ces plaisirs d'été. Mais cette fois sur leur propre terroir. Pour lutter contre la fascination des soirées parisiennes, il fallait offrir des émotions redoublées : celle de la musique et celle de lieux insolites. Ainsi arrivera-t-on peut-être à déplacer la culture pour la rapprocher des citoyens. Monter un festival «éclaté»

**PATRIMOINE** 

5 H J F.

RGANISER un festival demande des moyens imporde sept semaines - cette tants. L'équipe dirigée par année du 5 septembre Charlotte Latigrat compte Charlotte Latigrat compte quinze personnes, dont cinq permanents et une dizaine de

iazz est un défi aux lois du d'Ile-de-France). La plus Mais ces jeunes techniciens et remuante est sans conteste Nathalie Lamotte, vingt-huit ans, diplômée de l'Ecole du Louvre et prospecteur de sites. Au volant de sa Clio, elle sillonne la région durant une partie de l'année pour repérer des lieux de concert sortant de l'ordinaire. Ses critères: un édifice de grande valeur architecturale, pouvant recevoir un minimum de deux cents personnes et possédant

> Châteaux, églises de campagne, granges font souvent l'affaire mais l'éventail s'élar-III. République comme celle l'ancienne chocolaterie des locaux complètement inéque, un théâtre rococo et même le Musée de l'air du

Reste ensuite à convaincre le propriétaire, qu'il soit privé ou public, d'ouvrir ses portes pour un soir et de participer financièrement à l'opération. Puis à mettre en adéquation les formations musicales et les espaces où elles se produiront. Le clavecin convient aux granges de Port-Royal, l'orchestre de chambre aux nobles salons, les chœurs aux églises mais le bagad de Quimperlé ne peut sonner que dans le

Comme on le voit, le programme musical est aussi éclectique que les « salles de concert ». Cette année les locaux industriels de la chocolaterie Menier accueilleront la projection d'un film mis en musique par un ensemble de jazz! Chaque concert est une aventure qui débute par l'arri-

vée sur les lieux du camion de la régie avec chaises pliantes, projecteurs, pupitres et autres matériels. C'est le cirque ambulant des «fileurs» qui plantent les tréteaux et les démontent dès que le dernier les « fifeurs » (de FIF, Festival auditeur a regagné sa voiture. ces hôtesses sont, parait-il, de vrais professionnels aussi efficaces que des forains. Ils en menent la vie, puisqu'ils sillonnent la région entre des

> Le budget est à l'image du festival: composite. Le conseil régional en apporte

lle-de-France sera également

cophonie est née lors du som-

met des pays francophones, à

Québec, en 1987. Leur objec-

tif: rassembler les nations fran-

cophones autour du sport et de

la culture. Programmée deux

ans plus tard, la première édi-

tion a lieu au cours de l'été

Ce sera l'Essonne, pour le

les Jeux olympiques.

L'idée des Jeux de la fran-

partie prenante. »

80 %, les départements et les communes 16.5 %, l'Etat 2,5 %. d'autres partenaires 2 %. Finalement, la vente des places, fort bon marché (de 50 à 80 francs), ne couvre que 1 % des 4 millions de francs ces instants. nécessaires.

ne sont pas au rabais. Par exemple, celle du dimanche 12 septembre qui a eu pour cadre l'abbaye cistercienne de Notre-Dame-du-Val, non loin des rives de l'Oise, à 40 kilomètres au nord de Paris. Dans le creux d'un valion que les auditeurs ont gagné à pied s'élève les restes d'un monastère roman aujourd'hui propriété privée. Une association locale forte de 450 adhérents et vigoureusement animée par Serge Foucher, ancien ingénieur de Renault, s'efforce de

monument jadis à l'abandon. 11 abrite notamment le plus beau dortoir cistercien de France. Avant le concert l'un des membres de l'association présenta l'abbaye et ses sept cent cinquante ans d'histoire. Puis le Quatuor Vanbrugh, composé d'instrumentistes britanniques interpréta le programme: Haydn. Janacek, Beethoven, Debussy. Une visite du bâtiment et une collation achevèrent d'enchanter les courageux qui avaient brave la bruine pour goûter

Grâce à sa formule origi-Pourtant les prestations nale et après avoir longtemps tatonné le festival francilien semble avoir trouvé un public. Les concerts font quasiment font salle pleine. L'an dernier près de 8 000 personnes ont prouvé aux audacieux du conseil régional que le pari de la délocalisation culturelle pourrait être gagné, même en Ile-de-France.

M. A.-R.

(1) Festival d'Ile-de-France: 26, rue de Gramont, 75002 Paris. Renseignement et réservations: 42-96-05-01.

terre d'accueil. Ils sont annon-

cés successivement à Limoges.

puis à Marseille. Finalement, ils

Essonne sauve la mise de l'exé-

cutif départemental. L'abandon

de 1992 a en effet déclenché

une vive polémique (le Monde

daté 13-14 décembre 1992).

Xavier Dugoin s'est vu repro-

cher d'avoir dépensé beaucoup

d'argent pour rien. Les critiques

se sont concentrées sur le pro-

gramme d'équipements, jugé a

posteriori inutiles. D'autant que

leur note finale a connu une

invraisemblable dérive de

127 % pour atteindre 445 mil-

sportive des deuxièmes jeux, le

département justifie mieux ces

coûteux investissements. En

En accueillant la partie

Le retour des Jeux en

n'ont pas lieu.

### **HAUTS-DE-SEINE** Un guide pour les jeunes

Intitulé les Petits Débrouillards dans les Hauts-de-Seine, le guide, que vient d'éditer le conseil général des Hauts-de-Seine, est un ouvrage destiné à faciliter la vie des quinze-vingtcing ans.

Ce manuel de 180 pages, rempli de conseils pratiques et d'adresses utiles, permet aux adolescents et aux jeunes adultes de mieux connaître les différentes aides et dispositifs publics. Quinze chapitres permettent de découvrir les «bons tuyauxa pour choisir sa formule de service militaire, ouvrir un compte bancaire ou des adresses pour s'inscrire à un cours de karaté, subir un test de dépistage du sida.

C'est une association de jeunes, «Face-à-face» qui, à l'occasion du plan destiné à lutter contre la ségrégation urbaine (Pacte 92) de l'assemblée départementale, a testé tous les dispositifs administratifs pour réaliser ce guide vendu 10 francs dans les grandes surfaces et librairies du département. Les lectours disposent d'un numéro vert où chaque jour, de 9 à 19 heures, ils peuvent poser des questions sur les services concernés.

## **VAL-DE-MARNE**

Un musée à Maisons-Alfort

Comment vivait-on au début du siècle dans ces communes qui. à la lisière de Paris, allaient devenir la banlieue? Une réponse est fournie par le Musée de Maisons-Alfort qui, à travers l'histoire locale, dresse un panorama de la vie quotidienne à la Belle Epoque. Une épicerie rassemblant des produits avec leur réclame rappelle que la ville fut un des berceaux de l'industrie des pâtes alimentaires et de la biscuiterie avec la présence de L'Aisacienne, de Gondolo, des pâtes La Lune. De cette époque où les Parisiens venzient danser dans les guinquettes, cueillir des violettes et même chasser, il reste de nombreuses photos

Installé dans un bâtiment de 1884, qui abrita précédemment la brigade de gendarmerie, le musée n'occupe que le deuxième étage. Mais ce n'est qu'une étape, l'Association Maisons-Alfort, mille ans d'histoire (AMAH), qui est à l'origine de ce projet, compte occuper la

▶ Musée de Maisons-Alfort, 9, rue Victor-Hugo. 94700 Maisons-Alfort. Ouvert lundi, le mercredi et le quatrième samedi de chaque mois de 14 heures à 18 heures.

**VAL-D'OISE** Des chantiers respectueux de l'environnement

totalité du bâtiment.

A l'initative du conseil général du Val-d'Oise, une charte appelée «Chantier environnement» a átá signée en juillet, par Jean-Philippe Lachenaud (UDF), président de l'Assemblée départementale, Jean Ouvrard, président de la délégation départementale des travaux public, et Francis Mulot, président de la Fédération du bâtiment.

Elle engage les professionnels à ne conduire que des chantiers respectueux de l'environnement lorsque le conseil général en sera maître d'ouvrage. Le protocole prévoit ainsi une amélioration du cadre de vie des riverains en exigeant une meilleure signalisation, des palissades plus élevées, une formation du personnel à l'environnement et l'entretien des abords du chantier. Le coût supplémentaire engagé par les entreprises sera assuré par le département.

Pour l'instant, une série de chantiers a été décidée à titre expérimental et un bilan sera tiré au terme des travaux. Parmi ces chantiers, figure la construction de deux collèges à Gonesse, la restructuration de deux autres à Bezons et à Montmorency et la reconstruction de ceux d'Ermont et de Sannois.

le festival qu'organise le conseil régional est triplement original. Et il fait recette

saisonniers. Entre eux ils s'appellent

une bonne acoustique.

git. Cette année, elle a déniché plusieurs mairies style de Montrouge ou de Levallois-Perret, qui valent le déplacement. Mais aussi des bâtiments industriels, comme Menier, en Seine-et-Marne, et dits comme un manège hippi-Bourget.

hall du Musée de l'air.

sites qui s'éparpillent sur 120 kilomètres du sud au nord et 80 kilomètres d'est en Le pari de la délocalisation

sauver et de faire connaître le FRANCOPHONIE Retour des Jeux en Essonne d'organisation, Xavier Dugoin La décision est prise et doit

(RPR), président du conseil être officialisée lundi 27 sepgénéral, fait adopter un très tembre, à l'occasion de la réuimportant programme d'équipenion du Comité international des jeux de la francophonie. ments sportifs, dont une piscine olympique, un dojo de huit «Les épreuves auront lieu cents places et un grand stade en juillet 1994, confirme un resomnisports pouvant recevoir ponsable du ministère de la vingt mille spectateurs et spéculture et de la francophonie, le cialement destiné à la cérémodépartement de l'Essonne organie d'ouverture. nisera les compétitions sportives et la Ville de Paris, les Doublement concours culturels. La région

## de la facture en 1992

Mais, en juillet 1992, coup de théatre. Le conseil général abandonne son projet. Le motif invoqué est financier. De 36 millions de francs en 1990, le budget prévisionnel est passé à 72 millions de francs. Le département ne veut pas endosser seul le doublement de 1989, au Maroc. Dès sa la facture.

Il exige du gouvernement clôture, les partenaires choisisqu'il prenne à sa charge la moisent l'organisateur du rendeztié des surcoûts, sinon, il vous suivant, prévu quatre renonce. Insensible à l'ultimaannées plus tard, comme pour tum, Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie, refuse de céder. Les Jeux de la compte de la France. Le dépar-

francophonie n'ont plus de tement met en place un comité

Eaux, les Petites Eaux, les

partageant l'organisation avec deux autres collectivités, il limite également sa participation financière. Sans compter

lions de francs.

que, cette fois, l'Etat ne devrait pas refuser d'apporter son Patrick Desavie engagé des études sur les opé-Jeux du Trianon et les Rivières anglaises est d'environ 50 000 mètres cubes par semaine, partiellement rejetés

dans le circuit. Les pertes en raison de l'évaporation et des infiltrations provoquées par le mauvais état général des canalisations ont obligé le service des fontaines à réduire les prestations proposées aux 5 millions de visiteurs du

### « Une vitrine formidable »

Des études ont également relevé les mauvaises odeurs, la forte mortalité des poissons et la piètre qualité des eaux du Grand Canal. Des problèmes liés au manque de renouvellement des eaux depuis que son système d'alimentation a été progressivement coupé des réseaux mis en place au temps de Louis XIV. Un système qui avait été conçu en respectant la façon la plus naturelle de recueillir les eaux de source et de pluie en fonction du relief de la région.

La ville de Versailles, le département des Yvelines et les syndicats intercommunaux ont répondu avec empressement aux pouvoirs publics qui les invitaient à s'associer aux travaux sur le système hydraulique du domaine. Un groupement d'intérêt économique (GIE) de l'eau et du patrimoine hydraulique de Versailles, regroupant le préfet, le directeur du patrimoine, l'administration du château, les collectivités locales et les syndicats des eaux de la région a été créé le 27 février.

Ce GIE a immédiatement

rations à mener pour améliorer la qualité des eaux, pour renforcer les ressources et pour augmenter les capacités de stockage nécessaires aux jeux d'eau du parc qui constituent une « vitrine formidable pour le patrimoine français». Au cours de son premier conseil d'administration le 13 septembre, Paul-Louis Tenaillon, président du conseil général des Yvelines, fraîchement élu à la tête de ce GIE, a présenté les travaux en cours : un traitement biologique et des dispositifs de brassage et d'oxygénation. Ils devraient permettre de rétablir rapidement l'écosystème du Grand Canal dans lequel seront ensuite remis des poissons. L'étanchéité des 52 bassins et des 3 réservoirs principaux du parc va être vérifiée. Des travaux seront ensuite engagés pour renouveler régulièrement les eaux du Grand Canal: il pourrait à nouveau être connecté avec la chaîne des étangs supérieurs. Christine Boutin, président du SMAGER, a d'ailleurs annoncé le 13 septembre que l'étang de Saint-Quentin pou-

Grand Canal si nécessaire. Ce programme pourrait

### AUTOUR DU GRAND CANAL Faute de pouvoir assumer à lui seul l'entretien du système hydraulique du parc de Versailles l'Etat fait appel aux collectivités locales AUVRE Louis XIV! Lui qui était si jaloux de son de la culture. pouvoir sur son domaine de Versailles... Voilà que la République, qui a hérité du système hydraulique royal. non contente de l'avoir découpé en tranches plus faciles à concéder, fait aujour-

UNION SACREE

d'hui appel à la ville de Versailles et au département des Yvelines pour l'aider à entretenir l'alimentation en eau du célèbre parc. A l'abri derrière ses murs

d'enceinte, le château de Versailles a toujours été le domaine réservé du roi, puis de l'Etat. Non sans l'agacement des édiles de la ville qui l'abrite, et plus tard de ceux du conseil général de Seine-et-Oise, puis des Yvelines.

Tout ce qui se passait dans le domaine royal échappait à leur compétence. Il aura failu les dures réalités économiques pour que l'Etat consente à laisser les collectivités locales participer à la gestion des affaires du château. Une démarche qui n'était pas désintéressée. L'Etat a toujours rencontré des difficultés sinancières pour entretenir le château et le parc. Il y a quinze ans, en 2978, il a donc abandonné le ystème de régie qui gérait d'alimentation en eau du domaine et de toute la région.

Jusqu'alors les Versaillais payaient leur eau au ministère

Le syndicat intercommunal des eaux de Versailles et Saint-Cloud a pris en charge l'alimentation en eau potable des 360 000 habitants des communes situées à la frontière des Hauts-de-Seine et des Yvelines. Il a engagé des travaux considérables : le remplacement de 50 kilomètres de conduites, le doublement du siphon existant sous la Seine à Bougival et la construction d'une usine de traitement des eaux à Louveciennes.

### Trois sources d'approvisionnement

Peu de temps après, à l'occasion de la construction de la rocade A 86 et devant les besoins de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, un syndicat mixte d'aménagement (SMAGER) a pris en charge le réseau des «étangs et rigoles». Celui-ci collectait depuis la fin du XVIIe siècle les eaux de ruissellement sur les plateaux de Rambouillet et de Saclay. Le SMAGER a veillé avant tout au bon fonctionnement de l'alimentation de la chaîne des étangs de la Tour, du Perray, de Hollande, des Noés, de la

Boissière et enfin de Saint-Quentin. Mais à cette occasion, la liaison avec le domaine a été supprimée, alors que ce réseau avait pour objectif initial l'alimentation des bassins et des fontaines du parc de Versailles.

Résultat de ces abandons successifs, le système hydraulique royal qui alimente le Grand Canal ne dispose plus que de trois sources d'approvisionnement: les eaux de source et de ruissellement en contrebas du bois de Satory via le ru de la Lanterne, les pluies récoltées dans les fosses du parc, et les eaux du bassin de Rocquencourt et de Chèvreloup qui arrivent dans le parc par la Petite Venise. Mais les 24 hectares du

Grand Canal, qui a une profondeur maximum 2,50 mètres, ne contiennent que 400 000 mètres cubes d'eau. Ils sont censés alimenter les centaines de jeux d'eau du parc, qui sont mis en marche de plus en plus souvent, surtout depuis que le Trianon sert de résidence ofsicielle à certains hôtes de marque. Les ressources de ce circuit quasiment sermé sont particulièrement insuffisantes après une année de sécheresse.

La consommation hebdomadaire pour les Grandes vait relâcher des eaux dans le

coûter cher aux collectivités locales. M. Tenaillon a estimé à 150 millions de francs le montant total des travaux. L'Etat devrait en prendre 30 % à sa charge, mais Claude Erignac, le prétet des Yvelines, a lancé un appel aux grands industriels de l'eau. Il est vrai que le mécénat d'entreprise fait, lui aussi, depuis quelques années, une entrée remarquée, mais discrète, dans le domaine royal.

Christophe de Chenay

Une expérience, baptisée «Formation active accompagnée » destinée à des collégiens en situation d'échec scolaire vient d'être initiée par la municipalité de Nîmes. Élle porte sur cent cinquante collégiens âgés de quatorze à dix-sept ans, sélectionnés en fonction de leurs mauvais résultats. Ces adolescents suivront durant deux ans une nouvelle formule d'alternance alliant le travail dans l'entreprise, la formation générale et l'enseignement professionnel. Chaque stagiaire sera suivi dans son projet de formation par un accompagnateur recruté parmi une cinquantaine de retraités bénévoles et un tuteur au sein de l'entreprise d'accueil. Les adolescents seront rémunérés de 300 F à 800 F par mois en fonction des résultats obte-

Mené avec la bénédiction du ministère de l'éducation nationale et celui du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ce projet pourrait, selon le maire Jean Bousquet (divers droite), être étendu à d'autres villes à l'issue d'une période d'observation de six mois.

**BASSE-NORMANDIE** Les trente ans de la Foire de Caen

Jusqu'au lundi 27 septembre, la Foire internationale de Caen attend des visiteurs pour atteindre ou dépasser le chiffre de 200 000 entrées. Rendez-vous commercial toujours prisé des exposants et des Normands, la Foire de Caen n'a pas connu de baisse de fréquentation, comme les autres manifestations de ce type et se classe au 8 rang des foires françaises. Elément-clé de sa réputation et de sa réussite, elle accueille chaque année un pays : l'Argentine pour l'édition 1993, après l'Egypte et l'Inde.

S'étalant sur le parc de 30 hectares à proximité de l'hippodrome au cœur de la ville, elle accueille près de 700 exposants et reste surtout un important rendezvous de l'élevage bas-normand avec les traditions d'usage que sont le concours de la race normande, celui des animaux de boucherie, et évidemment celui des boissons régionales comme le pommeau et le calvados

RHÔNE-ALPES La Savoie encourage

la valorisation

des déchets

Une formation de 1 500 heures aux métiers de la valorisation a été initiée au mois d'août par la société Trialp, entreprise d'insertion installée à Chambéry et spécialisée dans 'a gestion des déchetteries En partenariat avec la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Savoie, qui participe au financement de l'opération à hauteur de 500 000 francs, et de sociétés de traitement de déchets comme MOS (filiale de la Lyonnaise), SOMAPA (Générale des eaux) ou CIC-Fonlupt, elle consiste à former une douzaine de chômeurs de longue durée au métier de la collecte et de la gestion des déchets.

Marc Bodinier, directeur de Trialp, espère voir cette nouvelle formation validée par les ministères du travail et de l'environnement. Convaincu qu'une telle filière professionnelle est créatrice d'emplois, Michel Barnier, ministre de l'environnement et président (RPR) du conseil général, n'a pas hésité à rencontrer les apprentis « valoristes » pour les assurer de son soutien.

# LA MODE DES PLATES-FORMES

Le transport et le traitement des marchandises peuvent-ils servir au développement local? Les pouvoirs publics cherchent à maîtriser leur multiplication

ES camions ne se cachent plus. Bien au contraire. Percus il y a encore peu de temps comme une nuisance, facheuse mais inévitable, le trafic et le traitement des marchandises sont en train de devenir un nouveau sésame du développement local. Depuis deux ou trois ans, les projets de « plates-formes logistiques » fleurissent. La Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) en recense cent cinquante, plus quatre-vingts centres routiers; mais les évaluations vont du simple au double. voire au triple... De Marseille à Lille, et de Montpellier à Nancy, pas une capitale régionale qui n'ait un dossier à défendre. Les petites et moyennes villes comme Agen, Troyes, ou Montluçon ne sont pas en reste.

On assiste à une inflation de projets. Souvent des illusions entretenues par des cabinets d'études

Le problème avec la logistique, c'est que chacun y voit quelque chose de différent. Rebutant et largement incompris, le vocable lui-même entretient le mystère. Schématiquement, la logistique regroupe toutes les opérations que subit un produit entre sa fabrication et son arrivée sur le marché : transport bien sûr, mais aussi stockages successifs, groupage-dégroupage, conditionnement, distribution, livraison et service après-vente. Des manipulations de plus en plus sophistiquées, informatisées et sous-traitées à des spécialistes. La logistique représente 10 à 15 % du prix de revient d'un produit (ou encore 12 % du PNB). Certes, ce secteur souffre de la mauvaise conjoncture économique; mais, dans le même temps, il apparaît comme un gisement de productivité encore peu exploité.

L'intérêt des élus - et des responsables de chambres de commerce et d'industrie (CCI), - est aujourd'hui d'ordre économique. Sont naturellement intéressées les régions frontalières de l'axe Nord-Sud: Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Lorraine, Bourgogne et Rhône-Alpes. Des régions maritimes aussi, comme la Haute-Normandie et le secteur de Marseille, dont le grand dessein repose largement sur la logis-

Mais la position géographique ne saurait remplacer la motivation: la cohérence des stratégies n'a rien à voir avec l'importance du trafic. En témoignent les intéressantes études menées par les Pays de Loire, le dynamisme breton, autour du pôle Rennes-Redon, ou encore la mobilisation du Lot-et-Garonne. A la fois gros producteur de fruits et légumes, et zone de passage à mi-chemin de Toulouse et Bordeaux, la région d'Agen entend développer ses équipements logistiques.

Des négociations sont en cours avec Novalliance (qui gère notamment Garonor) pour la reprise du marché-gare. Jean François-Poncet, le président du conseil général, s'est fortement impliqué. « C'est la logistique qui fera l'unité du marché européen ». avait-il déclaré en décembre dernier, lors du congrès annuel de l'Association française pour la logistique (ASLOG).

La démarche de Troyes est, elle aussi, exemplaire. Délaissée jusqu'ici par les grands axes, la ville a tenu à « être sur les rangs». Encouragée par l'arrivée du logisticien britannique MacGregor Cory, la ville s'expose depuis deux ans au Salon international de la logistique et des transports (SITL), avec ses transporteurs réunis en Groupement d'intérêt

public (GIE). Une stratégie d'offre globale et de pragmatisme. La logistique est aussi une priorité régionale, qui s'emboite avec le développement d'un pôle emballage-conditionnement et le fameux projet de troisième plateforme aéroportuaire du Bassin parisien...

Les plates-formes sont-elles déjà trop nombreuses? Nul ne conteste les effets pervers de l'inflation de projets, parfois décidés sur des illusions entretenues par des cabinets d'études. Dans un même «bassin de trafic», des projets risquent de se « cannibaliser». Difficile toutefois d'avoir une position trop tranchée. Au Centre de recherches sur l'économie des transports (CRET) de l'université d'Aix-en-Provence,

L'avance de Valence

Entre l'autoroute du Soleil

et le Rhône, sur le territoire de

Portes-lès-Valence précisé-

ment, une plate-forme logisti-

que associant les collectivités

locales et la SOGARIS (gestion-

naire de Rungis) va bientôt voir

le jour. Dans cette région, d'au-

tres projets sont à l'étude,

notamment à Mions-Corbas.

Pour l'agglomération de

Valence (Drôme), la plate-forme

s'inscrit dans une stratégie de

spécialisation de pôles écono-

migues, avec, sur le plateau de

Lautagne, le grand projet d'un

fraie pas trop Dominique Mer-

cier, secrétaire général adjoint

de Portes-lès-Valence. «Notre

projet a une longueur d'avance

sur les autres, dit-il. Nous

avons le consensus, l'espace,

et déjà quelques implanta-

long du fleuve, accessible par la

voie d'eau et bientôt par un

embranchement ferroviaire, est

dans le prolongement d'une

zone d'activités déjà occupée

par des transporteurs ou pres-

tataires de services comme

Danzas ou Calberson, Dernier

atout : la ville a la maîtrise fon-

cière d'une grande partie des

terrains concernés (la moitié

des 120 hectares envisagea-

idée depuis 1987, mais deux

années furent nécessaires pour

convaincre les autres parte-

naires ; les membres du syndi-

La commune mûrit cetta

La concurrence? Elle n'ef-

parc technologique.

tions. >

Daniel Boudoin distingue les plates-formes selon leur rayon d'action : interrégional voire international, régional ou local. Constatant la montée en

puissance des régions de Lille et Lyon, il note que le choix d'une localisation varie d'une entreprise à l'autre, selon sa stratègie et son origine. « Paris constitue toujours un point fort pour les Anglais, dit-il, alors que les Japonais sont très largement basès en Belgique et aux Pays-Bas. Mais la multiplication des échanges fait qu'on ne peut plus desservir toute l'Europe d'un seul point. C'est en cela que la Méditerranée a un

A la direction «aménagement » de la SCET (groupe Caisse des dépôts). Jean-Marie Funel

cat intercommunal de Valence.

la chambre de commerce et

d'industrie, le conseil général et

le conseil régional, sans oublier

la Compagnie nationale du

dossier est prêt. Le Laboratoire

d'économie des transports

(LET) de Lyon ayant préconisé

l'appel à un partenaire privé, la

SOGARIS est dorénavant asso-

ciée à l'affaire. Aux termes

d'une convention signée en juin

dernier, celle-ci sera chargée de

l'aménagement (entrepôts,

centre technique routier, ser-

vices d'accueil, de restaura-

tion...), de la commercialisation

des lots (à louer ou à vendre),

et enfin de la gestion. Les tra-

vaux d'une première tranche de

35 hectares (autant que Rungis)

démarreront à la fin de l'année.

répartition restent à préciser.

maires sont à la charge des col-

lectivités locales : amélioration

des accès depuis l'échangeur

de Valence-Sud, extension du

parking poids lourds, etc.

(12 millions de francs). Les dis-

cussions portent plutôt sur les

autres équipements. Au total,

l'investissement avoisinera

100 millions de francs. Mais les

collectivités locales savent bien

que l'addition se corsera

encore, plus tard, et qu'il faudra d'une manière ou d'une autre

payer les nouvelles implanta-

7

H. G.

Financièrement, les clés de

Quatre ans plus tard, le

Rhône (CNR).

Car le site, qui s'étire le Bien sûr, les infrastructures pri-

fonctions. Les equipements destinés à accueillir les marchandises avant distribution finale, ou « centres d'éclatement », sont de taille variable mais forcement collès aux agglomérations, explique-t-il en substance. A l'inverse, les plates-formes traitant les flux, ou hubs, peuvent se localiser n'importe où. C'est à la première catégorie que s'intéresse la SCET : parmi les sociétés d'économie mixte (SEM) adhérant à son réseau, une quinzaine travaillent sur des projets de platesformes, et la moitié sont gestionnaires de marchés d'intérêt national (MIN) que l'on songe souvent à déménager. Pour les conseiller. la SCET souhaite créer un « pôle d'ingénierie de logistique urbaine», et se faire une place à côté des pionniers Sogaris (Rungis) et Garonor (groupe Noval-Ni définition ni modèle. Lau-

présère raisonner en termes de

rent Grégoire, le président de l'ASLOG, préfère insister sur la dimension «service» (formation, conseil, informatique). La logistique n'est plus affaire de gros bras, et les zones qui s'y consacrent sont plus «denses» que les entrepôts (cinquante à soixantequinze salariés à l'hectare à Rungis ou Garonor).

La DATAR devrait fixer prochainement une sorte de traité de non-prolifération fondé sur le consensus avec les professionnels

Du côté de l'Etat aussi, la donne a changé; la prise de conscience, au niveau européen comme national de l'importance dans l'avenir du transport combiné fer-route n'y est pas étrangère. Or il est un mot magique dans la logistique : multimodalité. Soucieux de l'encourager, le ministère des transports a défini la localisation d'une trentaine de plates-formes ferroviaires. Ce schéma comporte deux niveaux, avec des sites de base (Avignon, Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy-Strasbourg, Paris, Toulouse), et des sites à vocation régionale (Agen, Clermont-Ferrand, Cognac, Dijon, Dunkerque. Hendaye, Montpeilier, Nantes-Montoir, Pau, Perpignan, Rennes, Rouen, Sète-le Verdon, Tours, Vesoul).

Dans cette liste, les métropoles régionales côtoient les grands ports, mais aussi les villes frontières vers l'Espagne (l'écartement des rails, différent, impose des manipulations), les centres agricoles (Avignon, Agen, Cognac) ou industriels (Clermont-Ferrand, avec Michelin, Vesoul, avec Peugeot). L'isolement régional peut encore expliquer le choix d'une cité, comme Pau pour le Sud-Ouest

Ces nœuds ferroviaires existent déjà, mais doivent être achevés, agrandis, modernisés, ou déménagés. Cinq grandes opérations sont assurées : le site du nord de Paris, qui quitte Noisy pour Mitry-Mory, Bordeaux, Lyon-Satolas, Marseille et Lille. Traditionnellement implantés sur des terrains SNCF, certains projets associeront dorénavant les

collectivités locales. D'où des systèmes de cofinancement que le gouvernement voudrait inscrire dans le XI- Plan (1993-1997). Lorsqu'il est seul, l'Etat finance aujourd'hui à 50 % les infrastructures et superstructures liées au chantier technique. le restant demeurant à la charge de l'opérateur ou de la SNCF. Dans les contrats de plan, le partage sera différent : 40 % Etat. 30 % région, 30 % pour l'opérateur. L'Etat ne s'engagera pas sur les aspects périphériques des projets, plus commerciaux. Aux collectivités locales de faire leurs

comptes! Quant à la CEE, il n'est pas exclu qu'elle distribue quel ques subsides...

La DATAR devroit sorur cet automne un schema d'orientation. Un traité de non-proliferation, en quelque sorte, fondé sur le consensus avec les professionnels. l'interconnexion et la complémentarité des sites. Responsable du groupe villesinfrastructures, Bernard Robert avoue toutefois sa perplexité. Le grand désordre lui paraît néfaste. mais la logique de la massification ne le satisfait pas davantage. L'exemple-repoussoir, c'est Roissy, seul «hub» français pour le transport aérien de passagers. Les cas étrangers illustrent, eux aussi, combien le « hub » polarisc le développement (1).

all y a dix ans, on avait peur de l'intervention des pouvoirs publics, et d'une organisation trop étatique des transports, rappelle Christian Reynaud, de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS). Mais depuis quelques temps, on commence à vouloir planisier ». Le chercheur a observé nos voisins : en Italie comme en Allemagne et surtout aux Pays-Bas, l'Etat investit pius qu'en France. Tel est bien le casse-tête de la DATAR : comment sauvegarder les intérêts de l'aménagement du territoire tout en préservant une chance pour la France sur l'échiquier logistique européen?

Hélène Giraud

(1) Voir les articles sur les hubs aériens aux Etats-Unis, et serroviaires en RFA, dans le hors-série du magazine ('rbanisme consacré à la métropolisation (mai-juin 1993).

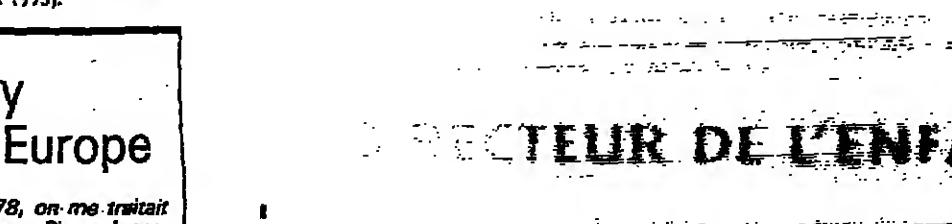
## Nancy vise l'Europe

.. «En 1978, on me traitait de visionnaire » : Pierre Janot, vieux routier de la logistique au Comité d'aménagement, de promotion et d'expansion de la Meurthe-et-Moselle (CAPEMM), fait remonter à cette époque l'histoire de la plate-forme ferroviaire multimodale de Nancy, aujourd'hui en chantier. Ce projet mené en étroite collaboration avec la SNCF a des visées ambitieuses : faire partie du grand réseau ferroviaire européen pour le fret de marchandises.

Revenons à 1978 : la manutantion des conteneurs d'Epinal (Vosges) est regroupée à Nancy, Mais en 1986, le chantier technique générant des nuisances en centre-ville. une réflexion s'engage. Récemment la brasserie de Champigneulles libère 50 hectares au nord de Nancy, sur la route de Metz. Ce site est en bordure de l'A31, de la Moselle navigable, de l'aéroport lorrain, et bientôt de la gare TGV. C'est acceptable pour la CEE : trois grands chemins s'y croisent (Londres-Milan, Le Havre-Strasbourg, et Rotterdam-Marseille). L'opération est « labellisée » par la SNCF, dont la gare de triage est toute proche.

«Les Lorrains sont les premiers à travailler sur le multimodal avec la SNCF », explique Pierre Janot. Et d'ajouter que l'équipement sera lui-même « le premier européen où l'on pourra entrer et sortir directement ». Le montage associe l'entreprise nationale à un syndicat mixte regroupant cing communes, qui espère couvrir ses frais grace à la commercialisation de lots à des logisticiens. « Pas des transporteurs purs, prévient Pierre Janot. Ni des entreprises délocalisées d'un site proche a La densité d'emplois à l'hectere devrait donc être forte. La commercialisation va démarrer, et une première tranche sera livrée en 1994 (la moitié des 80 hectares prévus au total). Des travaux colossaux pour des ambitions modestes. Si la plate-forme pouvait capter une portion de l'accroissement du trafic général, ce ne

serait déjà pas si mal...

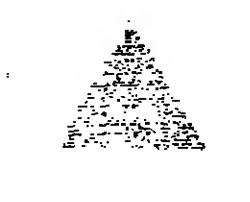


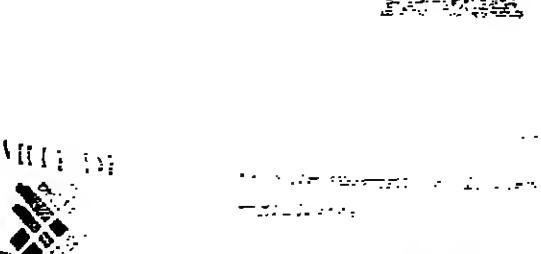
ter in the grade part of the base experience in

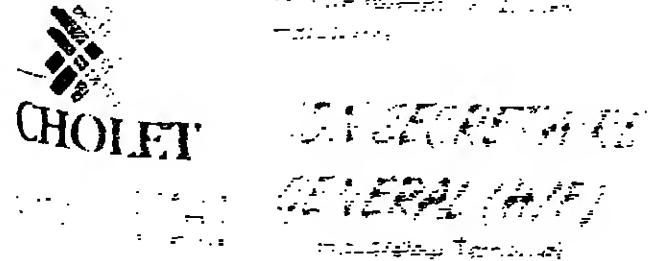
HEF DE MISSION DISTRIBUTION I

ing the state of t

A CONTRACTOR







The state of the s The state of the s

THE PARTY OF THE P The de later weeking Section of the Print of the Parish The state of the s

TATE VACANT & CHIPTER OF AN ASSESSMENT ONLY The Diff Con Cignon as the confidence of the Confidence of the The same of the sa An Constitute of the property HARLES AND THE RESIDENCE OF THE PARTY OF THE

·-\_-

bles à terme).

REPRODUCTION INTERDITI

that the Despuision of the second

-FORMES

•

Miletan Frank

1000 100 mg 300

Acres 1 to the state of the second A Section 1 

46 July 40 22 \$ 1,564 - S 112

Andright on the 1+ 7 - 152 % gardina - Jan Ser margan Table 1999 15 B- V-16-1-24. 424-4: 144 ···

المارات المحاربين وتواور وراور and the second second war in the care

 $(222) = (24)^{3/2} (24)$ A Company of the Comp

्रोक्स्य जनसङ्ख्या <del>व</del>

leste: 1 7 Anna market kar a see a 新 1945 - 194 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875 - 1875

April - A . Com to 1 - 1 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2

Ta DATAR (b. 1981) and 解字数 3数 2003 h The many of the same

**基生 [ NA: . 7** 引進さる変化を はっこうしょう Will prove here Marketing out at the time of

19-5= <u>\$\$\$4,540,05</u>5. The second second second Compression of the second 医腹膜切除 報告 化压力 自己发生 த் அரசுர்க்கும் 🦠 🚓 10 m 1 2 ---

at a market with a

James Color James Color Color gree in the item to be Maria Carlo Control Control Here the transfer of the second Companies Constitution of Constitution LEAST OF THE PROPERTY OF THE PARTY.

Fast WGD at 1000

· 在文字中的图像 1000 新教育社会教育生活的 化二十

Commence of Berlingers of the

and the second second second

Committee of the committee of

·---

The state of the second second

Strain Land Carlo

And the second

Commission of the Commission o

The Royal Control of the Control of

1 .

and the second second Company Applied to a control of gradient State (Company)

Name of

## LES MARCHÉS DU SECTEUR PUBLIC

ASSOCIATION NATIONALE DE COLLECTIVITÉS LOCALES en plein développement, à vocation d'expertise et de conseil, recherche

## CHEF DE MISSION DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Diplômé d'une formation supérieure d'ingénieur (Supélec, etc.), connaissance des courants forts. Expérience d'au moins 5 années acquise dans un organisme de contrôle, dans une entreprise de distribution agissant par délégation de service public, dans le service technique d'une grande ville. Agé de 30 à 35 ans, le candidat possèdera nécessairement de bonnes capacités rédactionnelles. Poste basé à Paris, environ 20 déplacements de 4 à 5 jours ouvrables consécutifs chaque année en France.

Merci d'envoyer un C.V. accompagné d'une lettre manuscrite avec niveau actuel de rémunération et celui souhaite à :

AEC - 20, boulevard Latour-Maubourg - 75007 PARIS

ASSOCIATION NATIONALE DE COLLECTIVITÉS LOCALES en plein développement, à vocation d'expertise et de conseil, recherche pour son siège à PARIS

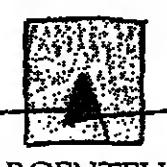
## RESPONSABLE ORGANISATION INTERNE

Diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 4), connaissances appliquées en informatique et bureautique,

Expérience d'au moins 5 années acquise dans une société de services informatiques. dans le service informatique et organisation d'une entreprise de taille moyenne, dans un institut de sondages, etc.

La connaissance des statistiques appliquées est un élément complémentaire favorable. Merci d'envoyer un C.V. accompagné d'une lettre manuscrite avec niveau actuel de rémunération et celui souhaité à :

AEC - 20, boulevard Latour-Maubourg - 75007 PARIS



ARGENTEUIL

Recrute

Argenteuil a placé "l'enfant dans la ville" au centre de ses priorités et développe en direction de l'enfance (petite enfance à preadolescence i un ensemble d'actions et de programmes éducatifs et sociaux (crèches, centres de loisirs, points d'accueil de quartier, vacances...) et recherche son :

## DIRECTEUR DE L'ENFANCE

■ En étroite collaboration avec l'Elue et le Secrétaire Général Adjoint du Secteur, vous mettrez en œuvre les orientations d'activité définies par la municipalité.

Wous conduirez l'équipe de direction du secteur composée de 3 responsables (enfance, petite enfance, gestion) et superviserez un service de 270 personnes. Vous travaillerez en partenariat avec les autres secteurs de l'activité municipale.

■ Outre l'élaboration du budget, vous mettrez en œuvre des procédures de gestion rigoureuses pour assurer la mise en place de projets ambitieux : Contrat Enfance - Plan patrimoine.

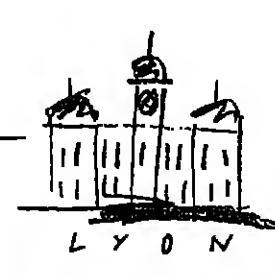
Administrateur ou Directeur Territorial (ou assimilé), vous possédez une solide maîtrise des règles de fonctionnement d'une municipalité ainsi que d'une structure associative sur les plans personnel, budget, juridique et comptable.

Notre expérience de direction d'un secteur enfance, votre forte capacité à encadrer, animer et motiver une equipe, votre sens du contact et du dialogue, vous permettront de relever un challenge passionnant.

Merci d'adresser dossier de candidature (cv, lettre manuscrite, photo) it FELDMAN Conseil - 85, boulevard Voltaire 75011 PARIS



feldman Conseil



## — Orchestre National de Lyon¬ Auditorium



Etablissement en régie municipale, assurant la gestion d'un orchestre symphonique, d'une salle de concerts et l'exploitation des spectacles des théâtres romains de Fourvière : Budget : 75 MF ; effectif: 150 permanents.

### Intendant - Responsable de la programmation réf. 50

Professionnel averti, vous disposez d'une culture musicale de haut niveau, symphonique (et si possible lyrique), et des talents de manager reconnus. Anglais courant indispensable, allemand souhaité.

### Directeur d'exploitation de la salle réf. 10

Rompu aux techniques de management des équipements culturels et de loisirs, vous êtes un professionnel du spectacle, ayant une sensibilité musicale. Anglais indispensable.

Adresser les candidatures (lettre avec prétentions, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à Patrice ARMENGAU - Directeur Général Auditorium/Orchestre de Lyon - 82 rue de Bonnel - 69431 LYON cedex 03.



recrute suivant conditions statutaires

SON SECRETAIRE

(56.000 habitants - Maine et Loire) à 55 km de Nantes et Angers, à une heure de la Côte Atlantique

GENERAL (H/F) (Administrateur Territorial)

Chargé d'assurer la Direction Générale et la coordination des Services, vous participerez à la préparation et à la mise en oeuvre des décisions

municipales. Disponible vous alliez une solide expérience de la Fonction Publique, des connaissances juridiques (niveau BAC +4 minimum) et des aptitudes au management.

- Avantages :

   Prime de responsabilité • Régime indemnitaire
- · Logement et rélique de fonction.

POSTE-VACANT À COMPTER DU 1ER NOVEMBRE 1993.

Pour tous renseignements, contacter la Direction des Ressources Humaines au 41 49 25 37

Merci d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo d'identité sous réf. CHL AU PLUS TARD LE 15 OCTOBRE 1993 à M. le Député-Maire, Hôtel de Ville, BP 2135, 49321 Cholet cedex.

### Communauté Urbaine de Lille

La Communauté Liboine de Lille regroupe 87 communes et plus d' 1 million d'habitants. Elle emploie 3000 salariés et gère un budget annuel de à milliards de francs. Ses compétences s'exercent principalement dans l'urbanisme, l'aménagement et l'habitat le transport des voyageurs, la voirie et la signalisation, l'écologie urbaine, le secours et la lufte contre l'incendie.

recherche pour la Direction Circulation et Voirie

## un Chargé d'Etudes de Circulation (1-46. 93-78) (Ingénieur Subdivisionnaire)

Missions : La Communauté Urbaine de Lille gère 2 000 km de voies, 1 000 km de trottoirs et 919 carrefours équipés de feux.

Au sein du service "Planification et Circulation" vous assurerez : - les études de circulation et de stationnement - les avants-projets d'aménagement géométrique des voles et carrefours - les études générales dans le domaine de la circulation, du stationnement

et de la conception des voles. Profil : De formation Ingénieur, vous êtes sensibilisé (e) aux problèmes

d'aménagement et d'urbanisme. Ce poste fait appei à des compétences techniques variées mais aussi à une bonne appréhension des aspects psychologiques et sociaux de la circulation. La préférence sera accordée aux ingénieurs Territoriaux en poste ou inscrits aur liste d'aptitude.

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo en précisant la réf. du poste à : M. Le Président de la Communauté Urbaine de Lille, Service Développement des Ressources Humaines, 1, rue du Ballon BP 749 - 59034 LILLE CEDEX.

LA METROPOLE DES GRANDS PROJETS



Eure-et-Loir 35.000 habitants A BO km de Paris Ouest

Ville en pleine mulation. Dreux porte ses ellorts sur la qualité de l'environnement et des services : eau potable et assainissement ( traitement des eaux) ; réaménagement de la collecte et du traitement des ordures ménagères ; création d'une déchèlerie : réorganisation des services ; schéma directeur informatique ; plans de formition et de

communication. recrute par vois de mutation ou de détachement

## Secrétaire Général Adjoint

ayant vocation à succéder au Secrétaire Général

Membre de la Direction Générale, vous participez aux réunions relatives à l'élaboration et au survi des politiques municipales, tant auprès du Maire et du 1er Adjoint, qu'auprès des Adjoints délègués pour les services dont vouscoordonnez l'activité : techniques, ressources humaines, culture, sécurité et animation sociale. Vous collaborez à la réalisation des actions de la municipalité pour la qualité du service.

Da formation supérlaura (Bac + 5, Drolt, Sciences-Po, DESS ou autres, souhaitable), vous avez impérativement une expérience pluridisciplinaire. Disponible et motivé, vous montrez des aptitudes au management, le sens du dialogue et des responsabilités. Vous disposez d'une parfaite connaissance de l'organisation administrative communale. Avantages : prime de détachement, régime indemnitaire, 13ème mois, logement, voiture.

Merci d'adresser candidature manuscrite. CV détaillé, et photographie à M. le Maire de Dreux, Direction des Ressources Humaines, BP 127. 28105 DREUX

· · · · ·

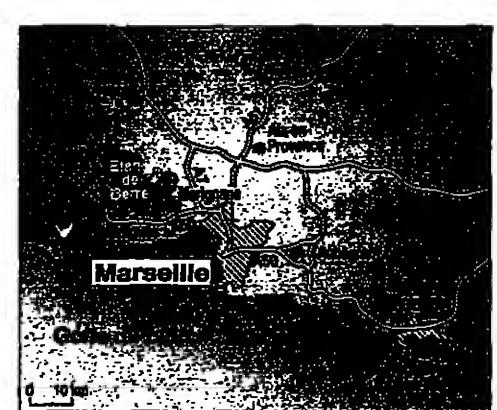
## MARSELL

## Entre fierté et détresse

ENDANT longtemps, elle a laissé dire. n'éprouvant pas le besoin de regarder par-dessus son épaule, par-dessus ses collines blanches qui la coupent de la terre. Marseille n'avait d'yeux que pour la Méditerrance. Un retranchement qui n'explique pas à lui seul son encombrante notoriété. A la moindre occasion, micros et caméras vienneut tâter le pouls des vendeuses de poisson, des supporters de football, on des habitants des quartiers nord. Qu'il se déclenche une guerre dans le golfe Persique, que le Front national fasse une apparition dans la ville ou qu'on y découvre une fausse facture. Marseille emplit les colonnes des journaux, plus encore que les tribulations de la famille royale britannique. Allez savoir qui a commencé, elle ou le reste du monde? Et qui manipule l'autre?

« Il est naturel que Marseille suscite tant d'intérêt, elle est la dernière ville populaire de France. La rue s'y exprime sans siltre», estime Madame Defferre, plus connue sous le nom d'Edmonde Charles-Roux. Avec ses 800 550 habitants, la commune est aussi la deuxième de l'Hexagone, malgré une inquiétante perte de population. Voilà pour les éléments objectifs. Le reste tiendrait au «romantisme» des Marseillais. Sous l'art de la galéjade chaleureuse, dans lequel ils excellent, perce un certain désespoir, un goût du désastre annoncé. Mais s'ils se délectent à noircir eux-mêmes le tableau, c'est pour embrouiller l'étranger, pour lui clore le bec. Pas pour qu'il aille le répéter à Paris! Le malentendu

persiste. Alors Marseille continue de se déployer vers le Sud. C'est dans cette direction qu'elle étale à son aise ses minuscules ports de pêche, où patientent les «pointus», ces barques qui ne paient pas de mine. C'est là qu'elle se repose à l'ombre des «cabanons», ces anciens hangars à bateaux poussés sans permis dont elle est si fière. Son territoire est vaste. Marseille dispose, en



tards, clochards, « primo-arri-

vants » à l'air perdu, manifes-

tants des chantiers navals de

La Ciotat, venus en habitués,

policiers voyants et taxis

prompts à médire se côtoient

devant les premières façades

du quartier de la porte d'Aix,

en attente de rénovation

depuis des lustres. A leurs

pieds, l'autoroute Nord

déverse ses camions. A l'ouest,

la route longe le complexe

pétrochimique de Fos; au

nord, elle éventre des grands

ensembles de sombre répu-

vrac, de 15 kilomètres de calanques, et plus encore de quais, d'un archipei, de plages, de grottes, d'un golf, d'un hippodrome, de massifs rocheux accueillant une station thermale, de sites archéologiques voisinant avec des forts.

Mais ce n'est là ni ce qu'on montre d'elle, ni ce qu'elle affiche. La préfecture des Bouches-du-Rhône s'est dotée ces dernières années d'équipements culturels dignes d'une métropole régionale, pas d'une capitale historique des rives de la Grande Bleue. Sa liaison avec cette dernière reste cachée. Elle ne s'est pas offert d'aquatium, pas même un musée méditerranéen. Marseille est un port où l'on arrive, mais une ville que l'on quitte rarement. Alors on garde ses trésors pour soi. Ainsi, dans les ports de plaisance, 83 % des places sont occupées par des navigateurs originaires de la commune, 11 % du département. Les «étrangers» n'ont qu'à aller mouiller ailleurs. L'ancienne porte de l'Orient n'a pas pour principe de dévoiler ses charmes au premier venu. Pour lui, autour de la gare Saint-Charles, Marseille concentre, comme par dérision, son folklore amer. Rou-

miques locales. « Jouer la carte coloniale étalt déjà un signe de décadence. En se concentrant sur un territoire protégé, les armateurs ont montré qu'ils n'étaient pas en mesure d'affronter leurs concurrents occidentaux. » Marseille appartenait encore au dix-neuvième siècle quand le reste de la France entamait sa modernisation industrielle. La bourgeoisie avait préféré poursuivre ce qu'elle savait faire, miser sur le négoce à gros profits.

«Financer à long terme le développement de technologies de pointe et embaucher, cher, des ouvriers qualifiés ne fait pas partie de ses traditions», achève l'universitaire. Comme dans le reste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les capitaux viennent désormais d'ailleurs. L'enseignement technique reste peu développé. Seulement, les anciennes colonies n'attendent plus des fabriques marseillaises qu'elles leur livrent des briques et des tuiles. Et celles-ci n'ont plus vre à bas salaire pour les pro-

la Chine, » s'enthousiasme Jean-Claude Sitbon. Le directeur de l'ADECI, une association qui se charge de mettre en relation les PME marseillaises avec leurs voisines d'outremer, y croit. Tahar Rahmani, directeur de la fondation Conseil à la création d'entreprises et à la coopération internationale, se montre aussi confiant en un avenir méditerranéen. A condition que les élus locaux manifestent leur. volonté commune. A condition de secouer rapidement les mentalités...

« Les Marseillais sont des gens sérieux, soutient le préset de région. Claude Bussière. Leurs projets finissent toujours par aboutir. » « C'est la dernière heure, les élites intermédiaires vont finir par s'en aller. prévient l'économiste Jean-Louis Reiffers. Les décisions sont ici tellement plus longues et compliquées qu'ailleurs qu'elles découragent les bonnes volontés. » N'empêche, mobilisation des décideurs marseillais ou prise de conscience de besoin de flots de main-d'œu- ; la part de l'Etat, la Datar a donnė, il y a quelques jours,

celone aussi probablement. La chambre de commerce a invité, deurs français et étrangers, pour leur présenter les atouts de la Provence et de sa renaissance prochaine. Ces rencontres auront lieu sur un paquebot ancré dans le port. Tant qu'à changer d'image, autant de pas lésiner sur les symboles. Voilà qui est dans les cordes des Marseillais.

Par son sens du spectacle, et plus encore de la tragédie, Marseille ne renie pas ses origines. Ses fondateurs avaient voyagé depuis la Grèce antique. Elle est née de la mer, et son peuple avec elle. La dernière vague arrive de l'océan Indien. Ces nouveaux-venus originaires des Comores se targuent d'être 20 000.

Une estimation probablement ambitieuse, mais il faut bien cela pour se faire une place au soleil marseillais et au sein de ses vingt-six communautés. Avant eux avaient débarqué, des mamelouks venus d'Egypte, des Arméniens et des Libanais, des Italiens et des Corses, des Indochinois d'avant les guerres d'indépendance et les pieds-noirs après, des Maghrébins et des Kurdes. Les responsables locaux ont beau marteler aujourd'hui que ce creuset international constitue une force, la ville ne leur a pas toujours tendu les bras. Elle en a au moins pris l'habitude. Voilà vingt-six siècles que cela dure.

Modèle américain ou intégration? Face à ce débat de fond, les Marseillais sont condamnés à innover

Sur ce suiet, Robert Vigouroux, qui a créé une instance de rencontres pour les représentants de toutes les communautés, devient presque volubile. « Les frontières font partie intégrante de la cité, seulement, ici, elles signifient le respect des différences. Je ne suis pas savorable à l'intégration à tout prix. l'important est d'avoir pour objectif commun d'être marseillais. » Michel Pezet, ancien président socialiste du conseil régional, son rival lors des dernières élections municipales, se dit loin de partager cette conception. « Marseille ne doit pas se comporter comme une ville américaine où les cultures se contentent de coexister. Elle doit devenir une métropole européenne!» Peut-être les Marseillais parviendront-ils à faire progresser ce débat de

De sa longue histoire et de sa « position géostratégique », comme disent les experts, la cité phocéenne a hérité d'un privilège discutable, celui d'être atteinte la première par des lames de fond qui débordent largement son territoire. Aussi pourrait-elle devenir. selon les plus positifs, un «laboratoire du vingt et unième siècle», tant économique que social, voire politique. Elle est condamnée à innover. puisqu'elle est située en première ligne. Elle demenre un port qui attire, un sas, une «ville-frontière» même si elle ne sait plus très bien vis-à-vis de qui.

Comme Marseille est en outre composée de cent onze villages pratiquant chacun un accent différent, à en croire l'office du tourisme, le tout, hérissé d'immeubles émergés à la va-vite, finit par faire désordre. En fait, cette géographie compliquée raconte seulement l'histoire agitée d'une vieille cité. D'où vient alors cette impression qu'il y reste tant à faire? Madame Deferre a une réponse ingénue: « C'est justement parce qu'elle est si ancienne qu'elle s'use plus vite que les autres. »

> de notre envoyée spéciale Martine Valo

Prochain article: NENTON

## Alger par la mer

a Alger, les petits ctrabendistes y (trafiquants), qui trippent. pour les gros bonnets du régime et ceux qui s'échinentpour les caïds de la mafía faiamiste? En vérité, à rien du tout. ll suffit d'avoir passé quelques minutes dans les soutes du Liberté, où chaque passager à parqué sa voiture, pour se douter du en matière de débrouilles et d'embrouilles les Algériens, de quelque minaret: qu'ils scient, sont prêts à oublier leurs querelles de chapelle, pourvu qu'à l'arrivée les douaniers ne fassent pas 422 000 en 1991, 416 000 en preuve d'un zèle tyrannique.

A plonger dans le flot feillnien des véhicules qui embarquent au port de la Joliette, on peut se demander à quoi réverit les gendarmes marseillais, et. comment ces engins psychédéacues, aux portières mei rafistolées, aux pare-chocs raciant le bitume et aux capots arrière bäilant insolemment à chaque cahot, avaient pu circuler, ne seralt-ce qu'un quart d'heure, sans être arrêtés par la maréchaussée et envoyés à la casse. Question vite oublies, tent l'étape suivante, l'observation des chargements », s'avère

hypnotique. Face à ces Himalaya de cartons boursouflés (vêtements, pièces détachées, rouleaux de ficelle, prieus de rechange), de :: tables à repasser, de réfrigérateurs ou de roues de vélo : pour les meubles », tandis que débordant des fenêtres, Prévert et son pauvre inventaire n'auraient pas fait long feb. Et puis, Prevert aimair les femmes. Hormis deux ou trois épouses. muettes, flanquées de leurs marks kabyles, et une ou deux gapuria (étrangères) pas forcément plus délurées, le panocame humain de cette minuscula croisière (environ vingt-quatre

- A quoi reconnaît-on, quand heurest semble devoir genéraleon vovage par ferry de Marseille : ment se limiter à quelques tabless mesculnes ponttuent eurs repas de messes basses

et de rires bruyants. Est ce la cherté de la vie en France: le maiume de devises conjugué à le dégringolade du dinar fun peu plus de 4 dinars pour 1 franc au marché officiel. plus de 10 au marché noir) ou la difficulté pour l'Aigenen moven (ni caid ni chômeur) à obtenir le sacro-saint visa ? Qu'ils solent touristes ou e pabendistes a, le nombre de ceux qui traversent la Méditerrance sur un ferry. tend à diminuer. Ils étaient

Nomades à leur manière, les « trabendistes » suivent touiours la route qui mène aux oasis les moins chères, selon les règles du repport qualitéprix. D'eprès les connaisseurs algérois. Marseille aurait, de ce point de vue, perdu la première place, depuis au moins deux ans. En outre, ce n'est plus le bateau, mais l'avion, qui semble avoir gagné la préférence de ces globe-trotters un peu speciaux: & Pour les vétements féminins, le mieux, ces temps-ci, c'est la Syrie», assure un viell habitué du port et de ses tratics. « Une robe que vous trouvez à 100 francs à Marseille, vous L'aurez pour 35 ou 40 francs seulement à . Demas », précise-t-it: Selon lui, -l'Egypte est une « bonne affaire la Turrisie conserve le maillot iaune, cloin devant la France et le Maroga, pour tout ce qui concerne l'électroménager et le material hi-ff. D'ailleurs, il cuffit de faire une fois le voi Tunis : Alger, pour commencer à le

de notre correspondante à Alger Catherine Simon

tation. Seul l'aéroport de Marignane permet d'échapper à cette atmosphère de mauvaise augure. Mais les visiteurs arrivés tôt le matin, en costumecravate ou tailleur, ont vite filé vers les zones d'activités de Vitrolles, d'Aubagne ou vers Aix-en-Provence, L'économie de la capitale régionale se porte mal, avec 20 % de chômeurs, ce n'est un secret pour personne. Son port témoigne sans doute le plus cruellement de son déclin. Il ne reste plus que 1,2 million de passagers par an. venus de Corse, d'Algérie ou de Tunisie,

pour observer les quais déser-

tés de la Joliette, avant d'at-

teindre la triste gare maritime.

D. COETLINGER\_

Pour les experts, la ville malade ne peut retrouver sa place de grande cité du Sud sans son port

« Un cycle est un cycle », commente doctement une brochure du Port autonome de Marseille. « Il est difficile de vivre une mulation », laisse tomber le maire, Robert Vigouroux (apparenté PS) du haut de son bureau surolombant le Vieux Port, devenu un havre pour les plaisanciers. Nombre d'observateurs situent le début de la crise aux bouleversements des guerres d'indépendance. En historien, Emile

duire. Les usines ont disparu, laissant leurs friches derrière

Bien sûr, plus personne ne croit que la richesse débarquera toute crue des bateaux pour être transformée en savons, en semoule, en pâtes ou en chocolat. Le port, le vrai, s'est déplacé sur les rives de l'étang de Berre en 1964. L'industrie moderne a quitté le littoral marseillais, laissant l'ancienne organisation des dockers se consumer lentement. Cette agonie interminable n'affecte guère le trafic essentiel, celui des hydrocarbures. Grâce au pétrole, Fos-Marseille se maintient au troisième rang européen.

Pourtant les décideurs se tournent à nouveau vers le large, guettant les signes de renaissance. Car depuis quelques années, économistes et experts des missions interministérielles se sont succédé au chevet de la ville malade. Leurs études vont toutes dans le même sens. Marseille ne peut retrouver sa place de grande cité du Sud sans son port, qui reste un outil performant malgré sa langueur actuelle. Et même si elle est devenue un pôle important de recherche scientifique, elle doit d'abord s'appuyer sur sa vocation traditionnelle, le négoce. Bref se relancer dans les affaires, pour employer un terme plus actuel.

entreprises qui manquent aujourd'hui, il est possible de

un avis favorable à la création de l'Établissement public d'aménagement de la Joliette (EPAJ). Une initiative qui, si. elle obtient le soutien du gouvernement, dévrait se traduire par la restructuration du cœur de la ville, depois les quais jusqu'à la gare Saint-Charles, afin d'v accueillir un centre tertiaire, intitulé Euroméditerra-

Henri Roux-Alezais, le président de la chambre de commerce annonce, lui, plus fort encore: « 2001 Marseille Provence-Méditerranée monde. » Pôle santé, logiciel, agroalimentaire, zone de télécommunication avancée, relance du projet de liaison Rhin-Rhône... Autour de ce titre générique, les idées ne manquent pas, les obstacles non plus. A en croire Heari Roux-Alezais, il ne s'agit pas seulement d'une question de survie économique, mais aussi de défi culturel. «Nous ne voulons pas nous

retrouver dans une Europe anglo-saxonne, qui ne raisonne qu'en chissres et en termes techniques. La Méditerranée a porté les trois religions monothéistes, elle sera bien capable de susciter un nouvel essor. » La Commission de Bruxelles fournit actuellement 6,8 écus par habitant aux pays d'Europe centrale, 2,4 aux États méditerranéens. Si elle voulait bien regarder un peu plus vers le «En offrant les services aux sud, la ville serait toute prête à lui servir de relais. Elle souhaiterait accueillir, par exemple, devenir une plaque tournante une banque de développement incontournable, quelque chose méditerranéen ou quelque Temime pose un regard plus comme Hongkong vis-à-vis de autre institution. Gênes et Bar-

